

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2018/15578]

4 OCTOBRE 2018. — Décret relatif au Code wallon du Bien-être des animaux (1)

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement wallon, sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Le texte qui suit forme le Code wallon du Bien-être des animaux :

« CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales*

Article D. 1^{er}. L'animal est un être sensible qui possède des besoins qui lui sont spécifiques selon sa nature.

Le présent Code vise à protéger la sensibilité et à assurer le bien-être de l'animal.

Art. D.2. § 1^{er}. La Région wallonne mène une politique visant à assurer la protection et le bien-être des animaux en tenant compte, notamment, de leurs besoins physiologiques et éthologiques, ainsi que de leurs rôles au sein de la société et de l'environnement.

Pour ce faire, la Région wallonne :

1° informe et sensibilise les citoyens au bien-être animal, à la protection des animaux et à la manière dont il convient de les traiter;

2° valorise le travail et les techniques visant à améliorer le bien-être animal;

3° soutient et prend des initiatives d'harmonisation des normes européennes vers un meilleur niveau de protection des animaux;

4° soutient et promeut, avec le soutien de la recherche, le bien-être animal dans tous les types d'élevages;

5° stimule le développement de méthodes alternatives à l'expérimentation animale;

6° lutte contre les faits de maltraitance;

7° assure un dialogue constructif entre les différentes parties prenantes en matière de bien-être animal.

§ 2. La politique de la Région wallonne en matière de bien-être animal s'intègre dans une dimension internationale et européenne. A cette fin, la Région wallonne défend le respect du bien-être animal et contribue à la protection des animaux au sein de l'Union européenne et à l'échelon international.

§ 3. Toutes les décisions et réglementations du ressort de la Région wallonne en matière de bien-être animal respectent les orientations du présent article.

§ 4. Le Gouvernement peut soutenir financièrement des initiatives en matière d'information et de sensibilisation en faveur du bien-être animal selon les modalités qu'il détermine.

Dans le cadre des initiatives visées à l'alinéa 1^{er}, le Gouvernement met en œuvre, selon les modalités qu'il fixe, un support électronique d'éducation et de sensibilisation en faveur du bien-être animal à destination de personnes mineures d'âge.

Art. D.3. § 1^{er}. Le présent Code régit le comportement que l'être humain observe à l'égard des animaux et sanctionne celui qui se livre, sauf pour des motifs légitimes, à des actes qui ont pour conséquence de faire périr un animal sans nécessité ou de lui causer sans nécessité des lésions, mutilations, douleurs ou souffrances.

§ 2. Le présent Code s'applique aux vertébrés.

Il s'applique également à certains invertébrés déterminés :

1° lorsque les dispositions du présent Code le spécifient;

2° pour les dispositions du présent Code déterminées par le Gouvernement sur la base de recherches scientifiques menées quant à leurs capacités sensibles.

CHAPITRE II. — *Définitions*

Art. D.4. § 1^{er}. Pour l'application du présent Code, l'on entend par :

1° abandonner : laisser un animal en un lieu quelconque avec l'intention de s'en défaire et sans s'assurer du transfert direct de responsabilité;

2° l'abattage : la mise à mort d'animaux destinés à la consommation humaine;

3° un abattoir : un établissement utilisé pour l'abattage d'animaux terrestres qui relève du champ d'application du règlement (CE) n° 853/2004 du Parlement européen et du Conseil du 29 avril 2004 fixant des règles spécifiques d'hygiène applicables aux denrées alimentaires d'origine animale;

4° un animal de compagnie : un animal détenu ou destiné à être détenu par un être humain afin de lui tenir principalement compagnie;

5° un animal détenu à des fins de production agricole : un animal détenu dans le cadre d'une activité agricole au sens du Code wallon de l'Agriculture ou d'une activité sylvicole;

6° un animal domestique : animal pouvant être détenu et utilisé dans un cirque ou dans une exposition itinérante conformément à la liste établie en vertu de l'article D.25;

7° un animal exotique : un animal dont l'espèce provient d'un écosystème différent de celui de la Région wallonne;

8° une association œuvrant dans l'intérêt des animaux : une association agréée en vertu de l'article D.32;

9° une cage pour l'élevage de poules pondeuses : cage, aménagée ou non au sens de la directive 1999/74/CE du Conseil du 19 juillet 1999 établissant les normes minimales relatives à la protection des poules pondeuses, destinée à renfermer des poules, ou tout espace similaire utilisé dans le cadre d'une exploitation agricole recourant à des élevages de poules en batterie;

10° un cirque : un établissement mobile ou non dans lequel des animaux sont détenus et présentent des tours pour l'amusement du public pour lesquels ils sont stimulés par un entraîneur ou un dresseur, à l'exception d'un parc zoologique;

11° commercialiser : les actions visant à :

- a) mettre en vente;
- b) détenir, acquérir ou exposer en vue de la vente;
- c) échanger;
- d) vendre;
- e) céder à titre onéreux;

12° détenir un animal : le fait d'avoir en possession, quel qu'en soit le titre, un animal, et ce, de manière régulière ou provisoire;

13° donner : céder à titre gratuit;

14° un élevage d'animaux de compagnie : un établissement dans lequel sont détenus des animaux de compagnie pour la reproduction et sont commercialisés ou donnés des jeunes provenant de portées propres ou d'autres élevages qui satisfont aux dispositions légales;

15° un établissement commercial : un établissement accessible ou non au public où sont détenus des animaux, autres que ceux détenus à des fins de production agricole, dans le but de les commercialiser ou de les donner, à l'exclusion des établissements qui vendent comme seuls animaux vivants, des invertébrés et des poissons qui servent d'appâts pour la pêche ainsi que des poissons détenus dans des bassins et destinés à vivre dans des étangs ou l'une de ces catégories d'animaux seulement;

16° un étourdissement : tout procédé intentionnel qui provoque une perte de conscience et de sensibilité sans douleur, y compris tout procédé entraînant une mort immédiate;

17° une exposition d'animaux : un rassemblement d'animaux organisé en vue de juger de leurs qualités, de les comparer ou de les présenter dans un but éducatif, et dont l'objet principal n'est pas commercial;

18° une exposition itinérante : un établissement mobile dans lequel des animaux sont exposés;

19° une famille d'accueil : une personne physique ou morale, enregistrée, qui héberge et soigne temporairement des animaux en un lieu déterminé, conformément aux conditions fixées par le Gouvernement;

20° le gestionnaire d'un établissement : la personne physique ou morale qui gère ou exploite l'établissement;

21° un groupe fermé : un espace créé, au départ d'une inscription ou d'une identification, sur les réseaux sociaux qui n'est accessible qu'aux personnes autorisées par le gestionnaire de l'espace et dont le contenu n'est visible que de ces personnes;

22° un hippodrome de kermesse : une attraction foraine composée d'une piste où des équidés peuvent être chevauchés par le public ou servir à le tracter;

23° un marché communal : une réunion de commerçants ambulants qui, à des périodes fixes, commercialisent ou donnent dans un lieu public reconnu par l'administration communale;

24° un marché d'animaux : un rassemblement d'animaux organisé en vue de les commercialiser ou de les donner;

25° le Ministre : le Ministre du Bien-être animal;

26° une mise à mort : tout procédé intentionnel qui cause la mort d'un animal;

27° un parc zoologique : un établissement accessible, au moins sept jours par an, au public où sont détenus et exposés des animaux vivants appartenant à des espèces non domestiques, y compris les parcs d'animaux, les parcs-safari, les aquariums et les collections spécialisées, à l'exclusion cependant des cirques, des expositions itinérantes et des établissements commerciaux pour animaux ou d'autres types d'établissements définis par le Gouvernement;

28° une pension : un établissement où des animaux, confiés par leur responsable, sont soignés et hébergés pendant un temps limité et moyennant rémunération;

29° un refuge : un établissement agréé, public ou non, qui dispose d'installations adéquates pour assurer à des animaux perdus, abandonnés, cédés volontairement à titre gratuit, saisis ou confisqués, un logement ou un abri et les soins nécessaires, à l'exclusion des établissements agréés par les autorités compétentes pour recueillir exclusivement des animaux de la faune sauvage indigène;

30° un responsable d'un animal : toute personne, propriétaire ou détentricrice d'un animal, qui exerce habituellement sur lui une gestion ou une surveillance directe;

31° une revue spécialisée ou site internet spécialisé : une revue ou un site internet dont les annonces concernent exclusivement la commercialisation d'animaux ou de biens et services qui s'y rapportent directement;

32° un transport : les mouvements d'animaux effectués à l'aide d'un ou de plusieurs moyens de transport et les opérations annexes, y compris le chargement, le déchargement, le transfert et le repos, jusqu'à la fin du déchargement des animaux sur le lieu de destination;

33° un voyage : l'ensemble de l'opération de transport, depuis le lieu de départ jusqu'au lieu de destination, y compris le déchargement, l'hébergement et le chargement aux points intermédiaires du voyage;

34° un voyage de longue durée : un voyage dépassant huit heures à compter du moment où le premier animal du lot est déplacé.

§ 2. Pour l'application du Chapitre 8, l'on entend par :

1° une expérience sur animaux : toute utilisation invasive ou non d'un animal à des fins expérimentales ou à d'autres fins scientifiques, dont les résultats sont connus ou inconnus, ou à des fins éducatives, susceptible de causer à cet animal une douleur, une souffrance, une angoisse ou des dommages durables équivalents ou supérieurs à ceux causés par l'introduction d'une aiguille conformément aux bonnes pratiques vétérinaires;

2° un projet : tout programme de travail ayant un objectif scientifique défini et impliquant une ou plusieurs expériences sur animaux;

3° un établissement pour animaux d'expérience : toute installation, tout bâtiment, tout groupe de bâtiments ou tout autre local, y compris, le cas échéant, un endroit non totalement clos ou couvert, ainsi que des installations mobiles;

4° un éleveur : toute personne physique ou morale élevant des animaux déterminés par le Gouvernement en vue de leur utilisation dans des expériences sur animaux ou en vue de l'utilisation de leurs tissus ou organes à des fins scientifiques, dans un but lucratif ou non;

5° un fournisseur : toute personne physique ou morale autre qu'un éleveur fournissant des animaux en vue de leur utilisation dans des expériences sur animaux ou en vue de l'utilisation de leurs tissus ou organes à des fins scientifiques, dans un but lucratif ou non;

6° le Ministre : le Ministre du Bien-être animal;

7° un utilisateur : toute personne physique ou morale utilisant des animaux dans des expériences sur animaux, dans un but lucratif ou non.

Concernant le 1°, cela inclut toute intervention destinée, ou de nature, à aboutir à la naissance ou à l'éclosion d'un animal ou à la création et à la conservation d'une lignée d'animaux génétiquement modifiés dans l'une de ces conditions, mais exclut la mise à mort d'animaux à la seule fin d'utiliser leurs organes ou tissus.

CHAPITRE III. — *Détention des animaux*

Section 1. — Généralités

Art. D.5. A l'exception de l'article D.7, le présent chapitre ne s'applique pas aux animaux détenus dans le cadre d'une expérience sur animaux régie conformément au Chapitre 8.

Sous-section 1. — *Principes généraux*

Art. D.6. § 1^{er}. Un permis est nécessaire pour détenir un animal.

Toute personne détient de plein droit et de manière immatérielle le permis visé à l'alinéa 1^{er}, pour autant que le permis n'ait pas été retiré, de manière permanente ou temporaire, en vertu d'une décision, judiciaire ou administrative, coulée en force de chose jugée, aux motifs d'une infraction au présent Code ou à ses arrêtés d'exécution. Lorsque la personne qui détient l'animal est une personne physique, elle doit avoir atteint la majorité.

§ 2. Sans préjudice du paragraphe 1^{er}, toute personne qui détient un animal doit avoir la compétence et la capacité pour le détenir.

Sur avis du Conseil wallon du Bien-être des animaux, le Gouvernement peut arrêter des règles relatives aux compétences et capacités nécessaires des personnes qui détiennent un animal. Il peut, notamment, soumettre la détention d'un animal à un régime d'autorisation.

§ 3. Pour ce qui concerne les animaux détenus à des fins de production agricole au sein de l'établissement, le permis d'environnement délivré ou la déclaration effectuée conformément au décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement vaut permis de détention visé au paragraphe 1^{er}.

Art. D.7. Il est interdit d'abandonner un animal.

Sous-section 2. — *Les conditions d'hébergement et de détention*

Art. D.8. § 1^{er}. Toute personne procure à l'animal qu'elle détient une alimentation, des soins et un logement ou un abri qui conviennent à sa nature, à ses besoins physiologiques et éthologiques, à son état de santé et à son degré de développement, d'adaptation ou de domestication.

L'espace, l'éclairage, la température, l'hygrométrie, la ventilation et les autres conditions ambiantes sont conformes aux besoins physiologiques et éthologiques de l'espèce.

§ 2. Le Gouvernement peut adopter des règles complémentaires relatives aux conditions de détention et d'hébergement pour les différentes espèces et catégories d'animaux.

§ 3. Le présent article est sans préjudice des normes fixées pour les élevages d'animaux détenus à des fins de production agricole.

Art. D.9. § 1^{er}. Nul ne peut réduire la liberté de mouvement d'un animal au point de l'exposer à des douleurs, des souffrances ou des lésions évitables. Un animal ne peut être perpétuellement attaché.

Dans les hypothèses qui ne contreviennent pas à l'alinéa 1^{er}, l'animal attaché ou enfermé dispose de suffisamment d'espace et de mobilité, conformément à ses besoins physiologiques et éthologiques.

§ 2. Le Gouvernement peut :

1° arrêter des règles complémentaires relatives à la liberté de mouvement des différentes espèces et catégories d'animaux;

2° interdire certaines méthodes réduisant la liberté de mouvement d'un animal.

Art. D.10. Tout animal détenu en extérieur dispose d'un abri naturel ou artificiel pouvant le préserver des effets néfastes du vent, du soleil et de la pluie.

À défaut d'un abri visé à l'alinéa 1^{er} et en cas de conditions météorologiques pouvant porter atteinte à son bien-être, l'animal est déplacé dans un lieu d'hébergement adéquat.

Sous-section 3. — *Les animaux abandonnés, perdus et errants*

Art. D.11. La commune gère les animaux abandonnés, perdus et errants sur son territoire conformément à la présente sous-section. Elle peut conclure une convention afin de désigner un refuge ou un parc zoologique auquel ces animaux sont directement confiés conformément à l'article D.12. Cette désignation est publiée à l'attention de la population.

Le Gouvernement peut déterminer le contenu minimal de la convention visée à l'alinéa 1^{er} et préciser les modalités suivant lesquelles les animaux sont confiés au refuge.

Art. D.12. § 1^{er}. Toute personne qui trouve un animal abandonné, perdu ou errant prévient sans délai la commune du lieu où l'animal a été trouvé. La commune place immédiatement l'animal :

1° dans un refuge, le cas échéant, partie à la convention visée à l'article D.11;

2° lorsque l'espèce visée le requiert, dans un parc zoologique.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 1°, lorsque le refuge manque de place pour accueillir l'animal dans de bonnes conditions pour lui procurer les soins nécessaires, le refuge propose une famille d'accueil qui peut accueillir l'animal visé et lui procurer les soins et un hébergement approprié.

En cas de manque de place au sein des refuges et des familles d'accueil, le Gouvernement peut déterminer un autre lieu d'hébergement selon les modalités et conditions qu'il fixe.

§ 2. A l'arrivée d'un animal, lorsque celui-ci est visé par une obligation d'identification et enregistrement, la personne qui en assure l'hébergement conformément au paragraphe 1^{er} vérifie si celui-ci est porteur d'une marque d'identification.

Pour les animaux porteurs de marques d'identification, la personne responsable de la prise en charge de l'animal tente de retrouver le responsable de l'animal et l'avertit sans délai lorsque ce dernier est identifié.

§ 3. L'animal est tenu à la disposition de son responsable pendant vingt jours à dater du jour où il a été recueilli. Passé ce délai, le refuge ou le parc zoologique en devient propriétaire.

§ 4. La personne qui a abandonné ou perdu son animal est redevable des frais générés par la prise en charge de celui-ci, qu'il lui soit restitué ou non.

Art. D.13. § 1^{er}. Lorsque l'animal abandonné, perdu ou errant recueilli présente des blessures, les soins nécessaires sont pratiqués avant que l'animal ne soit confié en vertu de l'article D.12.

Le Gouvernement détermine la personne en charge des frais inhérents à ces soins.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, l'animal abandonné, perdu ou errant peut être mis à mort sans délai :

- 1° sur décision du bourgmestre lorsqu'il existe des motifs impérieux et urgents de sécurité publique;
- 2° sur décision d'un médecin-vétérinaire qui le juge nécessaire pour des raisons de bien-être.

Les données d'identification de l'animal ainsi que les motifs de la mise à mort sont conservés pendant un an par la commune, par la personne qui en assure l'hébergement en vertu de l'article D.12. Les motifs sont communiqués au responsable de l'animal lorsque celui-ci peut être identifié.

Le responsable de l'animal mis à mort pour des raisons visées à l'alinéa 1^{er} est redevable des frais générés par la mise à mort.

Art. D.14. Lorsque l'animal de compagnie fait l'objet d'une obligation d'identification ou d'enregistrement conformément à la sous-section 4, la commune relève l'identification de l'animal de compagnie trouvé mort sur le domaine public et en informe le responsable de l'animal.

Sous-section 4. — L'identification des animaux de compagnie

Art. D.15. § 1^{er}. Le Gouvernement peut prendre des mesures pour identifier et enregistrer les animaux de compagnie, pour les espèces qu'il détermine. Dans ce cas, il détermine le tarif de la redevance pour l'identification et l'enregistrement à charge du responsable de l'animal.

Le responsable des animaux de compagnie le fait identifier et enregistrer selon les modalités prévues par le Gouvernement.

§ 2. La redevance pour l'identification et l'enregistrement d'un animal de compagnie peut être augmentée d'une contribution de lutte contre les abandons dont le montant est fixé par le Gouvernement.

Pour les chiens et chats, le montant de la contribution visée à l'alinéa 1^{er} est fixé :

- 1° à 4 euros par chien et à 1 euro par chat lorsque la personne qui procède à l'identification et l'enregistrement est un particulier;
- 2° à 20 euros par chien et à 5 euro par chat lorsque la personne qui procède à l'identification et l'enregistrement dispose d'un agrément au sens de l'article D.28.

§ 3. La contribution visée au paragraphe 2 est à charge de la personne qui procède à l'identification et l'enregistrement. Cette contribution est affectée à la section « protection contre les abandons et la maltraitance animale » du Fonds budgétaire du bien-être des animaux visé au Chapitre 10.

Les refuges, associations œuvrant dans l'intérêt des animaux et les familles d'accueil sont exonérés du paiement de la contribution.

Le Gouvernement détermine les modalités de perception de la redevance et de la contribution.

Art. D.16. § 1^{er}. Lorsqu'un animal de compagnie est identifié et enregistré, la personne renseignée comme responsable de l'animal est présumée en être le propriétaire.

Cette présomption peut être renversée par toute voie de droit.

§ 2. Le Gouvernement détermine les hypothèses suivant lesquelles la présomption visée au paragraphe 1^{er} ne s'applique pas.

Art. D.17. Nul n'obtient la détention d'un animal non identifié ou non enregistré conformément aux dispositions du présent Code et à ses arrêtés d'exécution.

L'alinéa 1^{er} n'est pas applicable aux refuges, aux familles d'accueil et aux associations œuvrant dans l'intérêt des animaux déterminées par le Gouvernement.

Art. D.18. Lorsqu'un médecin-vétérinaire constate qu'un animal de compagnie qui lui est présenté n'est pas identifié et enregistré conformément aux dispositions du présent Code et à ses arrêtés d'exécution, il procède, sauf refus écrit du responsable de l'animal, à l'identification et à l'enregistrement de l'animal aux frais du responsable de l'animal.

Le cas échéant, le médecin-vétérinaire conserve le refus visé à l'alinéa 1^{er} pendant deux ans et le transmet selon les modalités déterminées par le Gouvernement.

Sous-section 5. — Le contrôle de la reproduction des animaux

Art. D.19. § 1^{er}. Afin d'assurer leur bien-être, le Gouvernement peut prendre des mesures pour limiter la reproduction de certains animaux. Ces mesures peuvent porter sur un groupe spécifique ou sur un animal déterminé.

Le Gouvernement peut soutenir financièrement toute initiative à cet égard selon les modalités qu'il détermine.

§ 2. Le paragraphe 1^{er} est sans préjudice des réglementations applicables aux animaux détenus à des fins de production agricole.

Sous-section 6. — Les animaux qui peuvent être détenus

Art. D.20. § 1^{er}. Le Gouvernement peut établir des listes de catégories d'animaux aux fins d'en limiter la détention. Lorsqu'une telle liste est établie, seules les espèces visées par la liste peuvent être détenues.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, alinéa 2, des espèces absentes des listes établies peuvent être détenues par :

- 1° un parc zoologique;
- 2° un particulier spécialisé ou un éleveur agricole :
 - a) pour les animaux détenus avant la date d'entrée en vigueur de la liste concernée, ou;
 - b) agréés sur avis de la Commission visée à l'article D.22;
- 3° un médecin-vétérinaire, pour les animaux confiés temporairement pour des soins vétérinaires;
- 4° un refuge ou une famille d'accueil, pour les animaux :
 - a) saisis et placés dans le refuge ou dans une famille d'accueil conformément à l'article D.149bis du Livre I^{er} du Code de l'Environnement ou;
 - b) perdus ou abandonnés pour autant qu'il s'agisse d'animaux visés par l'agrément du refuge.

Le Gouvernement fixe la procédure et les conditions pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 2°.

Une redevance est due pour la demande d'agrément visé à l'alinéa 1^{er}, 2°, b), selon le tarif fixé par le Gouvernement.

Art. D.21. Il est interdit de détenir :

- 1° un cétacé;
- 2° des animaux à des fins exclusives ou principales de production de fourrure.

Sous-section 7. — La Commission wallonne des parcs zoologiques

Art. D.22. § 1^{er}. Le Gouvernement instaure une Commission wallonne des parcs zoologiques, dont les missions sont :

- 1° donner un avis sur l'établissement de normes concernant les parcs zoologiques et la détention d'animaux exotiques;
- 2° donner un avis pour l'agrément du particulier spécialisé et de l'éleveur agricole visés à l'article D.20, § 2, 2°, b);
- 3° toute mission en rapport avec la détention d'animaux exotiques, qui lui sont confiées par le Gouvernement ou le Ministre.

§ 2. Le Gouvernement détermine la composition et le fonctionnement de la Commission wallonne des parcs zoologiques, ainsi que le mode de désignation de ses membres. Les membres sont des experts reconnus pour leurs études ou leurs compétences spécialisées concernant le comportement des espèces animales, les conditions d'hébergement des animaux ou les aspects pédagogiques dans les parcs zoologiques.

§ 3. Un rapport des activités de la Commission wallonne des parcs zoologiques est communiqué annuellement au Ministre.

Section 2. — Utilisation d'animaux à des fins de divertissement

Art. D.23. Il est interdit :

- 1° d'organiser des combats d'animaux ou des exercices de tir sur animaux, d'y participer avec ses animaux ou en tant que spectateur, d'y prêter son concours d'une manière quelconque ou d'organiser ou de participer à des paris sur leurs résultats;
- 2° d'utiliser un animal à des fins de dressage, de mise en scène, de publicité ou à des fins similaires, lorsqu'il peut en résulter des douleurs, des souffrances ou des lésions prévisibles;
- 3° de se servir de chiens comme animaux pour la traction, sous réserve des dérogations accordées aux conditions fixées par le Gouvernement;
- 4° d'utiliser des équidés dans un hippodrome de kermesse.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, 4°, la détention et l'utilisation d'équidés dans un hippodrome de kermesse sont autorisées jusqu'au 31 décembre 2022 pour le responsable d'hippodrome de kermesse déjà en activité et enregistré dans le délai déterminé par le Gouvernement. Le Gouvernement arrête la procédure d'enregistrement.

Art. D.24. Le Gouvernement peut prescrire des mesures visant à assurer le bien-être des animaux présentés dans les expositions d'animaux ou utilisés à des fins de dressage, de publicité, de mise en scène, de concours, de compétitions, de démonstrations, de fêtes foraines et à d'autres fins similaires.

Dans le cadre des manifestations visées à l'alinéa 1^{er}, le Gouvernement détermine selon les cas :

- 1° les règles imposées aux organisateurs et à leurs préposés;
- 2° les substances interdites qui ont pour but d'influencer les prestations des animaux ou qui sont de nature à empêcher le dépistage de ces substances.

Art. D.25. § 1^{er}. Les animaux autres que les animaux domestiques ne peuvent pas être détenus ni utilisés dans les cirques et expositions itinérantes.

§ 2. Le Gouvernement fixe :

- 1° la liste des animaux domestiques qui peuvent être détenus et utilisés dans les cirques et les expositions itinérantes;
 - 2° les conditions à respecter pour le bien-être des animaux visés au 1°.
- Les conditions visées à l'alinéa 1^{er}, 2°, portent notamment sur :
- 1° l'identification des animaux et de leurs responsables;
 - 2° l'encadrement;
 - 3° l'hébergement;
 - 4° le transport;
 - 5° la manipulation des animaux;
 - 6° le nombre et la compétence du personnel;
 - 7° les emplacements.

Section 3. — Détention par des professionnels

Sous-section 1. — Animaux détenus à des fins de production agricole

Art. D.26. Le Gouvernement peut fixer des règles spécifiques de bien-être animal pour la détention des animaux détenus à des fins de production agricole.

Le Gouvernement peut soutenir financièrement toute initiative visant à déterminer ou à mettre en œuvre, de manière volontaire, des conditions de détention assurant un meilleur niveau de bien-être animal. Il fixe les modalités de ce soutien.

Art. D.27. L'installation ou la mise en service de cages pour l'élevage de poules pondeuses est interdite.

Sous-section 2. — Animaux détenus à des fins autres que la production agricole

Art. D.28. § 1^{er}. L'exploitation d'un élevage d'animaux de compagnie pour ce qui concerne les chiens ou les chats, d'un refuge, d'une pension, d'un établissement commercial pour animaux ou d'un parc zoologique est soumise à agrément préalable.

Pour d'autres établissements ou élevages que ceux visés à l'alinéa 1^{er}, et pour certains types d'établissement de capacités limitées, le Gouvernement peut :

- 1° étendre l'obligation prévue à l'alinéa 1^{er};
- 2° substituer la nécessité d'un agrément à une obligation d'autorisation ou d'enregistrement selon la procédure et les conditions qu'il fixe.

§ 2. L'agrément est refusé notamment lorsque les conditions d'octroi de l'agrément ne sont pas respectées ou lorsque la redevance n'est pas payée.

§ 3. Le gestionnaire d'établissement et ses préposés respectent les conditions de l'agrément.

Le Gouvernement fixe les conditions pour l'exercice des activités visées au paragraphe 1^{er}. Ces conditions peuvent notamment se rapporter aux compétences et à la formation du personnel en place.

§ 4. La liste des établissements agréés est publiée sur le site internet du Service public de Wallonie et mise à jour tous les trois mois.

§ 5. Le Gouvernement peut soutenir toute initiative visant à déterminer ou à mettre en œuvre, de manière volontaire, des conditions de détention assurant un meilleur niveau de bien-être animal. Il fixe les modalités de ce soutien.

Art. D.29. § 1^{er}. Le Gouvernement peut, à tout moment, suspendre ou retirer l'agrément visé à l'article D.28 si celui-ci ne satisfait plus aux conditions d'agrément ou en cas d'infraction au présent Code ou à ses arrêtés d'exécution.

Le retrait visé à l'alinéa 1^{er} entraîne, pour le propriétaire et les gestionnaires de l'établissement, les responsables du bien-être ou de la surveillance des animaux, ainsi que les responsables de l'infraction visée à l'alinéa 1^{er}, l'interdiction de solliciter directement ou indirectement un agrément visé à l'article D.28 pendant une durée minimale de deux ans. En outre, ces personnes ne pourront pas, pendant la période en question, gérer directement ou indirectement un établissement visé à l'article D.28 ou y exercer une surveillance directe ou indirecte des animaux.

§ 2. Le fonctionnaire sanctionnateur régional peut procéder à la suspension ou au retrait de l'agrément conformément à l'article D.163bis du Livre 1^{er} du Code de l'Environnement. Le retrait de l'agrément entraîne les effets visés au paragraphe 1^{er}, alinéa 2.

§ 3. Lorsque des animaux utilisés dans le cadre de l'établissement sont toujours détenus au sein de l'établissement après le retrait de son agrément, le titulaire de l'agrément cède, endéans les quinze jours du retrait de l'agrément, les animaux à toute personne pouvant les détenir en vertu du présent Code. Les personnes ainsi désignées assurent aux animaux des soins et un hébergement appropriés.

A défaut de cession opérée dans le délai visé à l'alinéa 1^{er}, ces animaux sont cédés définitivement à un ou plusieurs refuges ou à une ou plusieurs familles d'accueil proposées par les refuges.

Le Gouvernement fixe les modalités de la cession visée aux alinéas 1^{er} et 2.

En cas de manque de place au sein des refuges et des familles d'accueil, le Gouvernement peut déterminer un autre lieu d'hébergement selon les modalités et conditions qu'il fixe.

Art. D.30. § 1^{er}. Le Gouvernement fixe les conditions et modalités d'octroi, de maintien, de renouvellement, de suspension et de retrait d'agrément des établissements visés à l'article D.28, en fonction de la nature de l'établissement, des espèces animales détenues et de leur nombre.

Pour l'agrément des parcs zoologiques, le Gouvernement peut fixer les conditions visées à l'alinéa 1^{er} sur avis de la Commission wallonne des parcs zoologiques visée à l'article D.22.

§ 2. Le Gouvernement fixe le montant de la redevance qui couvre les frais d'agrément et peut en exonérer les refuges.

Art. D.31. § 1^{er}. Il est interdit d'utiliser la dénomination « refuge » sans posséder l'agrément visé à l'article D.28.

§ 2. Tout refuge communique au Ministre, au plus tard pour le 31 mars, un rapport annuel d'activités qui contient au moins des statistiques relatives au nombre d'animaux accueillis, au nombre d'adoptions, et au nombre de mises à mort pratiquées.

Le rapport visé à l'alinéa 1^{er} fait état des relations que le refuge entretient avec les associations œuvrant dans l'intérêt des animaux et les familles d'accueil.

Le Gouvernement peut préciser la forme et le contenu du rapport visé à l'alinéa 1^{er}, ainsi que prévoir toute mesure visant à promouvoir le remplacement des animaux hébergés en refuges.

§ 3. Le Gouvernement instaure et tient à jour une plateforme permettant d'informer le public des places disponibles au sein de chaque refuge. Les refuges collaborent activement à cette plateforme en transmettant, de manière régulière, les données pertinentes.

Art. D.32. § 1^{er}. L'exercice de certaines missions par une association est soumis à agrément préalable.

Les missions visées à l'alinéa 1^{er} sont :

1° l'aide à l'adoption;

2° la stérilisation d'animaux errants;

3° la gestion et la supervision de familles d'accueil;

4° l'organisation de la prise en charge d'animaux abandonnés, perdus et errants;

5° la prise en charge d'animaux ne pouvant être mis à l'adoption;

6° l'aide et l'assistance aux animaux en situation de maltraitance.

§ 2. Le Gouvernement fixe les conditions et modalités d'octroi, de maintien, de renouvellement, de suspension et de retrait d'agrément des associations visées au paragraphe 1^{er}, en fonction de la mission de l'association, des espèces animales détenues et de leur nombre. Il détermine les conditions d'exercice de la mission visée.

Art. D.33. § 1^{er}. L'exercice des missions d'une famille d'accueil est soumis à un enregistrement préalable.

Le Gouvernement fixe les modalités de l'enregistrement, ainsi que sa durée et son éventuel renouvellement.

§ 2. Le Gouvernement peut fixer des conditions relatives à l'hébergement des animaux au sein de familles d'accueil, à leur nombre et aux modalités de collaboration avec les refuges ainsi que les associations œuvrant dans l'intérêt des animaux.

Sous-section 3. — Agrément des marchés d'animaux

Art. D.34. Le Gouvernement peut fixer les conditions d'agrément des marchés d'animaux.

CHAPITRE IV. — Pratiques interdites et interventions autorisées sur les animaux

Art. D.35. Le présent chapitre ne s'applique pas pour les expériences sur animaux régies conformément au Chapitre 8.

Art. D.36. § 1^{er}. Il est interdit d'effectuer ou de faire effectuer sur un animal une ou plusieurs interventions entraînant l'amputation ou la lésion d'une ou plusieurs parties sensibles de son corps.

§ 2. Le paragraphe 1^{er} ne s'applique pas aux interventions :

1° médicalement nécessaires à la santé de l'animal et à son bien-être;

2° obligatoires en vertu de la législation relative à la lutte contre les maladies des animaux;

3° nécessaires à l'exploitation utilitaire de l'animal ou pour limiter la reproduction de l'espèce, reprises dans une liste établie par le Gouvernement.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 1° et 3°, le Gouvernement peut fixer les cas, les conditions et les méthodes selon lesquels ces interventions peuvent être pratiquées.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 1°, sauf s'il s'agit d'une castration ou d'une stérilisation, le médecin-vétérinaire conserve, pendant deux ans, un rapport écrit démontrant la nécessité de l'intervention. Il le transmet selon les modalités déterminées par le Gouvernement.

Art. D.37. § 1^{er}. Aucune intervention douloureuse sur un animal ne peut être effectuée sans anesthésie.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, l'anesthésie n'est pas requise :

1° lorsque l'absence d'anesthésie est justifiée par motivation écrite d'un médecin-vétérinaire;

2° pour certaines interventions fixées par le Gouvernement en application de l'article D.36, § 2, 3°, et aux conditions qu'il fixe.

Art. D.38. Il est interdit de faire participer ou d'admettre à des expositions d'animaux, des expertises ou à un concours des animaux ayant subi une intervention interdite par l'article D.36.

Dans tous les cas, il est interdit de faire participer ou d'admettre à des expositions ou concours un équidé ou un chien ayant subi une amputation de la queue ou des oreilles.

Art. D.39. Il est interdit :

1° d'exciter la férocité d'un animal sauf dans les cas que le Gouvernement détermine;

2° d'avoir des relations sexuelles avec un animal;

3° d'imposer à un animal un travail dépassant ses capacités naturelles;

4° d'améliorer les capacités vocales d'un oiseau en l'aveuglant;

5° de nourrir ou abreuver de force un animal, sauf pour des raisons médicales ou dans des élevages spécialisés déterminés par le Gouvernement et aux conditions qu'il fixe;

6° de donner à un animal une substance qui peut lui causer des souffrances ou des lésions, sauf pour des raisons médicales;

7° d'expédier un animal par voie postale;

8° de teindre, colorer, faire teindre ou faire colorer artificiellement un animal;

9° de proposer ou de décerner des animaux à titre de prix, de récompense ou de don lors de concours, de loteries, de tombolas, de paris ou dans d'autres circonstances similaires, sauf les dérogations accordées par le Gouvernement et selon les modalités qu'il détermine;

10° d'organiser une course de chevaux ou d'y participer, si la course a lieu totalement ou essentiellement sur un revêtement en matériau dur;

11° de collecter des poils et des plumes sur des animaux vivants à l'exception de méthodes employées pour identifier l'animal, pour motif médical ou pour contrôler le respect des normes adoptées en vertu de l'article D.24, alinéa 2, 2°;

12° d'utiliser un piège à colle.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 8°, la coloration partielle reste autorisée pour les animaux détenus à des fins de production agricole et de colombophilie et autres activités définies par le Gouvernement. Le Gouvernement peut déterminer les conditions encadrant la coloration partielle de ces animaux.

Pour l'application de l'alinéa 1^{er}, 9°, les dérogations peuvent être accordées uniquement à l'occasion de festivités, marchés annuels, concours et autres manifestations ayant un caractère professionnel ou assimilé.

Art. D.40. Le Gouvernement peut, sur avis du Conseil wallon du bien-être des animaux, interdire ou restreindre l'utilisation d'accessoires ou de produits causant aux animaux des douleurs, des souffrances ou des lésions évitables.

Art. D.41. Pour les pratiques visées à l'article D.36, § 2, alinéa 1^{er}, 3°, qui sont de nature à restreindre le bien-être de l'animal visé, le Gouvernement peut soutenir financièrement toute initiative visant à développer ou à mettre en œuvre des pratiques assurant un meilleur niveau de bien-être pour l'animal. Il fixe les modalités de ce soutien.

Le Gouvernement peut soutenir financièrement toute initiative visant à développer ou à mettre en œuvre des accessoires ou produits assurant un meilleur niveau de bien-être pour l'animal. Il fixe les modalités de ce soutien.

CHAPITRE V. — Commerce d'animaux

Art. D.42. A l'exception des articles D.48 à D.52, le présent chapitre ne s'applique pas aux animaux détenus dans le cadre d'une expérience sur animaux régie conformément au Chapitre 8.

Section 1. — Principes généraux

Art. D.43. Le Gouvernement peut, moyennant l'avis du Conseil wallon du bien-être des animaux, fixer des conditions de commercialisation des animaux. Ces conditions se rapportent à l'âge des animaux mis en vente, à leur identification, à leur origine, aux informations à donner à l'acquéreur, aux garanties pour l'acquéreur et aux certificats y afférents, à l'encadrement, au conditionnement, à la présentation et l'exposition en vue de la commercialisation, à l'obtention d'un agrément le cas échéant et au respect de certaines conditions d'élevage.

Le Gouvernement peut établir le contenu minimal des contrats de vente ou d'adoption d'animaux.

Art. D.44. Il est interdit, pour faciliter la commercialisation ou la donation d'un animal, de falsifier les informations notamment sur l'âge, l'origine, l'état de santé, ou la dénomination d'un animal destiné à la commercialisation.

Art. D.45. Il est interdit :

1° de conclure un contrat de crédit, au sens de la loi du 12 juin 1991 relative au crédit à la consommation, en vue de l'acquisition d'un animal;

2° de commercialiser ou donner des animaux à une personne mineure;

3° de faire du démarchage en vue de commercialiser ou donner un animal;

4° d'afficher des soldes, ristournes et rabais pour la commercialisation d'un animal;

5° d'offrir un animal sous forme de vente conjointe;

6° de mettre en location un animal et de le louer, sauf dans les cas autorisés par le Gouvernement.

Les interdictions visées à l'alinéa 1^{er}, 1°, 3°, 4° et 6°, ne s'appliquent pas pour les animaux détenus à des fins de production agricole.

Art. D.46. § 1^{er}. Il est interdit de commercialiser ou donner un animal :

1° qui n'a pas été identifié ni enregistré conformément aux prescriptions légales et réglementaires;

2° introduit frauduleusement ou détenu illégalement sur le territoire wallon;

3° ayant subi une intervention interdite conformément à l'article D.36, sauf s'il peut être prouvé que l'intervention a été effectuée avant l'entrée en vigueur de l'interdiction;

4° ayant subi un acte visé à l'article D.39, alinéa 1^{er}, 4° et 8°.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les refuges sont autorisés à mettre à l'adoption et à faire adopter un animal visé à l'alinéa 1^{er}. Lorsqu'un refuge recueille un animal qui n'a pas été identifié ni enregistré conformément aux prescriptions légales et réglementaires, il le fait identifier et enregistrer au préalable à toute adoption.

§ 2. Il est interdit de commercialiser un animal adopté dans un refuge.

§ 3. Le Gouvernement peut interdire totalement ou partiellement la commercialisation ou la donation d'animaux non sevrés ou sevrés prématurément.

Art. D.47. § 1^{er}. Il est interdit de commercialiser ou donner dans un lieu public :

1° un chien ou un chat;

2° un animal autre qu'un chien ou un chat, sauf sur un marché d'animaux, un marché communal ou une exposition d'animaux dans le respect des conditions établies par le Gouvernement.

Le Gouvernement peut limiter la commercialisation ou la donation d'animaux sur les marchés communaux, sur les marchés d'animaux et lors d'une exposition d'animaux aux espèces animales dont il fixe la liste.

§ 2. Il est interdit d'exposer un animal, en vue de sa commercialisation ou de sa donation, dans les devantures des établissements.

§ 3. Un chien ou un chat ne peut pas être détenu en vue de sa commercialisation ou de sa donation dans l'espace commercial d'un établissement commercial pour animaux ou dans ses dépendances.

Section 2. — Publicité visant la commercialisation et le don d'animaux

Art. D.48. Les articles D.49 à D.51 s'appliquent aux annonces publiées, quel qu'en soit le support, à destination d'une personne établie sur le territoire de la Région wallonne.

Art. D.49. § 1^{er}. Lorsqu'elle concerne un animal dont la détention est autorisée, la publicité ayant pour but de commercialiser ou donner un animal est autorisée uniquement :

1° dans une revue spécialisée ou sur un site Internet spécialisé reconnu comme spécialisé par le Gouvernement selon la procédure qu'il fixe;

2° dans un groupe fermé au sein des réseaux sociaux pour autant que :

a) soit la publicité vise exclusivement la donation d'un animal;

b) soit la publicité vise exclusivement la commercialisation d'un animal né au sein de l'élevage d'un éleveur agréé.

La publicité est interdite sur les pages ou groupes de discussion directement accessibles au public, ou support assimilé, au sein des réseaux sociaux.

Les revues spécialisées ou les sites Internet spécialisés suivants sont exonérés de la reconnaissance prévue à l'alinéa 1^{er}, 1° :

1° ceux qui sont édités par ou pour le Service public de Wallonie;

2° ceux qui sont édités par un éleveur de chiens ou de chats agréé visant à commercialiser ou donner des chiens ou des chats nés au sein de son élevage;

3° ceux qui visent la commercialisation ou la donation d'équidés;

4° ceux qui concernent la commercialisation ou la donation d'animaux autorisés à la détention pour lesquels aucune liste n'est établie par le Gouvernement en application de l'article D.20,

§ 1^{er}. Outre les publicités autorisées conformément à l'alinéa 1^{er}, les publicités ayant pour but la commercialisation ou la donation d'animaux destinés à des fins de production agricole sont autorisées dans une revue ou sur un site Internet destiné au secteur agricole.

Le Gouvernement peut définir les modalités d'utilisation des groupes fermés, ainsi qu'un régime d'enregistrement préalable à l'utilisation de ces groupes fermés.

§ 2. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, les refuges sont autorisés à publier des annonces ayant pour but le remplacement des animaux en dehors d'une revue ou d'un site Internet spécialisé.

Le Gouvernement peut déterminer d'autres cas dans lesquels la publicité visant à commercialiser ou donner un animal est autorisée en dehors d'une revue ou d'un site Internet spécialisé.

Art. D.50. Lorsqu'elle concerne un animal dont la détention est interdite, la publicité ayant pour but de commercialiser ou de donner un animal est interdite.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, et sauf disposition contraire adoptée par le Gouvernement, pour les animaux dont la détention est autorisée sur agrément délivré par le Gouvernement en vertu de l'article D.20, § 1^{er}, le détenteur de l'agrément est autorisé à publier des annonces ayant pour but de commercialiser ou de donner des animaux visés dans les conditions prévues à l'article D.49.

Art. D.51. Toute publicité visant la commercialisation ou la donation d'un animal contient les informations et mentions définies par le Gouvernement.

CHAPITRE VI. — Transport et introduction d'animaux sur le territoire wallon

Art. D.52. Il est interdit de transporter ou de faire transporter des animaux dans des conditions telles qu'ils risquent d'être blessés ou de subir des souffrances.

Art. D.53. Les animaux transportés à destination d'un abattoir ne peuvent faire l'objet d'un voyage de longue durée qu'aux conditions déterminées par le Gouvernement.

Les conditions visées à l'alinéa 1^{er} se rapportent :

1° aux équipements du moyen de transport;

2° aux conditions de détention au sein du moyen de transport;

- 3° à l'alimentation fournie et à l'approvisionnement en eau durant le transport et de leur conservation;
- 4° à la séparation entre les animaux transportés;
- 5° aux animaux ne pouvant être transportés compte tenu notamment de leur âge ou de leur poids;
- 6° à la ventilation du moyen de transport et au contrôle de la température;
- 7° au système de navigation utilisé durant le transport.

Art. D.54. Sans préjudice de la législation européenne, le Gouvernement peut fixer les modalités d'application ou des conditions supplémentaires aux articles D.52 et D.53 qui se rapportent :

- 1° aux animaux transportés;
- 2° aux moyens de transport ou parties de ceux-ci et aux conteneurs;
- 3° à la délivrance, la suspension et le retrait de l'agrément des moyens de transport que le Gouvernement détermine;
- 4° aux mesures assurant le bien-être des animaux durant le transport et à l'accompagnement des animaux transportés;
- 5° au chargement et au placement des animaux dans les moyens de transport et dans les conteneurs, ainsi qu'au déchargement des animaux;
- 6° au transport, en ce compris la durée, le confinement, la distance et les circonstances;
- 7° aux centres de rassemblement et aux lieux de repos ou de transfert;
- 8° à la délivrance, la suspension et le retrait des autorisations des transporteurs;
- 9° à la compétence et la formation des conducteurs et convoyeurs et du personnel qui manipule les animaux dans les centres de rassemblement, les postes de contrôle ou chez les transporteurs;
- 10° à la délivrance, la suspension et le retrait du certificat de compétence des conducteurs et convoyeurs.

Art. D.55. Le Gouvernement peut interdire ou restreindre l'introduction ou le transit sur le territoire wallon de certaines espèces si cela risque de mettre en péril le bien-être animal. Il peut fixer les conditions à respecter pour l'introduction ou le transit sur le territoire wallon de certaines espèces.

Art. D.56. En vue d'encadrer l'importation d'animaux, le Gouvernement peut imposer des conditions pour introduire des animaux en provenance de l'étranger en vue de leur adoption.

CHAPITRE VII. — *Mise à mort d'animaux*

Art. D.57. § 1^{er}. Un animal ne peut être mis à mort que par une personne ayant les connaissances et les capacités requises, et suivant la méthode la plus sélective, la plus rapide et la moins douloureuse pour l'animal.

Un animal est mis à mort uniquement après anesthésie ou étourdissement, sauf les cas :

- 1° de force majeure;
- 2° de pratiques de la chasse ou de la pêche;
- 3° de lutte contre les organismes nuisibles;
- 4° d'actions de mise à mort prévues en vertu de la loi sur la conservation de la nature.

Lorsque la mise à mort d'animaux fait l'objet de méthodes particulières d'abattage prescrites par des rites religieux, le procédé d'étourdissement doit être réversible et ne peut entraîner la mort de l'animal.

§ 2. Le Gouvernement peut autoriser l'abattage d'animaux sur leur lieu d'élevage selon les conditions et modalités qu'il détermine.

§ 3. Par dérogation au paragraphe 1^{er}, les modalités de mise à mort des animaux visés au Chapitre 8 sont fixées par et en vertu de l'article D.90.

Art. D.58. § 1^{er}. Tout abattoir dispose d'une installation de vidéosurveillance destinée à contrôler le respect des conditions prescrites en matière de bien-être animal et, le cas échéant, à constater des infractions.

L'installation visée à l'alinéa 1^{er} est placée à des endroits stratégiques liés au bien-être animal.

§ 2. Les images des caméras de surveillance peuvent être utilisées uniquement :

- 1° pour contrôler, constater et sanctionner des infractions au présent Code, à ses arrêtés d'exécution, ou à des normes européennes en matière de bien-être animal;
- 2° pour la formation interne du personnel de l'abattoir.

Peuvent avoir accès aux images, au sein de chaque abattoir :

- 1° le responsable du bien-être des animaux au sein de l'abattoir, visé dans le Règlement (CE) 1099/2009 du Conseil du 24 septembre 2009 sur la protection des animaux au moment de leur mise à mort;
- 2° les agents visés à l'article D.104;
- 3° le cas échéant, les experts visés à l'article D.140bis du Livre I^{er} du Code de l'Environnement.

Les vidéos produites sont conservées quatorze jours à dater de leur enregistrement. Ces vidéos peuvent être mises à la disposition des personnes visées à l'alinéa 2 endéans ce délai.

§ 3. Le Gouvernement détermine :

- 1° les modalités de la vidéosurveillance, en ce compris les périodes obligatoires d'enregistrement ainsi que les endroits stratégiques visés au paragraphe 1^{er};
- 2° les abattoirs dispensés de l'obligation prévue au paragraphe 1^{er}, dans la mesure où le bien-être animal peut y être garanti par d'autres moyens;
- 3° les mesures d'informations et de concertation au sein de l'abattoir quant à la présence de caméras;
- 4° le service administratif responsable du traitement des données.

Art. D.59. Le Gouvernement fixe les conditions et les modalités se rapportant :

1° à la compétence du personnel travaillant dans les abattoirs et des personnes participant à la mise à mort des animaux en ce compris la mise en place de formations et d'examens ainsi que la délivrance, le retrait et la suspension de certificats délivrés dans ce cadre;

- 2° à la qualification des personnes habilitées à pratiquer la mise à mort d'un animal;
- 3° au contrôle et à l'autocontrôle des conditions d'abattage depuis l'arrivée des animaux à l'abattoir jusqu'à la mise à mort;
- 4° à la construction, l'aménagement et l'équipement des abattoirs;

5° à l'utilisation de produits ou matériel destinés à la mise à mort d'animaux.

Art. D.60. L'abattoir désigne une personne habilitée à surveiller et contrôler le respect des dispositions du présent chapitre et des arrêtés pris en exécution de celui-ci. La personne habilitée déclare toutes situations constatées dans ce cadre selon les conditions et procédures fixées par le Gouvernement.

Le Gouvernement fixe les conditions et les modalités se rapportant à la qualification de la personne habilitée visée à l'alinéa 1^{er}.

Art. D.61. Le Gouvernement peut soutenir l'installation d'infrastructures ainsi que la mise en œuvre d'études et de recherches visant l'élaboration de techniques assurant un meilleur niveau de bien-être des animaux, selon les modalités qu'il détermine.

CHAPITRE VIII. — Expériences sur animaux

Section 1. — Objet et champ d'application

Art. D.62. Le présent chapitre transpose partiellement la Directive 2010/63/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 septembre 2010 relative à la protection des animaux utilisés à des fins scientifiques.

Art. D.63. § 1^{er}. Le présent chapitre s'applique lorsque des animaux sont utilisés ou destinés à être utilisés dans des expériences sur animaux ou lorsqu'ils sont élevés spécifiquement pour que leurs organes ou tissus puissent être utilisés à des fins scientifiques. Il s'applique jusqu'à ce que les animaux aient été mis à mort, placés ou relâchés dans un habitat ou un élevage approprié.

La suppression de la douleur, de la souffrance, de l'anxiété ou des dommages durables du fait de l'utilisation efficace d'un anesthésique, d'un analgésique ou d'autres méthodes ne place pas l'utilisation d'un animal en dehors du champ d'application du présent chapitre.

§ 2. Le présent chapitre s'applique aux animaux suivants :

1° les céphalopodes vivants;

2° les animaux vertébrés non humains vivants, y compris :

a) les formes larvaires autonomes;

b) les formes fœtales de mammifères à partir du dernier tiers de leur développement normal;

3° les animaux utilisés dans des expériences sur animaux et qui sont à un stade de développement antérieur à celui visé au 2° si l'animal doit être laissé en vie au-delà de ce stade de développement et risque, à la suite des expériences menées, d'éprouver de la douleur, de la souffrance ou de l'anxiété ou de subir des dommages durables après avoir atteint ce stade de développement.

§ 3. Le présent chapitre ne s'applique pas :

1° aux actes pratiqués dans les exploitations agricoles à des fins non expérimentales;

2° à la pratique de la médecine vétérinaire à des fins non expérimentales;

3° aux essais cliniques vétérinaires nécessaires aux fins d'une autorisation de mise sur le marché d'un médicament vétérinaire;

4° aux actes pratiqués à des fins d'élevage reconnus;

5° aux actes pratiqués dans le but premier d'identifier un animal;

6° aux pratiques qui ne sont pas susceptibles de causer une douleur, une souffrance, une anxiété ou des dommages durables équivalents ou supérieurs à ceux causés par l'introduction d'une aiguille conformément aux bonnes pratiques vétérinaires.

Section 2. — Principes généraux en matière d'expérimentation animale et de méthodes alternatives

Art. D.64. Seules sont admises les expériences sur animaux menées dans le cadre d'un projet préalablement autorisé en vertu de l'article D.86.

Toute expérience sur animaux qui ne répond pas aux conditions fixées dans ce chapitre est interdite.

Art. D.65. Seules sont admises les expériences sur animaux qui ont pour objet :

1° la recherche fondamentale;

2° les recherches translationnelles ou appliquées qui ont pour objectif :

a) la prévention, la prophylaxie, le diagnostic ou le traitement de maladies, de mauvais états de santé ou d'autres anomalies ou de leurs effets chez l'homme, les animaux ou les plantes;

b) l'évaluation, la détection, le contrôle ou la modification des conditions physiologiques chez l'homme, les animaux ou les plantes;

c) le bien-être des animaux et l'amélioration des conditions de production des animaux élevés à des fins agronomiques;

3° chacune des finalités visées au 2° lors de la mise au point, de la production ou des essais de qualité, d'efficacité et d'innocuité de médicaments, de denrées alimentaires, d'aliments pour animaux et d'autres substances ou produits;

4° la protection de l'environnement naturel dans l'intérêt de la santé ou du bien-être de l'homme ou de l'animal;

5° la recherche en vue de la conservation des espèces;

6° l'enseignement supérieur ou la formation en vue de l'acquisition, de l'entretien ou de l'amélioration de compétences professionnelles;

7° les enquêtes médico-légales.

Art. D.66. § 1^{er}. Sont interdites les expériences sur animaux, sauf si elles sont imposées par la réglementation européenne :

1° visant à l'évaluation de la corrosivité cutanée;

2° visant à l'évaluation de la phototoxicité;

3° en vue d'élaborer et de développer des produits cosmétiques finis et des ingrédients ou combinaisons d'ingrédients de produits cosmétiques;

4° en vue d'élaborer et de développer des biocides ou détergents finis et des ingrédients ou combinaisons d'ingrédients de biocides ou détergents;

5° visant à la production d'anticorps monoclonaux par la méthode de l'ascite, sauf dispense accordée aux conditions définies par le Gouvernement;

6° sur les primates non humains des espèces suivantes : Pan troglodytes (Chimpanzé), Pan paniscus (Bonobo), Pongo pygmaeus (Orang-outan) et Gorilla gorilla (Gorille);

7° en vue d'élaborer ou de développer des produits du tabac;

8° qui concernent le test conventionnel DL50 de toxicité orale aiguë.

§ 2. Afin d'éviter tout risque de double emploi, une expérience sur animaux est interdite s'il existe des données générées et publiées en Belgique ou dans un autre État membre, à la suite d'expériences reconnues par la législation de l'Union, sauf s'il est nécessaire de mener d'autres expériences à propos de ces données pour protéger la santé publique, la sécurité ou l'environnement.

Le Gouvernement peut interdire des expériences sur animaux en fonction des résultats de la recherche scientifique et sur avis du Comité visé à l'article D.71.

Art. D.67. § 1^{er}. Au plus tard douze mois après sa prestation de serment et sur avis du Comité visé à l'article D.71, le Gouvernement adopte une stratégie wallonne en matière d'expérimentation animale et de méthodes alternatives.

§ 2. La stratégie visée au paragraphe 1^{er} est guidée par les principes de remplacement, de réduction et de raffinement en matière d'expérimentation animale, et de développement des méthodes alternatives.

§ 3. La stratégie visée au paragraphe 1^{er} contient au moins :

1° des méthodes validées au niveau européen et des indications permettant progressivement de favoriser la réduction ou de réduire l'utilisation d'animaux;

2° des mesures d'encouragement à l'utilisation de méthodes alternatives à l'expérimentation animale;

3° des instructions administratives;

4° un calendrier de mise en œuvre des méthodes et indications définies;

5° des indicateurs d'évaluation.

§ 4. En fin de législature, le Gouvernement communique au Parlement un rapport d'évaluation de la stratégie visée au paragraphe 1^{er}.

Art. D.68. § 1^{er}. Une expérience sur animaux ne peut être effectuée lorsqu'une méthode ou stratégie d'expérimentation n'impliquant pas l'utilisation d'animaux vivants est reconnue dans la législation de l'Union européenne pour obtenir le résultat recherché.

Le Gouvernement peut, sur avis du Comité visé à l'article D.71, imposer que soit utilisée une méthode ou une stratégie d'expérimentation n'impliquant pas l'utilisation d'animaux vivants, au lieu d'une expérimentation sur animaux. Il peut définir des modalités de dérogation.

Pour autant que le résultat de l'expérience vise une exportation, les alinéas 1^{er} et 2 ne sont pas applicables lorsque la méthode n'est pas reconnue en vertu de la législation nationale du pays visé par l'exportation.

§ 2. Le choix entre les expériences sur animaux est guidé par le souci de sélectionner celles qui satisfont le mieux aux exigences suivantes :

1° utiliser le moins d'animaux possible;

2° utiliser les animaux les moins susceptibles de ressentir de la douleur, de la souffrance, de l'angoisse ou de subir des dommages durables;

3° causer le moins possible de douleur, de souffrance, d'angoisse ou de dommages durables, et sont les plus susceptibles de fournir des résultats satisfaisants.

§ 3. Dans la mesure du possible, la mort est évitée en tant que point limite dans une expérience sur animaux et est remplacée par des points limites précoces adaptés. Lorsque la mort ne peut être évitée en tant que point limite, l'expérience sur animaux est conçue de façon à entraîner la mort du plus petit nombre d'animaux possible et à réduire le plus possible la durée et l'intensité de la souffrance de l'animal et à lui assurer une mort sans douleur.

Art. D.69. Le Gouvernement contribue à la mise au point et à la validation d'approches alternatives susceptibles de fournir le même niveau ou un niveau plus élevé d'information que les expériences sur animaux, mais sans impliquer l'utilisation d'animaux ou en réduisant le nombre d'animaux utilisés ou en recourant à des procédures moins douloureuses.

A cet effet, le Gouvernement prend toutes les mesures qu'il juge appropriées pour encourager la recherche dans le domaine visé à l'alinéa 1^{er} et promouvoir la diffusion des résultats. Il peut soutenir financièrement toute initiative à cet égard selon les modalités qu'il détermine.

Le Gouvernement aide la Commission européenne à recenser et à désigner les laboratoires spécialisés et qualifiés aptes à réaliser ces études de validation, la Commission fixant les priorités pour les études de validation et répartissant les tâches entre les laboratoires pour la réalisation de ces études.

Art. D.70. Le partage d'organes ou de tissus est analysé et documenté lors de la conception d'un projet.

Afin de promouvoir le principe de réduction, le Gouvernement peut mettre en place ou faciliter la mise en place d'un programme pour le partage d'organes et de tissus d'animaux mis à mort.

Section 3. — Instances compétentes en matière d'expériences sur animaux

Sous-section 1. — Comité wallon pour la protection des animaux d'expérience

Art. D.71. § 1^{er}. Il est institué un Comité wallon pour la protection des animaux d'expérience, ci-après « le Comité ».

Le Comité fonctionne de manière impartiale et indépendante. Ses membres doivent respecter l'entière confidentialité et sont exempts de conflits d'intérêts.

Le Gouvernement détermine les modalités de collaboration du Comité avec les services qu'il désigne, et les modalités d'accès à l'ensemble des documents, travaux et rapports du Comité. Il arrête les conditions de confidentialité qui doivent être respectées dans le cadre de cette collaboration.

§ 2. Le Comité assure un rôle d'informations et de conseils en matière d'expérimentation animale. À cette fin, il :

1° formule des avis relatifs à l'expérimentation animale à destination du Gouvernement, du Ministre, du Ministre en charge de la recherche, des services désignés par le Gouvernement, ou d'une commission d'éthique, sur demande de leur part, ou leur soumet d'initiative des propositions;

2° veille au partage des meilleures pratiques en matière d'expérimentation animale, dont le fonctionnement des structures chargées du bien-être des animaux dans les établissements pour animaux d'expérience;

3° partage les meilleures pratiques avec le comité national belge ainsi qu'avec les comités nationaux des autres États membres de l'Union européenne.

§ 3. Afin de promouvoir les méthodes alternatives à l'expérimentation animale, le Comité :

1° formule des avis relatifs au développement et à la mise en œuvre de méthodes visant à réduire, raffiner et remplacer les expériences sur les animaux, à destination du Gouvernement, du Ministre, du Ministre en charge de la recherche, du service désigné par le Gouvernement ou d'une commission d'éthique, sur demande de leur part ou d'initiative;

2° stimule la recherche sur les méthodes alternatives;

3° coordonne la recherche de méthodes alternatives;

4° agit en collaboration internationale en matière de validation de ces méthodes afin d'encourager leur utilisation;

5° favorise les échanges de données en la matière;

6° s'inscrit dans des réseaux ou structures de coopération.

Art. D.72. Le Gouvernement définit la structure du Comité visé à l'article D.71, sa composition, son mode de financement éventuel et de fonctionnement, les responsabilités de ses membres ainsi que leur rémunération éventuelle, le mode de contrôle ainsi que les sanctions éventuelles à l'égard de ses membres sans préjudice de l'article D.105, § 2, 34° et 35°.

Le Gouvernement désigne le Président et les membres visés à l'alinéa 1^{er}, compte tenu de leur compétence sur le plan biomédical, biologique, éthique et de leur connaissance du bien-être animal, selon les modalités qu'il détermine.

Le Comité peut être composé en partie d'experts intervenant de manière ponctuelle pour l'analyse de dossiers nécessitant une expertise particulière. Les experts respectent l'entière confidentialité et sont exempts de conflits d'intérêts.

Sous-section 2. — Commissions d'éthique

Art. D.73. § 1^{er}. Chaque utilisateur collabore avec une commission d'éthique, reconnue par le Gouvernement suivant les conditions et modalités qu'il détermine. Le fonctionnement des commissions d'éthique est contrôlé selon les modalités déterminées par le Gouvernement.

Chaque commission d'éthique assure un rôle central dans l'évaluation et l'autorisation des projets. À cette fin, elle :

1° réceptionne les demandes d'autorisation de projets, évalue et autorise les projets introduits et communique selon les modalités fixées par le Gouvernement les rapports d'évaluation et, le cas échéant, les autorisations délivrées;

2° donne des avis sur les résumés non techniques et les appréciations rétrospectives des projets autorisés, les approuve et les communique selon les modalités fixées par le Gouvernement;

3° établit des critères éthiques concernant les expériences sur animaux, et formule des avis aux établissements pour animaux d'expérience, à leur personnel et aux maîtres d'expérience.

Pour l'application de l'alinéa 2, 1°, chaque commission d'éthique répartit les expériences selon leur degré de gravité en classe « sans réanimation », « légère », « modérée » ou « sévère » sur la base des critères de classification définis par le Gouvernement.

§ 2. Dans l'exercice de ses missions, chaque commission d'éthique garantit qu'elle ne connaît pas, en son sein, de conflit d'intérêts directement lié à la demande et veille à l'impartialité de jugement en prenant en compte l'avis de parties indépendantes du maître d'expérience qui introduit une demande d'autorisation d'un projet.

Chaque commission d'éthique effectue les évaluations de projets de manière indépendante et transparente.

Si des problèmes déontologiques ou éthiques se posent dans l'exécution de ses missions, la commission d'éthique demande l'avis du Comité visé à l'article D.71.

Le Gouvernement détermine les conditions d'indépendance et d'impartialité nécessaires à l'accomplissement des missions des Commissions d'éthique.

Art. D.74. § 1^{er}. Chaque commission d'éthique est composée au minimum de sept membres répartis comme suit :

1° un maître d'expérience et un technicien qui prend part activement à des expériences;

2° un membre de la structure chargée du bien-être des animaux visée à l'article D.80;

3° le médecin-vétérinaire désigné ou l'expert chargé de la surveillance de la santé et du bien-être des animaux visé à l'article D.79;

4° deux experts disposant de connaissances en matière d'éthique et de bien-être animal;

5° pour les missions visées à l'article D.73, §1^{er}, alinéa 2, 1°, un agent désigné selon les modalités fixées par le Gouvernement disposant des qualifications requises en médecine des animaux de laboratoire.

Le Gouvernement précise les modalités et conditions de désignation des experts visés à l'alinéa 1^{er}, 4°.

L'expertise de l'ensemble des membres de la commission d'éthique garantit une compétence en matière d'éthique, de méthodes alternatives à l'expérimentation animale, de santé et de bien-être animal ainsi qu'en matière de techniques expérimentales, de direction d'expérience et d'analyse statistique.

§ 2. Le Gouvernement détermine le mode de fonctionnement des Commissions d'éthique et les conditions et modalités de leur reconnaissance, en vue de garantir leur compétence, leur indépendance, leur impartialité et leur transparence.

§ 3. La composition de chaque commission d'éthique garantit la présence de membres disposant d'une expertise en particulier dans les domaines suivants :

1° les champs d'application scientifique pour lesquels les animaux seront utilisés, y compris le remplacement, la réduction et le raffinement dans chaque domaine;

2° la conception d'expériences incluant, le cas échéant, des statistiques;

3° la pratique vétérinaire dans le domaine des animaux de laboratoire ou, le cas échéant, la pratique vétérinaire dans le domaine de la faune sauvage;

4° l'élevage des animaux et les soins qui leur sont donnés en rapport avec les espèces destinées à être utilisées.

Sous-section 3. — Représentation wallonne dans d'autres instances compétentes en matière d'expériences sur animaux

Art. D.75. § 1^{er}. Le Gouvernement désigne un groupe d'experts parmi les membres du Comité visé à l'article D.71, chargé de représenter le Comité dans les instances nationales, européennes ou internationales qu'il détermine.

Le Gouvernement fixe les compétences des membres ainsi que la composition, les missions et le fonctionnement du groupe d'experts visé à l'alinéa 1^{er}.

§ 2. Le groupe d'experts visé au paragraphe 1^{er} représente la Région wallonne dans le Comité national visé par la réglementation européenne.

Section 4. — Agrément des éleveurs, des fournisseurs et des utilisateurs d'animaux d'expérience

Art. D.76. § 1^{er}. Les éleveurs, fournisseurs et utilisateurs disposent d'un agrément. Le Gouvernement précise les conditions d'agrément liées aux exigences du présent chapitre ou de ses arrêtés d'exécution.

§ 2. Le Gouvernement détermine la procédure et les modalités pour procéder à l'octroi, à la suspension et au retrait de l'agrément des établissements pour animaux d'expérience.

§ 3. Le Gouvernement fixe les modalités d'inspections régulières des établissements pour animaux d'expérience et de leurs responsables afin de veiller au respect des exigences du présent chapitre et de ses arrêtés d'exécution.

Art. D.77. § 1^{er}. Chaque établissement pour animaux d'expérience dispose d'installations et d'équipements adaptés aux espèces animales qui y sont hébergées.

La conception, la construction et le mode de fonctionnement des installations et des équipements visés à l'alinéa 1^{er} permettent un déroulement aussi efficace que possible des expériences sur animaux, et visent à obtenir des résultats fiables en utilisant le moins d'animaux possible et en causant le minimum de douleur, de souffrance, d'angoisse ou de dommages durables.

§ 2. Le Gouvernement précise les exigences visées au paragraphe 1^{er}.

Art. D.78. § 1^{er}. Chaque établissement pour animaux d'expérience dispose, sur place, d'un personnel en nombre suffisant pour assurer le bien-être des animaux compte tenu du type d'expériences concerné, ainsi que des espèces et du nombre d'animaux concernés.

Le personnel est suffisamment formé en matière de bien-être animal et, particulièrement, dans la reconnaissance et l'évaluation des signaux de douleurs, de souffrances et de leurs degrés.

Pour ce qui concerne le bien-être animal, le Gouvernement détermine la formation et la qualification du personnel exerçant l'une des fonctions suivantes :

- 1° technicien, personne chargée de l'application des expériences sur animaux;
- 2° maître d'expérience, personne chargée de la conception des expériences sur animaux et de projets;
- 3° animalier, personne chargée des soins aux animaux;
- 4° personne formée à la mise à mort des animaux.

§ 2. Chaque établissement pour animaux d'expérience dispose sur place d'au moins une personne qui :

- 1° assure le respect des conditions d'agrément;
- 2° est responsable de la surveillance du bien-être des animaux dans l'établissement et des soins qui leur sont donnés;
- 3° veille à ce que le personnel s'occupant des animaux ait accès aux informations spécifiques aux espèces hébergées dans l'établissement;
- 4° est responsable de veiller à ce que le personnel dispose d'un niveau d'études, des compétences et d'une formation continue adéquats et qu'il soit supervisé jusqu'à ce qu'il ait démontré qu'il possède les compétences requises;

5° assure la transmission des renseignements administratifs ou statistiques fixés par le Gouvernement, selon la procédure qu'il détermine.

La personne visée à l'alinéa 1^{er} tient un registre avec ses remarques journalières. Ce registre est transmis selon les modalités fixées par le Gouvernement.

Art. D.79. Chaque établissement pour animaux d'expérience désigne un médecin-vétérinaire compétent en médecine des animaux de laboratoire, ou un expert ayant les qualifications requises au cas où cela est plus approprié. Ce médecin-vétérinaire désigné ou cet expert donne des conseils sur le bien-être et le traitement des animaux, aux frais de l'établissement pour animaux.

Le Gouvernement détermine les qualifications requises pour le médecin-vétérinaire désigné ou l'expert visé à l'alinéa 1^{er} et fixe les conditions d'impartialité et d'absence de conflits d'intérêts vis-à-vis des établissements pour animaux d'expérience dont il a la charge de la protection de la santé et du bien-être des animaux ainsi que les conditions de rapportage.

Pour exercer sa fonction, le médecin-vétérinaire désigné ou l'expert désigné visé à l'alinéa 1^{er} est agréé selon les conditions et modalités fixées par le Gouvernement. Pour tout manquement avéré et commis de manière intentionnelle aux conditions d'impartialité ou d'absence de conflits d'intérêts visés à l'alinéa 2, l'agrément est retiré, après examen approfondi et sur avis du Comité. Le Gouvernement détermine les conditions et la procédure d'octroi, de suspension et de retrait de l'agrément.

Art. D.80. Chaque établissement pour animaux d'expérience dispose d'une structure chargée du bien-être des animaux, dont la composition, la supervision interne, le fonctionnement, les missions et le contrôle répondent aux conditions fixées par le Gouvernement.

La structure chargée du bien-être des animaux :

- 1° conseille le personnel qui s'occupe des animaux sur des questions relatives au bien-être des animaux dans le cadre de l'acquisition, de l'hébergement, des soins et de l'utilisation d'animaux;
- 2° conseille le personnel sur l'application des exigences de remplacement, de réduction et de raffinement et le tient informé des développements techniques et scientifiques relatifs à l'application de ces exigences;
- 3° établit et révisé les processus opérationnels internes de contrôle, de rapport et de suivi en ce qui concerne le bien-être des animaux hébergés ou utilisés dans l'établissement;
- 4° suit l'évolution et les résultats des projets en tenant compte des effets sur les animaux utilisés, en recensant les éléments qui contribuent au remplacement, à la réduction et au raffinement, et en fournissant des conseils en la matière;
- 5° fournit des conseils sur les programmes de placement des animaux, y compris sur la nécessité de socialiser les animaux à placer et les risques pathologiques potentiels.

La structure chargée du bien-être des animaux tient à disposition les documents relatifs aux conseils donnés, ainsi que les décisions prises à cet égard, pendant au moins trois ans. Le Gouvernement fixe les conditions et les modalités relatives à la tenue des documents relatifs aux conseils donnés et aux décisions prises, ainsi que les modalités de transmission de ces informations.

Section 5. — Origine et soins des animaux utilisés à des fins scientifiques

Art. D.81. Le Gouvernement détermine les espèces animales qui peuvent être spécifiquement élevées pour l'utilisation dans les expériences ou pour que leurs organes ou tissus puissent être spécifiquement utilisés à des fins scientifiques, ainsi que les modalités éventuelles de dérogation.

Les animaux d'expérience élevés ou détenus légitimement dans un autre État membre peuvent être fournis ou utilisés dans les limites du présent chapitre et les produits développés par le biais de l'utilisation de ces animaux peuvent être mis sur le marché.

Art. D.82. Les animaux capturés dans la nature ne sont pas utilisés dans les expériences sur animaux.

Le Gouvernement peut accorder des dérogations à l'alinéa 1^{er}, selon les modalités qu'il détermine et sur la base d'arguments scientifiques démontrant que l'objectif de l'expérience sur animaux ne peut être atteint en utilisant un animal qui a été élevé en vue d'une utilisation dans les procédures sur animaux.

Le Gouvernement détermine les modalités de capture d'animaux dans la nature.

Art. D.83. Les animaux d'espèces domestiques errants ou devenus sauvages ne sont pas utilisés dans les expériences sur animaux.

Des dérogations à l'alinéa 1^{er} peuvent être accordées selon les modalités déterminées par le Gouvernement et s'il existe, cumulativement :

1° une nécessité essentielle de mener des études sur la santé et le bien-être des animaux ou sur des menaces sérieuses pour l'environnement ou la santé humaine ou animale;

2° des éléments scientifiques démontrant que la finalité de l'expérience sur animaux ne peut être atteinte qu'en utilisant un animal errant ou devenu sauvage.

Art. D.84. § 1^{er}. Le Gouvernement détermine les règles et les méthodes concernant l'origine et l'identification des animaux utilisés à des fins scientifiques. Il peut interdire ou encadrer certaines méthodes ou stratégies d'identification.

Il définit les modalités d'identification des animaux et les particularités d'identification et d'informations requises pour les chats, chiens et primates non humains. Il définit si des stratégies d'élevage doivent être précisées pour les primates non humains.

§ 2. Le Gouvernement définit le contenu des documents ou registres qui doivent être tenus à jour par les établissements pour animaux d'expérience ainsi que la manière de les rédiger.

Art. D.85. § 1^{er}. Les animaux visés par le présent chapitre bénéficient d'un logement, d'un environnement, d'une alimentation, d'un apport en eau et de soins appropriés à leur santé et à leur bien-être.

Toute restriction de la capacité d'un animal de satisfaire ses besoins physiologiques et éthologiques est limitée au strict minimum.

Les conditions physiques dans lesquelles les animaux sont élevés, détenus ou utilisés font l'objet d'un contrôle journalier.

§ 2. Chaque établissement pour animaux d'expérience met fin, dans les délais les plus brefs, à toute anomalie ou à toute douleur, toute souffrance, toute angoisse ou tout dommage durable constaté qui pourrait être évité.

§ 3. Le Gouvernement précise les conditions dans lesquelles sont transportés et maintenus les animaux de diverses espèces qui sont destinés aux expériences ou détenus pour que leurs organes ou tissus puissent être spécifiquement utilisés à des fins scientifiques, ainsi que les modalités de contrôle.

Le Gouvernement peut prévoir des dérogations au paragraphe 1^{er}, alinéa 1^{er}, uniquement pour des raisons scientifiques ou des raisons liées au bien-être animal ou à la santé animale.

Section 6. — Autorisation et déroulement des expériences sur les animaux

Art. D.86. § 1^{er}. Un projet peut débiter et être mené uniquement après autorisation émise, sur la base d'une évaluation favorable, par une commission d'éthique.

Le maître d'expérience et les techniciens qui prennent part activement à l'expérience sont consultés au cours du processus d'évaluation mais ne participent pas au processus d'autorisation visé à l'alinéa 1^{er}.

Sans préjudice de l'alinéa 2, la décision concernant une autorisation de projet est prise et communiquée au demandeur dans un délai de quarante jours ouvrables. Ce délai inclut l'évaluation du projet par la commission d'éthique et prend cours à la réception de la demande complète et correcte auprès de cette dernière.

Le délai visé à l'alinéa 2 peut être prolongé par la commission d'éthique lorsque la complexité ou la nature pluridisciplinaire du projet le justifie. Le Gouvernement précise ces conditions.

§ 2. Chaque projet mentionne le lieu où les expériences sur animaux sont menées et le degré de gravité de l'expérience sur animaux.

§ 3. Une expérience sur animaux est menée uniquement au sein d'un établissement pour animaux d'expérience agréé au préalable comme utilisateur.

§ 4. Le Gouvernement fixe les conditions et critères d'évaluation auxquels un projet doit répondre, son contenu, ainsi que les procédures et modalités d'introduction, d'évaluation et d'autorisation d'un projet, ainsi que les conditions d'octroi, de modification, de renouvellement, de suspension et de retrait de l'autorisation d'un projet. Ces conditions peuvent impliquer des obligations de la part des responsables des projets et des Commissions d'éthique.

Art. D.87. Aucune expérience qui implique une douleur, une souffrance ou une angoisse intense susceptible de se prolonger sans rémission possible n'est autorisée.

Le Gouvernement détermine les conditions visant à minimiser la douleur, la souffrance ou l'angoisse des animaux soumis à expérience.

Lorsque, pour des raisons exceptionnelles et confirmées par des données scientifiques, il est nécessaire d'autoriser l'utilisation d'une expérience sur animaux impliquant une douleur, une souffrance ou une angoisse intense susceptible de se prolonger sans rémission possible, telle que visée à l'alinéa 1^{er}, le Gouvernement peut adopter une mesure provisoire autorisant cette expérience sur animaux. Le Gouvernement notifie cette décision au Parlement.

L'alinéa 3 n'est pas applicable aux primates non humains, sauf dans les conditions strictement prévues par le Gouvernement.

Art. D.88. §1^{er}. Chaque expérience sur animaux est dirigée par un maître d'expérience, qui en a la responsabilité et est également responsable de l'application des mesures relatives aux soins post-expérimentaux aux animaux.

§ 2. Lorsqu'il utilise des chevaux, des chiens, des chats, des porcs, des ruminants ou des primates non humains, le maître d'expérience fait, à cet effet, appel à un médecin-vétérinaire qui est également compétent en médecine des animaux de laboratoire. Il est chargé de la protection de la santé et du bien-être de ces animaux.

Le Gouvernement détermine la formation, la qualification, les compétences et les responsabilités du maître d'expérience.

§ 3. Le Gouvernement définit le contenu des documents que tient à jour le maître d'expérience, ainsi que la manière de les rédiger.

Art. D.89. § 1^{er}. Les expériences sur animaux sont menées sous anesthésie générale ou locale et en recourant à des analgésiques ou à une autre méthode appropriée, afin que la douleur, la souffrance et l'angoisse soient limitées à leur minimum.

Il peut être dérogé à l'alinéa 1^{er} si l'anesthésie n'est pas appropriée pour une raison visée au paragraphe 2 et motivée dans le projet.

Les expériences sur animaux entraînant des lésions graves susceptibles de causer une douleur sévère sont réalisées sous anesthésie.

§ 2. La décision relative à l'opportunité de recourir à l'anesthésie tient compte des éléments suivants :

1° si l'anesthésie est jugée plus traumatisante pour l'animal que l'expérience sur animaux elle-même;

2° si l'anesthésie est incompatible avec la finalité du projet mené.

§ 3. Aucune substance qui empêche ou limite la capacité des animaux d'exprimer la douleur ne peut être administrée aux animaux sans un niveau adéquat d'anesthésie ou d'analgésie.

Dans ces cas, il convient de fournir des éléments scientifiques, accompagnés de précisions sur le protocole anesthésique ou analgésique.

§ 4. Un animal susceptible d'éprouver de la douleur lorsque l'anesthésie a cessé de produire son effet reçoit un traitement analgésique préventif et postopératoire ou est traité au moyen d'autres méthodes appropriées pour soulager la douleur, pour autant que cela soit compatible avec la finalité du projet mené.

Dès que la finalité de l'expérience sur animaux a été atteinte, des mesures appropriées sont prises afin de limiter à son minimum la souffrance de l'animal.

Art. D.90. § 1^{er}. Un animal ne peut être mis à mort qu'en limitant au minimum la douleur, la souffrance et l'angoisse qu'il éprouve.

§ 2. Les animaux sont mis à mort dans l'établissement d'un éleveur, d'un fournisseur ou d'un utilisateur, par une personne compétente qui a bénéficié de la formation adéquate définie par le Gouvernement et qui démontre qu'elle a les compétences requises avant d'exercer ses fonctions.

Dans le cas d'une étude sur le terrain, un animal d'expérience peut être mis à mort en dehors d'un établissement par une personne compétente.

§ 3. Le Gouvernement détermine les méthodes, techniques, procédures ou stratégies de mise à mort des animaux qui peuvent être utilisées à des fins scientifiques ainsi que les conditions et les modalités applicables.

Le Gouvernement détermine les connaissances et qualifications requises par la personne compétente chargée de la mise à mort des animaux.

§ 4. Le paragraphe 2 ne s'applique pas lorsqu'un animal doit être mis à mort en cas d'urgence pour des raisons liées au bien-être des animaux, à la santé publique, à la sécurité publique, à la santé animale ou à l'environnement.

Art. D.91. Dans les délais fixés, chaque établissement pour animaux d'expérience établit pour chaque projet, un résumé non technique et une appréciation rétrospective et les transmet à la commission d'éthique.

Le Gouvernement fixe les conditions de l'appréciation rétrospective d'un projet et du résumé non technique.

Art. D.92. § 1^{er}. Une expérience sur animaux est réputée terminée :

1° lorsque toutes les observations ont été réalisées;

2° en ce qui concerne les nouvelles lignées d'animaux génétiquement modifiés, lorsqu'aucune douleur, aucune souffrance, aucune angoisse ou aucun dommage durable d'un niveau équivalent ou supérieur à celui causé par l'introduction d'une aiguille n'est plus observé ou escompté sur la descendance.

§ 2. A la fin d'une expérience sur animaux, un médecin-vétérinaire ou une autre personne compétente décide si l'animal doit être gardé en vie. L'animal est mis à mort lorsqu'il est susceptible de continuer à éprouver une douleur, une souffrance ou une angoisse ou d'avoir des dommages durables d'un niveau modéré ou sévère.

Lorsqu'un animal doit être gardé en vie, il reçoit les soins et l'hébergement appropriés à son état de santé.

§ 3. Le Gouvernement prescrit les conditions relatives à la destination des animaux une fois terminées les expériences sur animaux dans lesquelles ils ont été utilisés, en ce compris les conditions de réutilisation d'un animal.

Dans la mesure du possible les animaux sont placés ou relâchés, après leur utilisation dans une expérience, dans un habitat approprié ou un système d'élevage adapté à l'espèce, pour autant que les conditions suivantes soient satisfaites :

1° l'état de santé de l'animal le permet;

2° il n'y a pas de danger pour la santé publique, la santé animale ou l'environnement; et

3° des mesures appropriées ont été prises pour préserver le bien-être animal.

§ 4. Un établissement qui détient ou utilise à des fins expérimentales des animaux développe un programme d'insertion en vue de leur adoption.

Art. D.93. Un registre précis, reprenant les informations sur chaque animal, son origine et son sort est tenu à jour et mis à disposition selon les modalités fixées par le Gouvernement.

Le Gouvernement précise le contenu, la forme et la durée de conservation du registre.

Art. D.94. Le Gouvernement fixe les règles concernant la formation et la qualification du personnel impliqué dans les expériences sur animaux et le soin des animaux, ainsi que des services désignés par le Gouvernement pour mener les missions prévues par le présent chapitre.

Art. D.95. § 1^{er}. Le Gouvernement peut déterminer le tarif et le mode de calcul des redevances pour l'introduction d'un projet ou pour une demande de modification d'un projet.

La redevance visée à l'alinéa 1^{er} peut être fixée, par projet, en fonction d'un forfait.

Le Gouvernement peut prévoir des exonérations pour certains types de projet en fonction de leur finalité ou de leur nature.

§ 2. La redevance visée au paragraphe 1^{er} est affectée au Fonds budgétaire du bien-être des animaux visé au Chapitre 10.

Section 7. — Transparence, communication et confidentialité

Art. D.96. § 1^{er}. Sont confidentiels :

- 1° les travaux du Comité visé à l'article D.71 et des Commissions d'éthique visées à l'article D.73;
- 2° les rapports de contrôle des établissements pour animaux d'expérience;
- 3° les documents, de quelque nature que ce soit, techniques et administratifs des établissements pour animaux d'expérience qui sont susceptibles de contenir des informations relatives aux noms, adresses des établissements et de leur personnel;
- 4° les informations, de quelque nature que ce soit, relatives aux projets autorisés ou non autorisés, à leurs évaluations, aux protocoles expérimentaux et aux secrets d'affaires, à l'exception des résumés non techniques;
- 5° les rapports établis par les médecins-vétérinaires en ce qui concerne leurs missions dans le cadre du présent chapitre.

§ 2. Sous réserve de garantir le respect de la propriété intellectuelle et de la confidentialité des données, sont rendus publics d'une manière consolidée pour l'ensemble de la Wallonie et anonyme :

- 1° les statistiques annuelles sur l'utilisation des animaux dans les expériences pour animaux visées par la réglementation européenne;
- 2° le nombre de contrôles réalisés au cours de l'année écoulée et le nombre de procès-verbaux de constatation d'infractions;
- 3° le résumé non technique de chaque projet autorisé, rédigé de manière anonyme et ne contenant ni nom, ni adresse de l'utilisateur ou de membres du personnel;
- 4° le détail des espèces utilisées en fonction du type d'expérience.

Le Gouvernement définit le contenu des documents qui servent à la diffusion de ces informations.

Art. D.97. Le Gouvernement présente annuellement au Parlement un rapport sur l'état du bien-être et de la protection des animaux dans le cadre de l'expérimentation en Wallonie, selon la forme qu'il détermine.

CHAPITRE IX. — *Le Conseil wallon du bien-être animal*

Art. D.98. Il est institué un Conseil wallon du bien-être animal, dénommé ci-après « le Conseil ».

Le Gouvernement détermine la composition et le fonctionnement du Conseil ainsi que le mode de désignation de ses membres. En font partie notamment les représentants des associations de protection animale, des refuges pour animaux, des associations œuvrant dans l'intérêt des animaux, de la recherche scientifique, de la profession vétérinaire et des éleveurs.

Le Gouvernement désigne le secrétariat du Conseil.

Art. D.99. § 1^{er}. Le Conseil :

- 1° étudie les problèmes en rapport avec la protection et le bien-être des animaux;
- 2° donne son avis sur les affaires dont l'examen lui est confié par le Gouvernement ou par le Ministre, et peut leur soumettre d'initiative tout avis ou proposition.

§ 2. Un rapport des activités du Conseil est présenté annuellement au Ministre, selon les modalités fixées par le Gouvernement.

CHAPITRE X. — *Le Fonds budgétaire du bien-être des animaux*

Art. D.100. En application de l'article 4, § 1^{er}, alinéa 2, du décret du 15 décembre 2011 portant organisation du budget, de la comptabilité et du rapportage des unités d'administration publique wallonnes, il est institué, au sein du budget des recettes et du budget général des dépenses de la Région, un Fonds budgétaire du bien-être des animaux, dénommé ci-après « le Fonds », composé des trois sections suivantes :

- 1° la section « protection des animaux et sensibilisation à leur bien-être »;
- 2° la section « protection contre les abandons et la maltraitance animale »;
- 3° la section « protection des animaux d'expérience ».

Art. D.101. Sont intégralement versés dans ce Fonds, section « protection des animaux et sensibilisation à leur bien-être » :

- 1° les sommes dues en vertu des taxes, contributions, et des redevances prévues par ou en vertu du présent Code;
- 2° les sommes visées à l'article D.170, § 3, alinéa 4, du Livre I^{er} du Code de l'Environnement;
- 3° les sommes recouvertes par l'autorité compétente en exécution de l'article D.149bis du Livre I^{er} du Code de l'Environnement;
- 4° les dons et legs réalisés en faveur de la Région wallonne pour le soutien de la protection et du bien-être animal;
- 5° les recettes provenant du concours de l'Union européenne aux dépenses effectuées par le Fonds.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les sommes dues en vertu des contributions et des redevances prévues par ou en vertu de l'article D.15 sont versées dans ce Fonds, section « protection contre les abandons et la maltraitance animale ».

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les sommes dues en vertu des redevances prévues par ou en vertu de l'article D.95 sont versées dans ce Fonds, section « protection des animaux d'expérience ».

Art. D.102. § 1^{er}. Les recettes du Fonds, section « protection des animaux et sensibilisation à leur bien-être », sont affectées au financement des dépenses relatives à la politique de la protection et du bien-être animal prévues par le présent Code.

Les dépenses du Fonds, section « protection des animaux et sensibilisation à leur bien-être », peuvent porter sur des indemnités, des subventions ou des prestations, en ce compris les coûts de fonctionnement, d'investissement, d'équipement, de constatation, de répression, de saisie et d'autres frais liés à des actions ou missions dans le cadre du fonds et exécutées par des tiers.

Les dépenses du Fonds, section « protection des animaux et sensibilisation à leur bien-être », peuvent également porter sur les frais résultant de l'engagement de personnel au sein de l'administration dont les missions sont prescrites par ou en vertu du présent Code en ce compris les missions de contrôle, recherche des infractions, constatation, poursuite, répression des infractions en matière de bien-être animal.

§ 2. Les recettes du Fonds, section « protection contre les abandons et la maltraitance animale », sont intégralement affectées au financement de dépenses relatives à la politique de protection contre les abandons d'animaux et la maltraitance animale, en ce compris à la participation au financement de travaux effectués au sein des refuges pour la construction, la rénovation d'infrastructures ou pour l'acquisition d'équipement.

§ 3. Les recettes du Fonds, section « protection des animaux d'expérience », sont intégralement affectées au financement des frais de fonctionnement du Comité visé à l'article D.71 et au financement des coûts administratifs engendrés par l'évaluation et l'autorisation des projets au sens de l'article D.4, § 2, 2°. Ces coûts administratifs comprennent les frais résultant de l'engagement de personnel au sein de l'administration pour l'accomplissement des missions d'évaluation et d'autorisation des projets.

CHAPITRE XI. — *Contrôle, recherche, constatation, poursuite, répression
et mesures de réparation des infractions en matière de bien-être animal*

Art. D.103. Sans préjudice des dispositions du présent chapitre, les infractions aux dispositions du présent Code et à ses arrêtés d'exécution sont contrôlées, recherchées, constatées, poursuivies et sanctionnées conformément aux dispositions de la Partie VIII du Livre I^{er} du Code de l'Environnement.

Art. D.104. § 1^{er}. Sans préjudice des pouvoirs des agents, des officiers de police judiciaire et des membres de la police fédérale et locale, les infractions au présent Code et dispositions prises en vertu de celui-ci ou aux règlements et décisions européens en la matière sont contrôlées, recherchées et constatées par les agents visés à l'article D.140 du Livre I^{er} du Code de l'Environnement.

§ 2. Le Gouvernement peut habiliter une personne morale de droit public ou constituée à l'initiative de l'autorité publique à effectuer, en matière de bien-être animal, des missions de support auprès du service désigné par le Gouvernement pour exercer les missions de contrôle. Le Gouvernement détermine les missions de support qui lui sont expressément confiées.

La personne morale désignée effectue ses missions de support de façon loyale et correcte, dans le respect des dispositions légales et réglementaires ainsi que des circulaires ou des instructions y afférentes. À cette fin, le personnel de la personne morale prête serment, préalablement à l'exercice de leurs missions, entre les mains du Ministre.

Les observations et informations effectuées par la personne morale dans le cadre de ses missions peuvent être utilisées par les agents visés au paragraphe 1^{er}. Dans ce cas, les observations et informations font l'objet d'un contrôle à l'initiative des agents visés au paragraphe 1^{er}.

Le Gouvernement fixe les conditions et la procédure de désignation de la personne morale. Il détermine ses droits et devoirs ainsi que le mode de rémunération pour ses services.

Le Gouvernement détermine les sanctions qui peuvent être infligées en cas de non-respect des devoirs et des dispositions légales et réglementaires à l'exécution desquelles la personne morale collabore.

§ 3. Par dérogation aux paragraphes 1^{er} et 2, seuls les agents visés à l'article D.140, § 1^{er}, du Livre I^{er} du Code de l'Environnement contrôlent, recherchent et constatent les infractions relatives au Chapitre 8.

Art. D.105. § 1^{er}. Commet une infraction de deuxième catégorie au sens du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, celui qui :

1° se livre, sauf pour des motifs légitimes, à des actes qui ont pour conséquence de faire périr un animal sans nécessité ou de lui causer sans nécessité des lésions, mutilations, douleurs ou souffrances;

2° détient un animal en dépit du retrait ou de la suspension du permis de détention visé à l'article D.6;

3° abandonne ou fait abandonner un animal;

4° contrevient à l'article D.8;

5° réduit la liberté de mouvement d'un animal au point de l'exposer à des douleurs, des souffrances ou des lésions évitables ou qui contrevient aux règles fixées par le Gouvernement en vertu de l'article D.9, § 2;

6° s'oppose ou empêche que des soins nécessaires soient pratiqués sur un animal abandonné, perdu ou errant;

7° met à mort un animal en dehors des cas visés à l'article D.13, § 2;

8° contrevient à l'article D.23 ou qui ne respecte pas les conditions fixées en vertu de ce même article;

9° détient ou utilise des animaux en contravention aux articles D.25 ou D.27 ou aux conditions prises en vertu de ces articles;

10° exerce ou entame une activité soumise à agrément ou à autorisation en vertu du présent Code sans disposer de cet agrément ou de cette autorisation, ou en dépit du fait que cet agrément ou autorisation ait été suspendu ou retiré;

11° effectue ou fait effectuer sur un animal une ou plusieurs interventions entraînant l'amputation ou la lésion d'une ou plusieurs parties sensibles de son corps en contravention de l'article D.36 ou aux règles fixées en vertu de ce même article;

12° effectue ou fait effectuer sur un animal une intervention douloureuse sans effectuer d'anesthésie en contravention à l'article D.37 ou aux règles fixées en vertu de ce même article;

13° contrevient à l'article D.39 aux règles fixées en vertu de ce même article;

14° falsifie ou fait falsifier des documents ou informations pour faciliter la commercialisation ou la donation d'un animal en contravention de l'article D.44;

15° transporte ou fait transporter un animal dans des conditions telles qu'il risque d'être blessé ou de subir des souffrances en contravention aux articles D.52, D.53 et D.54 ou des conditions fixées en vertu de ces articles;

16° met à mort ou fait mettre à mort un animal sans disposer des connaissances ou des capacités requises par ou en vertu des articles D.57 et D.59;

17° met à mort un animal ou fait mettre à mort sans recourir à une méthode sélective, rapide ou la moins douloureuse pour l'animal en contravention à l'article D.57 ou aux conditions fixées en vertu de ce même article;

18° met à mort ou fait mettre à mort un animal sans procéder au préalable à une anesthésie ou un étourdissement en contravention à l'article D.57 ou aux conditions fixées en vertu de ce même article;

19° met à mort ou fait mettre à mort un animal sur le lieu d'élevage en contravention des conditions fixées en vertu de l'article D.57, § 2;

20° pratique ou fait pratiquer une expérience sur animaux sans disposer de l'autorisation préalable visée à l'article D.86 ou en contravention à l'article D.68;

21° pratique ou fait pratiquer une expérience sur animaux interdites en vertu des articles D.65 ou D.66 ou en contravention aux conditions fixées en vertu de ces articles;

- 22° élève ou fait élever des animaux pour leur utilisation dans le cadre d'expériences en contravention aux règles fixées en vertu de l'article D.81;
- 23° utilise ou fait utiliser des animaux capturés dans la nature ou des animaux d'espèces domestiques errants ou devenus sauvages pour des expériences en contravention à l'article D.82 ou D.83, ou aux conditions fixées en vertu de ces articles;
- 24° pratique ou fait pratiquer une expérience sur animaux sans respecter les conditions du projet préalablement évalué et autorisé conformément à l'article D.86;
- 25° mène ou fait mener une expérience sur animaux en dehors d'un établissement pour animaux d'expérience agréé ou en contravention aux conditions fixées en vertu de l'article D.86, § 4;
- 26° pratique ou fait pratiquer une expérience qui implique pour l'animal une douleur, une souffrance ou une angoisse intense susceptible de se prolonger sans rémission possible en contravention à l'article D.87 ou aux conditions fixées en vertu de ce même article;
- 27° dirige une expérience sur animaux sans être maître d'expérience ou qui la fait diriger par une personne qui n'est pas maître d'expérience en contravention à l'article D.88;
- 28° mène ou fait mener une expérience sur chevaux, des chiens, des chats, des porcs, des ruminants ou des primates non humains sans faire appel à un médecin-vétérinaire en contravention à l'article D.88 ou des conditions fixées en vertu de ce même article;
- 29° mène ou fait mener une expérience sur animaux qui contrevient à l'article D.89 ou aux conditions fixées en vertu de ce même article;
- 30° met à mort ou fait mettre à mort un animal dans le cadre d'une expérience sur animaux en contravention à l'article D.90 ou aux conditions fixées en vertu de ce même article;
- 31° s'oppose ou contrevient à l'article D.92;
- 32° incite ou promeut la violence envers les animaux, en ce compris sur des dépouilles animales.
- § 2. Commet une infraction de troisième catégorie au sens du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, celui qui :
- 1° détient un animal sans disposer des compétences ou de la capacité requises pour le détenir en vertu de l'article D.6, § 2;
- 2° ne procure pas à un animal détenu en prairie un abri au sens de l'article D.10;
- 3° détient un animal abandonné, perdu ou errant, sans y avoir été autorisé par ou en vertu du présent Code;
- 4° ne restitue pas un animal perdu à son responsable identifié conformément à l'article D.12, § 3;
- 5° ne conserve pas les données requises en vertu de l'article D.13, § 2, de l'article D.18 ou de l'article D.36, § 2;
- 6° ne procède pas à l'identification ou à l'enregistrement d'un animal conformément à l'article D.15;
- 7° détient, sans y avoir été autorisé, un animal non identifié ou non enregistré;
- 8° contrevient aux règles adoptées par le Gouvernement en vertu de l'article D.19;
- 9° détient un animal en contravention aux articles D.20 ou D.21;
- 10° ne respecte pas les conditions fixées en vertu de l'article D.24;
- 11° ne respecte pas les conditions fixées en vertu de l'article D.26;
- 12° ne confie pas des animaux à un refuge en application de l'article D.29, § 3;
- 13° utilise la dénomination « refuge » sans disposer de l'agrément nécessaire, ou en dépit du fait que cet agrément ait été suspendu ou retiré;
- 14° ne respecte pas les conditions fixées en vertu des articles D.32 ou D.33;
- 15° ne respecte pas les conditions d'agrément fixées en vertu de l'article D.34;
- 16° fait participer ou admet à des expositions d'animaux, des expertises ou à un concours des animaux ayant subi une intervention interdite en contravention à l'article D.38;
- 17° utilise ou fait utiliser des accessoires ou produits interdits en vertu de l'article D.40 ou en contravention aux conditions fixées en vertu de ce même article;
- 18° ne respecte pas les conditions de commercialisation des animaux fixées en vertu de l'article D.43;
- 19° ne respecte pas ou s'oppose au respect des interdictions visées à l'article D.45 ou aux conditions fixées en vertu de ce même article;
- 20° ne respecte pas ou s'oppose au respect de l'interdiction de commercialisation ou de donation visée aux articles D.46 ou D.47, ou aux conditions fixées en vertu de ces articles;
- 21° publie ou fait publier une annonce en contravention aux règles fixées par et en vertu des articles D.49 ou D.50;
- 22° publie une annonce sans que celle-ci ne contienne les informations et mentions requises en vertu de l'article D.51;
- 23° introduit, fait introduire, fait transiter, importe ou fait importer un animal sur le territoire wallon en contravention aux articles D.55 ou D.56 ou en contravention aux conditions fixées en vertu de ces articles;
- 24° ne respecte pas ou s'oppose à la mise en place d'une installation de vidéosurveillance en contravention à l'article D.58 ou aux conditions fixées par et ou vertu de ce même article;
- 25° ne respecte pas les conditions fixées en vertu de l'article D.59;
- 26° sciemment est membre du Comité wallon pour la protection des animaux d'expérience ou d'une commission d'éthique alors qu'il ne respecte pas les règles en matière de confidentialité ou de conflits d'intérêts fixées en vertu des articles D.71 ou D.73;
- 27° contrevient ou s'oppose aux inspections régulières fixées en vertu de l'article D.76, § 3;
- 28° contrevient ou s'oppose au respect des conditions d'impartialité ou de conflits d'intérêts fixées en vertu de l'article D.79;
- 29° ne dispose pas ou s'oppose à la mise en œuvre de la structure chargée du bien-être des animaux visée à l'article D.80;
- 30° ne respecte pas ou s'oppose au respect des règles fixées par ou en vertu des articles D.84 ou D.85;
- 31° s'oppose ou empêche l'élaboration pour un projet au sens de l'article D.4, § 2, 2°, d'un résumé non technique ou d'une appréciation rétrospective ou qui ne la transmet pas conformément à l'article D.91 ou en contravention aux conditions fixées en vertu de ce même article;

32° contrevient ou s'oppose à la tenue ou à la mise à jour du registre visé à l'article D.93 ou qui ne respecte pas ou ne fait pas respecter les conditions fixées en vertu de ce même article;

33° s'oppose ou ne fait pas respecter les exigences en matière de formation ou de qualification du personnel impliqué dans les expériences sur animaux en contravention de l'article D.94 ou des conditions fixées en vertu de ce même article;

34° divulgue des informations confidentielles visées à l'article D.96;

35° s'oppose à la divulgation des informations rendues publiques en vertu de l'article D.96 sans avoir établi que la divulgation ne respecterait pas la propriété intellectuelle ou la confidentialité des données;

36° laisse un animal enfermé dans un véhicule, de manière telle que les conditions ambiantes pourraient mettre en péril la vie de l'animal;

37° viole les dispositions prises en vertu d'un règlement européen en matière de bien-être animal.

Art. D.106. Une infraction de troisième catégorie est sanctionnée comme une infraction de deuxième catégorie si le fait infractionnel :

1° est commis par un professionnel;

2° a eu pour conséquence de provoquer dans le chef d'un animal soit :

a) la perte de l'usage d'un organe;

b) une mutilation grave;

c) une incapacité permanente;

d) la mort.

Pour l'application du 1°, l'on entend par professionnel toute personne qui exerce une activité nécessitant un agrément ou tirant un revenu de l'utilisation d'animaux.

CHAPITRE XII. — Dispositions finales

Art. D.107. Le Gouvernement prend toutes les mesures d'exécution des règlements européens relatifs au bien-être des animaux.

Art. D.108. A partir du 1^{er} janvier 2020, le montant des taxes, redevances et contributions prévues par le présent Code ou par ses arrêtés d'exécution est automatiquement et de plein droit indexé, tous les deux ans, sur la base de l'indice des prix à la consommation en vigueur six semaines avant la date de l'indexation.

Art. D.109. Lorsque le permis d'environnement ou la déclaration effectuée conformément au décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement est arrivé à échéance sans avoir fait l'objet d'un renouvellement, les règles relatives à la détention d'animaux détenus à des fins de production agricole visées à l'article D.6, § 3, restent d'application durant un an à compter de cette échéance. ».

Dispositions modificatives, abrogatoires et finales

Section 1. — Dispositions modificatives

Sous-section 1. — Modification du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement

Art. 2. Dans l'article 2 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, l'alinéa 1^{er} est remplacé par ce qui suit :

« Dans une optique d'approche intégrée de prévention et de réduction de la pollution et de garantie des standards en matière de bien-être animal, le présent décret vise à assurer la protection de l'homme ou de l'environnement contre les dangers, nuisances ou inconvénients qu'un établissement est susceptible de causer, directement ou indirectement, pendant ou après l'exploitation, et à assurer le bien-être des animaux lorsqu'ils font l'objet des installations et activités de l'établissement visé. ».

Art. 3. Dans la section 2 du Chapitre I du même décret, un article 3bis est inséré comme suit :

« Art. 3bis. Quel que soit le classement des installations et activités tel que prévu à l'article 3, les installations et activités respectent les normes en matière de bien-être animal. ».

Art. 4. Dans l'article 4, alinéa 3, du même décret, un 10° est inséré comme suit :

« 10° le cas échéant, l'amélioration des conditions de détention des animaux faisant l'objet des installations et des activités et les informations à fournir régulièrement aux autorités que le Gouvernement désigne et portant sur :

a. les mesures prises pour assurer les besoins des animaux visés;

b. les mesures prises en matière de formation du personnel de l'établissement au bien-être animal. ».

Art. 5. Dans l'article 5 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° au paragraphe 2, l'alinéa 2 est complétée par les mots suivants : « ou liées au bien-être animal »;

2° au paragraphe 3, l'alinéa 1^{er} est complété par les mots suivants : « , et, le cas échéant, à garantir le bien-être des animaux visés par l'installation ou l'activité »;

3° au paragraphe 3, à l'alinéa 3, les mots « ou pour la protection animale » sont insérés entre les mots « ou de l'environnement » et les mots « doit être au moins équivalent ».

Art. 6. Dans l'article 6, alinéa 2, les mots « ou pour la protection animale » sont insérés entre les mots « ou de l'environnement » et les mots « doit être au moins équivalent ».

Art. 7. Dans l'article 10, § 1^{er}, alinéa 2, 2°, du même décret, les mots « ou lorsqu'elle accroît le nombre d'animaux faisant l'objet de l'établissement » sont insérés entre les mots « de l'homme ou de l'environnement » et les mots « ou lorsqu'elle fait atteindre ».

Art. 8. Dans l'article 14, § 5, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots « ou pour assurer le bien-être animal » sont insérés entre les mots « à l'homme ou à l'environnement » et les mots « , l'autorité compétente peut ».

Art. 9. Dans l'article 17 du même décret, les modifications suivantes sont apportées :

1° à l'alinéa 2, un 11° est inséré comme suit :

« 11° en ce qui concerne les établissements dans lesquels des animaux font l'objet des installations ou activités, de connaître les effets significatifs de l'établissement sur les animaux visés et leur bien-être et d'identifier les mesures prévues pour garantir le bien-être animal. »;

2° le paragraphe 2 est complété d'un alinéa comme suit :

« Lorsque des animaux font l'objet des installations ou activités, la demande comporte également un dossier d'évaluation des incidences de l'établissement sur les animaux visés et sur leur bien-être animal. Le Gouvernement détermine le contenu minimum de ce dossier d'évaluation. ».

Art. 10. Dans l'article 24 du même décret, l'alinéa 2 est complété par les mots « ou qui ne respectent pas les normes en matière de bien-être animal ».

Art. 11. Dans l'article 45, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même décret, un 8° est inséré comme suit :

« 8° le cas échéant, le nombre maximum d'animaux pouvant faire l'objet des installations et activités, et les modalités prévues pour assurer leur bien-être. ».

Dans la section 2 du Chapitre VIII du même décret, un article 59^{quinquies} est inséré comme suit :

« Art. 59^{quinquies}. Le Gouvernement détermine les obligations auxquelles, à la cessation ou à la fermeture d'un établissement dont des animaux font l'objet des installations et activités, l'exploitant de cet établissement est tenu pour assurer le bien-être des animaux. ».

Art. 12. Dans l'article 65, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même décret, un 5° est inséré comme suit :

« 5° si cela est nécessaire, en ce qui concerne les établissements dont des animaux font l'objet des installations et activités, pour garantir davantage le bien-être animal. ».

Art. 13. Dans l'article 71, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, du même décret, les mots « ou met gravement en péril la vie ou le bien-être des animaux faisant l'objet des installations et activités » sont insérés entre les mots « ou la santé de la population » et les mots « , et si l'exploitant refuse ».

Sous-section 2. — Modifications du Livre I^{er} du Code de l'Environnement

Art. 14. Dans l'article D.138, alinéa 1^{er}, du Livre I^{er} du Code de l'Environnement, modifié par le décret du 12 décembre 2014, les mots « la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux » sont remplacés par les mots « le Code wallon du Bien-être des animaux ».

Art. 15. Dans le Titre I^{er} de la Partie VIII du même Livre, il est inséré un article D.138^{bis} rédigé comme suit :

« Art. D.138^{bis}. Les dispositions du Livre I^{er} du Code pénal y compris le Chapitre VII sont applicables aux dispositions visées à l'article D.138 et les dispositions prises en vertu de celles-ci. ».

Art. 16. Dans le Chapitre I^{er} du Titre II de la Partie VIII du même Livre, il est inséré un article D.140^{bis} rédigé comme suit :

« Art. D.140^{bis}. § 1^{er}. Les agents visés à l'article D.140, § 1^{er}, peuvent confier tout examen précis et tout contrôle précis à des experts, après accord du Gouvernement sur les missions confiées.

Les missions confiées ne peuvent être en lien avec le Chapitre 8 du Code wallon du Bien-être animal.

Les experts agissent suivant les instructions des agents. Ils effectuent leurs missions de contrôle de façon loyale et correcte, dans le respect des dispositions légales et réglementaires ainsi que des circulaires ou des instructions y afférentes. À cette fin, ils prêteront, préalablement à l'exercice de leurs missions, serment entre les mains du Ministre fonctionnellement compétent pour la mission confiée.

Les observations et informations effectuées par l'expert dans le cadre de ses missions peuvent être utilisées, le cas échéant, sans constatation complémentaire, par les agents visés à l'article D.140, § 1^{er}, notamment aux fins de dresser procès-verbal faisant foi jusqu'à preuve du contraire.

§ 2. Le Gouvernement arrête la liste des examens et contrôles qui peuvent être confiés aux experts, ainsi que les infractions pour lesquelles ces experts sont compétents. Il fixe les conditions et la procédure de délégation des missions aux experts visées au paragraphe 1^{er}. Il détermine la compétence requise des experts, leurs droits et devoirs ainsi que leur mode de rétribution de leurs services.

§ 3. Le Gouvernement détermine les sanctions qui peuvent être infligées en cas de non-respect des devoirs et des dispositions légales et réglementaires à l'exécution desquelles les experts collaborent.

§ 4. Les experts ne disposent pas des moyens d'investigation visés au Chapitre II du Titre II. ».

Art. 17. Dans le Chapitre III du Titre II de la Partie VIII du même Livre, il est inséré un article D.149^{bis} rédigé comme suit :

« Art. D.149^{bis}. § 1^{er}. Lorsqu'une infraction est ou a été précédemment constatée et que cette infraction concerne des animaux vivants, la saisie administrative des animaux peut être décidée par un agent visé à l'article D.140 ou par le bourgmestre de la commune sur le territoire de laquelle se trouvent généralement les animaux. L'agent ou le bourgmestre fait alors héberger les animaux dans un lieu d'accueil approprié.

Les animaux détenus en dépit d'une interdiction prononcée ou d'un retrait de permis visé à l'article D.6 du Code wallon du Bien-être animal, peuvent en tout temps faire l'objet d'une saisie par un agent visé à l'article D.140 ou par le bourgmestre de la commune sur le territoire de laquelle se trouvent généralement les animaux.

§ 2. Lorsqu'un agent visé à l'article D.140 ou un bourgmestre procède ou fait procéder à une saisie en application du paragraphe 1^{er}, une copie de la décision de saisie est envoyée au service désigné par le Gouvernement et selon les modalités qu'il détermine. L'agent joint à son envoi une copie du procès-verbal constatant ou ayant constaté l'infraction.

Lorsque l'infraction ayant mené à la saisie a été constatée par un officier de police, une copie du procès-verbal est adressée dans les quinze jours de la constatation des faits au service désigné par le Gouvernement et selon les modalités qu'il détermine.

§ 3. Le Gouvernement ou le bourgmestre fixe la destination du ou des animaux saisis conformément au paragraphe 1^{er}. Cette destination consiste en :

- 1° la restitution au propriétaire sous conditions;
- 2° la vente;
- 3° le don en pleine propriété à une personne physique ou morale;
- 4° ou la mise à mort sans délai lorsque celle-ci s'avère nécessaire.

Lorsque la destination consiste dans la mise en vente des animaux saisis, il appartient à l'huissier de justice requis à cet effet de prêter son ministère en vue de la réalisation de celle-ci et des suites qui l'accompagnent.

Le Gouvernement détermine la procédure à suivre pour fixer la destination des animaux.

§ 4. Lorsqu'une saisie est réalisée conformément aux paragraphes 1^{er} à 3, l'agent ou le bourgmestre adresse au responsable des animaux saisis :

- 1° une copie de l'acte de saisie;
- 2° les renseignements utiles quant au lieu d'hébergement et à la destination des animaux;
- 3° le cas échéant, une copie de la justification vétérinaire démontrant la nécessité de recourir à la mise à mort sans délai conformément au paragraphe 3, alinéa 1^{er}, 4°.

§ 5. La saisie visée au paragraphe 1^{er} est levée de plein droit par la décision visée au paragraphe 3 ou, en l'absence d'une telle décision, après un délai de soixante jours à compter de la date de réception par l'administration du procès-verbal visé au paragraphe 2 et de la décision de saisie.

Pour le calcul du délai prévu à l'alinéa 1^{er}, le jour de la réception des documents visés à l'alinéa 1^{er} n'est pas inclus. Le jour de l'échéance est compté dans le délai. Toutefois, lorsque ce jour est un samedi, un dimanche ou un jour férié légal, le jour de l'échéance est reporté au jour ouvrable suivant.

En l'absence de décision dans le délai visé à l'alinéa 1^{er}, il revient au Gouvernement ou au bourgmestre de notifier au responsable des animaux la levée automatique de la saisie et la possibilité de prendre possession de l'animal à l'adresse où il est hébergé. Les animaux devront avoir été retirés endéans les quinze jours de la notification. Passé ce délai, la propriété de l'animal sera automatiquement transférée à la personne physique ou morale qui l'héberge.

§ 6. Les frais liés aux mesures prises sur la base des paragraphes 1^{er} et 3 sont à la charge du responsable de l'animal.

Si les frais visés à l'alinéa 1^{er} sont avancés par la Région wallonne ou par la commune, ils sont réclamés au responsable des animaux.

Si les animaux sont vendus, la somme perçue est affectée par priorité au recouvrement des frais visés à l'alinéa 1^{er}. Le solde éventuel est remis au propriétaire. ».

Art. 18. L'article D.153, alinéa 1^{er}, 3°, du même Livre est complété par les mots « ou que la vie de l'animal a été mise gravement en péril ».

Art. 19. Dans l'article D.157, § 2, du même Livre, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est complété par un 6°, 7° et 8° rédigés comme suit :

« 6° à ne pas détenir définitivement, ou pendant une période de trois mois à dix ans, un ou plusieurs animaux d'une ou plusieurs espèces ou en limiter le nombre;

7° au retrait du permis de détention d'un animal visé à l'article D.6 du Code wallon du Bien-être des animaux;

8° à fermer, pour une période d'un mois à trois ans, l'établissement où les infractions ont été commises. ».

2° le paragraphe 2 est complété par les alinéas suivants :

« En application de l'alinéa 1^{er}, 7°, le retrait du permis de détention peut être prononcé pour un délai déterminé ou définitivement. Le délai déterminé ne peut être inférieur à trois mois.

L'interdiction de détention ou le retrait du permis de détention prononcé par le juge conformément à l'alinéa 1^{er} entraîne pour le contrevenant qu'il n'est plus autorisé, dans les conditions fixées, à détenir, directement, indirectement ou par personne interposée, un ou plusieurs animaux.

Les décisions de retrait de permis sont consignées dans une base de données accessibles uniquement aux :

- 1° juges;
- 2° fonctionnaires sanctionneurs;
- 3° agents visés à l'article D.140;
- 4° bourgmestres;
- 5° agents et officiers de police.

Le juge peut, dans les cas visés à l'article D.149bis, § 1^{er}, prononcer la confiscation. La confiscation est toujours prononcée dans les cas visés à l'article D.149bis, § 1^{er}, alinéa 2. Il en est de même en cas de combats ou de tirs d'animaux, pour les enjeux, le montant des droits d'entrée et les objets ou installations servant auxdits combats ou tirs. ».

Art. 20. Dans l'article D.159, § 2, 8°, du même Livre, inséré par le décret du 12 décembre 2014, les mots « à la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux » sont remplacés par les mots « au Code wallon du Bien-être des animaux ».

Art. 21. Dans le Titre VI de la Partie VIII du même Livre, il est inséré un article D.163bis rédigé comme suit :

« Art. D.163bis. Lorsqu'une infraction au Code wallon du Bien-être des animaux ou aux dispositions prises en vertu de celui-ci est constatée, le fonctionnaire sanctionnateur peut, à titre de sanction accessoire :

1° suspendre ou retirer les agréments et autorisations visés par le Code wallon du Bien-être animal, après avis de l'autorité compétente pour octroyer l'agrément ou l'autorisation visée;

2° interdire de détenir, pendant une période d'un mois à cinq ans, un ou plusieurs animaux d'une ou plusieurs espèces ou en limiter le nombre;

3° procéder au retrait du permis de détention d'un animal visé à l'article D.6 du Code wallon du Bien-être animal.

En application de l'alinéa 1^{er}, 3°, le retrait du permis de détention peut être prononcé pour un délai déterminé ou définitivement. Le délai déterminé ne peut être inférieur à un mois.

L'interdiction de détention ou le retrait du permis de détention prononcé par le fonctionnaire sanctionnateur conformément à l'alinéa 1^{er} entraîne pour le contrevenant qu'il n'est plus autorisé, dans les conditions fixées, à détenir, directement, indirectement ou par personne interposée, un ou plusieurs animaux.

Les décisions de retrait de permis sont consignées dans une base de données accessibles uniquement aux :

1° juges;

2° fonctionnaires sanctionnateurs;

3° agents visés à l'article D.140;

4° bourgmestres;

5° agents et officiers de police. ».

Art. 22. Dans l'article D.170, § 3, alinéa 4, du même Livre, inséré par le décret du 12 décembre 2014, les mots « à la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux » sont remplacés par les mots « au Code wallon du Bien-être des animaux ».

Sous-section 3. — Modification du décret du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative

Art. 23. Dans l'article 2, § 1^{er}, 10°, du décret du 6 novembre 2008 portant rationalisation de la fonction consultative, modifié par les décrets du 22 janvier 2015 et du 16 février 2017, les mots « l'article 31 de la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux » sont remplacés par les mots « l'article D.77 du Code wallon du Bien-être des animaux ».

Section 2. — Disposition abrogatoire

Art. 24. Sont abrogées :

1° à l'exception des articles 20 à 30/1, la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux, modifiée en dernier lieu par le décret du 18 mai 2017;

2° la loi du 9 juin 2009 portant création d'un Centre belge des méthodes alternatives à l'expérimentation animale.

Les articles 20 à 30/1 de la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux sont abrogés à la date déterminée par le Gouvernement.

Section 3. — Dispositions transitoires

Art. 25. Par dérogation à l'article D.27 du Code wallon du Bien-être animal, l'utilisation de cages pour l'élevage de poules pondeuses reste autorisée jusque soit :

1° l'échéance du permis d'environnement lorsque celui-ci a été délivré conformément au décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement avant l'entrée en vigueur du présent Code;

2° le 1^{er} janvier 2028 lorsque l'échéance du permis visé à l'alinéa 1^{er} est antérieure à cette date.

Art. 26. Jusqu'au 31 août 2019, l'article D.57 du Code wallon du Bien-être des animaux ne s'applique pas aux abattages prescrits par un rite religieux.

Le Gouvernement peut prévoir la procédure et les conditions de contrôles démontrant que l'abattage est entrepris dans le cadre d'un rite religieux.

Art. 27. Pour les arrêtés adoptés en exécution de la loi du 14 août 1986 relative à la protection et au bien-être des animaux qui subsisteront au moment de l'entrée en vigueur du Code wallon du Bien-être animal, et jusqu'à leur abrogation ou remplacement, l'on entend par « commercialiser » : mettre sur le marché, offrir en vente, détenir, acquérir, transporter, exposer en vue de la vente, échanger, vendre, céder à titre gratuit ou onéreux.

Section 4. — Disposition finale

Art. 28. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2019.

Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les articles D.62 à D.97 du Code wallon du Bien-être des animaux entrent en vigueur à la date fixée par le Gouvernement.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 4 octobre 2018.

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

La Ministre de l'Action sociale, de la Santé, de l'Égalité des Chances,
de la Fonction publique et de la Simplification administrative,
A. GREOLI

Le Ministre de l'Économie, de l'Industrie, de la Recherche, de l'Innovation,
du Numérique, de l'Emploi et de la Formation,
P.-Y. JEHOLET

Le Ministre de l'Environnement, de la Transition écologique, de l'Aménagement du Territoire, des Travaux publics,
de la Mobilité, des Transports, du Bien-Être animal et des Zonings,
C. DI ANTONIO

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Énergie, du Climat et des Aéroports,
J.-L. CRUCKE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme,
du Patrimoine et délégué à la Grande Région,
R. COLLIN

La Ministre des Pouvoirs locaux, du Logement et des Infrastructures sportives,
V. DE BUE

—————
Note

(1) Session 2017-2018.

Documents du Parlement wallon, 1150 (2017-2018) N^{os} 1 et 1bis à 6.

Compte rendu intégral, séance plénière du 3 octobre 2018.

Discussion.

Vote.

—————
ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2018/15578]

4. OKTOBER 2018 — Dekret zur Festlegung des Wallonischen Gesetzbuches über den Tierschutz (1)

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen, und Wir, Wallonische Regierung, sanktionieren es:

Artikel 1. Artikel 1 - Der nachstehende Text bildet das Wallonische Gesetzbuch über den Tierschutz:

"KAPITEL I — Allgemeines

Artikel D.1 - Das Tier ist ein empfindsames Wesen mit Bedürfnissen, die je nach seiner Art spezifisch sind.

Ziel des vorliegenden Gesetzbuches ist es, die Empfindsamkeit zu schützen und das Wohlbefinden des Tieres zu gewährleisten.

Art. D.2 - § 1. Die Wallonische Region führt eine Politik, die darauf abzielt, den Schutz und das Wohlbefinden der Tiere zu gewährleisten, insbesondere unter Berücksichtigung ihrer physiologischen und ethologischen Bedürfnisse, sowie ihrer Rolle innerhalb der Gesellschaft und der Umwelt.

Zu diesem Zweck:

1° informiert und sensibilisiert die Wallonische Region die Bürger für das Wohlbefinden der Tiere, den Tierschutz und die Art und Weise, wie sie zu behandeln sind;

2° wertet sie die Arbeit und die Techniken auf, die auf die Verbesserung des Wohlbefindens der Tiere abzielen;

3° unterstützt und ergreift sie Initiativen zur Harmonisierung der europäischen Normen für ein besseres Schutzniveau der Tiere;

4° unterstützt und fördert sie mit der Unterstützung der Forschung das Wohlbefinden der Tiere in allen Arten von Zuchtbetrieben;

5° fördert sie die Entwicklung von alternativen Methoden zu Tierversuchen;

6° bekämpft sie Misshandlungen;

7° gewährleistet sie einen konstruktiven Dialog zwischen den verschiedenen in Sachen Wohlbefinden der Tiere beteiligten Parteien.

§ 2. Die Politik der Wallonischen Region in Sachen Tierschutz ist Teil einer internationalen und europäischen Dimension. Zu diesem Zweck verteidigt die Wallonische Region die Achtung des Wohlbefindens der Tiere und trägt innerhalb der Europäischen Union und auf internationaler Ebene zum Tierschutz bei.

§ 3. Alle Beschlüsse und Regelungen in Sachen Tierschutz, die in die Zuständigkeit der Wallonischen Region fallen, müssen den Leitlinien des vorliegenden Artikels entsprechen.

§ 4. Die Regierung kann Initiativen in Sachen Information und Sensibilisierung zugunsten des Tierschutzes gemäß den von ihr bestimmten Modalitäten finanziell unterstützen.

Im Rahmen der in Absatz 1 erwähnten Initiativen setzt die Regierung gemäß den von ihr bestimmten Modalitäten einen elektronischen Datenträger für die Erziehung und Sensibilisierung von Minderjährigen zugunsten des Tierschutzes ein.

Art. D.3 - § 1. Das vorliegende Gesetzbuch regelt das Verhalten des Menschen gegenüber Tieren und bestraft diejenige Person, die ausgenommen aus legitimen Gründen Handlungen vornimmt, die den unnötigen Tod eines Tieres zur Folge haben oder die diesem unnötig Verletzungen, Verstümmelungen, Schmerzen oder Leiden zufügen.

§ 2. Das vorliegende Gesetzbuch ist auf die Wirbeltiere anwendbar.

Es ist ebenfalls auf bestimmte Wirbellose anwendbar:

1° wenn die Bestimmungen des vorliegenden Gesetzbuches dies ausdrücklich angeben;

2° für die Bestimmungen des vorliegenden Gesetzbuches, die von der Regierung auf der Grundlage wissenschaftlich geführter Forschungen angesichts ihrer Empfindungsfähigkeiten festgelegt werden.

KAPITEL II — *Definitionen*

Art. D.4 - § 1. Für die Anwendung des vorliegenden Gesetzbuches gelten folgende Definitionen:

1° aussetzen: ein Tier an irgendeinem Ort zurücklassen, mit der Absicht, sich seiner zu entledigen, und ohne sich der direkten Verantwortungsübertragung zu vergewissern;

2° Schlachtung: die Tötung von für den menschlichen Verzehr bestimmten Tieren;

3° Schlachthof: ein Betrieb, der zur Schlachtung von Landtieren verwendet wird und in den Geltungsbereich der Verordnung (EG) Nr. 853/2004 des Parlaments und des Rates vom 29. April 2004 mit spezifischen Hygienevorschriften für Lebensmittel tierischen Ursprungs fällt;

4° Heimtier: ein Tier, das vom Menschen gehalten wird oder für die Haltung durch den Menschen bestimmt ist, um ihm hauptsächlich Gesellschaft zu leisten;

5° ein zu landwirtschaftlichen Erzeugungszwecken gehaltenes Tier: ein im Rahmen einer landwirtschaftlichen Tätigkeit im Sinne des Wallonischen Gesetzbuches über die Landwirtschaft oder einer forstwirtschaftlichen Tätigkeit gehaltenes Tier;

6° Haustier: ein Tier, das in einem Zirkus oder einer Wanderausstellung gemäß der gemäß Artikel D.25 erstellten Liste gehalten und genutzt werden kann;

7° exotisches Tier: ein Tier, dessen Art aus einem anderen Ökosystem als demjenigen der Wallonischen Region stammt;

8° Vereinigung, die im Interesse der Tiere tätig ist: eine gemäß Artikel D.32 zugelassene Vereinigung;

9° Käfig für die Aufzucht von Legehennen: ein Käfig, der im Sinne der Richtlinie 1999/74/EG des Rates vom 19. Juli 1999 zur Festlegung von Mindestanforderungen zum Schutz von Legehennen ausgestaltet ist oder nicht und der dazu bestimmt ist, Hühner aufzunehmen, oder jeder ähnliche Raum, der im Rahmen eines landwirtschaftlichen Betriebs, der die Batteriehaltung von Hühnern einbezieht, genutzt wird;

10° Zirkus: ein beweglicher oder ortsfester Betrieb, in dem Tiere gehalten werden, die zum Vergnügen des Publikums Kunststücke vorführen, zu denen sie von einem Trainer oder Dompteur angeregt werden, mit Ausnahme eines zoologischen Gartens;

11° vermarkten: Handlungen, die darauf abzielen:

a) zum Verkauf anzubieten;

b) im Hinblick auf den Verkauf, zu halten, zu erwerben oder auszustellen;

c) zu tauschen;

d) zu verkaufen;

e) entgeltlich abzugeben;

12° ein Tier halten: die Tatsache, aus welchem Grund auch immer ein Tier zu besitzen, ob ständig oder vorübergehend;

13° abgeben: unentgeltlich überlassen;

14° Heimtierzuchtbetrieb: ein Betrieb, in dem Heimtiere für die Zucht gehalten werden und in dem Junge, die aus den eigenen Würfen stammen oder aus Würfen anderer Zuchtbetriebe, die den gesetzlichen Bestimmungen genügen, vermarktet oder abgegeben werden;

15° Tierhandlung: ein Unternehmen, das der Öffentlichkeit zugänglich ist oder nicht, in dem andere Tiere gehalten werden als solche, die zu landwirtschaftlichen Erzeugungszwecken gehalten werden, mit dem Ziel, sie zu vermarkten oder abzugeben, mit Ausnahme der Unternehmen, die als einzige lebende Tiere Wirbellose und als Köder für den Fischfang dienende Fische, sowie in Becken gehaltene und für das Leben in Teichen bestimmte Fische, oder nur eine dieser Tierkategorien verkaufen;

16° Betäubung: jedes bewusst eingesetzte Verfahren, das ein Tier ohne Schmerzen in eine Wahrnehmungs- und Empfindungslosigkeit versetzt, einschließlich jedes Verfahrens, das zum sofortigen Tod führt;

17° Tieraussstellung: eine Ansammlung von Tieren, die veranstaltet wird, um ihre Eigenschaften zu bewerten, sie zu vergleichen oder sie zu pädagogischen Zwecken vorzustellen, wobei der Hauptzweck dieser Ansammlung nicht kommerzieller Art ist;

18° Wanderausstellung: eine bewegliche Einrichtung, in der Tiere ausgestellt werden;

19° Pflegefamilie: eine registrierte natürliche oder juristische Person, die an einem bestimmten Ort gemäß den von der Regierung festgelegten Bedingungen Tiere vorübergehend unterbringt und pflegt;

20° Betreiber einer Einrichtung: die natürliche oder juristische Person, die die Einrichtung verwaltet oder betreibt;

21° geschlossene Gruppe: ein mittels einer Registrierung oder Identifizierung auf den sozialen Netzwerken geschaffener Raum, der nur für die durch den Betreiber dieses Raums zugelassenen Personen zugänglich ist und dessen Inhalt nur für diese Personen sichtbar ist;

22° Ponykarussell: eine Jahrmarktsattraktion, die aus einer Reitbahn besteht, auf der Equiden von Besuchern geritten werden können oder dazu dienen, sie zu ziehen;

23° kommunaler Markt: eine Versammlung von Wandergewerbetreibenden, die zu festen Zeiten an einem öffentlichen Ort, der von der Gemeindeverwaltung anerkannt wird, Waren verkaufen oder abgeben;

24° Tiermarkt: eine Ansammlung von Tieren, die im Hinblick auf deren Vermarktung oder Abgabe veranstaltet wird;

25° Minister: der Minister für Tierschutz;

26° Tötung: jedes bewusst eingesetzte Verfahren, das den Tod eines Tieres herbeiführt;

27° zoologischer Garten: ein mindestens an sieben Tagen im Jahr zugänglicher Betrieb, in dem lebende Tiere gehalten und ausgestellt werden, die zu nicht domestizierten Arten gehören, einschließlich der zoologischen Gärten, Safari-Parks, Aquarien und spezialisierten Sammlungen, jedoch mit Ausnahme der Zirkusse, Wanderausstellungen und Tierhandlungen oder anderer, von der Regierung bestimmten Unternehmensformen;

28° Pension: ein Betrieb, in dem Tiere, die von ihrem Verantwortlichen anvertraut werden, für eine begrenzte Zeit und gegen Entgelt gepflegt und untergebracht werden;

29 Tierheim: ein zugelassenes öffentliches oder privates Tierheim, das über angemessene Anlagen verfügt, um verlorengegangenen, ausgesetzten, freiwillig und unentgeltlich überlassenen, enteigneten oder beschlagnahmten Tieren eine Unterkunft oder einen Unterstand zu sichern, sowie ihnen die notwendige Pflege zukommen zu lassen, mit Ausnahme der Betriebe, die von den zuständigen Behörden zugelassen werden, um ausschließlich Tiere der einheimischen Tierwelt aufzunehmen;

30° Verantwortlicher eines Tieres: alle Personen, Eigentümer oder Halter eines Tieres, die diese gewöhnlich direkt versorgen oder überwachen;

31° Fachzeitschrift oder spezialisierte Website: eine Zeitschrift oder eine Website, deren Inserate ausschließlich die Vermarktung von Tieren oder direkt damit zusammenhängenden Gütern und Dienstleistungen betreffen;

32° Transport: Die Beförderung von Tieren, der mit Hilfe eines oder mehrerer Verkehrsmittel und den damit zusammenhängenden Vorgängen durchgeführt wird, einschließlich des Beladens, Entladens, Umladens und der Ruhezeiten bis zum Ende des Entladens der Tiere am Bestimmungsort;

33° Fahrt: der gesamte Beförderungsvorgang ab dem Ausgangsort bis zum Bestimmungsort, einschließlich des Entladens, der Unterbringung und des Beladens an den Zwischenstellen der Fahrt;

34° lange Beförderung: eine Fahrt, die ab dem Zeitpunkt, an dem das erste Tier des Loses verbracht wird, acht Stunden überschreitet.

§ 2. Für die Anwendung des Kapitels 8 gelten folgende Definitionen:

1° Tierversuch: jede invasive oder nicht invasive Verwendung eines Tieres zu Versuchszwecken oder anderen wissenschaftlichen Zwecken mit bekanntem oder unbekanntem Ausgang, oder zu Ausbildungszwecken, die bei dem Tier Schmerzen, Leiden, Ängste oder dauerhafte Schäden in einem Ausmaß verursachen, das dem eines Kanüleneinstichs gemäß tierärztlicher Praxis gleichkommt oder darüber hinausgeht;

2° Projekt: jedes Arbeitsprogramm, das ein bestimmtes wissenschaftliches Ziel hat und einen oder mehrere Tierversuche erfordert;

3° Einrichtung für Versuchstiere: alle Anlagen, Gebäude, Gebäudegruppen oder andere Räumlichkeiten, gegebenenfalls einschließlich eines nicht völlig geschlossenen oder überdachten Ortes, sowie beweglicher Anlagen;

4° Züchter: jede natürliche oder juristische Person, die von der Regierung bestimmte Tiere züchtet, um sie in Tierversuchen zu verwenden oder um ihre Gewebe oder Organe zu wissenschaftlichen Zwecken mit oder ohne Gewinnabsicht zu verwenden;

5° Lieferant: jede natürliche oder juristische Person, die kein Züchter ist und die Tiere liefert, um sie in Tierversuchen zu verwenden oder um ihre Gewebe oder Organe zu wissenschaftlichen Zwecken mit oder ohne Gewinnabsicht zu verwenden;

6° Minister: der Minister für Tierschutz;

7° Verwender: jede natürliche oder juristische Person, die Tiere in Tierversuchen mit oder ohne Gewinnabsicht verwendet.

Was die Ziffer 1 betrifft, schließt dies jeden Eingriff ein, der dazu bestimmt ist oder zur Folge haben kann, zur Geburt oder zum Schlüpfen eines Tieres oder zum Erhalt einer genetisch veränderten Tierlinie unter einer dieser Bedingungen zu führen, schließt jedoch die Tötung von Tieren zu dem einzigen Zweck, ihre Organe oder Gewebe zu verwenden, aus.

KAPITEL III — Tierhaltung

Abschnitt 1 — Allgemeines

Art. D.5 - Mit Ausnahme des Artikels D.7 findet das vorliegende Kapitel keine Anwendung auf die Tiere, die im Rahmen eines Tierversuchs gehalten werden, welcher gemäß Kapitel 8 geregelt wird.

Unterabschnitt 1 — Allgemeine Grundsätze

Art. D.6 - § 1. Um ein Tier zu halten ist eine Genehmigung erforderlich.

Jede Person verfügt von Rechts wegen und auf immaterielle Weise über die in Absatz 1 erwähnte Genehmigung, insofern die Genehmigung nicht dauerhaft oder vorübergehend aufgrund eines gerichtlichen oder administrativen rechtskräftig getroffenen Beschlusses aufgrund eines Verstoßes gegen das vorliegende Gesetzbuch oder seine Ausführungserlasse entzogen wurde; Wenn die Person, die ein Tier hält, eine natürliche Person ist, muss sie volljährig sein.

§ 2. Unbeschadet von Paragraph 1 muss jede Person, die ein Tier hält, die Fachkenntnis und Fähigkeit haben, um es zu halten.

Nach Stellungnahme des Wallonischen Rates für das Wohlbefinden der Tiere ("Conseil wallon du Bien-être des animaux") kann die Regierung Regeln bezüglich der erforderlichen Fachkenntnisse und Fähigkeiten der Personen, die ein Tier halten, verabschieden. Sie kann insbesondere die Haltung eines Tieres einer Genehmigungsregelung unterziehen.

§ 3. Was die im Betrieb zu landwirtschaftlichen Erzeugungszwecken gehaltenen Tiere betrifft, gilt die gemäß dem Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung ausgestellte Umweltgenehmigung oder durchgeführte Erklärung als Tierhaltungsgenehmigung gemäß Paragraph 1.

Art. D.7 - Es ist verboten, ein Tier auszusetzen.

Unterabschnitt 2 — Unterbringungs- und Haltungsbedingungen

Art. D.8 - § 1. Jede Person verschafft dem von ihr gehaltenen Tier eine Ernährung, Pflege und Unterkunft oder einen Unterstand, die bzw. der für seine Art, seine physiologischen und ethologischen Bedürfnisse, seinen Gesundheitszustand und seinen Entwicklungs-, Anpassungs- oder Domestizierungsgrad angemessen sind.

Der Raum, die Beleuchtung, die Temperatur, die Luftfeuchtigkeit, die Belüftung und die Umgebungsbedingungen entsprechen den physiologischen und ethologischen Bedürfnissen der Tierart.

§ 2. Die Regierung kann zusätzliche Regeln in Bezug auf die Haltungs- und Unterbringungsbedingungen für die verschiedenen Tierarten und Tierkategorien verabschieden.

§ 3. Der vorliegende Artikel lässt die für die Aufzucht von zu landwirtschaftlichen Erzeugungszwecken gehaltenen Tieren festgelegten Normen unberührt.

Art. D.9 - § 1. Niemand darf die Bewegungsfreiheit eines Tieres derart einschränken, dass es vermeidbaren Schmerzen, Leiden oder Verletzungen ausgesetzt ist. Ein Tier darf nicht ständig angebunden sein.

In den Fällen, die nicht gegen Absatz 1 verstoßen, verfügt das angebundene oder eingesperrte Tier über ausreichend Platz und Bewegung entsprechend seinen physiologischen und ethologischen Bedürfnissen.

§ 2. Die Regierung kann:

1° zusätzliche Regeln in Bezug auf die Bewegungsfreiheit der verschiedenen Tierarten und Tierkategorien verabschieden;

2° bestimmte Methoden verbieten, die die Bewegungsfreiheit eines Tieres einschränken.

Art. D.10 - Jedes im Freien gehaltenes Tier verfügt über einen natürlichen oder künstlichen Unterstand, der es vor den negativen Auswirkungen von Wind, Sonne oder Regen bewahrt.

Ist kein Unterstand im Sinne von Absatz 1 vorhanden oder falls Wetterbedingungen herrschen, die das Wohlbefinden des Tieres beeinträchtigen, wird es an einen angemessenen Unterbringungsort gebracht.

Unterabschnitt 3 — Ausgesetzte, verlorengegangene und streunende Tiere

Art. D.11 - Die Gemeinde trägt Sorge für die auf ihrem Gebiet ausgesetzten, verlorengegangenen und streunenden Tiere gemäß dem vorliegenden Unterabschnitt. Sie kann eine Vereinbarung abschließen, um ein Tierheim oder einen zoologischen Garten zu bezeichnen, denen diese Tiere gemäß Artikel D.12 direkt anvertraut werden. Die Öffentlichkeit wird durch die Veröffentlichung dieser Bezeichnung aufmerksam gemacht.

Die Regierung kann den Mindestinhalt der in Absatz 1 erwähnten Vereinbarung bestimmen und die Modalitäten erläutern, nach denen die Tiere dem Tierheim anvertraut werden.

Art. D.12 - § 1. Jede Person, die ein ausgesetztes, verlorengegangenes oder streunendes Tier findet, benachrichtigt unverzüglich die Gemeinde über den Ort, an dem das Tier gefunden wurde. Die Gemeinde bringt das Tier sofort:

1° in ein Tierheim, das gegebenenfalls Vertragspartei der in Artikel D.11 erwähnten Vereinbarung ist;

2° in einen zoologischen Garten, wenn die betroffene Tierart es erfordert.

In Abweichung von Absatz 1 Ziffer 1 und wenn das Tierheim nicht genügend Platz hat, um das Tier unter guten Bedingungen aufzunehmen, damit es ihm die nötige Pflege zukommen lassen kann, schlägt dieses Tierheim eine Pflegestelle vor, die das betroffene Tier aufnehmen und ihm die angemessene Pflege und Unterkunft zukommen lassen kann.

Im Falle eines Platzmangels in den Tierheimen und den Pflegestellen kann die Regierung einen anderen Unterbringungsort gemäß den von ihr festgelegten Modalitäten und Bedingungen bestimmen.

§ 2. Bei der Ankunft des Tieres und wenn dieses von einer Kennzeichnungs- und Registrierungspflicht betroffen ist, überprüft die Person, die für die Unterbringung gemäß Paragraph 1 sorgt, ob es mit einer Kennzeichnungsmarke versehen ist.

Für die mit Kennzeichnungsmarken versehenen Tiere versucht die für die Betreuung des Tieres verantwortliche Person, die für das Tier verantwortliche Person zu finden und benachrichtigt diese unverzüglich, wenn sie ausfindig gemacht wurde.

§ 3. Das Tier steht seiner verantwortlichen Person während zwanzig Tagen ab dem Tag seiner Aufnahme zur Verfügung. Nach Ablauf dieser Frist wird das Tierheim oder der zoologische Garten Eigentümer des Tieres.

§ 4. Die Person, die ihr Tier ausgesetzt oder verloren hat, hat für die durch die dessen Betreuung entstandenen Kosten aufzukommen, ob das Tier zurückgegeben wird oder nicht.

Art. D.13 - § 1. Wenn das ausgesetzte, verlorengegangene oder streunende Tier, das aufgenommen wurde, Verletzungen aufweist, werden die nötigen Behandlungen vorgenommen, bevor das Tier gemäß Artikel D.12 anvertraut wird.

Die Regierung bestimmt die Person, die die mit den Behandlungen verbundenen Kosten zu tragen hat.

§ 2. In Abweichung von Paragraph 1 kann das ausgesetzte, verlorengegangene oder streunende Tier unverzüglich getötet werden:

1° auf Beschluss des Bürgermeisters, wenn zwingende und dringende Gründe der öffentlichen Sicherheit vorliegen;

2° auf Beschluss eines Tierarztes, der dies aus Gründen des Wohlbefindens als notwendig erachtet.

Die Kennzeichnungsdaten des Tieres sowie die Gründe für die Tötung werden ein Jahr lang von der Gemeinde und von der Person, die für die Unterbringung gemäß Artikel D.12 sorgt, aufbewahrt. Die Gründe werden der für das Tier verantwortlichen Person mitgeteilt, wenn sie ausfindig gemacht werden kann.

Die für das aus den in Absatz 1 erwähnten Gründen getötete Tier verantwortliche Person hat für die durch die Tötung entstandenen Kosten aufzukommen.

Art. D.14 - Wenn das Heimtier einer Kennzeichnungs- oder Registrierungspflicht gemäß dem Unterabschnitt 4 unterliegt, verzeichnet die Gemeinde die Kennzeichnung des auf dem öffentlichen Eigentum tot aufgefundenen Tieres und setzt die für das Tier verantwortliche Person davon in Kenntnis.

Unterabschnitt 4 — Kennzeichnung der Heimtiere

Art. D.15 - § 1. Die Regierung kann Maßnahmen ergreifen, um für die von ihr bestimmten Tierarten die Heimtiere zu kennzeichnen und zu registrieren. In diesem Fall bestimmt sie den Tarif der Gebühr für die Kennzeichnung und Registrierung zu Lasten der für das Tier verantwortlichen Person.

Die für die Heimtiere verantwortliche Person lässt diese gemäß den von der Regierung vorgesehenen Modalitäten kennzeichnen und registrieren.

§ 2. Die Gebühr für die Kennzeichnung und Registrierung eines Heimtieres kann um eine Abgabe zur Bekämpfung der Aussetzungen von Tieren erhöht werden, deren Betrag von der Regierung festgelegt wird.

Für Hunde und Katzen beläuft sich der Betrag der in Absatz 1 erwähnten Abgabe auf:

1° 4 Euro pro Hund und 1 Euro pro Katze, wenn es sich bei der Person, die die Kennzeichnung und Registrierung vornimmt, um eine Privatperson handelt;

2° 20 Euro pro Hund und 5 Euro pro Katze, wenn die Person, die die Kennzeichnung und Registrierung vornimmt, über eine Zulassung im Sinne des Artikels D.28 verfügt.

§ 3. Die in Paragraph 2 erwähnte Abgabe geht zu Lasten der Person, die die Kennzeichnung und Registrierung vornimmt. Diese Abgabe wird der Abteilung "Schutz gegen die Tieraussetzungen- und Misshandlungen" des in Kapitel 10 erwähnten Haushaltsfonds für das Wohlbefinden der Tiere zugeordnet.

Die Tierheime, die Vereinigungen, die sich im Interesse der Tiere einsetzen, und die Pflegefamilien sind von der Zahlung der Abgabe freigestellt.

Die Regierung bestimmt die Modalitäten für die Erhebung der Gebühr und der Abgabe.

Art. D.16 - § 1. Wenn ein Heimtier gekennzeichnet und registriert ist, wird angenommen, dass die Person, die als für das Tier verantwortliche Person angegeben ist, deren Eigentümer ist.

Diese Annahme kann durch jedes rechtliche Mittel widerlegt werden.

§ 2. Die Regierung bestimmt die Fälle, in denen die in Paragraph 1 erwähnte Annahme nicht anwendbar ist.

Art. D.17 - Niemand kann ein nicht gemäß den Bestimmungen des vorliegenden Gesetzbuches und seiner Ausführungserlasse gekennzeichnetes und nicht registriertes Tier halten.

Absatz 1 ist nicht auf die von der Regierung bestimmten Tierheime, Pflegefamilien und Vereinigungen, die sich im Interesse der Tiere einsetzen, anwendbar.

Art. D.18 - Wenn ein Tierarzt feststellt, dass ein Heimtier, das ihm präsentiert wird, nicht gemäß den Bestimmungen des vorliegenden Gesetzbuches und seiner Ausführungserlasse gekennzeichnet und registriert ist, nimmt er die Kennzeichnung und Registrierung des Tieres auf Kosten der für das Tier verantwortlichen Person vor, es sei denn, Letztere lehnt dies schriftlich ab.

Gegebenenfalls bewahrt der Tierarzt die in Absatz 1 erwähnte Ablehnung während zwei Jahren auf und übermittelt sie gemäß den von der Regierung bestimmten Modalitäten.

Unterabschnitt 5 — Kontrolle der Tierzucht

Art. D.19 - § 1. Die Regierung kann Maßnahmen treffen, um die Züchtung bestimmter Tiere zu deren Wohlbefinden einzuschränken. Diese Maßnahmen können sich auf eine spezifische Gruppe oder auf ein bestimmtes Tier beziehen.

Die Regierung kann diesbezüglich jede Initiative gemäß den von ihr bestimmten Modalitäten finanziell unterstützen.

§ 2. Paragraph 1 lässt die für die von zu landwirtschaftlichen Erzeugungszwecken gehaltenen Tiere festgelegten Normen unberührt.

Unterabschnitt 6 — Tiere, die gehalten werden dürfen

Art. D.20 - § 1. Die Regierung kann eine Liste der Tierkategorien erstellen, um deren Haltung einzuschränken.

Wird eine solche Liste erstellt, dürfen lediglich die in der Liste erwähnten Tierarten gehalten werden.

§ 2. In Abweichung von Paragraph 1 Absatz 2 ist die Haltung von Tierarten, die nicht auf den erstellten Listen angeführt werden, erlaubt für:

1° einen zoologischen Garten;

2° eine spezialisierte Privatperson oder einen Landwirt:

a) für die Tiere, die vor dem Inkrafttreten der betreffenden Liste gehalten wurden, oder;

b) die bzw. der nach Stellungnahme des in Artikel D.22 erwähnten Ausschusses zugelassen wurde;

3° einen Tierarzt, wenn es sich um Tiere handelt, die zwecks tierärztlicher Behandlungen vorübergehend anvertraut werden;

4° ein Tierheim oder eine Pflegefamilie für die Tiere:

a) die gemäß Artikel D.149bis des Buches I des Umweltgesetzbuches beschlagnahmt und in das Tierheim oder in die Pflegefamilie gebracht wurden;

b) die verlorengegangen oder ausgesetzt wurden, insofern es sich um Tiere handelt, die von der Zulassung des Tierheims betroffen sind.

Die Regierung legt das Verfahren und die Bedingungen für die Anwendung von Absatz 1 Ziffer 2 fest.

Für den in Absatz 1 Ziffer 2 Buchstabe b) erwähnten Zulassungsantrag ist eine Gebühr gemäß dem von der Regierung festgesetzten Tarif zu zahlen.

Art. D.21 - Es ist verboten, folgende Tiere zu halten:

1° eine Walart;

2° Tiere, die ausschließlich oder hauptsächlich für die Herstellung von Pelzen bestimmt sind.

Unterabschnitt 7 — Wallonischer Ausschuss für zoologische Gärten

Art. D.22 - § 1. Die Regierung setzt einen Wallonischen Ausschuss für zoologische Gärten ein, der folgende Aufgaben ausübt:

1° eine Stellungnahme über die Festlegung von Normen betreffend die zoologischen Gärten und die Haltung von exotischen Tieren abgeben;

2° eine Stellungnahme für die Zulassung der spezialisierten Privatperson und des Viehzüchters, die in Artikel D.20 § 2 Ziffer 2 Buchstabe b) erwähnt werden, abgeben;

3° jede Aufgabe im Zusammenhang mit der Haltung exotischer Tiere, die ihm von der Regierung oder vom Minister anvertraut wird.

§ 2. Die Regierung bestimmt die Zusammensetzung und die Arbeitsweise des Wallonischen Ausschusses für zoologische Gärten, sowie die Art und Weise, wie seine Mitglieder ernannt werden. Die Mitglieder sind Sachverständige, die für ihre spezialisierten Studien oder Fachkenntnisse bezüglich des Verhaltens der Tierarten, der Unterbringungsbedingungen der Tiere oder der pädagogischen Aspekte in den zoologischen Gärten anerkannt sind.

§ 3. Jedes Jahr wird dem Minister ein Bericht über die Tätigkeiten des Wallonischen Ausschusses für zoologische Gärten übermittelt.

Unterabschnitt 2 — Nutzung von Tieren zu Unterhaltungszwecken

Art. D.23 - Es ist verboten:

1° Tierkämpfe oder Schießübungen auf Tiere zu organisieren, mit den eigenen Tieren oder als Zuschauer an diesen teilzunehmen, oder auf irgendeine Weise daran mitzuwirken oder Wetten auf deren Ergebnisse zu organisieren oder an ihnen teilzunehmen;

2° ein Tier für Dressur-, Inszenierungs-, Werbe- oder ähnliche Zwecke zu nutzen, wenn dabei vorhersehbare Schmerzen, Leiden oder Schäden entstehen können;

3° Hunde als Zugtiere zu nutzen, unter Vorbehalt der für die von der Regierung festgelegten Bedingungen gewährten Abweichungen;

4° Equiden auf einer Kirmesreitbahn zu nutzen.

In Abweichung von Absatz 1 Ziffer 4 ist die Haltung und Verwendung von Equiden auf einer Kirmesreitbahn bis zum 31. Dezember 2022 für den Verantwortlichen einer bereits in Betrieb befindlichen und innerhalb der von der Regierung festgelegten Frist registrierten Kirmesreitbahn erlaubt. Die Regierung verabschiedet das Registrierungsverfahren.

Art. D.24 - Die Regierung kann Maßnahmen vorschreiben, die darauf abzielen, das Wohlbefinden der in den Tieraussstellungen gezeigten oder für die Dressur, Werbung, Inszenierung, oder für Wettbewerbe, Wettkämpfe, Vorführungen, Jahrmärkte und ähnliche Zwecke eingesetzten Tiere zu sichern.

Im Rahmen der in Absatz 1 erwähnten Veranstaltungen bestimmt die Regierung je nach Fall:

1° die den Organisatoren und ihrer Beauftragten auferlegten Regeln;

2° die verbotenen Substanzen, die darauf abzielen, die Leistungen der Tiere zu beeinflussen oder die von ihrer Art her den Nachweis dieser Substanzen zu verhindern.

Art. D.25 - § 1. Andere Tiere als Haustiere dürfen in den Zirkussen und Wanderausstellungen weder gehalten, noch genutzt werden.

§ 2. Die Regierung bestimmt:

1° die Liste der Haustiere, die in den Zirkussen und Wanderausstellungen gehalten und genutzt werden dürfen;

2° die Bedingungen, die für das Wohlbefinden der in Ziffer 1 erwähnten Tiere einzuhalten sind.

Die in Absatz 1 Ziffer 2 erwähnten Bedingungen beziehen sich insbesondere auf:

1° die Kennzeichnung der Tiere und die Identifizierung ihrer Verantwortlichen;

2° die Betreuung;

3° die Unterkunft;

4° den Transport;

5° den Umgang mit den Tieren;

6° die Anzahl und die Fachkenntnis des Personals;

7° die Standorte.

Abschnitt 3 — Berufliche Haltung

Unterabschnitt 1 — Zu landwirtschaftlichen Erzeugungszwecken gehaltene Tiere

Art. D.26 - Die Regierung kann spezifische Tierschutzregeln für die Haltung von zu landwirtschaftlichen Erzeugungszwecken gehaltenen Tieren festlegen.

Die Regierung kann jede Initiative im Hinblick auf die freiwillige Festlegung oder Durchführung der Haltungsbedingungen, die ein besseres Tierschutzniveau gewährleisten, unterstützen. Sie legt die Modalitäten dieser Unterstützung fest.

Art. D.27 - Die Installierung oder die Inbetriebnahme von Käfigen für die Aufzucht von Legehennen ist verboten.

Unterabschnitt 2 — Andere als zu landwirtschaftlichen Erzeugungszwecken gehaltene Tiere

Art. D.28 - § 1. Der Betrieb einer Heimtierzucht für Hunde und Katzen, eines Tierheims, einer Pension, einer Tierhandlung oder eines zoologischen Gartens unterliegt einer vorherigen Zulassung.

Für andere als in Absatz 1 erwähnte Einrichtungen oder Zuchtbetriebe und für bestimmte Unternehmensarten mit begrenzten Kapazitäten kann die Regierung:

1° die in Absatz 1 erwähnte Pflicht erweitern;

2° die Notwendigkeit einer Zulassung durch eine Zulassungs- oder Registrierungspflicht gemäß dem Verfahren und den Bedingungen, die sie festlegt, ersetzen.

§ 2. Die Zulassung wird besonders dann verweigert, wenn die Bedingungen für die Gewährung der Zulassung nicht erfüllt sind oder wenn die Gebühr nicht bezahlt wird.

§ 3. Der Betreiber der Einrichtung und seine Beauftragten halten die Bedingungen der Zulassung ein.

Die Regierung legt die Bedingungen für die Ausübung der in Paragraph 1 erwähnten Tätigkeiten fest. Diese Bedingungen können sich insbesondere auf die Fachkenntnisse und die Ausbildung des vorhandenen Personals beziehen.

§ 4. Die Liste der zugelassenen Einrichtungen wird auf der Website des Öffentlichen Dienstes der Wallonie veröffentlicht und alle drei Monate aktualisiert.

§ 5. Die Regierung kann jede Initiative im Hinblick auf die freiwillige Durchführung der Haltungsbedingungen, die ein besseres Tierschutzniveau gewährleisten, unterstützen. Sie legt die Modalitäten dieser Unterstützung fest.

Art. D.29 - § 1. Die Regierung kann die in Artikel D.28 erwähnte Zulassung jederzeit aussetzen oder entziehen, wenn die Zulassungsbedingungen nicht mehr erfüllt sind oder wenn gegen das vorliegende Gesetzbuch oder gegen seine Ausführungserlasse verstoßen wird.

Für den Eigentümer und die Betreiber der Einrichtung, die Verantwortlichen für das Wohlbefinden oder die Beaufsichtigung der Tiere, sowie für die Verantwortlichen des in Absatz 1 erwähnten Verstoßes führt der in Absatz 1 erwähnte Entzug für eine Dauer von mindestens zwei Jahren zu dem Verbot, eine in Artikel D.28 erwähnte Zulassung direkt oder indirekt zu beantragen. Des Weiteren dürfen diese Personen während des betreffenden Zeitraums keine in Artikel D.28 erwähnte Einrichtung direkt oder indirekt betreiben oder dort Tiere direkt oder indirekt beaufsichtigen.

§ 2. Der regionale sanktionierende Beamte kann die Aussetzung oder den Entzug der Zulassung gemäß Artikel D.163bis des Buches I des Umweltgesetzbuches vornehmen. Der Entzug der Zulassung führt zu den in Paragraph 1 Absatz 2 erwähnten Auswirkungen.

§ 3. Wenn die innerhalb der Einrichtung genutzten Tiere nach Entzug der Zulassung weiterhin in der Einrichtung gehalten werden, überlässt der Inhaber der Zulassung die Tiere innerhalb von fünfzehn Tagen nach Entzug der Zulassung einer Person, die sie aufgrund des vorliegenden Gesetzbuches halten darf. Die so bezeichneten Personen sichern den Tieren angemessene Pflege und Unterkunft.

In Ermangelung der innerhalb der in Absatz 1 erwähnten Frist getätigten Überlassung werden diese Tiere einem oder mehreren Tierheimen oder einer oder mehreren von den Tierheimen vorgeschlagenen Pflegefamilien endgültig überlassen.

Die Regierung legt die Modalitäten für die in den Absätzen 1 und 2 erwähnte Überlassung fest.

Im Falle eines Platzmangels in den Tierheimen und den Pflegefamilien kann die Regierung einen anderen Unterbringungsort gemäß den von ihr festgelegten Modalitäten und Bedingungen bestimmen.

Art. D.30 - § 1. Die Regierung legt die Bedingungen und Modalitäten für die Gewährung, die Aufrechterhaltung, die Aussetzung und den Entzug der Zulassung der in Artikel D.28 erwähnten Einrichtungen je nach der Art der Einrichtung, der gehaltenen Tierarten und ihrer Anzahl fest.

Für die Zulassung der zoologischen Gärten kann die Regierung die in Absatz 1 erwähnten Bedingungen nach Stellungnahme des in Artikel D.22 erwähnten Wallonischen Ausschusses für zoologische Gärten festlegen.

§ 2. Die Regierung legt den Betrag der Gebühr fest, die die Zulassungskosten deckt. Sie kann die Tierheime von dieser Gebühr befreien.

Art. D.31 - § 1. Es ist verboten, die Bezeichnung "Tierheim" zu verwenden, ohne im Besitz der in Artikel D.28 erwähnten Zulassung zu sein.

§ 2. Jedes Tierheim übermittelt dem Minister spätestens bis zum 31. März einen jährlichen Tätigkeitsbericht, der mindestens die Statistiken über die Anzahl der aufgenommen Tiere, die Anzahl der Adoptionen und die Anzahl der vorgenommenen Tötungen enthält.

In dem in Absatz 1 erwähnten Bericht werden die Beziehungen erläutert, die das Tierheim mit den sich im Interesse der Tiere einsetzenden Vereinigungen und den Pflegefamilien unterhält.

Die Regierung kann die Form und den Inhalt des in Absatz 1 erwähnten Berichts näher bestimmen, sowie jede Maßnahme vorsehen, die auf die Förderung der Vermittlung von in Tierheimen untergebrachten Tieren abzielt.

§ 3. Die Regierung richtet eine Plattform ein und unterhält sie, um die Öffentlichkeit über die in den einzelnen Tierheimen verfügbaren Plätze zu informieren. Die Tierheime beteiligen sich aktiv an dieser Plattform, indem sie regelmäßig die relevanten Daten übermitteln.

Art. D.32 - § 1. Die Erfüllung bestimmter Aufgaben durch eine Vereinigung unterliegt einer vorherigen Zulassung. Die in Absatz 1 erwähnten Aufgaben sind:

- 1° die Adoptionshilfe;
- 2° die Sterilisation streunender Tiere;
- 3° die Vermittlung und Beaufsichtigung von Pflegefamilien;
- 4° die Organisation der Betreuung ausgesetzter, verlorengegangener und streunender Tiere;
- 5° die Betreuung von Tieren, die nicht zur Adoption freigegeben werden können;
- 6° die Hilfe und Unterstützung für misshandelte Tiere.

§ 2. Die Regierung legt die Bedingungen und Modalitäten für die Gewährung, die Aufrechterhaltung, die Aussetzung und den Entzug der Zulassung der in Paragraph 1 erwähnten Vereinigungen je nach der Aufgabe der Vereinigung, der gehaltenen Tierarten und ihrer Anzahl fest. Sie bestimmt die Bedingungen für die Erfüllung der betreffenden Aufgabe.

Art. D.33 - § 1. Die Erfüllung der Aufgaben einer Pflegefamilie unterliegt einer vorherigen Zulassung.

Die Regierung legt die Modalitäten für die Registrierung, sowie ihre Dauer und ihre eventuelle Erneuerung fest.

§ 2. Die Regierung kann die Bedingungen in Bezug auf die Unterbringung der Tiere in der Pflegefamilie, ihre Anzahl und die Modalitäten für die Zusammenarbeit mit den Tierheimen sowie mit den sich im Interesse der Tiere einsetzenden Vereinigungen festlegen.

Unterabschnitt 3 — Zulassung der Tiermärkte

Art. D.34 - Die Regierung kann die Bedingungen für die Zulassung der Tiermärkte festlegen.

KAPITEL IV — Verbotene Praktiken und an Tieren zugelassene Eingriffe

Art. D.35 - Das vorliegende Kapitel ist nicht auf die gemäß Kapitel 8 geregelten Tierversuche anwendbar.

Art. D.36 - § 1. Es ist verboten, an einem Tier einen oder mehrere Eingriffe vorzunehmen oder vornehmen zu lassen, die zur Amputation oder Verletzung eines oder mehrerer empfindlicher Körperteile führen.

§ 2. Paragraph 1 findet keine Anwendung auf Eingriffe:

- 1° die für die Gesundheit und das Wohlbefinden des Tieres medizinisch notwendig sind;
2. die aufgrund der Rechtsvorschriften über die Bekämpfung der Tierkrankheiten Pflicht sind;
- 3° die für die Nutzung des Tieres oder die Einschränkung der Vermehrung der Tierart, die in der von der Regierung aufgestellten Liste angegeben werden, notwendig sind.

Zur Anwendung von Absatz 1 Ziffern 1 und 3 kann die Regierung die Fälle, Bedingungen und Methoden festlegen, nach denen diese Eingriffe vorgenommen werden dürfen.

Zur Anwendung von Absatz 1 Ziffer 1 bewahrt der Tierarzt während zwei Jahren einen schriftlichen Bericht auf, der die Notwendigkeit des Eingriffes nachweist, außer wenn es sich um eine Kastration oder Sterilisation handelt. Er übermittelt diesen Bericht gemäß den von der Regierung bestimmten Modalitäten.

Art. D.37 - § 1. Kein schmerzhafter Eingriff darf ohne Betäubung an einem Tier vorgenommen werden.

§ 2. In Abweichung von Paragraph 1 ist die Betäubung nicht erforderlich:

- 1° wenn die Nichtbetäubung durch eine schriftliche Begründung des Tierarztes gerechtfertigt wird;
- 2° bei bestimmten, von der Regierung in Anwendung des Artikels D.36 § 2 Ziffer 3 festgelegten Eingriffen und unter den von ihr festgelegten Bedingungen.

Art. D.38 - Es ist verboten, Tiere, die einem aufgrund von Artikel D.36 verbotenen Eingriff unterzogen wurden, an Tieraustellungen, Expertisen oder Wettbewerben teilnehmen zu lassen oder zu diesen zuzulassen.

In allen Fällen ist es verboten, einen Equiden oder Hund, der eine Amputation des Schwanzes oder der Ohren erlitten hat, an Tieraustellungen oder Wettbewerben teilnehmen zu lassen oder zu diesen zuzulassen.

Art. D.39 - Es ist verboten:

- 1° die Angriffslust eines Tieres herauszufordern, außer in den von der Regierung bestimmten Fällen;
- 2° Geschlechtsverkehr mit einem Tier zu haben;
- 3° einem Tier Leistungen abverlangt, die seine natürlichen Fähigkeiten übersteigen;
- 4° die stimmlichen Fähigkeiten eines Vogels durch Erblindung zu verbessern;
- 5° ein Tier gewaltsam zu füttern oder tränken, ausgenommen aus medizinischen Gründen oder in den von der Regierung bestimmten spezialisierten Zuchtbetrieben und unter den von ihr festgelegten Bedingungen;
- 6° einem Tier eine Substanz zu verabreichen, die ihm Leiden oder Schäden zufügen kann, ausgenommen aus medizinischen Gründen;
- 7° ein Tier auf dem Postweg zu versenden;
- 8° ein Tier künstlich zu färben, zu bemalen beziehungsweise färben oder bemalen zu lassen;
- 9° Tiere als Preis, Belohnung oder Geschenk bei Wettbewerben, Lotterien, Tombolas, Wetten oder gleichartigen Gegebenheiten anzubieten oder zu verleihen, vorbehaltlich der von der Regierung gewährten Abweichungen und gemäß den von ihr festgelegten Modalitäten;
- 10° ein Pferderennen zu organisieren oder daran teilzunehmen, wenn das Rennen völlig oder teilweise auf einem harten Belag stattfindet;
- 11° Haare und Federn von lebenden Tieren zu entnehmen, außer aus Gründen der Identifizierung des Tieres, aus medizinischen Gründen oder um die Einhaltung der aufgrund des Artikels D.24 Absatz 2 Ziffer 2 verabschiedeten Normen zu kontrollieren;
- 12° eine Kleberfalle zu verwenden.

Zur Anwendung des Absatzes 1 Ziffer 8 bleibt die teilweise Färbung für jene Tiere erlaubt, die zu landwirtschaftlichen Erzeugungszwecken oder für den Taubensport und andere von der Regierung festgelegten Tätigkeiten gehalten werden. Die Regierung kann die Rahmenbedingungen für die teilweise Färbung dieser Tiere festlegen.

Zur Anwendung von Absatz 1 Ziffer 9 können die Abweichungen nur anlässlich von Feierlichkeiten, Jahrmärkten, Wettbewerben und anderen Veranstaltungen mit beruflichem oder gleichgestelltem Charakter gewährt werden.

Art. D.40 - Die Regierung kann nach Stellungnahme des Wallonischen Rates für das Wohlbefinden der Tiere die Verwendung von Zubehör oder Produkten, die den Tieren vermeidbare Schmerzen, Leiden oder Schäden zufügen, verbieten oder einschränken.

Art. D.41 - Für die in Artikel D.36 § 2 Absatz 1 Ziffer 3 erwähnten Praktiken, die von ihrer Art her das Wohlbefinden des betroffenen Tieres einschränken können, kann die Regierung finanziell jede Initiative unterstützen, die darauf abzielt, Praktiken zu entwickeln und anzuwenden, die ein besseres Tierschutzniveau gewährleisten. Sie legt die Modalitäten dieser Unterstützung fest.

Die Regierung kann finanziell jede Initiative unterstützen, die darauf abzielt, Zubehör oder Produkte zu entwickeln oder zu verwenden, die ein besseres Tierschutzniveau gewährleisten. Sie legt die Modalitäten dieser Unterstützung fest.

KAPITEL V — Tierhandel

Art. D.42 - Mit Ausnahme der Artikel D.48 bis D.52 findet das vorliegende Kapitel keine Anwendung auf die Tiere, die im Rahmen eines Tierversuchs gehalten werden, der gemäß Kapitel 8 geregelt wird.

Abschnitt 1 — Allgemeine Grundsätze

Art. D.43 - Die Regierung kann nach Stellungnahme des Wallonischen Rates für das Wohlbefinden der Tiere Bedingungen für die Vermarktung der Tiere festlegen. Diese Bedingungen beziehen sich auf das Alter der zum Verkauf angebotenen Tiere, auf ihre Kennzeichnung, ihre Herkunft, die dem Käufer mitzuteilenden Informationen, die Garantien für den Käufer und die damit verbundenen Zertifikate, die Betreuung, die Verpackung, die Vorstellung und die Ausstellung im Hinblick auf die Vermarktung, gegebenenfalls auf den Erhalt einer Zulassung und auf die Einhaltung gewisser Aufzuchtbedingungen.

Die Regierung kann den Mindestinhalt der Kauf- oder Adoptionsverträge von Tieren bestimmen.

Art. D.44 - Es ist verboten, um die Vermarktung oder Abgabe eines Tieres zu erleichtern, Informationen insbesondere betreffend das Alter, die Herkunft, den Gesundheitszustand oder die Bezeichnung eines zur Vermarktung bestimmten Tieres zu fälschen.

Art. D.45 - Er ist verboten:

- 1° einen Kreditvertrag im Sinne des Gesetzes vom 12. Juni 1991 über den Verbraucherkredit im Hinblick auf den Erwerb eines Tieres abzuschließen;
- 2° Tiere an eine minderjährige Person zu verkaufen oder abzugeben;
- 3° Haustürgeschäfte im Hinblick auf die Vermarktung oder Abgabe eines Tieres zu betreiben;
- 4° Schlussverkäufe, Preisnachlässe und Ermäßigungen für die Vermarktung eines Tieres anzuzeigen;
- 5° ein Tier in der Form des Kopplungsverkaufs anzubieten;
- 6° ein Tier in Miete zu geben oder zu mieten, außer in den von der Regierung zugelassenen Fällen.

Die in Absatz 1 Ziffern 1, 3, 4 und 6 erwähnten Verbote sind nicht auf die zu landwirtschaftlichen Erzeugungszwecken gehaltenen Tiere anwendbar.

Art. D.46 - § 1. Die Vermarktung oder Abgabe eines Tieres ist verboten:

- 1° wenn es nicht gemäß den Rechts- und Verordnungsvorschriften gekennzeichnet oder registriert ist;
- 2° wenn es auf dem wallonischen Gebiet in betrügerischer Absicht eingeführt oder illegal gehalten wird;
- 3° wenn es einem gemäß Artikel D.36 verbotenen Eingriff unterzogen wurde, außer wenn nachgewiesen werden kann, dass der Eingriff vor dem Inkrafttreten des Verbots vorgenommen wurde;
- 4° wenn es einer in Artikel D.39 Absatz 1 Ziffern 4 und 8 erwähnte Handlung unterzogen wurde.

In Abweichung von Absatz 1 ist es den Tierheimen erlaubt, ein in Absatz 1 erwähntes Tier zur Adoption freizugeben oder adoptieren zu lassen. Wenn das Tierheim ein Tier aufnimmt, das nicht gemäß den Rechts- und Verordnungsvorschriften gekennzeichnet oder registriert wurde, lässt es dieses vor jeder Adoption kennzeichnen und registrieren.

§ 2. Es ist verboten, ein in einem Tierheim adoptiertes Tier zu vermarkten.

§ 3. Die Regierung kann die Vermarktung oder Abgabe von noch nicht abgestillten oder zu früh abgestillten Tieren völlig oder teilweise verbieten.

Art. D.47 - § 1. Die Vermarktung oder Abgabe folgender Tiere an einem öffentlichen Ort ist verboten:

1° ein Hund oder eine Katze;

2° ein anderes Tier als ein Hund oder eine Katze, außer auf einem Tiermarkt, einem kommunalen Markt oder in einer Tieraussstellung unter Einhaltung der von der Regierung festgelegten Bedingungen.

Die Regierung kann die Vermarktung oder Abgabe von Tieren auf den kommunalen Märkten, Tiermärkten oder bei einer Tieraussstellung auf die Tierarten beschränken, deren Liste sie festlegt.

§ 2. Es ist verboten, ein Tier im Hinblick auf seine Vermarktung oder Abgabe in den Schaufenstern der Tierhandelsunternehmen auszustellen.

§ 3. Ein Hund oder eine Katze darf nicht im Geschäftsraum eines Tierhandelsunternehmens oder in seinen Nebengebäuden im Hinblick auf seine Vermarktung oder Abgabe gehalten werden.

Abschnitt 2 — Bekanntmachung zwecks der Vermarktung oder Abgabe eines Tieres

Art. D.48 - Die Artikel D.49 bis D.51 sind auf die Inserate anwendbar, die ungeachtet des Werbeträgers für eine im Gebiet der Wallonischen Region niedergelassene Person veröffentlicht werden.

Art. D.49 - § 1. Wenn die Bekanntmachung ein Tier betrifft, dessen Haltung gestattet ist, wird sie zur Vermarktung oder Abgabe eines Tieres ausschließlich erlaubt:

1° in einer Fachzeitschrift oder auf einer spezialisierten Website, die von der Regierung nach einem von ihr festgelegten Verfahren als spezialisiert anerkannt wird;

2° in einer geschlossenen Gruppe innerhalb von sozialen Netzwerken, insofern:

a) entweder die Bekanntmachung ausschließlich die Abgabe eines Tieres betrifft;

b) oder die Bekanntmachung ausschließlich die Vermarktung eines im Zuchtbetrieb eines zugelassenen Züchters geborenen Tieres betrifft.

Die Veröffentlichung von Bekanntmachungen ist auf für die Öffentlichkeit direkt zugänglichen Seiten oder Diskussionsgruppen innerhalb der sozialen Netzwerke oder auf gleichgestellten Trägern untersagt.

Die folgenden Fachzeitschriften oder spezialisierten Websites sind von der Anerkennung nach Absatz 1 Ziffer 1 freigestellt:

1° diejenigen, die durch oder für den Öffentlichen Dienst der Wallonie herausgegeben werden;

2° diejenigen, die von einem zugelassenen Hunde- oder Katzenzüchter herausgegeben werden, und zur Vermarktung oder Abgabe der in seiner Zucht geborenen Hunde oder Katzen bestimmt sind;

3° diejenigen, die die Vermarktung oder Abgabe von Equiden betreffen;

4° diejenigen, die die Vermarktung oder Abgabe von Tieren betreffen, deren Haltung gestattet ist und für die von der Regierung keine Liste in Anwendung von Artikel D.20 § 1 erstellt wurde.

Neben den gemäß Absatz 1 zugelassenen Bekanntmachungen sind diejenigen, die die Vermarktung oder Abgabe von Tieren zu landwirtschaftlichen Erzeugungszwecken betreffen, in einer Zeitschrift oder auf einer Website, die für den landwirtschaftlichen Sektor bestimmt ist, erlaubt.

Die Regierung kann die Modalitäten für die Benutzung von geschlossenen Gruppen, sowie Regeln für die Registrierung vor der Benutzung dieser geschlossenen Gruppen festlegen.

§ 2. Abweichend von Paragraph 1 dürfen die zugelassenen Tierheime Inserate veröffentlichen, die auf die Vermittlung von Tieren außerhalb einer Zeitschrift oder einer spezialisierten Internet-Website abzielen.

Die Regierung kann andere Fälle bestimmen, in denen die Bekanntmachung zwecks der Vermarktung oder Abgabe eines Tieres außerhalb einer Zeitschrift oder einer spezialisierten Website gestattet wird.

Art. D.50 - Eine Bekanntmachung zwecks der Vermarktung oder Abgabe eines Tieres ist untersagt, wenn sie ein Tier betrifft, dessen Haltung untersagt ist.

In Abweichung von Absatz 1 und falls keine von der Regierung verabschiedete anderslautende Bestimmung vorliegt, darf der Inhaber der Zulassung für die Tiere, deren Haltung auf der Grundlage der von der Regierung aufgrund des Artikels D.20 § 1 ausgestellten Zulassung erlaubt ist, Inserate veröffentlichen, die auf die Vermarktung oder Abgabe der in den in Artikel D.49 vorgesehenen Bedingungen erwähnten Tiere abzielen.

Art. D.51 - Jede Bekanntmachung zwecks der Vermarktung oder Abgabe eines Tieres enthält die von der Regierung festgelegten Angaben und Vermerke.

KAPITEL VI — Transport und Einfuhr von Tieren auf dem wallonischen Gebiet

Art. D.52 - Es ist verboten, Tiere unter Bedingungen zu transportieren oder transportieren zu lassen, unter denen ihnen Verletzungen oder Leiden zugefügt werden könnten.

Art. D.53 - Tiere, die in einen Schlachthof transportiert werden, dürfen nur unter den von der Regierung festgelegten Bedingungen langen Beförderungen ausgesetzt werden.

Die in Absatz 1 erwähnten Bedingungen beziehen sich auf:

1° die Ausstattungen des Transportmittels;

2° die Haltungsbedingungen in dem Transportmittel;

3° die verabreichte Nahrung und die Versorgung mit Wasser während des Transports sowie deren Aufbewahrung;

4° die Trennung der transportierten Tieren untereinander;

5° die Tiere, die unter anderem aufgrund ihres Alters oder Gewichts nicht transportiert werden können;

6° die Belüftung des Transportmittels und die Überwachung der Temperatur;

7° das während des Transports benutzte Navigationssystem.

Art. D.54 - Unbeschadet der europäischen Gesetzgebung kann die Regierung Anwendungsmodalitäten oder zusätzliche Bedingungen bezüglich der Artikel D.52 und D.53 festlegen, die sich auf Folgendes beziehen:

- 1° die transportierten Tiere;
- 2° die Verkehrsmittel oder Teile dieser Verkehrsmittel und die Container;
- 3° die Ausstellung, die Aussetzung und den Entzug der Zulassung der Transportmittel, die die Regierung festlegt;
- 4° die Maßnahmen zur Gewährleistung des Wohlbefindens der Tiere während des Transports und die Betreuung der transportierten Tiere;
- 5° das Beladen und die Unterbringung der Tiere in den Transportmitteln und den Containern, sowie das Entladen der Tiere;
- 6° den Transport, einschließlich der Dauer, Einschließung, Entfernung und der Bedingungen;
- 7° die Sammelstellen und Rast- oder Umschlagplätze;
- 8° die Ausstellung, die Aussetzung und den Entzug der Zulassungen der Transporteure;
- 9° die Fachkenntnis und Ausbildung der Fahrer und Beifahrer und des Personals, die in den Sammelstellen, den Kontrollstellen oder den Transportunternehmen mit den Tieren umgehen;
- 10° die Ausstellung, die Aussetzung und den Entzug des Befähigungszeugnisses der Fahrer und Beifahrer.

Art. D.55 - Die Regierung kann die Einfuhr oder Durchreise bestimmter Tierarten auf dem wallonischen Gebiet verbieten, wenn dies das Wohlbefinden der Tiere gefährden könnte. Sie kann die Bedingungen festlegen, die für die Einfuhr oder Durchreise bestimmter Tiere auf dem wallonischen Gebiet einzuhalten sind.

Art. D.56 - Die Regierung kann Bedingungen für die Lieferung von Tieren aus dem Ausland im Hinblick auf eine Adoption auferlegen, um die Einfuhr von Tieren zu überwachen.

KAPITEL VII — *Tötung von Tieren*

Art. D.57 - § 1. Ein Tier darf nur von einer Person, die die dazu notwendigen Kenntnisse und Fähigkeiten besitzt, und nach der selektivsten, schnellsten und für das Tier schmerzlosesten Methode getötet werden.

Ein Tier wird nur nach einer Anästhesie oder Betäubung getötet, außer im Falle:

- 1° höherer Gewalt;
- 2° der Ausübung der Jagd oder der Fischerei;
- 3° der Schädlingsbekämpfung;
- 4° von im Sinne des Gesetzes über die Erhaltung der Natur vorgesehenen Tötungsaktionen.

Wenn Tiere durch besondere, von religiösen Riten vorgeschriebene Schlachtmethode getötet werden, muss das Betäubungsverfahren reversibel sein und darf nicht zum Tod des Tieres führen.

§ 2. Die Regierung kann die Tötung von Tieren am Aufzuchtort unter den von ihr festgelegten Bedingungen und Modalitäten erlauben.

§ 3. In Abweichung von Paragraph 1 werden die Modalitäten für die Tötung der in Kapitel 8 erwähnten Tiere durch und gemäß Artikel D.90 festgelegt.

Art. D.58 - § 1. Jeder Schlachthof verfügt über eine Videoüberwachungseinrichtung, die dazu dient, die Einhaltung der vorgeschriebenen Bedingungen in Sachen Wohlbefinden der Tiere zu kontrollieren und gegebenenfalls Verstöße festzustellen.

Die in Absatz 1 erwähnte Einrichtung wird an strategischen Stellen für das Wohlbefinden der Tiere angebracht.

§ 2. Die Bilder der Überwachungskameras können nur benutzt werden:

- 1° um die Verstöße gegen das vorliegende Gesetzbuch, seine Ausführungserlasse oder die europäischen Normen in Sachen Wohlbefinden der Tiere zu kontrollieren, festzustellen und zu ahnden;
- 2° für die interne Schulung des Personals des Schlachthofs.

Folgende Personen haben innerhalb eines jeden Schlachthofs Zugang zu den Bildern:

- 1° der in der Verordnung (EG) Nr. 1099/2009 des Rates vom 24. September 2009 über den Schutz von Tieren zum Zeitpunkt der Tötung erwähnte Verantwortliche für das Wohlbefinden der Tiere innerhalb des Schlachthofs;
- 2° die in D.104 erwähnten Bediensteten;
- 3° gegebenenfalls die in Artikel D.140bis des Buches I des Umweltgesetzbuches erwähnten Sachverständigen.

Die produzierten Videos werden vierzehn Tage ab dem Datum der Aufnahme aufbewahrt. Diese Videos können den in Absatz 2 erwähnten Personen innerhalb dieser Frist zur Verfügung gestellt werden.

§ 3. Die Regierung bestimmt:

- 1° die Modalitäten der Videoüberwachung, einschließlich der obligatorischen Aufnahmezeiträume und der in Paragraph 1 erwähnten strategischen Stellen;
- 2° die von der in Paragraph 1 vorgesehenen Pflicht befreiten Schlachthöfe, insofern das Wohlbefinden der Tiere dort durch andere Mittel garantiert werden kann;
- 3° die Maßnahmen für die Informationen und die Konzertierung innerhalb des Schlachthofs, was die Präsenz von Kameras betrifft;
- 4° die für die Bearbeitung der Daten verantwortliche Verwaltungsdienststelle.

Art. D.59 - Die Regierung bestimmt die Bedingungen und die Modalitäten in Bezug auf:

- 1° die Fachkenntnis des Personals, das in den Schlachthöfen arbeitet, und der Personen, die an der Tötung der Tiere teilnehmen, einschließlich der Einführung von Ausbildungen und Prüfungen, sowie der Ausstellung, des Entzugs und der Aussetzung von in diesem Rahmen ausgestellten Bescheinigungen;
- 2° die Qualifikation der Personen, die dazu befugt sind, die Tötung eines Tieres vorzunehmen;
- 3° die Kontrolle und Selbstkontrolle der Schlachtungsbedingungen von der Ankunft der Tiere im Schlachthof bis zur ihrer Tötung;
- 4° den Bau, die Einrichtung und Ausrüstung der Schlachthöfe;
- 5° die Verwendung von Produkten oder Materialien, die für die Tötung der Tiere bestimmt sind.

Art. D.60 - 4° Der Schlachthof bezeichnet eine Person, die befugt ist, die Einhaltung der Bestimmungen des vorliegenden Kapitels und der in seiner Ausführung verabschiedeten Erlasse zu überwachen und zu kontrollieren. Die befugte Person meldet alle in diesem Rahmen festgestellten Sachlagen gemäß den von der Regierung festgelegten Bedingungen und Verfahren.

Die Regierung legt die Bedingungen und Modalitäten fest, die sich auf die Qualifikation der in Absatz 1 erwähnten befugten Person beziehen.

Art. D.61 - Die Regierung kann gemäß den von ihr festgelegten Modalitäten die Einrichtung von Infrastrukturen, sowie die Durchführung von Studien und Forschungen zur Ausarbeitung von Techniken unterstützen, die ein besseres Tierschutzniveau gewährleisten.

KAPITEL VIII — *Tierversuche*

Abschnitt 1 — Gegenstand und Anwendungsbereich

Art. D.62 - Durch das vorliegende Kapitel wird die Richtlinie 2010/63/EU des Europäischen Parlaments und des Rates vom 22. September 2010 zum Schutz der für wissenschaftliche Zwecke verwendeten Tiere teilweise umgesetzt.

Art. D.63 - § 1. Das vorliegende Kapitel ist anwendbar, wenn die Tiere in Tierversuchen verwendet werden oder dazu verwendet werden sollen, oder wenn sie eigens gezüchtet werden, damit ihre Organe oder Gewebe zu wissenschaftlichen Zwecken verwendet werden können. Es ist anwendbar, bis die Tiere getötet, privat untergebracht oder in einen geeigneten Lebensraum oder in einen geeigneten Zuchtbetrieb zurückgebracht wurden.

Die Ausschaltung von Schmerzen, Leiden, Ängsten oder dauerhaften Schäden durch die erfolgreiche Anwendung von Betäubungsmitteln, Schmerzmitteln oder anderen Methoden schließt die Verwendung eines Tieres in Verfahren nicht aus dem Geltungsbereich dieses Kapitels aus.

§ 2. Das vorliegende Kapitel ist auf folgende Tiere anwendbar:

1° die lebenden Kopffüßer;

2° die lebenden nichtmenschlichen Wirbeltiere einschließlich:

a) die selbständig Nahrung aufnehmende Larven;

b) Föten von Säugetieren ab dem letzten Drittel ihrer normalen Entwicklung;

3° die in Tierversuchen verwendeten Tiere, die sich in einem früheren als dem in Ziffer 2 erwähnten Entwicklungsstadium befinden, wenn das Tier über jenes Entwicklungsstadium hinaus weiterleben soll und infolge der durchgeführten Verfahren wahrscheinlich Schmerzen, Leiden oder Ängste empfinden oder dauerhafte Schäden erleiden wird, nachdem es jenes Entwicklungsstadium erreicht hat.

§ 3. Das vorliegende Kapitel ist nicht anwendbar auf:

1° nichtexperimentelle Praktiken in landwirtschaftlichen Betrieben;

2° nichtexperimentelle veterinärmedizinische Praktiken;

3° veterinärmedizinische klinische Prüfungen, die für die Zulassung eines Tierarzneimittel verlangt werden;

4° Praktiken, die für anerkannte Zwecke der Tierhaltung angewandt werden;

5° Praktiken, die hauptsächlich zum Zwecke der Identifizierung eines Tieres angewandt werden;

6° Praktiken, bei denen nicht zu erwarten ist, dass sie Schmerzen, Leiden, Ängste oder dauerhafte Schäden verursachen, die denen eines Kanüleneinstichs gemäß guter tierärztlicher Praxis gleichkommen oder über diese hinausgehen.

Abschnitt 2 — Allgemeine Grundsätze in Sachen Tierversuche und alternative Methoden

Art. D.64 - Es sind nur die Tierversuche erlaubt, die im Rahmen eines Projekts durchgeführt werden, das vorab aufgrund des Artikels D.86 zugelassen wurde.

Jeder Tierversuch, der nicht die in diesem Kapitel festgelegten Bedingungen erfüllt, ist verboten.

Art. D.65 - Tierversuche dürfen ausschließlich zu den folgenden Zwecken durchgeführt werden:

1° die Grundlagenforschung;

2° translationale oder angewandte Forschung mit einem der folgenden Ziele:

a) Verhütung, Vorbeugung, Diagnose oder Behandlung von Krankheiten oder anderen Anomalien oder deren Folgen bei Menschen, Tieren oder Pflanzen;

b) Beurteilung, Erkennung, Regulierung oder Veränderung physiologischer Zustände bei Menschen, Tieren oder Pflanzen;

c) das Wohlbefinden der Tiere und die Verbesserung der Produktionsbedingungen für die zu landwirtschaftlichen Zwecken aufgezogenen Tiere;

3° für jedes der in Ziffer 2 genannten Ziele, die Entwicklung und Herstellung sowie Qualitäts-, Wirksamkeits- und Unbedenklichkeitsprüfung von Arzneimitteln, Lebensmitteln und Futtermitteln und anderen Stoffen oder Produkten;

4° Schutz der natürlichen Umwelt im Interesse der Gesundheit oder des Wohlbefindens von Mensch und Tier;

5° Forschung im Hinblick auf die Erhaltung der Arten;

6° Ausbildung an Hochschulen oder Ausbildung zwecks Erwerb, Erhaltung oder Verbesserung von beruflichen Fähigkeiten;

7° forensische Untersuchungen.

Art. D.66 - § 1. Außer wenn sie durch die europäische Regelung auferlegt werden, sind die Tierversuche verboten:

1° die auf die Beurteilung der hautätzenden Wirkung abzielen;

2° die auf die Beurteilung der Phototoxizität abzielen;

3° im Hinblick auf die Herstellung und Entwicklung von kosmetischen Endprodukten und von Inhaltsstoffen oder Kombinationen von Inhaltsstoffen von kosmetischen Produkten;

4° im Hinblick auf die Herstellung und Entwicklung von Endprodukten der Biozide oder Reinigungsmittel und der Inhaltsstoffe oder Kombinationen von Inhaltsstoffen von Bioziden oder Reinigungsmitteln;

5° die auf die Produktion von monoklonalen Antikörpern durch die Aszites-Methode abzielen, außer wenn eine Freistellung von den von der Regierung festgelegten Bedingungen gewährt wird;

6° an den nichtmenschlichen Primaten der folgenden Arten: Pan troglodytes (Schimpanse), Pan paniscus (Bonobo), Pongo pygmaeus (Orang-Utan) und Gorilla gorilla (Gorilla);

7° im Hinblick auf die Herstellung und Entwicklung von Tabakerzeugnissen;

8° die den konventionellen akuten oralen DL50-Test betreffen.

§ 2. Um jedes Risiko einer doppelten Durchführung zu vermeiden, ist ein Tierversuch verboten, wenn in Belgien oder in einem anderen Mitgliedstaat gewonnene und veröffentlichte Daten infolge von durch die Gesetzgebung der Union anerkannten Versuchen vorliegen, es sei denn, zum Schutz der öffentlichen Gesundheit, Sicherheit oder der Umwelt müssen in Bezug auf diese Daten weitere Versuche durchgeführt werden.

Die Regierung kann Tierversuche je nach den Ergebnissen der wissenschaftlichen Forschung und nach Stellungnahme des in Artikel D.17 erwähnten Ausschusses verbieten.

Art. D.67 - § 1. Spätestens zwölf Monate nach ihrer Eidesleistung und nach Stellungnahme des in Artikel D.71 erwähnten Ausschusses verabschiedet die Regierung eine wallonische Strategie in Sachen Tierversuche und alternative Methoden.

§ 2. Die in Paragraph 1 erwähnte Strategie orientiert sich an den Grundsätzen der Vermeidung, Verminderung und Verbesserung in Sachen Tierversuche und Entwicklung alternativer Methoden.

§ 3. Die in Paragraph 1 erwähnte Strategie umfasst mindestens:

1° auf europäischer Ebene validierte Methoden und Angaben zur schrittweisen Förderung der Verringerung oder Verringerung der Verwendung von Tieren;

2° Fördermaßnahmen zur Verwendung von alternativen Methoden zu Tierversuchen;

3° administrative Anweisungen;

4° einen Zeitplan der Durchführung der festgelegten Methoden und Anweisungen;

5° Bewertungsindikatoren.

§ 4. Am Ende der Legislaturperiode übermittelt die Regierung dem Parlament einen Beurteilungsbericht der in Paragraph 1 erwähnten Strategie.

Art. D.68 - § 1. Ein Tierversuch darf nicht durchgeführt werden, wenn es zur Erreichung des angestrebten Ergebnisses eine Methode oder Versuchsstrategie ohne Verwendung von lebenden Tieren gibt, die nach dem Recht der Europäischen Union anerkannt ist.

Die Regierung kann nach Stellungnahme des in Artikel D.71 erwähnten Ausschusses auferlegen, dass eine Methode oder Versuchsstrategie ohne Verwendung von lebenden Tieren anstelle eines Tierversuchs angewandt wird. Sie kann Abweichungsmodalitäten festlegen.

Sofern das Ergebnis des Tierversuchs auf eine Ausfuhr abzielt, sind die Absätze 1 und 2 nicht anwendbar, wenn die Methode nicht gemäß der nationalen Gesetzgebung des von der Ausfuhr betroffenen Land anerkannt ist.

§ 2. Ist aus mehreren Versuchsverfahren auszuwählen, so ist dasjenige Verfahren auszuwählen, dass in größtem Maße die folgenden Voraussetzungen erfüllt:

1° Verwendung der geringstmöglichen Anzahl von Tieren;

2° Verwendung von Tieren, die die geringste Fähigkeit zum Empfinden von Schmerzen, Leiden oder Ängsten haben oder die geringsten dauerhaften Schäden erleiden;

3° Verursachung der geringsten Schmerzen, Leiden, Ängste oder dauerhaften Schäden und Auswahl eines Verfahrens, bei dem die Wahrscheinlichkeit am größten ist, dass zufrieden stellende Ergebnisse geliefert werden.

§ 3. Der Tod ist als Endpunkt eines Tierversuchs möglichst zu vermeiden und durch frühe und möglichst schmerzlose Endpunkte zu ersetzen. Ist der Tod als Endpunkt unvermeidbar, muss der Tierversuch so gestaltet sein, dass möglichst wenige Tiere sterben und die Dauer und Intensität des Leidens des Tieres auf das geringstmögliche Maß reduziert wird und soweit wie möglich ein schmerzloser Tod gewährleistet ist.

Art. D.69 - Die Regierung unterstützt die Entwicklung und Validierung alternativer Ansätze, die ohne Verwendung von Tieren den gleichen oder einen größeren Umfang an Informationen liefern könnten als Tierversuche, sowie von Ansätzen, die mit weniger Tieren auskommen oder weniger schmerzhaft Verfahren beinhalten.

Zu diesem Zweck ergreift die Regierung alle Maßnahmen, die sie als geeignet erachtet, um die Forschung auf dem in Absatz 1 erwähnten Gebiet anzuregen und die Verbreitung der Ergebnisse zu fördern. Sie kann diesbezüglich jede Initiative gemäß den von ihr bestimmten Modalitäten finanziell unterstützen.

Die Regierung ist der Europäischen Kommission bei der Erfassung und Benennung von geeigneten spezialisierten und qualifizierten Laboratorien für die Durchführung solcher Validierungsstudien behilflich, wobei die Kommission die Prioritäten für die Validierungsstudien festlegt und den Laboratorien ihre jeweiligen Aufgaben für die Durchführung der Studien zuweist.

Art. D.70 - Die gemeinsame Nutzung von Organen und Gewebe wird bei dem Entwurf eines Projekts analysiert und dokumentiert.

Zur Förderung des Prinzips der Verminderung kann die Regierung ein Programm für die gemeinsame Nutzung von Organen und Gewebe von Tieren, die getötet werden, einführen oder dessen Einführung erleichtern.

Abschnitt 3 — In Sachen Tierversuche zuständige Instanzen

Unterabschnitt 1 — Wallonischer Ausschuss für den Schutz von Versuchstieren

Art. D.71 - § 1. Es wird ein Wallonischer Ausschuss für den Schutz von Versuchstieren, nachstehend "der Ausschuss" genannt, eingerichtet.

Der Ausschuss arbeitet auf unparteiische und unabhängige Weise. Seine Mitglieder müssen die uneingeschränkte Vertraulichkeit beachten und sind frei von Interessenkonflikten.

Die Regierung bestimmt die Modalitäten der Zusammenarbeit des Ausschusses mit den von ihr bezeichneten Dienststellen, sowie die Modalitäten des Zugangs zu den gesamten Unterlagen, Arbeiten und Berichten des Ausschusses. Sie verabschiedet die Vertraulichkeitsbedingungen, die im Rahmen dieser Zusammenarbeit zu beachten sind.

§ 2. Der Ausschuss übernimmt eine Informations- und Beratungsfunktion in Sachen Tierversuche. Zu diesem Zweck:

1° übermittelt er der Regierung, dem Minister, dem mit der Forschung beauftragten Minister, den von der Regierung bezeichneten Dienststellen oder der Ethikkommission auf deren Antrag hin Stellungnahmen in Bezug auf Tierversuche oder unterbreitet diesen auf eigene Initiative Vorschläge;

2° sorgt er für die gemeinsame Nutzung der besten Praktiken in Sachen Tierversuche, insbesondere der Arbeitsweise der mit dem Wohlbefinden der Tiere in den Einrichtungen für Versuchstiere beauftragten Strukturen;

3° tauscht er die besten Praktiken mit dem Nationalen Belgischen Ausschuss, sowie mit den Nationalen Ausschüssen der anderen Mitgliedstaaten der Europäischen Union aus.

§ 3. Um die alternativen Methoden für Tierversuche zu fördern:

1° übermittelt der Ausschuss der Regierung, dem Minister, dem mit der Forschung beauftragten Minister, der von der Regierung bezeichnete Dienststelle oder der Ethikkommission auf deren Antrag hin oder auf Eigeninitiative Stellungnahmen in Bezug auf die Entwicklung und Durchführung von Methoden zur Verminderung, Verbesserung und Ersetzung von Tierversuchen;

2° regt er die Forschung über alternative Methoden an;

3° koordiniert er die Forschung über alternative Methoden;

4° handelt er in internationaler Zusammenarbeit in Sachen Validierung dieser Methoden, um deren Anwendung zu fördern;

5° fördert er den Austausch von Daten auf diesem Gebiet;

6° trägt er sich in Kooperationsnetze und -strukturen ein.

Art. D.72 - Die Regierung bestimmt die Struktur des in Artikel D.71 erwähnten Ausschusses, seine Zusammensetzung, seine eventuelle Finanzierungsart und Arbeitsweise, die Verantwortungen seiner Mitglieder, sowie ihre eventuelle Entlohnung, die Art der Kontrolle sowie die eventuellen Sanktionen seiner Mitglieder unbeschadet des Artikels D.105 § 2 Ziffern 34 und 35.

Die Regierung ernennt gemäß den von ihr festgelegten Modalitäten den Vorsitzenden und die in Absatz 1 erwähnten Mitglieder unter Berücksichtigung ihrer Fachkenntnis auf biomedizinischer, biologischer, ethischer Ebene und ihrer Kenntnis im Bereich des Wohlbefindens der Tiere.

Der Ausschuss kann sich teilweise aus Sachverständigen zusammensetzen, die ad hoc an der Prüfung von Akten teilnehmen, die eine besondere Expertise erfordern. Die Sachverständigen müssen die uneingeschränkte Vertraulichkeit beachten und sind frei von Interessenkonflikten.

Unterabschnitt 2 — Ethikkommission

Art. D.73 - § 1. Jeder Benutzer arbeitet mit einer Ethikkommission zusammen, die von der Regierung gemäß den von ihr festgelegten Bedingungen und Modalitäten anerkannt wird. Die Arbeitsweise der Ethikkommissionen wird gemäß den von der Regierung bestimmten Modalitäten überwacht.

Jede Ethikkommission übernimmt eine zentrale Funktion bei der Beurteilung und Zulassung der Projekte. Zu diesem Zweck:

1° nimmt sie die Anträge auf Zulassung der Projekte entgegen, beurteilt die eingereichten Projekte, gewährt diesen die Zulassung und übermittelt gemäß den von der Regierung festgelegten Modalitäten die Beurteilungsberichte und gegebenenfalls die ausgestellten Zulassungen;

2° Sie gibt Stellungnahmen zu nichttechnischen Zusammenfassungen und rückblickenden Bewertungen genehmigter Projekte ab, genehmigt sie und übermittelt sie nach den von der Regierung festgelegten Modalitäten;

3° legt sie die ethischen Kriterien betreffend die Tierversuche fest und übermittelt den Einrichtungen für Tierversuche, deren Personalmitgliedern und den Versuchsleitern Stellungnahmen.

Für die Anwendung von Absatz 2 Ziffer 1 stuft die Ethikkommission die Tierversuche je nach Schweregrad und auf der Grundlage der von der Regierung festgelegten Zuordnungskriterien in die Klassen "keine Wiederherstellung der Lebensfunktion", "gering", "mittel" oder "schwer" ein.

§ 2. Im Rahmen der Ausübung ihrer Aufgaben stellt jede Ethikkommission sicher, dass ihr keine internen Interessenkonflikte bekannt sind, die unmittelbar mit dem Antrag zusammenhängen und sorgt sie für eine unparteiische Beurteilung unter Berücksichtigung der Stellungnahme von Parteien, die vom Versuchsleiter, der einen Zulassungsantrag für das Projekt einreicht, unabhängig sind.

Jede Ethikkommission führt die Beurteilungen von Projekten auf unabhängige und transparente Weise durch.

Wenn deontologische oder ethische Probleme bei der Erfüllung ihrer Aufgaben auftreten, holt die Ethikkommission die Stellungnahme des in Artikel D.71 erwähnten Ausschusses ein.

Die Regierung bestimmt die Unabhängigkeits- und Unparteilichkeitsbedingungen, die zur Erfüllung der Aufgaben der Ethikkommission erforderlich sind.

Art. D.74 - § 1. Jede Ethikkommission setzt sich aus mindestens sieben Mitgliedern zusammen, die folgendermaßen aufgeteilt sind:

1° ein Versuchsleiter und ein Techniker, der aktiv an den Tierversuchen teilnimmt;

2° ein Mitglied der in Artikel D.80 erwähnten Struktur, die mit dem Wohlbefinden der Tiere beauftragt ist;

3° der in Artikel D.79 erwähnte benannte Tierarzt oder der mit der Überwachung der Gesundheit und des Wohlbefindens der Tiere beauftragte Sachverständige;

4° zwei Sachverständige, die über Kenntnisse im Bereich der Ethik und des Wohlbefindens der Tiere verfügen;

5° für die in Artikel D.73 § 1 Ziffer 1 erwähnten Aufgaben, ein gemäß den von der Regierung festgelegten Modalitäten ernannter Bediensteter, der über die erforderlichen Qualifikationen im Bereich der Versuchstiermedizin verfügt.

Die Regierung erläutert die Modalitäten und Bedingungen für die Bezeichnung der in Absatz 1 Ziffer 4 erwähnten Sachverständigen.

Das Fachwissen der gesamten Mitglieder der Ethikkommission gewährleistet eine Fachkenntnis im Bereich der Ethik, der alternativen Methoden für Tierversuche, der Gesundheit und des Wohlbefindens der Tiere, sowie im Bereich der Versuchstechniken, Versuchsleitung und statistischen Analyse.

§ 2. Die Regierung bestimmt die Arbeitsweise dieser Ethikkommissionen und die Bedingungen und Modalitäten ihrer Anerkennung, um ihre Fachkenntnis, Unabhängigkeit, Unparteilichkeit und Transparenz zu gewährleisten.

§ 3. Die Zusammensetzung jeder Ethikkommission gewährleistet die Anwesenheit von Mitgliedern, die insbesondere über ein Fachwissen in folgenden Bereichen verfügen:

1° wissenschaftliche Einsatzbereiche, in denen die Tiere verwendet werden, einschließlich der Vermeidung, Verminderung und Verbesserung in den jeweiligen Bereichen;

2° Versuchsgestaltung, gegebenenfalls einschließlich Statistiken;

3° veterinärmedizinische Praxis der Versuchstierkunde oder gegebenenfalls veterinärmedizinische Praxis in Bezug auf wildlebende Tiere;

4° Tierhaltung und -pflege bezüglich der Arten, die verwendet werden sollen.

Unterabschnitt 3 — Wallonische Vertretung in anderen zuständigen Instanzen in Sachen Tierversuche

Art. D.75 - § 1. Die Regierung bezeichnet eine Gruppe von Sachverständigen unter den Mitgliedern des in Artikel D.71 erwähnten Ausschusses, die beauftragt ist, den Ausschuss in den anderen von ihr bestimmten nationalen, europäischen oder internationalen Instanzen zu vertreten.

Die Regierung legt die Fachkenntnisse der Mitglieder sowie die Zusammensetzung, die Aufgaben und die Arbeitsweise der in Absatz 1 erwähnten Sachverständigengruppe fest.

§ 2. Die in Paragraph 1 erwähnte Sachverständigengruppe vertritt die Wallonische Region in dem von der europäischen Regelung erwähnten nationalen Ausschuss.

Abschnitt 4 — Zulassung der Züchter, Lieferanten und Verwender von Versuchstieren

Art. D.76 - § 1. Die Züchter, Lieferanten und Verwender verfügen über eine Zulassung. Die Regierung erläutert die Zulassungsbedingungen im Zusammenhang mit den Anforderungen des vorliegenden Kapitels oder seiner Ausführungserlasse.

§ 2. Die Regierung bestimmt das Verfahren und die Modalitäten, um den Einrichtungen für Versuchstiere die Zulassung zu gewähren, auszusetzen oder zu entziehen.

§ 3. Die Regierung legt die Modalitäten für die regelmäßigen Inspektionen der Einrichtungen für Versuchstiere und ihrer Verantwortlichen fest, um dafür zu sorgen, dass die Anforderungen des vorliegenden Kapitels und seiner Ausführungserlasse beachtet werden.

Art. D.77 - § 1. Jede Einrichtung für Versuchstiere verfügt über Anlagen und Ausstattungen, die für die dort untergebrachten Tierarten geeignet sind.

Die Gestaltung, Konstruktion und Funktionsweise der in Absatz 1 erwähnten Anlagen und Ausstattungen gewährleisten, dass die Tierversuche möglichst wirksam durchgeführt werden und sind darauf ausgerichtet, unter Verwendung der geringstmöglichen Anzahl an Tieren sowie unter Verursachung der geringstmöglichen Schmerzen, Leiden, Ängste oder dauerhaften Schäden zuverlässige Ergebnisse zu erzielen.

§ 2. Die Regierung erläutert die in Paragraph 1 erwähnten Anforderungen.

Art. D.78 - § 1. Jede Einrichtung für Versuchstiere verfügt vor Ort über ausreichend Personal, um das Wohlbefinden der Tiere unter Berücksichtigung der jeweiligen Art von Versuchen sowie der Arten und der Anzahl der betroffenen Tiere zu gewährleisten.

Das Personal ist in Sachen Wohlbefinden der Tiere und insbesondere in der Erkennung und Beurteilung der Schmerz- und Leidenssignale und ihres Ausmaßes ausreichend ausgebildet.

Was das Wohlbefinden der Tiere betrifft, bestimmt die Regierung die Ausbildung und Qualifikation des Personals, das eine der folgenden Funktionen ausübt:

- 1° Techniker, mit der Durchführung von Versuchen an Tieren beauftragte Person;
- 2° Versuchsleiter, mit der Gestaltung der Tierversuche und der Projekte beauftragte Person;
- 3° Tierpfleger, mit der Pflege der Tiere verantwortliche Person;
- 4° Person, die für die Tötung von Tieren geschult ist.

§ 2. Jede Einrichtung für Versuchstiere verfügt vor Ort über mindestens eine Person:

- 1° die die Einhaltung der Zulassungsbedingungen gewährleistet;
- 2° die für die Beaufsichtigung des Wohlbefindens und der Pflege der in der Einrichtung befindlichen Tiere verantwortlich ist;
- 3° die gewährleistet, dass das Personal, das mit den Tieren befasst ist, Zugang zu Informationen über die in der Einrichtung untergebrachten Tierarten erhält;
- 4° die dafür verantwortlich ist, dass das Personal entsprechend ausgebildet, sachkundig und fortlaufend geschult ist bzw. wird und dass es solange beaufsichtigt wird, bis es die erforderlichen Sachkunde nachgewiesen hat;
- 5° die die Übertragung der administrativen oder statistischen Informationen, die von der Regierung nach dem von ihr bestimmten Verfahren festgelegt werden, gewährleistet.

Die in Absatz 1 erwähnte Person führt ein Register mit ihren täglichen Bemerkungen. Dieses Register wird gemäß den von der Regierung bestimmten Modalitäten übermittelt.

Art. D.79 - Jede Einrichtung für Versuchstiere benennt einen Tierarzt mit Fachkenntnissen im Bereich der Versuchstiermedizin oder, falls dies geeigneter ist, einen Sachverständigen mit den erforderlichen Qualifikationen. Dieser benannte Tierarzt oder dieser Sachverständige nimmt auf Kosten der Einrichtung für Versuchstiere beratende Aufgaben im Zusammenhang mit dem Wohlbefinden und der Behandlung der Tiere wahr.

Die Regierung bestimmt die für den in Absatz 1 erwähnten benannten Tierarzt oder Sachverständigen verlangten Qualifikationen und legt die Bedingungen in Bezug auf die Unparteilichkeit und die Abwesenheit von Interessenkonflikten gegenüber den Einrichtungen für Versuchstiere, für deren Schutz der Gesundheit und des Wohlbefindens er beauftragt ist, sowie die Berichterstattungsbedingungen fest.

Zur Ausübung seiner Funktion wird der benannte Tierarzt oder Sachverständige nach Absatz 1 gemäß den von der Regierung festgelegten Bedingungen und Modalitäten zugelassen. Für jeden nachgewiesenen und absichtlich begangenen Verstoß gegen die in Absatz 2 erwähnten Bedingungen der Unparteilichkeit oder der Abwesenheit von Interessenkonflikten wird die Zulassung nach eingehender Prüfung und nach Stellungnahme des Ausschusses entzogen. Die Regierung bestimmt die Bedingungen und das Verfahren für die Gewährung, die Aussetzung und den Entzug der Zulassung.

Art. D.80 - Jede Einrichtung für Versuchstiere verfügt über eine mit dem Wohlbefinden der Tiere beauftragte Struktur, deren Zusammensetzung, interne Beaufsichtigung, Arbeitsweise, Aufgaben und Kontrolle die von der Regierung festgelegten Bedingungen erfüllen.

Die mit dem Wohlbefinden der Tiere beauftragte Struktur erfüllt mindestens folgende Aufgaben:

- 1° Beratung des Personals, das mit den Tieren befasst ist, im Hinblick auf das Wohlbefinden der Tiere, in Bezug auf deren Erwerb, Unterbringung, Pflege und Verwendung;
- 2° Beratung des Personals im Hinblick auf die Anwendung der Anforderungen der Vermeidung, Verminderung und Verbesserung sowie die Bereitstellung von Informationen über technische und wissenschaftliche Entwicklungen betreffend der Anwendung jener Anforderungen;
- 3° Festlegung und Überprüfung interner Arbeitsabläufe hinsichtlich Überwachung, Berichterstattung und Folgemaßnahmen im Hinblick auf das Wohlbefinden der Tiere, die in der Einrichtung untergebracht sind oder verwendet werden;

4° Verfolgen der Entwicklung und der Ergebnisse von Projekten unter Berücksichtigung der Auswirkungen auf die verwendeten Tiere sowie Ermittlung von und Empfehlungen hinsichtlich Faktoren, die zu einer weitergehenden Vermeidung, Verminderung und Verbesserung beitragen;

5° Beratung zu Programmen für die private Unterbringung, einschließlich der angemessenen Sozialisierung der privat unterzubringenden Tiere, und zu den möglichen Risiken der Ausbreitung von Krankheiten.

Die mit dem Wohlbefinden der Tiere beauftragte Struktur hält die Dokumente bezüglich der erteilten Ratschläge, sowie die Beschlüsse, die im Hinblick auf diese Empfehlungen gefasst wurden, während mindestens drei Jahren zur Verfügung. Die Regierung legt die Bedingungen und Modalitäten in Bezug auf die Aufbewahrung der Dokumente bezüglich der erteilten Ratschläge und gefassten Beschlüsse, sowie die Modalitäten zur Übermittlung dieser Informationen fest.

Abschnitt 5 — Herkunft und Pflege der zu wissenschaftlichen Zwecken verwendeten Tiere

Art. D.81 - Die Regierung bestimmt die Tierarten, die eigens zur Verwendung für Tierversuche gezüchtet werden können oder damit ihre Organe oder Gewebe eigens zu wissenschaftlichen Zwecken verwendet werden können, sowie die eventuellen Abweichungsmodalitäten.

Die in einem anderen Mitgliedstaat rechtmäßig gezüchteten oder gehaltenen Versuchstiere dürfen im Rahmen des vorliegenden Kapitels geliefert oder verwendet und die unter Verwendung dieser Tiere entwickelten Erzeugnisse dürfen vermarktet werden.

Art. D.82 - In freier Wildbahn eingefangene Tiere werden nicht in Tierversuchen verwendet.

Die Regierung kann Abweichungen von Absatz 1 gewähren, und zwar gemäß den von ihr festgelegten Modalitäten und auf der Grundlage wissenschaftlicher Argumente, durch die nachgewiesen wird, dass das Ziel des Tierversuchs nicht erreicht werden kann, indem ein Tier verwendet wird, das für die Verwendung in Verfahren gezüchtet wurde.

Die Regierung bestimmt die Modalitäten für das Einfangen von Tieren in freier Wildbahn.

Art. D.83 - Streunende oder verwilderte Tiere von Haustierarten werden nicht in Tierversuchen verwendet.

Unter den folgenden Voraussetzungen können Abweichungen von Absatz 1 gemäß den von der Regierung festgelegten Modalitäten gewährt werden:

1° es besteht grundlegender Bedarf an Studien über die Gesundheit und das Wohlergehen der Tiere oder ernsthafte Gefahren für die Umwelt oder die Gesundheit von Mensch oder Tier;

2° es liegt eine wissenschaftliche Begründung dafür vor, dass der Zweck des Tierversuchs nur durch die Verwendung eines streunenden oder verwilderten Haustiers erreicht werden kann.

Art. D.84 - § 1. Die Regierung bestimmt die Regeln und Methoden betreffend die Herkunft und Kennzeichnung der zu wissenschaftlichen Zwecken verwendeten Tiere. Sie kann bestimmte Kennzeichnungsmethoden oder -strategien verbieten oder regeln.

Sie legt die Modalitäten für die Kennzeichnung der Tiere und die Besonderheiten der für Katzen, Hunde und nichtmenschlichen Primaten erforderlichen Kennzeichnung und Information fest. Sie bestimmt, ob Zuchtstrategien für die nichtmenschlichen Primaten näher anzugeben sind.

§ 2. Die Regierung bestimmt den Inhalt der Dokumente oder Register, die von den Einrichtungen für Versuchstiere auf dem neuesten Stand gehalten werden müssen, und legt fest, wie sie zu erstellen sind.

Art. D.85 - § 1. Die in dem vorliegenden Kapitel erwähnten Tiere erhalten die für ihre Gesundheit und ihr Wohlergehen angemessene Unterbringung, Umgebung, das nötige Futter, Wasser und Pflege.

Alle Faktoren, die ein Tier in der Befriedigung seiner physiologischen und ethologischen Bedürfnisse einschränken, werden auf einem Mindestmaß begrenzt.

Die Umgebungsbedingungen für die Zucht, Haltung oder Verwendung der Tiere werden täglich kontrolliert.

§ 2. Jede Einrichtung für Versuchstiere beendet schnellstmöglich jeden Mangel oder vermeidbare Schmerzen, Leiden, Ängste oder dauerhafte Schäden, sobald diese entdeckt werden.

§ 3. Die Regierung gibt die Bedingungen an, unter denen die Tiere verschiedener Arten, die für Versuche bestimmt sind oder gehalten werden, damit ihre Organe oder Gewebe eigens zu wissenschaftlichen Zwecken verwendet werden können, transportiert und gehalten werden, sowie die Modalitäten für die Kontrolle.

Die Regierung kann Abweichungen von Paragraph 1 Absatz 1 nur aus wissenschaftlichen Gründen oder aus mit dem Wohlbefinden oder der Gesundheit der Tiere verbundenen Gründen vorsehen.

Abschnitt 6 — Zulassung und Ablauf der Tierversuche

Art. D.86 - § 1. Ein Projekt kann nur beginnen und durchgeführt werden, nachdem die Ethikkommission auf der Grundlage einer günstigen Bewertung eine Zulassung erteilt hat.

Der Versuchsleiter und die Techniker, die aktiv an dem Experiment teilnehmen, werden im Laufe des Bewertungsprozesses zu Rate gezogen, nehmen jedoch nicht an dem in Absatz 1 erwähnten Zulassungsprozess teil.

Unbeschadet von Absatz 2 wird der Beschluss über die Zulassung des Projekts gefasst und dem Antragsteller innerhalb einer Frist von vierzig Werktagen mitgeteilt. Diese Frist umfasst die Bewertung des Projekts durch die Ethikkommission. Sie beginnt mit dem Eingang des vollständig und korrekt ausgefüllten Antrags bei dieser Kommission.

Die in Absatz 2 erwähnte Frist kann von der Ethikkommission verlängert werden, wenn dies durch die Komplexität oder den multidisziplinären Charakter des Projekts gerechtfertigt ist. Die Regierung legt die Bedingungen fest.

§ 2. In jedem Projekt wird der Ort angegeben, an dem die Tierversuche durchgeführt werden, sowie der Schweregrad des Tierversuchs.

§ 3. Ein Tierversuch wird nur innerhalb der Einrichtung für Versuchstiere durchgeführt, die vorher als Verwender zugelassen wurde.

§ 4. Die Regierung bestimmt die Bewertungsbedingungen und -kriterien, die ein Projekt erfüllen muss, seinen Inhalt sowie die Verfahren und Modalitäten für die Einreichung, Bewertung und Zulassung eines Projekts, sowie die Bedingungen für die Gewährung, Änderung, Erneuerung, Aussetzung und den Entzug eines Projekts. Diese Bedingungen können Verpflichtungen seitens der Verantwortlichen der Projekte und der Ethikkommissionen voraussetzen.

Art. D.87 - Es wird kein Tierversuch zugelassen, wenn es starke Schmerzen, schwere Leiden oder schwere Ängste verursacht, die voraussichtlich lang anhalten und nicht gelindert werden können.

Die Regierung bestimmt die Bedingungen, die darauf abzielen, die Schmerzen, Leiden oder Ängste der einem Versuch unterzogenen Tiere so gering wie möglich zu halten.

Ist es in Ausnahmefällen aus wissenschaftlich bestätigten Gründen erforderlich, die Verwendung eines Tierversuchs zu genehmigen, der im Sinne von Absatz 1 starke Schmerzen, schwere Leiden oder Ängste verursacht, die voraussichtlich lang anhalten und nicht gelindert werden können, so kann die Regierung eine vorläufige Maßnahme zur Genehmigung dieses Tierversuchs beschließen. Die Regierung stellt dem Parlament diesen Beschluss zu.

Absatz 3 ist nicht auf nichtmenschliche Primaten anwendbar, außer unter den ausdrücklich von der Regierung vorgesehenen Bedingungen.

Art. D.88 - § 1. Jeder Tierversuch wird von einem Versuchsleiter geleitet, der dafür die Verantwortung trägt und ebenfalls für die Anwendung der Maßnahmen bezüglich der Pflege der Tiere nach dem Versuch verantwortlich ist.

§ 2. Wenn der Versuchsleiter Pferde, Hunde, Katzen, Schweine, Wiederkäuer oder nichtmenschliche Primaten verwendet, zieht er zu diesem Zweck einen Tierarzt hinzu, der ebenfalls Fachkenntnisse im Bereich der Versuchstiermedizin besitzt. Er ist mit dem Schutz der Gesundheit und des Wohlbefindens dieser Tiere beauftragt.

Die Regierung bestimmt die Ausbildung, Qualifikation, die Fachkenntnisse und die Verantwortungen des Versuchsleiters.

§ 3. Die Regierung bestimmt den Inhalt der Dokumente, die von dem Versuchsleiter auf dem neuesten Stand gehalten werden müssen, und legt fest, wie sie zu erstellen sind.

Art. D.89 - § 1. Die Tierversuche werden unter Vollnarkose oder mit örtlicher Betäubung durchgeführt und unter Anwendung von Analgesie oder einer anderen geeigneten Methode, um sicherzustellen, dass Schmerzen, Leiden und Ängste auf ein Minimum reduziert werden.

Eine Abweichung von Absatz 1 ist erlaubt, wenn die Betäubung aus einem in Paragraph 2 erwähnten und im Projekt gerechtfertigten Grund unangemessen ist.

Tierversuche, die zu schweren Verletzungen führen, die starke Schmerzen hervorrufen können, werden mit Betäubung durchgeführt.

§ 2. Bei der Entscheidung über die Angemessenheit der Verabreichung von Betäubungsmitteln wird berücksichtigt:

1° ob die Betäubung für das Tier für traumatischer gehalten wird als das Verfahren selbst und

2° ob die Betäubung mit dem Zweck des Verfahrens unvereinbar ist.

§ 3. Ohne eine angemessene Gabe von Betäubungsmitteln oder Analgetika dürfen den Tieren keine Substanzen verabreicht werden, die das Äußern von Schmerzen verhindern oder beschränken.

In diesen Fällen ist eine wissenschaftliche Begründung mit Angaben zu den verordneten Betäubungsmitteln oder Analgetika vorzulegen.

§ 4. Ein Tier, das möglicherweise Schmerzen erleidet, sobald die Betäubung abklingt, ist präventiv und postoperativ mit Analgetika oder anderen geeigneten schmerzlindernden Methoden zu behandeln, vorausgesetzt, dies ist mit dem Zweck des Verfahrens vereinbar.

Sobald der Zweck des Tierversuchs erreicht ist, sind Maßnahmen zu treffen, um das Leiden der Tiere auf ein Minimum zu reduzieren.

Art. D.90 - § 1. Ein Tier darf nur unter geringstmöglichen Schmerzen, Leiden und Ängsten getötet werden.

§ 2. Die Tiere werden in der Einrichtung eines Züchters, Lieferanten oder Verwenders von einer sachkundigen Person getötet, die eine von der Regierung festgelegte entsprechende Schulung erhalten hat und die nachweisen kann, dass sie die erforderlichen Sachkenntnisse besitzt, bevor sie ihre Tätigkeiten ausführt.

Im Rahmen einer Feldstudie darf ein Versuchstier jedoch auch außerhalb einer Einrichtung von einer sachkundigen Person getötet werden.

§ 3. Die Regierung bestimmt die Methoden, Techniken, Verfahren oder Strategien für die Tötung der Tiere, die zu wissenschaftlichen Zwecken verwendet werden können, sowie die anwendbaren Bedingungen und Modalitäten.

Die Regierung bestimmt die Kenntnisse und Qualifikationen, die von der sachkundigen, mit der Tötung der Tiere beauftragten Person verlangt werden.

§ 4. Paragraph 2 ist nicht anwendbar, wenn ein Tier in einer Notsituation aus Gründen des Tierschutzes, der öffentlichen Gesundheit, der öffentlichen Sicherheit, der Tiergesundheit oder des Umweltschutzes getötet werden muss.

Art. D.91 - Innerhalb der festgelegten Fristen erstellt jede Einrichtung für Versuchstiere für jedes Projekt eine nichtfachliche Zusammenfassung und eine rückblickende Bewertung und übermittelt sie der Ethikkommission.

Die Regierung legt die Bedingungen für die rückblickende Bewertung eines Projekts und die nichtfachlichen Zusammenfassung fest.

Art. D.92 - § 1. Ein Tierversuch gilt als beendet:

1° wenn alle Beobachtungen durchgeführt worden sind;

2° wenn bei genetisch veränderten neuen Tierlinien an der Nachkommenschaft keine weiteren Beobachtungen mehr anzustellen sind oder nicht mehr erwartet wird, dass diese Schmerzen, Leiden oder Ängste empfindet oder dauerhafte Schäden erleidet, die denen eines Kanüleneinstichs gleichkommen oder darüber hinausgehen.

§ 2. Am Ende eines Tierversuchs entscheidet ein Tierarzt oder eine andere fachkundige Person darüber, ob ein Tier am Leben bleiben soll. Ein Tier ist zu töten, wenn davon auszugehen ist, dass es weiterhin mittelstarke oder starke Schmerzen, mittelschwere oder schwere Leiden oder Ängste empfinden oder mittelschwere oder schwere dauerhafte Schäden erleiden wird.

Soll ein Tier am Leben bleiben, erhält es die Pflege und Unterbringung, die seinem Gesundheitszustand angemessen ist.

§ 3. Die Regierung schreibt die Bedingungen bezüglich der Bestimmung der Tiere nach Abschluss der Tierversuche, in denen sie verwendet wurden, vor, einschließlich der Bedingungen für die Wiederverwendung eines Tieres.

Soweit möglich, werden die Tiere nach ihrer Verwendung in einem Tierversuch in einem der Art angepassten geeigneten Lebensraum oder Haltungssystem freigesetzt bzw. untergebracht, sofern folgende Bedingungen erfüllt sind:

1° der Gesundheitszustand des Tieres lässt dies zu;

2° es besteht keine Gefahr für die öffentliche Gesundheit, die Gesundheit der Tiere oder die Umwelt;

3° und es werden geeignete Maßnahmen getroffen, um das Wohlbefinden des Tieres sicherzustellen.

§ 4. Eine Einrichtung, die Tiere zu Versuchszwecken hält oder verwendet, entwickelt ein Wiedereingliederungsprogramm im Hinblick auf ihre Adoption.

Art. D.93 - Ein genaues Register mit Informationen über jedes Tier, seine Herkunft und seine Bestimmung wird geführt und zur Verfügung gestellt gemäß den von der Regierung festgelegten Modalitäten.

Die Regierung legt den Inhalt, die Form und die Dauer der Aufbewahrung des Registers fest.

Art. D.94 - Die Regierung legt die Regeln betreffend die Ausbildung und Qualifikation des an den Tierversuchen und der Pflege beteiligten Personals, sowie der von der Regierung für die Durchführung der in dem vorliegenden Kapitel vorgesehenen Aufgaben bezeichneten Dienststellen fest.

Art. D.95 - § 1. Die Regierung kann den Tarif und die Berechnungsmethode der Gebühren für die Einreichung eines Projekts oder für den Antrag auf Änderung eines Projekts festlegen.

Die in Absatz 1 erwähnte Gebühr kann für jedes Projekt pauschal festgelegt werden.

Die Regierung kann für bestimmte Arten von Projekten je nach Zweck oder Art Gebührenbefreiungen vorsehen.

§ 2. Die in Absatz 1 erwähnte Gebühr wird dem in Kapitel 10 erwähnten Haushaltsfonds für das Wohlbefinden der Tiere zugewiesen.

Abschnitt 7 — Transparenz, Kommunikation und Vertraulichkeit

Art. D.96 - § 1. Vertraulich sind:

1° die Arbeiten des in Artikel D.71 erwähnten Ausschusses und der in Artikel D.73 erwähnten Ethikkommissionen;

2° die Kontrollberichte der Einrichtungen für Versuchstiere;

3° die technischen und administrativen Dokumente der Einrichtungen für Versuchstiere, ungeachtet ihrer Art, die Informationen bezüglich der Namen und Anschriften der Einrichtungen und ihres Personals enthalten könnten;

4° die Informationen jeder Art über die zugelassenen und nicht zugelassenen Projekte, ihre Bewertungen, die Versuchsprotokolle und die Betriebsgeheimnisse, mit Ausnahme der nichtfachlichen Zusammenfassungen;

5° die von den Tierärzten erstellten Berichte, was ihre Aufgaben im Rahmen des vorliegenden Kapitels betrifft.

§ 2. Unter Vorbehalt der Wahrung des geistigen Eigentums und der Vertraulichkeit der Daten werden folgende Angaben für die gesamte Wallonie in konsolidierter und anonymer Form veröffentlicht

1° die jährlich erfassten statistischen Daten über die Verwendung der Tiere in den Tierversuchen, die von der europäischen Regelung betroffen sind;

2° die Anzahl der während des vergangenen Jahres durchgeführten Kontrollen und die Anzahl der Protokolle zur Feststellung der Verstöße;

3° die nichtfachliche Zusammenfassung jedes genehmigten Projekts, die anonym verfasst ist und weder den Namen noch die Adresse des Benutzers oder der Personalmitgliedern enthält;

4° die Einzelheiten zu den verwendeten Tierarten je nach der Art des Tierversuchs.

Die Regierung bestimmt den Inhalt der Dokumente, die zur Verbreitung dieser Informationen dienen.

Art. D.97 - Die Regierung legt dem Parlament in der von ihr festgelegten Form jährlich einen Bericht über den Zustand des Wohlbefindens und des Schutzes der Tiere im Rahmen der Tierversuche in der Wallonie vor.

KAPITEL IX — Wallonischer Rat für das Wohlbefinden der Tiere

Art. D.98 - Es wird ein Wallonischer Rat für das Wohlbefinden der Tiere, nachstehend "der Rat" genannt, eingerichtet.

Die Regierung bestimmt die Zusammensetzung und die Arbeitsweise dieses Rates sowie die Art und Weise, wie seine Mitglieder benannt werden. Ihm gehören insbesondere die Vertreter der Tierschutzvereinigungen, der Tierheime, der sich im Interesse der Tiere einsetzenden Vereinigungen, der wissenschaftlichen Forschung, der Tierärzte und der Tierzüchter an.

Die Regierung bezeichnet das Sekretariat des Rates.

Art. D.99 - § 1. Der Rat:

1° prüft Fragen im Zusammenhang mit dem Schutz und dem Wohlbefinden der Tiere;

2° gibt seine Stellungnahme über die Angelegenheiten ab, deren Untersuchung ihm von der Regierung oder dem Minister anvertraut wird. Zudem kann er der Regierung oder dem Minister auf eigene Initiative eine Stellungnahme oder einen Vorschlag unterbreiten.

§ 2. Jährlich wird dem Minister gemäß den von der Regierung festgelegten Modalitäten ein Bericht über die Tätigkeiten des Rates vorgelegt.

KAPITEL X — Haushaltsfonds für das Wohlbefinden der Tiere

Art. D.100 - In Anwendung von Artikel 4 § 1 Absatz 2 des Dekrets vom 15. Dezember 2011 zur Organisation des Haushaltsplans, der Buchführung und der Berichterstattung der wallonischen öffentlichen Verwaltungseinheiten wird innerhalb des Einnahmenhaushaltsplans und des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Region ein Haushaltsfonds für das Wohlbefinden der Tiere eingerichtet, nachstehend der "Fonds" genannt, der sich aus den folgenden drei Abschnitten zusammensetzt.

1° der Abschnitt "Tierschutz und Sensibilisierung für ihr Wohlbefinden";

2° der Abschnitt "Schutz gegen die Aussetzung und Misshandlung von Tieren";

3° der Abschnitt "Schutz der Versuchstiere".

Art. D.101 - Dem Abschnitt "Tierschutz und Sensibilisierung für ihr Wohlbefinden" des Fonds werden ebenfalls zugewiesen:

1° die Summen, die aufgrund der durch oder aufgrund des vorliegenden Gesetzbuches vorgesehenen Abgaben, Beiträge und Gebühren geschuldet werden;

2° die in Artikel D.170 § 3 Absatz 4 des Buches I des Umweltgesetzbuches erwähnten Summen;

3° die von der zuständigen Behörde in Ausführung von Artikel 149bis des Buches I des Umweltgesetzbuches beigetriebenen Summen;

4° die zugunsten der Wallonischen Region getätigten Spenden und Vermächtnisse zur Unterstützung des Schutzes und des Wohlbefindens der Tiere;

5° die Einkünfte, die sich aus den Beiträgen der Europäischen Union zu den Ausgaben des Fonds ergeben.

In Abweichung von Absatz 1 werden die aufgrund der durch oder gemäß Artikel D.15 vorgesehenen Beiträge und Gebühren geschuldeten Beträge diesem Abschnitt "Schutz gegen die Aussetzung und Misshandlung von Tieren" des Fonds zugewiesen.

In Abweichung von Absatz 1 werden die aufgrund der durch oder gemäß Artikel D.95 vorgesehenen Gebühren geschuldeten Beträge diesem Abschnitt "Schutz der Versuchstiere" des Fonds zugewiesen.

Art. D.102 - § 1. Die Einnahmen des Abschnitts "Tierschutz und Sensibilisierung für ihr Wohlbefinden" des Fonds werden zur Finanzierung der durch das vorliegende Gesetzbuch vorgesehenen Ausgaben im Zusammenhang mit der Politik im Bereich des Schutzes und des Wohlbefindens der Tiere verwendet.

Die Ausgaben des Abschnitts "Tierschutz und Sensibilisierung für ihr Wohlbefinden" des Fonds können sich auf Entschädigungen, Zuschüsse oder Leistungen beziehen, einschließlich derjenigen in Zusammenhang mit Betriebs-, Anlage-, Ausstattungs-, Feststellungs-, Ahndungs-, Pfändungskosten oder mit sonstigen Kosten in Verbindung mit Aktionen oder Aufgaben im Rahmen des Fonds, die durch Dritte ausgeführt werden.

Die Ausgaben des Abschnitts "Tierschutz und Sensibilisierung für ihr Wohlbefinden" des Fonds können sich ebenfalls auf Kosten beziehen, die sich aus der Anstellung von Personal innerhalb der Verwaltung ergeben, deren Aufgaben durch und aufgrund des vorliegenden Gesetzbuches vorgeschrieben sind, einschließlich der Aufgaben zur Kontrolle, Ermittlung der Verstöße, Feststellung, Verfolgung, Ahndung der Verstöße in Sachen Wohlbefinden der Tiere.

§ 2. Die Einnahmen des Abschnitts "Schutz gegen die Aussetzung und Misshandlung von Tieren" des Fonds werden vollständig der Finanzierung von Ausgaben im Bereich der Schutzmaßnahmen gegen die Aussetzung und Misshandlung von Tieren zugewiesen, einschließlich der Beteiligung an der Finanzierung von Arbeiten, die innerhalb der Tierheime für den Bau, die Renovierung von Infrastrukturen oder für den Erwerb von Ausrüstungen durchgeführt werden.

§ 3. Die Einnahmen des Abschnitts "Schutz der Versuchstiere" des Fonds werden vollständig der Finanzierung der Betriebskosten des in Artikel D.71 erwähnten Ausschusses und der Finanzierung der durch die Beurteilung und Zulassung der Projekte im Sinne des Artikels D.4 § 2 Ziffer 2 entstandenen Verwaltungskosten zugewiesen. Diese Verwaltungskosten beinhalten die Kosten, die sich aus der Einstellung von Personal innerhalb der Verwaltung für die Durchführung der Aufgaben zur Bewertung und Zulassung der Projekte ergeben.

KAPITEL XI — Kontrolle, Ermittlung, Feststellung, Verfolgung, Ahndung und Wiedergutmachung der Verstöße in Sachen Tierschutz

Art. D.103 - Unbeschadet der Bestimmungen des vorliegenden Kapitels werden die Verstöße gegen die Bestimmungen des vorliegenden Gesetzbuches und seine Ausführungserlasse gemäß den Bestimmungen des Teils VIII des Buches I des Umweltgesetzbuches kontrolliert, ermittelt, festgestellt, verfolgt und bestraft.

Art. D.104 - § 1. Unbeschadet der Befugnisse der Bediensteten, Gerichtspolizeioffiziere und Mitglieder der föderalen und lokalen Polizei werden die Verstöße gegen das vorliegende Gesetzbuch und die in diesem Rahmen erlassenen Bestimmungen oder die europäischen Regeln und Beschlüsse in diesem Bereich von den in Artikel D.140 des Buches I des Umweltgesetzbuches erwähnten Bediensteten kontrolliert, ermittelt und festgestellt.

§ 2. Die Regierung kann eine juristische Person öffentlichen Rechts oder eine auf Initiative der öffentlichen Behörde gegründete juristische Person ermächtigen, im Bereich des Wohlbefindens der Tiere bei der von der Regierung zur Ausführung der Überwachungsaufgaben benannten Dienststelle Unterstützungsaufgaben zu erfüllen. Die Regierung bestimmt die Unterstützungsaufgaben, die ihr ausdrücklich anvertraut werden.

Die benannte juristische Person erfüllt ihre Unterstützungsaufgaben auf loyale und korrekte Art und Weise unter Einhaltung der Gesetzes- und Verordnungsbestimmungen, sowie der damit verbundenen Rundschreiben oder Anweisungen. Zu diesem Zweck leistet das Personal der juristischen Person vor der Ausübung seiner Aufgaben vor dem Minister einen Amtseid.

Die im Rahmen ihrer Aufgaben von der juristischen Person gemachten Beobachtungen und Informationen können von den in Absatz 1 erwähnten Bediensteten verwendet werden. In diesem Fall werden die Beobachtungen und Informationen auf Initiative der in Absatz 1 erwähnten Bediensteten kontrolliert.

Die Regierung legt die Bedingungen und das Verfahren zur Benennung der juristischen Person fest. Sie bestimmt für diese Dienststellen die Rechte und Pflichten sowie die Art der Vergütungen.

Die Regierung bestimmt die Sanktionen, die im Falle der Nichteinhaltung der Pflichten und der Gesetzes- und Verordnungsbestimmungen, an deren Ausführung die juristische Person mitwirkt, verhängt werden können.

§ 3. In Abweichung von den Paragraphen 1 und 2 werden die Verstöße in Bezug auf das Kapitel 8 ausschließlich von den in Artikel D.140 § 1 des Buches I des Umweltgesetzbuches erwähnten Bediensteten kontrolliert, ermittelt und festgestellt.

Art. D.105 - § 1. Einen Verstoß der zweiten Kategorie im Sinne des Buches I des Umweltgesetzbuches begeht derjenige:

1° der ausgenommen aus legitimen Gründen Handlungen vornimmt, die den unnötigen Tod eines Tieres zur Folge haben oder die diesem unnötig Verletzungen, Verstümmelungen, Schmerzen oder Leiden zufügt;

2° der trotz des Entzugs oder der Aussetzung der in Artikel D.6 erwähnten Haltungsgenehmigung ein Tier hält;

3° der ein Tier aussetzt oder aussetzen lässt;

4° der gegen Artikel D.8 verstößt;

5° der die Bewegungsfreiheit eines Tieres derart einschränkt, dass es vermeidbaren Schmerzen, Leiden oder Schäden ausgesetzt ist, oder der gegen die von der Regierung gemäß Artikel D.9 § 2 festgelegten Regeln verstößt;

6° der sich der erforderlichen Pflege für ein ausgesetztes, verlorengegangenes oder streunendes Tier widersetzt oder diese verhindert;

7° der ein Tier über die in Artikel D.13 § 2 erwähnten Fälle hinaus tötet;

8° der gegen Artikel D.23 verstößt oder der die gemäß diesem Artikel festgelegten Bedingungen nicht einhält;

9° der Tiere unter Verstoß gegen die Artikel D.25 oder D.27 oder gegen die gemäß dieser Artikel festgelegten Bedingungen hält oder verwendet;

10° der eine Tätigkeit ausübt oder aufnimmt, die einer Zulassung oder Genehmigung gemäß des vorliegenden Gesetzbuches unterliegt, ohne über diese Zulassung oder Genehmigung zu verfügen, oder ungeachtet der Tatsache, dass diese Zulassung oder Genehmigung ausgesetzt oder entzogen wurde;

11° der unter Verstoß gegen Artikel D.36 oder gegen die gemäß diesem Artikel festgelegten Regeln an einem Tier einen oder mehrere Eingriffe vornimmt oder vornehmen lässt, die zur Amputation oder Verletzung eines oder mehrerer empfindlicher Körperteile führen;

- 12° der unter Verstoß gegen Artikel D.37 oder gegen die gemäß diesem Artikel festgelegten Regeln an einem Tier einen schmerzhaften Eingriff ohne Betäubung vornimmt;
- 13° der gegen Artikel D.39 oder gegen die gemäß diesem Artikel festgelegten Regeln verstößt;
- 14° der unter Verstoß gegen Artikel D.44 Dokumente oder Informationen fälscht oder fälschen lässt, um die Vermarktung oder Abgabe eines Tieres zu erleichtern;
- 15° der unter Verstoß gegen die Artikel D.52, D.53 und D.54 oder gegen die aufgrund dieser Artikel festgelegten Bedingungen ein Tier unter Bedingungen transportiert oder transportieren lässt, unter denen ihnen Verletzungen oder Leiden zugefügt werden könnten;
- 16° der ein Tier tötet oder töten lässt, ohne über die durch oder aufgrund der Artikel D.57 und D.59 erforderlichen Kenntnisse und Fähigkeiten zu verfügen;
- 17° der unter Verstoß gegen Artikel D.57 oder gegen die gemäß diesem Artikel festgelegten Bedingungen ein Tier tötet oder töten lässt, ohne dabei nach der selektivsten, schnellsten und für das Tier schmerzlosesten Methode zu verfahren;
- 18° der unter Verstoß gegen Artikel D.57 oder gegen die gemäß diesem Artikel festgelegten Bedingungen ein Tier tötet oder töten lässt, ohne vorher eine Anästhesie oder Betäubung vorzunehmen;
- 19° der unter Verstoß gegen die in Artikel D.57 § 2 festgelegten Bedingungen ein Tier am Aufzuchtort tötet oder töten lässt;
- 20° der ohne über die in Artikel D.86 erwähnte vorherige Zulassung zu verfügen oder unter Verstoß gegen Artikel D.68 einen Tierversuch vornimmt oder vornehmen lässt;
- 21° der einen Tierversuch vornimmt oder vornehmen lässt, der aufgrund der Artikel D.65 oder D.66 verboten ist, oder der gegen die aufgrund dieser Artikel festgelegten Bedingungen verstößt;
- 22° der Tiere für ihre Verwendung im Rahmen von Tierversuchen unter Verstoß gegen die aufgrund des Artikels D.81 festgelegten Regeln züchtet oder züchten lässt;
- 23° der in freier Wildbahn eingefangene Tiere oder streunende oder verwilderte Tiere von Haustierarten für Tierversuche unter Verstoß gegen Artikel D.82 oder D.83 oder gegen die aufgrund dieser Artikel festgelegten Bedingungen verwendet oder verwenden lässt;
- 24° der einen Tierversuch vornimmt oder vornehmen lässt, ohne die Bedingungen des vorher beurteilten und zugelassenen Projekts gemäß Artikel D.86 einzuhalten;
- 25° der einen Tierversuch außerhalb einer zugelassenen Einrichtung für Versuchstiere oder unter Verstoß gegen die aufgrund des Artikels D.86 § 4 festgelegten Bedingungen durchführt oder durchführen lässt;
- 26° der einen Tierversuch vornimmt oder vornehmen lässt, der starke Schmerzen, schwere Leiden oder Ängste verursacht, die voraussichtlich lang anhalten und nicht gelindert werden können, und der gegen Artikel D.87 oder gegen die gemäß diesem Artikel festgelegten Bedingungen verstößt;
- 27° der unter Verstoß gegen Artikel D.88 einen Tierversuch leitet, ohne Versuchsleiter zu sein, oder der ihn von einer Person leiten lässt, die kein Versuchsleiter ist;
- 28° der unter Verstoß gegen Artikel D.88 oder gegen die gemäß diesem Artikel festgelegten Bedingungen einen Tierversuch an Pferden, Hunden, Katzen, Schweinen, Wiederkäuern oder nichtmenschlichen Primaten durchführt oder durchführen lässt, ohne einen Tierarzt hinzuzuziehen;
- 29° der einen Tierversuch durchführt oder durchführen lässt, der gegen Artikel D.89 oder gegen die gemäß diesem Artikel festgelegten Bedingungen verstößt;
- 30° der unter Verstoß gegen Artikel D.90 oder gegen die gemäß diesem Artikel festgelegten Bedingungen im Rahmen eines Tierversuchs ein Tier tötet oder töten lässt;
- 31° der sich dem Artikel D.92 widersetzt oder gegen ihn verstößt;
- 32° der zur Gewalt gegen Tiere aufruft oder sie fördert, einschließlich bei Tierkadavern.
- § 2. Einen Verstoß der dritten Kategorie im Sinne des Buches I des Umweltgesetzbuches begeht derjenige:
- 1° der ein Tier hält, ohne gemäß Artikel D.6 § 2 über die erforderlichen Sachkenntnisse oder die Fähigkeit zu verfügen, um es zu halten;
- 2° der einem auf einer Weide gehaltenen Tier nicht einen Unterstand im Sinne des Artikels D.10 bietet;
- 3° der ein ausgesetztes, verlorengegangenes oder streunendes Tier hält, ohne gemäß dem vorliegenden Gesetzbuch dazu zugelassen worden zu sein;
- 4° der ein verlorengegangenes Tier nicht gemäß Artikel D.12 § 3 seiner identifizierten verantwortlichen Person zurückgibt;
- 5° der nicht die gemäß Artikel D.13 § 2, Artikel D.18 oder Artikel D.36 § 2 erforderlichen Daten aufbewahrt;
- 6° der ein Tier nicht gemäß Artikel D.15 kennzeichnet oder registriert;
- 7° der ein nicht gekennzeichnetes oder nicht registriertes Tier hält, ohne dazu zugelassen worden zu sein;
- 8° der gegen die von der Regierung gemäß Artikel D.19 verabschiedeten Regeln verstößt;
- 9° der ein Tier unter Verstoß gegen die Artikel D.20 und D.21 hält;
- 10° der die gemäß Artikel D.24 festgelegten Bedingungen nicht einhält;
- 11° der die gemäß Artikel D.26 festgelegten Bedingungen nicht einhält;
- 12° der Tiere nicht einem Tierheim in Anwendung des Artikels D.29 § 3 anvertraut;
- 13° der die Bezeichnung "Tierheim" benutzt, ohne über die erforderliche Zulassung zu verfügen oder ungeachtet der Tatsache, dass diese Zulassung ausgesetzt oder entzogen wurde;
- 14° der die gemäß Artikel D.32 oder D.33 festgelegten Bedingungen nicht einhält;
- 15° der die gemäß Artikel D.34 festgelegten Bedingungen nicht einhält;
- 16° der Tiere, die einem aufgrund von Artikel D.38 verbotenen Eingriff unterzogen wurden, an Tieraustellungen, Expertisen oder Wettbewerben teilnehmen zu lassen oder zu diesen zuzulassen;
- 17° der Zubehör oder Produkte verwendet oder verwenden lässt, die gemäß Artikel D.40 verboten sind oder die gegen die gemäß diesem Artikel festgelegten Bedingungen verstoßen;
- 18° der die gemäß Artikel D.43 festgelegten Bedingungen für die Vermarktung der Tiere nicht einhält;
- 19° der die in Artikel D.45 erwähnten Verbote oder die gemäß diesem Artikel festgelegten Bedingungen nicht einhält oder sich ihnen widersetzt;

20° der das in den Artikeln D.46 oder D.47 erwähnte Verbot der Vermarktung oder Abgabe oder die gemäß diesem Artikel festgelegten Bedingungen nicht einhält oder sich ihnen widersetzt;

21° der unter Verstoß gegen die durch und gemäß Artikel D.49 und D.50 festgelegten Regeln ein Inserat veröffentlicht oder veröffentlichen lässt;

22° der ein Inserat veröffentlicht, ohne dass dieses die gemäß Artikel D.51 erforderlichen Angaben und Vermerke enthält;

23° der unter Verstoß gegen die Artikel D.55 und D.56 oder gegen die gemäß dieser Artikel festgelegten Bedingungen ein Tier auf dem wallonischen Gebiet einführt, einführen lässt, durchreisen lässt oder importiert oder importieren lässt;

24° der unter Verstoß gegen den Artikel D.58 oder gegen die durch und gemäß diesem Artikel festgelegten Bedingungen die Installierung einer Videoüberwachungseinrichtung nicht einhält oder sich ihr widersetzt;

25° der die gemäß Artikel D.59 festgelegten Bedingungen nicht einhält;

26° der bewusst Mitglied des Wallonischen Ausschusses für den Schutz von Versuchstieren oder einer Ethikkommission ist, obwohl er die gemäß Artikel D.71 und D.73 festgelegten Regeln in Sachen Vertraulichkeit oder Interessenkonflikte nicht einhält;

27° der gegen die gemäß Artikel D.76 § 3 festgelegten regelmäßigen Inspektionen verstößt oder sich ihnen widersetzt;

28° der gegen die Einhaltung der gemäß Artikel D.79 festgelegten Bedingungen der Unparteilichkeit und des Fehlens von Interessenkonflikten verstößt oder sich ihnen widersetzt;

29° der nicht über die in Artikel D.80 erwähnte, mit dem Wohlbefinden der Tiere beauftragte Struktur verfügt oder sich ihrer Einrichtung widersetzt;

30° der die durch oder gemäß Artikel D.84 oder D.85 festgelegten Regeln nicht einhält oder sich ihnen widersetzt;

31° der sich der Ausarbeitung eines Projektes im Sinne von Artikel D.4 § 2 Ziffer 2, der nichtfachlichen Zusammenfassung oder einer rückblickenden Bewertung widersetzt oder diese verhindert oder der sie nicht gemäß Artikel D.91 oder unter Verstoß der gemäß diesem Artikel festgelegten Bedingungen übermittelt;

32° der gegen die Führung oder Aktualisierung des in Artikel D.93 erwähnten Registers verstößt oder sich ihr widersetzt oder die nicht die gemäß diesem Artikel festgelegten Bedingungen einhält oder einhalten lässt;

33° der sich unter Verstoß gegen Artikel D.94 oder gegen die gemäß diesem Artikel festgelegten Bedingungen den Anforderungen in Sachen Ausbildung oder Qualifikation des an den Tierversuchen und der Pflege beteiligten Personals widersetzt oder sie nicht einhalten lässt;

34° der in Artikel D.96 erwähnte vertrauliche Informationen verbreitet;

35° der sich der Verbreitung der gemäß Artikel D.96 veröffentlichten Informationen widersetzt, ohne dass er nachgewiesen hat, dass die Verbreitung nicht das geistige Eigentum oder die Vertraulichkeit der Daten beachtet;

36° der ein Tier in einem Fahrzeug derart eingesperrt lässt, dass die Umgebungsbedingungen das Leben des Tieres gefährden könnten;

37° der die aufgrund einer europäischen Regelung in Sachen Wohlbefinden der Tiere erlassenen Bestimmungen verletzt.

Art. D.106 - Ein Verstoß der dritten Kategorie wird wie ein Verstoß der zweiten Kategorie bestraft, wenn die Zuwiderhandlung:

1° von einer Person begangen wird, die diese Tätigkeit beruflich ausübt;

2° bei einem Tier eine der folgenden Konsequenzen hatte:

a) die Gebrauchsunfähigkeit eines Organs;

b) eine schwere Verstümmelung;

c) eine dauerhafte Behinderung;

d) den Tod.

Zur Anwendung der Ziffer 1 versteht man unter einer Person, die eine Tätigkeit beruflich ausübt, jede Person, die eine Tätigkeit ausübt, für die eine Zulassung benötigt wird oder bei der aus der Verwendung von Tieren ein Einkommen erzielt wird.

KAPITEL XII — Schlussbestimmungen

Art. D.107 - Die Regierung trifft alle Durchführungsmaßnahmen der europäischen Verordnungen über das Wohlbefinden der Tiere.

Art. D.108 - Ab dem 1. Januar 2020 wird der Betrag der in diesem Gesetzbuch oder in seinen Ausführungserlassen vorgesehenen Steuern, Gebühren und Abgaben automatisch und von Rechts wegen alle zwei Jahre an den Verbraucherpreisindex in seinem Stand von sechs Wochen vor dem Zeitpunkt der Indexierung angepasst.

Art. D.109 - Wenn die Umweltgenehmigung oder die gemäß dem Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung abgegebene Erklärung fällig geworden ist, ohne Gegenstand einer Erneuerung gewesen zu sein, bleiben die Regeln über die Haltung von Tieren zu Produktionszwecken nach Artikel D.6 § 3 noch ein Jahr ab dem Fälligkeitsdatum gültig.“.

Änderungs-, Aufhebungs- und Schlussbestimmungen

Abschnitt 1 — Änderungsbestimmungen

Unterabschnitt 1 — Änderungen im Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung

Art. 2 - In Artikel 2 des Dekrets vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung wird Absatz 1 durch Folgendes ersetzt:

“Unter dem Gesichtspunkt eines integrierten Konzepts zur Verhütung und Verringerung der Verschmutzung und der Einhaltung der Standards im Bereich des Wohlbefindens der Tiere zielt das vorliegende Dekret darauf ab, den Schutz der Menschen oder der Umwelt gegen Gefahren, Belastungen oder Nachteile, die ein Betrieb mittelbar oder unmittelbar, während oder nach der Betriebstätigkeit verursachen kann, zu gewährleisten, und das Wohlbefinden der Tiere zu wahren, wenn sie Gegenstand der Anlagen und Tätigkeiten des genannten Betriebs sind.“.

Art. 3 - In Kapitel I Abschnitt 2 desselben Dekrets wird ein Artikel *3bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. *3bis* - Die Anlagen und Tätigkeiten halten ungeachtet ihrer Einstufung nach Artikel 3 die Normen im Bereich des Wohlbefindens der Tiere ein."

Art. 4 - In Artikel 4 Absatz 3 desselben Dekrets wird eine Ziffer 10 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"10° gegebenenfalls die Verbesserung der Haltungsbedingungen der Tiere, die Gegenstand der Anlagen und Tätigkeiten sind, und die den von der Regierung bestimmten Behörden mitzuteilende Information über:

- a. die Maßnahmen, die getroffen wurden, um die Bedürfnisse der betreffenden Tiere zu decken;
- b. die Maßnahmen, die im Bereich der Ausbildung des Personals des Betriebs in Sachen Wohlbefinden der Tiere getroffen wurden."

Art. 5 - In Artikel 5 desselben Dekrets werden folgende Abänderungen angebracht:

1° in Paragraph 2 Absatz 2 werden die Wörter "oder dem Wohlbefinden der Tiere" zwischen die Wörter "die mit dem Schutz des Menschen und der Umwelt" und die Wörter "verbunden sind" eingefügt. ;

2° in Paragraph 3 wird Absatz 1 um folgende Wörter ergänzt: ", und gegebenenfalls das Wohlbefinden der Tiere, die Gegenstand der Anlage oder der Tätigkeit sind, zu gewährleisten";

3° in Paragraph 3 Absatz 3 werden die Wörter "oder für den Tierschutz" zwischen die Wörter "das für den Schutz des Menschen und der Umwelt" und die Wörter "erwartete Ergebnis" eingefügt.

Art. 6 - In Artikel 6 Absatz 2 werden die Wörter "oder für den Tierschutz" zwischen die Wörter "das für den Schutz des Menschen und der Umwelt" und die Wörter "erwartete Ergebnis" eingefügt.

Art. 7 - Artikel 10 § 1 Absatz 2 Ziffer 2 desselben Dekrets wird durch Folgendes ersetzt: "2° die Umwandlung oder die Erweiterung eines Betriebs der Klasse 1 oder 2, wenn diese Änderung die Anwendung einer anderen neuen Einstufungskategorie als jene der Klasse 3 zur Folge hat oder wenn sie ihrer Art wegen direkt oder indirekt die Gefahren, Belastungen oder Nachteile auf den Menschen oder die Umwelt erhöht, oder zur Erhöhung der Anzahl Tiere, die Gegenstand des Betriebs sind, oder zum Erreichen der von der Regierung festgelegten Kapazitätsschwellenwerte führt."

Art. 8 - In Artikel 14 § 5 Absatz 1 desselben Dekrets werden die Wörter ", oder um das Wohlbefinden der Tiere zu gewährleisten" zwischen die Wörter "unzureichend sind," und die Wörter "kann die zuständige Behörde" eingefügt.

Art. 9 - In Artikel 17 desselben Dekrets werden folgende Abänderungen angebracht:

1° in Absatz 2 wird eine Ziffer 11 mit folgendem Wortlaut hinzugefügt:

"11° was die Betriebe betrifft, in denen Tiere Gegenstand der Anlagen oder Tätigkeiten sind, die Kenntnis der bedeutenden Auswirkungen des Betriebs auf die betreffenden Tiere und ihr Wohlbefinden und die Identifizierung der zur Gewährleistung des Wohlbefindens der Tiere vorgesehenen Maßnahmen." ;

2° Paragraph 2 wird um einen Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"Wenn Tiere der Gegenstand der Anlagen oder Tätigkeiten sind, umfasst der Antrag ebenfalls eine Akte zur Bewertung der Auswirkungen des Betriebs auf die betreffenden Tiere und ihr Wohlbefinden. Die Regierung bestimmt den Mindestinhalt dieser Akte."

Art. 10 - In Artikel 24 desselben Dekrets wird Absatz 2 um folgende Wörter ergänzt: "oder die Normen in Sachen Wohlbefinden der Tiere nicht einhalten".

Art. 11 - In Artikel 45 § 1 Absatz 1 desselben Dekrets wird eine Ziffer 8 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"8° gegebenenfalls die Höchstanzahl der Tiere, die Gegenstand der Anlagen und Tätigkeiten sein können, und die Modalitäten, die vorgesehen werden, um ihr Wohlbefinden zu gewährleisten."

In Kapitel VIII Abschnitt 2 desselben Dekrets wird ein Artikel *59quinquies* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. *59quinquies* - Die Regierung bestimmt die Verpflichtungen, die der Betreiber eines Betriebs, in dem Tiere der Gegenstand der Anlagen und Tätigkeiten sind, bei seiner Einstellung und Schließung einhalten muss, um das Wohlbefinden der Tiere zu gewährleisten."

Art. 12 - In Artikel 65 § 1 Absatz 1 desselben Dekrets wird eine Ziffer 5 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"5° wenn dies nötig ist, um das Wohlbefinden der Tiere besser zu gewährleisten, was die Betriebe betrifft, in denen Tiere der Gegenstand der Anlagen und Tätigkeiten sind."

Art. 13 - Artikel 71 § 1 Absatz 1 erster Satz desselben Dekrets lautet nun wie folgt: "§ 1. Falls ein Risiko den Umweltschutz oder die Sicherheit oder Gesundheit der Bevölkerung oder das Leben oder das Wohlbefinden der Tiere, die Gegenstand der Anlagen und Tätigkeiten sind, ernsthaft in Gefahr bringt und falls der Betreiber sich weigert, den Anweisungen der von der Regierung bezeichneten Beamten und Bediensteten Folge zu leisten, trifft der Bürgermeister von Amts wegen oder nach Erhalt eines Berichts eines Beamten und Bediensteten unbeschadet der Anwendung anderer Sicherheitsmaßnahmen jegliche Maßnahme, die zur Beseitigung dieser Gefahr nützlich ist, und zwar insbesondere:"

Unterabschnitt 2 — Änderungen in Buch I des Umweltgesetzbuches

Art. 14 - In Art. D.138 Absatz 1 des Buches I des Umweltgesetzbuches, abgeändert durch das Dekret vom 12. Dezember 2014, werden die Wörter "das Gesetz vom 14. August 1986 über den Schutz und das Wohlbefinden der Tiere" durch die Wörter "das Wallonische Gesetzbuch über den Tierschutz" ersetzt.

Art. 15 - In Teil VIII Titel I desselben Gesetzbuches wird ein Artikel D.138*bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. D.138*bis* - Die Bestimmungen des Buches I des Strafgesetzbuches, einschließlich des Kapitels VII, sind auf die in Artikel D.138 erwähnten Bestimmungen und auf die kraft Letzterer verabschiedeten Bestimmungen anwendbar."

Art. 16 - In Teil VIII Titel II Kapitel I desselben Gesetzbuches wird ein Artikel D.140*bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. D.140*bis* - § 1. Die in Artikel D.140 § 1 genannten Bediensteten können jede bestimmte Prüfung und jede bestimmte Kontrolle Sachverständigen anvertrauen, nachdem sich die Regierung mit den anvertrauten Aufgaben einverstanden erklärt hat.

Die anvertrauten Aufgaben dürfen nicht mit Kapitel 8 des Wallonischen Gesetzbuches über den Tierschutz verbunden sein.

Die Sachverständigen handeln nach den von den Bediensteten erteilten Anweisungen. Ihre Kontrollaufgaben erfüllen sie auf gerechte und ordnungsgemäße Weise, unter Einhaltung der gesetzlichen und verordnungsrechtlichen Bestimmungen sowie der einschlägigen Rundschreiben und Anweisungen. Zu diesem Zweck legen sie vor der Ausübung ihrer Leistungen für die anvertraute Aufgabe vor dem von der Funktion her zuständigen Minister den Eid ab.

Die von dem Sachverständigen im Rahmen seiner Aufgaben gemachten Bemerkungen und Mitteilungen können gegebenenfalls von den in Artikel D.140 § 1 genannten Bediensteten, insbesondere zu Zwecken der Aufnahme eines Protokolls, verwendet werden, ohne dass eine zusätzliche Feststellung nötig ist; dieses Protokoll hat bis zum Beweis des Gegenteils Beweiskraft.

§ 2. Die Regierung bestimmt die Liste der Prüfungen und Kontrollen, die Sachverständigen anvertraut werden können, sowie die Verstöße, für welche Letztere zuständig sind. Sie legt die Bedingungen und das Verfahren zur Beauftragung der Sachverständigen mit den in Paragraph 1 genannten Aufgaben fest. Sie bestimmt die erforderliche Fachkunde der Sachverständigen, ihre Rechte und Pflichten, sowie auf welche Weise sie entlohnt werden.

§ 3. Die Regierung bestimmt die Strafmaßnahmen, die auferlegt werden können, wenn die Pflichten und die gesetzlichen und verordnungsrechtlichen Bestimmungen, zu deren Ausführung die Sachverständigen beitragen, nicht beachtet werden.

§ 4. Die Sachverständigen verfügen nicht über die in Titel II Kapitel II genannten Untersuchungsmittel.“.

Art. 17 - In Teil VIII Titel II Kapitel III desselben Buches wird ein Artikel D.149*bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

“Art. D.149*bis* - § 1. Wird oder wurde ein Verstoß festgestellt und betrifft der Verstoß ein oder mehrere lebende Tiere, so kann die administrative Beschlagnahme des Tieres oder der Tiere durch einen in Artikel D.140 des Buches I des Umweltgesetzbuches genannten Bediensteten oder durch den Bürgermeister der Gemeinde, auf deren Gebiet die Tiere in der Regel gehalten werden, beschlossen werden. Der Bedienstete oder der Bürgermeister veranlasst daraufhin die Unterbringung der Tiere in einer geeigneten Aufnahmestelle. Tiere, die trotz eines ausgesprochenen Verbots oder eines Genehmigungsentzugs nach Artikel D.6 des Wallonischen Gesetzbuches über den Tierschutz gehalten werden, können jederzeit von einem in Artikel D.140 des Buches I des Umweltgesetzbuches genannten Bediensteten oder vom Bürgermeister der Gemeinde, auf deren Gebiet die Tiere in der Regel gehalten werden, beschlagnahmt werden.

§ 2. Führt ein in Artikel D.140 genannter Bediensteter oder Bürgermeister eine Beschlagnahme durch oder lässt er sie gemäß Paragraph 1 durchführen, so wird eine Kopie der Beschlagnahmeentscheidung an die von der Regierung bestimmte Dienststelle nach den von der Regierung festgelegten Modalitäten übermittelt. Der Bedienstete fügt seiner Sendung eine Kopie des Protokolls zur Feststellung des Verstoßes bei.

Wurde der Verstoß, der zur Beschlagnahme geführt hat, von einem Polizeibeamten festgestellt, wird eine Kopie des Protokolls innerhalb von fünfzehn Tagen nach Feststellung des Sachverhalts an den Öffentlichen Dienst der Wallonie übermittelt.

§ 3. Die Regierung oder der Bürgermeister legt die Bestimmung des oder der gemäß § 1 beschlagnahmten Tiere fest. Bei dieser Bestimmung handelt es sich um:

- 1° die Rückgabe an den Eigentümer unter Bedingungen;
- 2° den Verkauf;
- 3° die Schenkung zu Volleigentum an eine natürliche oder juristische Person;
- 4° oder die unverzügliche Tötung, falls diese sich als erforderlich erweist.

Besteht die Bestimmung darin, die beschlagnahmten Tiere zu verkaufen, ist es Sache des zu diesem Zweck bestellten Gerichtsvollziehers, zur Verwirklichung dieses Verkaufs und der damit verbundenen Folgemaßnahmen amtlich tätig zu werden.

Die Regierung legt das Verfahren zur Festlegung der Bestimmung der Tiere fest.

§ 4. Erfolgt die Beschlagnahme gemäß den Paragraphen 1 bis 3, so übermittelt der Bedienstete oder der Bürgermeister der für die beschlagnahmten Tiere verantwortlichen Person:

- 1° eine Kopie der Beschlagnahmteurkunde;
- 2° die zweckdienlichen Informationen über den Aufenthaltsort und die Bestimmung der Tiere;
- 3° gegebenenfalls eine Kopie der tierärztlichen Begründung, aus der die Notwendigkeit der sofortigen Tötung gemäß Paragraph 3 Absatz 1 Ziffer 4 hervorgeht.

§ 5. Die in Paragraph 1 genannte Beschlagnahme wird durch die in Paragraph 3 genannte Entscheidung oder, in Ermangelung einer solchen Entscheidung, nach Ablauf einer Frist von sechzig Tagen nach Eingang des in Paragraph 2 genannten Protokolls bei der Verwaltung und der Beschlagnahmeentscheidung von Rechts wegen aufgehoben.

Bei der Berechnung der Frist nach Absatz 1 wird der Tag des Eingangs der in Absatz 1 genannten Unterlagen nicht mit berücksichtigt. Der Tag, an dem die Frist abläuft, wird in der Frist mitgerechnet. Fällt dieser Tag jedoch auf einen Samstag, einen Sonntag oder einen gesetzlichen Feiertag, wird er auf den nachfolgenden Arbeitstag verlegt.

Wird innerhalb der in Absatz 1 genannten Frist keine Entscheidung getroffen, so unterrichtet die Regierung oder der Bürgermeister die für die Tiere verantwortliche Person über die automatische Aufhebung der Beschlagnahme und die Möglichkeit, das Tier an dessen Aufenthaltsort in Besitz zu nehmen. Die Tiere müssen innerhalb von 15 Tagen nach dieser Mitteilung entfernt worden sein. Nach Ablauf dieser Frist geht das Eigentumsrecht an dem Tier automatisch auf die natürliche oder juristische Person über, bei der sie untergebracht sind.

§ 6. Die Kosten, die mit den auf der Grundlage der Paragraphen 1 bis 3 getroffenen Maßnahmen verbunden sind, gehen zu Lasten der für das Tier verantwortlichen Person.

Wenn die in Absatz 1 erwähnten Kosten von der Wallonischen Region oder der Gemeinde vorgestreckt werden, werden sie von der für die Tiere verantwortlichen Person zurückgefordert.

Wenn Tiere verkauft werden, wird die eingemommene Summe vorrangig für die Deckung der in Absatz 1 erwähnten Kosten verwendet. Den eventuellen Restbetrag erhält der Eigentümer.“.

Art. 18 - Artikel D.153 Absatz 1 Ziffer 3 desselben Buches lautet nun: "3° ein materielles Element, das in dem Umstand besteht, dass die menschliche Gesundheit gefährdet worden ist, oder gefährdet werden konnte, oder dass das Leben des Tieres ernsthaft bedroht worden ist."

Art. 19 - Artikel D.157 § 2 desselben Buches wird wie folgt abgeändert:

1° Absatz 1 wird um die Ziffern 6, 7 und 8 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

"6° ein oder mehrere Tiere einer oder mehrerer Arten nicht auf endgültige Weise, oder nicht während eines Zeitraums von drei Monaten bis zehn Jahren zu halten, oder deren Anzahl zu beschränken;

7° zum Entzug der Tierhaltungsgenehmigung nach Artikel D.6 des Wallonischen Gesetzbuches über den Tierschutz;

8° den Betrieb, in dem die Verstöße begangen wurden, während eines Zeitraums von einem bis drei Monaten zu schließen."

2° Paragraph 2 wird um die folgenden Absätze ergänzt:

"In Anwendung von Absatz 1 Ziffer 7 kann der Entzug der Tierhaltungsgenehmigung für einen bestimmten Zeitraum oder aber endgültig angeordnet werden. Der bestimmte Zeitraum darf nicht weniger als drei Monate betragen.

Das Verbot einer Tierhaltung oder der Entzug der Tierhaltungsgenehmigung, das bzw. der vom Richter gemäß Absatz 1 angeordnet wurde, veranlasst, dass der Zuwiderhandelnde im Rahmen der festgelegten Bedingungen direkt, indirekt oder durch eine Zwischenperson nicht mehr ein oder mehrere Tiere halten darf.

Die Beschlüsse zum Entzug einer Tierhaltungsgenehmigung werden in einer Datenbank eingetragen, die nur folgenden Personen zugänglich ist:

1° den Richtern;

2° den sanktionierenden Beamten;

3° den Bediensteten gemäß Artikel D.140;

4° den Bürgermeistern;

5° den Polizeibediensteten und -offizieren.

In den in Artikel D.149bis § 1 genannten Fällen kann der Richter die Beschlagnahme anordnen. In den in Artikel D.149bis § 1 Absatz 2 genannten Fällen wird immer die Beschlagnahme angeordnet. Dies gilt auch, im Falle von Tierkämpfen oder von Schüssen auf Tiere, für die Geldwerte bei Wetten, den Betrag der Eintrittsgebühren und die Gegenstände oder Anlagen, die für diese Kämpfe oder Schüsse dienen."

Art. 20 - In Art. D.159 § 2 Ziffer 8 desselben Buches, eingefügt durch das Dekret vom 12. Dezember 2014, werden die Wörter "das Gesetz vom 14. August 1986 über den Schutz und das Wohlbefinden der Tiere" durch die Wörter "das Wallonische Gesetzbuch über den Tierschutz" ersetzt.

Art. 21 - In Teil VIII Titel VI desselben Buches wird ein Artikel D.163bis mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. D.163bis - Wenn ein Verstoß gegen das Wallonische Gesetzbuch über den Tierschutz oder die kraft dieses Gesetzbuches verabschiedeten Bestimmungen festgestellt wird, kann der sanktionierende Beamte als zusätzliche Strafmaßnahme:

1° die im Wallonischen Gesetzbuch über den Tierschutz genannten Zulassungen und Genehmigungen auf Stellungnahme der für die Gewährung dieser Zulassung oder Genehmigung zuständigen Behörde aussetzen oder entziehen;

2° die Haltung eines oder mehrerer Tiere einer oder mehrerer Arten während eines Zeitraums von einem Monat bis fünf Jahren untersagen, oder deren Anzahl beschränken;

3° die Tierhaltungsgenehmigung nach Artikel D.6 des Wallonischen Gesetzbuches über den Tierschutz entziehen.

In Anwendung von Absatz 1 Ziffer 3 kann der Entzug der Tierhaltungsgenehmigung für einen bestimmten Zeitraum oder aber endgültig angeordnet werden. Der bestimmte Zeitraum darf nicht weniger als ein Monat betragen.

Das Verbot einer Tierhaltung oder der Entzug der Tierhaltungsgenehmigung, das bzw. der vom sanktionierenden Beamten gemäß Absatz 1 angeordnet wurde, veranlasst, dass der Zuwiderhandelnde im Rahmen der festgelegten Bedingungen direkt, indirekt oder durch eine Zwischenperson nicht mehr ein oder mehrere Tiere halten darf.

Die Beschlüsse zum Entzug einer Tierhaltungsgenehmigung werden in einer Datenbank eingetragen, die nur folgenden Personen zugänglich ist:

1° den Richtern;

2° den sanktionierenden Beamten;

3° den Bediensteten gemäß Artikel D.140;

4° den Bürgermeistern;

5° den Polizeibediensteten und -offizieren."

Art. 22 - In Art. D.170 § 3 Absatz 4 desselben Buches, eingefügt durch das Dekret vom 12. Dezember 2014, werden die Wörter "das Gesetz vom 14. August 1986 über den Schutz und das Wohlbefinden der Tiere" durch die Wörter "das Wallonische Gesetzbuch über den Tierschutz" ersetzt.

Unterabschnitt 3 — Änderungen im Dekret vom 6. November 2008 zur Rationalisierung der Beratungsfunktion

Art. 23 - In Artikel 2 § 1 Ziffer 10 des Dekrets vom 6. November 2008 zur Rationalisierung der Beratungsfunktion, abgeändert durch die Dekrete vom 22. Januar 2015 und 16. Februar 2017, werden die Wörter "Artikel 31 des Gesetzes vom 14. August 1986 über den Schutz und das Wohlbefinden der Tiere" durch die Wörter "Artikel D.77 des Wallonischen Gesetzbuches über den Tierschutz" ersetzt.

Abschnitt 2 — Aufhebende Bestimmung

Art. 24 - Folgende Bestimmungen werden aufgehoben:

1° das Gesetz vom 14. August 1986 über den Schutz und das Wohlbefinden der Tiere, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 18. Mai 2017, mit Ausnahme der Artikel 20 bis 30/1;

2° das Gesetz vom 9. Juni 2009 zur Schaffung eines Belgischen Zentrums für Alternativmethoden zu Tierversuchen.

Die Artikel 20 bis 30/1 des Gesetzes vom 14. August 1986 über den Schutz und das Wohlbefinden der Tiere werden an dem von der Regierung festgelegten Datum aufgehoben.

Abschnitt 3 — Übergangsbestimmungen

Art. 25 - Abweichend von Artikel D.27 des Wallonischen Gesetzbuches über den Tierschutz bleibt die Benutzung von Käfigen für die Aufzucht von Legehennen erlaubt,

1° entweder bis zur Fälligkeit der Umweltgenehmigung, wenn diese in Übereinstimmung mit dem Dekret vom 11. März 1999 über die Umweltgenehmigung vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Gesetzbuches ausgestellt worden ist;

2° oder bis zum 1. Januar 2028, wenn die Fälligkeit der in Absatz 1 genannten Genehmigung vor diesem Datum liegt.

Art. 26 - Bis zum 31. August 2019 gilt Artikel D.57 des Wallonischen Gesetzbuches über den Tierschutz nicht für die durch einen religiösen Ritus vorgeschriebenen Schlachtungen.

Die Regierung kann das Verfahren und die Bedingungen für die Kontrollen vorsehen, durch die nachgewiesen wird, dass die Schlachtung im Rahmen eines religiösen Ritus vorgenommen wird.

Art. 27 - Für die in Ausführung des Gesetzes vom 14. August 1986 über den Schutz und das Wohlbefinden der Tiere verabschiedeten Erlasse, die zum Zeitpunkt des Inkrafttretens des Wallonischen Gesetzbuches über den Tierschutz noch bestehen werden, versteht man bis zu deren Aufhebung oder Ersetzung unter "vermarkten": auf den Markt bringen, zum Verkauf anbieten, im Hinblick auf den Verkauf halten, erwerben, transportieren, zur Schau stellen, austauschen, verkaufen, unentgeltlich oder gegen Entgelt abtreten.

Abschnitt 4 — Allgemeine Bestimmung

Art. 28 - Das vorliegende Dekret tritt am 1. Januar 2019 in Kraft.

In Abweichung von Absatz 1 treten die Artikel D.62 bis D.97 des Wallonischen Gesetzbuches über den Tierschutz am von der Regierung festgelegten Datum in Kraft.

Wir verkünden das vorliegende Dekret und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.

Namur, den 4. Oktober 2018

Der Ministerpräsident
W. BORSUS

Die Ministerin für soziale Maßnahmen, Gesundheit, Chancengleichheit, den öffentlichen Dienst
und die administrative Vereinfachung
A. GREOLI

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Forschung, Innovation,
digitale Technologien, Beschäftigung und Ausbildung
P.-Y. JEHOLET

Der Minister für Umwelt, den ökologischen Wandel, Raumordnung, öffentliche Arbeiten,
Mobilität, Transportwesen, Tierschutz, und Gewerbegebiete
C. DI ANTONIO

Der Minister für Haushalt, Finanzen, Energie, Klima und Flughäfen
J.-L. CRUCKE

Der Minister für Landwirtschaft, Natur, Forstwesen, ländliche Angelegenheiten,
Tourismus, Denkmalschutz, und Vertreter bei der Großregion
R. COLLIN

Die Ministerin für lokale Behörden, Wohnungswesen und Sportinfrastrukturen
V. DE BUE

 Fußnote

(1) Sitzung 2017-2018.

Dokumente des Wallonischen Parlaments, 1150 (2017-2018) Nrn. 1 und 1bis bis 12.

Ausführliches Sitzungsprotokoll, öffentliche Sitzung vom 3. Oktober 2018.

Diskussion.

Abstimmung.

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2018/15578]

4 OKTOBER 2018. — Decreet betreffende het Waalse Dierenwelzijnwetboek (1)

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Waalse Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. De volgende tekst vormt het Waalse Dierenwelzijnwetboek:

"HOOFDSTUK I. — Algemene bepalingen

Artikel D.1. Het dier is een gevoelig wezen dat behoeften heeft die volgens zijn aard specifiek zijn.

Dit Wetboek strekt ertoe de gevoeligheid te beschermen en het welzijn van het dier te verzekeren.

Art. D.2. § 1. Het Waalse Gewest voert een beleid dat de bescherming en het welzijn van de dieren beoogt rekening houdende met name met hun fysiologische en ethologische behoeften alsook met hun rollen binnen de maatschappij en het leefmilieu.

In dat opzicht vervult het Waalse Gewest de volgende taken:

1° de burgers over het dierenwelzijn, de bescherming van de dieren en over de wijze waarop ze moeten worden behandeld, informeren en sensibiliseren;

2° het werk en de technieken die ertoe strekken het dierenwelzijn te verbeteren, valoriseren;

3° initiatieven ondersteunen en nemen ter harmonisering van de Europese normen naar een beter beschermingsniveau van de dieren;

4° met de ondersteuning van het onderzoek het dierenwelzijn in alle soorten kwekerijen ondersteunen en bevorderen;

5° de ontwikkeling van alternatieven voor dierproeven stimuleren;

6° de mishandeling bestrijden;

7° voor een opbouwende dialoog tussen de verschillende betrokken partijen inzake dierenwelzijn zorgen.

§ 2. Het beleid van het Waalse Gewest inzake dierenwelzijn past in een internationale en Europese dimensie. Daartoe verdedigt het Waalse Gewest het respect voor het dierenwelzijn en draagt het bij tot de bescherming van de dieren in de Europese Unie en op internationaal vlak.

§ 3. Alle beslissingen en regelgevingen waarvoor het Waals Gewest inzake dierenwelzijn bevoegd is, nemen de oriëntaties van dit artikel in acht.

§ 4. De Regering kan financiële steun verlenen voor initiatieven inzake informatie en bewustmaking ten gunste van het dierenwelzijn volgens de door haar bepaalde modaliteiten.

In het kader van de in het eerste lid bedoelde initiatieven implementeert de Regering, volgens de door haar vastgestelde modaliteiten, een voor minderjarigen bestemde elektronische drager voor educatie en bewustmaking ten gunste van het dierenwelzijn.

Art. D.3. § 1. Dit Wetboek regelt het gedrag van de mens ten opzichte van dieren en bestraft hij die, behalve om gewettigde redenen, handelingen pleegt, waardoor een dier zonder noodzaak omkomt of zonder noodzaak een verminking, een letsel of pijn ondergaat.

§ 2. Dit Wetboek is van toepassing op de gewervelde dieren.

Het is ook van toepassing op sommige bepaalde ongewervelde dieren:

1° wanneer de bepalingen van dit Wetboek het bepalen;

2° voor de bepalingen van dit Wetboek die door de Regering op basis van wetenschappelijke onderzoeken m.b.t. hun zintuiglijke capaciteiten worden bepaald.

HOOFDSTUK II. — Begripsomschrijving

Art. D.4. § 1. Voor de toepassing van dit Wetboek wordt verstaan onder :

1° achterlaten: een dier op om het even welke plaats achterlaten met de bedoeling zich ervan te ontdoen en zonder rechtstreekse overdracht van verantwoordelijkheid te garanderen;

2° het slachten: het doden van dieren bestemd voor menselijk verbruik ;

3° slachthuis: een voor het slachten van landdieren gebruikte inrichting die valt onder de Verordening (EG) nr. 853/2004 van het Europees Parlement en van de Raad van 29 april 2004 houdende vaststelling van specifieke hygiënevoorschriften voor levensmiddelen van dierlijke oorsprong;

4° gezelschapsdier: een dier dat door de mens wordt gehouden of bedoeld is gehouden te worden om hem hoofdzakelijk gezelschap te houden;

5° dier dat voor productiedoeleinden in de landbouw gehouden wordt: een dier gehouden in het kader van een landbouwactiviteit in de zin van het Waals Landbouwwetboek of van een bosbouwactiviteit;

6° huisdier: een dier dat gehouden en gebruikt kan worden in een circus of in een reizende tentoonstelling overeenkomstig de lijst vastgesteld krachtens artikel D.25;

7° exotisch dier: een dier waarvan het soort afkomstig is van een ander ecosysteem dan dat van het Waalse Gewest;

8° vereniging die in het belang van de dieren handelt: een vereniging erkend krachtens artikel D.32;

9° kooi voor de legkippenhouderij: een kooi al dan niet aangepast in de zin van richtlijn 1999/74/EG van de Raad van 19 juli 1999 tot vaststelling van minimumnormen voor de bescherming van legkippen, die bestemd is voor het houden van kippen, of elke soortgelijke ruimte gebruikt in het kader van een landbouwbedrijf dat gebruik maakt van houderijen van batterijkippen;

10° circus: een al dan niet mobiele inrichting waarin dieren gehouden worden en kunsten vertonen waartoe zij aangezet worden door een trainer of africhter tot vermaak van het publiek, met uitzondering van een dierentuin;

11° verhandelen: de acties die ertoe strekken:

a) te koop te stellen;

b) in bezit te houden, te verwerven of tentoon te stellen;

c) te ruilen;

d) te verkopen;

e) onder bezwarende titel af te staan;

12° een dier houden: het regelmatig of tijdelijk in het bezit hebben van een dier, ongeacht de titel ervan;

13° geven: onder kostenloze titel afstaan;

14° kwekerij van gezelschapsdieren: een inrichting waarin gezelschapsdieren voor het fokken worden gehouden en verhandeld worden of waarin jongeren van schone nesten of andere bedrijven die aan de wettelijke bepalingen voldoen, verhandeld of gegeven worden;

15° handelszaak: een al dan niet voor het publiek toegankelijke inrichting waarin andere dieren dan die welke voor productiedoeleinden in de landbouw worden gehouden, worden gehouden om ze te verhandelen of te geven, met uitzondering van inrichtingen die uitsluitend als levende dieren verkopen, ongewervelde dieren en vissen die als aas voor de visserij worden gebruikt alsook vissen die in bassins worden gehouden en bestemd zijn om te leven in vijvers of slechts één van deze categorieën dieren;

16° bedwelmen: elk opzettelijk toegepast procédé dat een pijnloos bewustzijns- en gevoeligheidsverlies veroorzaakt, met inbegrip van elk procédé waarbij de dood onmiddellijk intreedt;

17° tentoonstelling van dieren: een verzameling van dieren gehouden met het doel de eigenschappen van de dieren te laten beoordelen of ze ten educatieve titel te vergelijken of voor te stellen en waarvan het hoofddoel niet van handelsaard is;

18° reizende tentoonstelling : een mobiele inrichting waarin dieren tentoongesteld worden;

19° pleeggezin: een geregistreerde natuurlijke of rechtspersoon die op een bepaalde plaats tijdelijk onderdak en nodige zorgen aan dieren verleent, overeenkomstig de door de Regering bepaalde voorwaarden;

20° beheerder van een instelling : de natuurlijke of rechtspersoon die de inrichting beheert of exploiteert;

21° gesloten groep: een op basis van een inschrijving of identificatie op sociale netwerken gecreëerde ruimte die enkel toegankelijk is voor personen die door de beheerder van de ruimte toegelaten worden en waarvan de inhoud enkel door die personen ingezien kan worden;

22° ponycarroussel: een kermisattractie bestaande uit een piste waar paardachtigen bereiden kunnen worden door het publiek of die dienen als trekkracht;

23° gemeentelijke markt: een bijeenkomst van ambulante handelaars die, op vaste periodes, op een openbare plaats erkend door het gemeentebestuur waren verhandelen of geven;

24° dierenmarkt: een verzameling van dieren gehouden met het doel die te verhandelen;

25° Minister : de Minister van Dierenwelzijn;

26° het doden: elk opzettelijk procédé dat de dood van een dier veroorzaakt;

27° dierentuin: een inrichting die minstens zeven dagen per jaar voor het publiek toegankelijk is, waar levende dieren behorende tot niet gedomesticeerde soorten worden gehouden en tentoongesteld, met inbegrip van dierenparken, safariparken, aquaria en gespecialiseerde verzamelingen, evenwel met uitzondering van circussen, rondreizende tentoonstellingen en handelszaken voor dieren of andere soorten inrichtingen bepaald door de Regering;

28° dierenpensioen: een instelling waar gedurende beperkte tijd en tegen vergoeding, onderdak en nodige zorgen aan door hun verantwoordelijke toevertrouwde dieren worden verleend;

29° dierenasiel: een al dan niet openbare erkende instelling die beschikt over de gepaste uitrusting om huisvesting en onderdak en nodige zorgen te verschaffen aan verloren, achtergelaten, vrijwillig onder kostenloze titel afgestane, in beslag genomen of verbeurdverklarde dieren, met uitzondering van de inrichtingen die door de bevoegde overheden erkend zijn voor opvang van uitsluitend dieren die tot de inheemse fauna behoren;

30° verantwoordelijke van een dier: iedere persoon, eigenaar of houder van een dier, die er gewoonlijk een onmiddellijk beheer of toezicht op uitoefent;

31° gespecialiseerd tijdschrift of gespecialiseerde website: een tijdschrift of een website waarvan de advertenties uitsluitend verband houden met de verhandeling van dieren of van goederen en diensten die rechtstreeks daarop betrekking hebben;

32° vervoer: de verplaatsing van dieren met behulp van een of meerdere vervoermiddelen en de daarmee samenhangende activiteiten, zoals laden, lossen, overladen en rusten, tot aan het moment waarop alle dieren op de plaats van bestemming zijn uitgeladen;

33° reis: de hele vervoerverrichting van de plaats van vertrek tot de plaats van bestemming, met inbegrip van het lossen, het huisvesten en het laden op tussenliggende punten van het vervoer;

34° lange reis: een reis die acht uren overschrijdt vanaf het moment waarop het eerste dier van de partij wordt verplaatst.

§ 2. Voor de toepassing van Hoofdstuk 8 wordt verstaan onder :

1° dierproef: elk al dan niet invasief gebruik van een dier voor experimentele of andere wetenschappelijke doeleinden, waarvan het resultaat bekend of onbekend is, of voor onderwijskundige doeleinden, die bij het dier evenveel of meer pijn, lijden, angst of blijvende schade kan veroorzaken als het inbrengen van een naald volgens goed diergeneeskundig vakmanschap;

2° project: elk werkprogramma met een welomschreven wetenschappelijk doel dat een of meer dierproeven omvat;

3° inrichting voor proefdieren: elke installatie, elk gebouw, elke groep van gebouwen of elk ander pand, met inbegrip van ruimten die niet volledig zijn afgeperkt of overdekt, alsook verplaatsbare voorzieningen;

4° kweker: elke natuurlijke persoon of elke rechtspersoon die door de Regering te bepalen dieren fokt teneinde hen te gebruiken in proeven of hun weefsels of organen voor wetenschappelijke doeleinden te gebruiken, al dan niet met winstoogmerk;

5° leverancier: elke natuurlijke persoon of elke rechtspersoon die geen kweker is en die dieren levert voor gebruik in proeven of voor het gebruik van hun weefsels of organen voor wetenschappelijke doeleinden, al dan niet met winstoogmerk;

6° Minister : de Minister van Dierenwelzijn;

7° gebruiker: elke natuurlijke persoon of elke rechtspersoon die dieren in proeven gebruikt, al dan niet met winstoogmerk.

Wat 1° betreft, omvat dit iedere handeling waarvan het doel of het mogelijke gevolg de geboorte of het uit het ei breken van een dier is, dan wel het in een dergelijke toestand brengen en houden van een genetisch gemodificeerde dierenvariëteit, maar omvat niet het doden van dieren met als enig doel het gebruik van hun organen of weefsels.

HOOFDSTUK III. — *Het houden van dieren*

Afdeling 1 - Algemeenheden

Art. D. 5. Met uitzondering van artikel D.7 is dit hoofdstuk niet van toepassing op dieren gehouden in het kader van een dierproef geregeld overeenkomstig Hoofdstuk 8.

Onderafdeling 1. — Algemene beginselen

Art. D.6. § 1. Een vergunning is nodig om een dier te houden.

Elke persoon is van rechtswege en op immateriële wijze houder van de in het eerste lid bedoelde vergunning, voor zover de vergunning niet voortdurend of tijdelijk is ingetrokken krachtens een rechterlijke of administratieve beslissing die in kracht van gewijsde is gegaan, wegens een overtreding van dit Wetboek of de uitvoeringsbesluiten ervan. Wanneer de persoon die het dier houdt, een natuurlijke persoon is, moet ze meerjarig zijn.

§ 2. Onverminderd § 1 moet elke persoon die een dier houdt, vaardig en bekwaam zijn om bedoeld dier te houden.

Op advies van de "Conseil wallon du bien-être des animaux" (Waalse raad voor dierenwelzijn) kan de Regering regels vaststellen wat betreft de nodige vaardigheden en bekwaamheden van de personen die een dier houden. Zij kan met name het houden van een dier onderwerpen aan een systeem van vergunningen.

§ 3. Voor wat betreft de dieren die voor productiedoeleinden in de landbouw binnen de inrichting gehouden worden, geldt de overeenkomstig het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning verleende milieuvergunning of verrichte aangifte als vergunning voor het houden van een dier bedoeld in § 1.

Art. D.7. Het is verboden een dier achter te laten.

Onderafdeling 2. — Voorwaarden inzake onderdak en houden

Art. D.8. § 1. Ieder persoon verschaft het dier dat hij houdt, voeding, verzorging en huisvesting of onderdak die in overeenstemming zijn met zijn aard, zijn fysiologische en ethologische behoeften, zijn gezondheidstoestand en zijn graad van ontwikkeling, aanpassing of domesticatie.

De ruimte, de verlichting, de temperatuur, de luchtvochtigheid, de verluchting en de overige milieuvoorwaarden moeten overeenstemmen met de fysiologische en ethologische behoeften van de soort.

§ 2. De Regering kan bijkomende regels betreffende de voorwaarden inzake het houden en de huisvesting voor de verschillende soorten en categorieën dieren vaststellen.

§ 3. Dit artikel doet geen afbreuk aan de normen vastgesteld voor de kwekerijen van dieren gehouden voor productiedoeleinden in de landbouw.

Art. D.9. § 1. Niemand mag de bewegingsvrijheid van een dier dat zodanig beperken dat het aan vermijdbare pijnen, lijden of letsels is blootgesteld. Een dier mag niet voortdurend vastgemaakt worden.

In de gevallen die geen afbreuk doen aan het eerste lid moet het vastgemaakte of opgesloten dier voldoende ruimte en bewegingsvrijheid krijgen, in overeenstemming met zijn fysiologische en ethologische behoeften.

§ 2. De Regering kan:

1° bijkomende regels betreffende de bewegingsvrijheid van de verschillende soorten en categorieën dieren vaststellen;

2° sommige methodes verbieden die de bewegingsvrijheid van een dier beperken.

Art. D.10. Elk dier dat buiten wordt gehouden beschikt over een natuurlijke beschutting of een schuilhok die het dier kan beschermen tegen de schadelijke gevolgen van wind, zon en regen.

Bij gebrek aan een in het eerste lid bedoelde schuilplaats en bij weersomstandigheden die van invloed kunnen zijn op zijn welzijn, wordt het dier op een geschikte plaats ondergebracht.

Onderafdeling 3. — Achtergelaten, verloren en zwervende dieren

Art. D. 11. De gemeente beheert de op haar grondgebied achtergelaten, verloren en zwervende dieren overeenkomstig deze onderafdeling. Ze kan een overeenkomst sluiten om een dierenasiel of een dierentuin aan te wijzen waaraan deze dieren overeenkomstig artikel D.12 rechtstreeks worden toevertrouwd. Deze aanwijzing wordt ter attentie van de bevolking bekendgemaakt.

De Regering kan de minimale inhoud van de in het eerste lid bedoelde overeenkomst vaststellen en de modaliteiten bepalen volgens welke de dieren aan het dierenasiel worden toevertrouwd.

Art. D.12. § 1. Elke persoon die een achtergelaten, verloren of zwervend dier vindt, verwittigt zo spoedig mogelijk de gemeente van de plaats waar het dier is gevonden. De gemeente plaatst onmiddellijk het dier:

1° in een dierenasiel dat, in voorkomend geval, de in artikel D.11 bedoelde overeenkomst heeft ondertekend;

2° in een dierentuin, wanneer de soort het vereist.

In afwijking van het eerste lid, 1°, stelt het dierenasiel, wanneer er geen ruimte is om het dier in goede omstandigheden op te vangen om het de nodige zorg te verlenen, een pleeggezin voor dat het betrokken dier kan opvangen en het zorg en een passende huisvesting kan verschaffen.

Bij gebrek aan ruimte in de dierenasielen en pleeggezinnen kan de Regering een andere verblijfplaats bepalen volgens de modaliteiten en voorwaarden die zij vaststelt.

§ 2. Bij de aankomst van een dier waarvoor een identificatie- en registratieplicht geldt, gaat de persoon die overeenkomstig § 1 voor de huisvesting ervan zorgt, na of bedoeld dier een identificatieteken draagt.

Voor de dieren die een identificatieteken dragen, probeert de voor de verzorging van het dier verantwoordelijke persoon de verantwoordelijke van het dier terug te vinden en verwittigt hij laatstgenoemde zo spoedig mogelijk wanneer het dier wordt geïdentificeerd.

§ 3. Het dier wordt gedurende 20 dagen te rekenen van de dag waarop het opgevangen is, ter beschikking gesteld van zijn verantwoordelijke. Na afloop van die termijn wordt het dierenasiel of de dierentuin er de eigenaar van.

§ 4. De persoon die zijn dier achtergelaten of verloren is, moet de kosten voor de ontferming over het dier betalen, ongeacht of het al dan niet aan hem wordt teruggegeven.

Art. D.13. § 1. Wanneer het opgevangen achtergelaten, verloren of zwervend dier gewond raakt, moet de nodige zorg worden verleend voordat het dier overeenkomstig artikel D.12 wordt toevertrouwd.

De Regering wijst de persoon aan die de kosten eigen aan die zorg moet betalen.

§ 2. In afwijking van § 1 kan het achtergelaten, verloren of zwervend dier onverwijd gedood worden:

1° op beslissing van de burgemeester wanneer er dwingende en dringende redenen van openbare veiligheid zijn;

2° op beslissing van een dierenarts die het om welzijnredenen nuttig acht.

De identificatiegegevens van het dier alsook de redenen van het doden worden tijdens één jaar door de gemeente en door de persoon die krachtens artikel D.12 voor de huisvesting ervan zorgt, bewaard. De redenen worden aan de verantwoordelijke van het dier meegedeeld wanneer bedoeld dier geïdentificeerd kan worden.

De verantwoordelijke van het dier dat wegens de in het eerste lid bedoelde redenen gedood is, moet de aan het doden eigen kosten betalen.

Art. D.14. Wanneer het gezelschapsdier overeenkomstig onderafdeling 4 het voorwerp uitmaakt van een identificatie- en registratieplicht, identificeert de gemeente het op het openbaar domein dood gevonden gezelschapsdier en brengt ze er de verantwoordelijke van het dier in kennis daarvan.

Onderafdeling 4. — Identificatie van de gezelschapsdieren

Art. D.15. § 1. Voor de door haar bepaalde soorten kan de Regering maatregelen nemen om de gezelschapsdieren te identificeren en te registreren. In dit geval bepaalt ze het tarief van de heffing voor de identificatie en de registratie ten laste van de verantwoordelijke van het dier.

De verantwoordelijke van een gezelschapsdier laat bedoeld dier identificeren en registreren volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten.

§ 2. De heffing voor de identificatie en de registratie van een gezelschapsdier kan verhoogd worden met een bijdrage voor de bestrijding van achterlatingen, waarvan het bedrag door de Regering wordt bepaald.

Voor honden en katten wordt het bedrag van de in het eerste lid bedoelde bijdrage bepaald op:

1° 4 euro per hond en 1 euro per kat wanneer de persoon die tot de identificatie en de registratie overgaat, een particulier is;

2° 20 euro per hond en 5 euro per kat wanneer de persoon die tot de identificatie en de registratie overgaat, over een erkenning in de zin van artikel D.28 beschikt.

§ 3. De in § 2 bedoelde bijdrage is ten laste van de persoon die tot de identificatie en de registratie overgaat. Deze bijdrage wordt bestemd voor de afdeling "bescherming tegen het achterlaten en de mishandeling van dieren" van het in hoofdstuk 10 bedoelde Begrotingsfonds voor Dierenwelzijn.

De dierenasielen, de verenigingen die in het belang van de dieren handelen en de pleeggezinnen worden van de betaling van de bijdrage vrijgesteld.

De Regering bepaalt de modaliteiten voor de inning van de heffing en van de bijdrage.

Art. D.16. § 1. Wanneer een gezelschapsdier geïdentificeerd en geregistreerd wordt, wordt de persoon voor wie is meegedeeld dat hij verantwoordelijk is voor het dier, geacht de eigenaar ervan te zijn.

Dit vermoeden is weerlegbaar door alle rechtsmiddelen.

§ 2. De Regering bepaalt de gevallen volgens welke het in § 1 bedoelde vermoeden niet van toepassing is.

Art. D.17. Niemand mag een niet-geïdentificeerd of niet-geregistreerd dier overeenkomstig de bepalingen van dit Wetboek en de uitvoeringsbesluiten daarvan houden.

Het eerste lid is niet van toepassing op de dierenasielen, de pleeggezinnen en de door de Regering bepaalde verenigingen die in het belang van het dier handelen.

Art. D.18. Wanneer een dierenarts vaststelt dat een gezelschapsdier dat hem wordt voorgesteld, niet-geïdentificeerd en niet-geregistreerd wordt overeenkomstig de bepalingen van dit Wetboek en de uitvoeringsbesluiten ervan, gaat hij, behalve schriftelijke weigering van de verantwoordelijke van het dier, over tot de identificatie en de registratie van het dier op kosten van de verantwoordelijke van het dier.

In voorkomend geval bewaart de dierenarts de in het eerste lid bedoelde weigering tijdens twee jaar en maakt hij ze over volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten.

Onderafdeling 5. — Controle op de voortplanting van dieren

Art. D.19. § 1. Om hun welzijn te verzekeren kan de Regering maatregelen treffen om de voortplanting van sommige dieren te beperken. Deze maatregelen kunnen betrekking hebben op een specifieke groep of een bepaald dier.

De Regering kan financiële steun verlenen voor elk initiatief in dat verband volgens de door haar bepaalde modaliteiten.

§ 2. Paragraaf 1 doet geen afbreuk aan de regelgevingen toepasselijk op dieren gehouden voor productiedoeleinden in de landbouw.

Onderafdeling 6. — Dieren die gehouden mogen worden

Art. D.20. § 1. De Regering kan lijsten van categorieën dieren vaststellen om er het houden van te beperken.

Wanneer een dergelijke lijst wordt vastgesteld, mogen alleen de in de lijst bedoelde soorten gehouden worden.

§ 2. In afwijking van § 1, tweede lid, mogen de soorten die niet in de vastgestelde lijsten worden opgenomen, gehouden worden door:

1° een dierentuin;

2° een gespecialiseerde particulier of een landbouwer:

a) voor de dieren gehouden voor de datum van inwerkingtreding van de betrokken lijst, of;

b) erkend na advies van de in artikel D.22 bedoelde Commissie;

3° een dierenarts voor de dieren die tijdelijk voor diergeneeskundige verzorging worden toevertrouwd;

4° een dierenasiel of een pleeggezin, voor de dieren:

a) in beslag genomen en geplaatst in het dierenasiel of in een pleeggezin overeenkomstig artikel D.149bis van Boek I van het Milieuwetboek of;

b) verloren of achtergelaten voor zover het gaat om dieren beoogd bij de erkenning van het dierenasiel.

De Regering bepaalt de procedure en de voorwaarden voor de toepassing van het eerste lid, 2°.

Er wordt een retributie verschuldigd voor de in het eerste lid, 2°, b) bedoelde erkenningsaanvraag, volgens het door de Regering bepaalde tarief.

Art. D. 21 Het is verboden de volgende dieren te houden:

1° een walvisachtige;

2° dieren bestemd uitsluitend of voornamelijk voor de productie van pels.

Onderafdeling 7. — De “Commission wallonne des parcs zoologiques” (Waalse Dierentuinencommissie)

Art. D.22. § 1. De Regering richt een Waalse Dierentuinencommissie op, die belast is met de volgende opdrachten:

1° advies uitbrengen over de vaststelling van normen betreffende de dierentuinen en het houden van exotische dieren;

2° advies uitbrengen voor de erkenning van de gespecialiseerde particulier en de landbouwer bedoeld in artikel D.20, § 2, 2°, b);

3° elke opdracht in verband met het houden van exotische dieren die haar worden toevertrouwd door de Regering of de Minister.

§ 2. De Regering bepaalt de samenstelling en de werking van de Waalse Dierentuinencommissie alsook de aanwijzingsregels van haar leden. De leden zijn deskundigen erkend voor hun studies of hun gespecialiseerde vaardigheden betreffende het gedrag van de diersoorten, de voorwaarden voor de huisvesting van dieren of de pedagogische aspecten in dierentuinen.

§ 3. Een activiteitenverslag van de activiteiten van de Waalse Dierentuinencommissie wordt jaarlijks aan de Minister overgemaakt.

Afdeling 2. — Gebruik van dieren voor ontspanningsdoeleinden

Art. D.23. Het is verboden:

1° diereengevechten of schietoefeningen op dieren te organiseren, er met zijn dieren of als toeschouwer aan deel te nemen, eraan op enigerlei wijze medewerking te verlenen of over de uitslag ervan weddenschappen in te richten of aan deze weddenschappen deel te nemen;

2° een dier te gebruiken voor africhting, encenering, reclame of gelijkaardige doeleinden wanneer het kan leiden tot vermijdbare pijn, lijden of letsel;

3° honden te gebruiken als dieren voor de tractie, onder voorbehoud van de afwijkingen toegekend onder de door de Regering bepaalde voorwaarden;

4° paardachtigen te gebruiken in een ponycarrousel.

In afwijking van het eerste lid, 4°, worden het houden en het gebruik van paardachtigen in een ponycarrousel tot 31 december 2022 toegelaten voor de verantwoordelijke van een ponycarrousel die reeds actief is en die geregistreerd is binnen de door de Regering bepaalde termijn. De Regering legt de registratieprocedure vast.

Art. D. 24. De Regering kan maatregelen voorschrijven om het welzijn van dieren te verzekeren die voorgesteld worden in dierentoonstellingen of die voor africhting, reclame, encenering, wedstrijden, competities, demonstraties, kermissen of gelijkaardige doeleinden worden gebruikt.

In het kader van de in het eerste lid bedoelde evenementen bepaalt de Regering volgens de gevallen:

1° de regels die worden opgelegd aan de organisatoren en hun aangestelden;

2° de verboden stoffen die als doel hebben de prestaties van dieren te beïnvloeden of die het testen van dergelijke stoffen kunnen verhinderen .

Art. D.25. § 1. De andere dieren dan de huisdieren mogen niet gehouden worden, noch gebruikt worden in de circussen en rondreizende tentoonstellingen.

§ 2. De Regering bepaalt:

1° de lijst van de huisdieren die gehouden mogen worden en gebruikt mogen worden in de circussen en rondreizende tentoonstellingen;

2° de voorwaarden die voor het welzijn van de in 1° bedoelde nageleefd moeten worden.

De in het eerste lid, 2°, bedoelde voorwaarden hebben met name betrekking op:

1° de identificatie van de dieren en van hun verantwoordelijken;

2° de begeleiding;

3° de huisvesting;

4° het vervoer;

5° de omgang met de dieren;

6° het aantal en de bekwaamheid van het personeel ;

7° de standplaatsen.

Afdeling 3. — Het houden door vaklieden

Onderafdeling 1. — Dieren gehouden voor productiedoeleinden in de landbouw

Art. D.26. De Regering kan specifieke regels inzake dierenwelzijn vaststellen voor het houden van de dieren gehouden voor productiedoeleinden in de landbouw.

De Regering kan financiële steun verlenen voor elk initiatief waarbij, voor het houden van dieren, op vrijwillige wijze betere voorwaarden inzake dierenwelzijn worden bepaald of uitgevoerd. Ze bepaalt de modaliteiten van die steun.

Art. D.27. De installatie of het in gebruik nemen van kooien voor de legkippenhouderij is verboden.

Onderafdeling 2. — Dieren gehouden voor andere doeleinden dan de landbouwproductie

Art. D.28. § 1. De exploitatie van een kwekerij van gezelschapsdieren met betrekking tot honden of katten, een asiel, een dierenpensioen, een handelszaak voor dieren of een dierentuin is onderworpen aan een voorafgaande erkenning.

Voor andere inrichtingen of andere kwekerijen dan die bedoeld in het eerste lid en voor bepaalde soorten inrichtingen met beperkte capaciteiten kan de Regering:

1° de in het eerste lid bedoelde verplichting uitbreiden;

2° de erkenningsplicht vervangen door een vergunnings- of registratieplicht volgens de door haar bepaalde procedure en voorwaarden.

§ 2. De erkenning wordt met name geweigerd wanneer niet aan de voorwaarden voor het verlenen van de erkenning wordt voldaan of wanneer de vergoeding niet wordt betaald.

§ 3. De beheerder van de inrichting en zijn aangestelden leven de erkenningsvoorwaarden na.

De Regering bepaalt de voorwaarden voor de uitoefening van de in § 1 bedoelde activiteiten . Die voorwaarden kunnen met name betrekking hebben op de bevoegdheden en de vorming van het in dienst zijnde personeel.

§ 4. De lijst van de erkende inrichtingen wordt bekendgemaakt op de website van de Waalse Overheidsdienst en om de drie maanden bijgewerkt.

§ 5. De Regering kan elk initiatief ondersteunen waarbij, voor het houden van dieren, op vrijwillige wijze betere voorwaarden inzake dierenwelzijn worden bepaald of uitgevoerd. Ze bepaalt de modaliteiten van die steun.

Art. D.29. § 1. De Regering kan op elk ogenblik de in artikel D.28 bedoelde erkenning schorsen of intrekken, indien ze niet meer aan de erkenningsvoorwaarden voldoet of bij overtreding van dit Wetboek of van de uitvoeringsbesluiten ervan.

Voor de eigenaar en de beheerders van de inrichting, de verantwoordelijke personen voor het welzijn van of het toezicht op de dieren en degenen die verantwoordelijk zijn voor de in de eerste alinea bedoelde overtreding, houdt de in het eerste lid bedoelde intrekking het verbod in om tijdens een minimale duur van twee jaar een erkenning zoals bedoeld in artikel D.28 rechtstreeks of onrechtstreeks aan te vragen. Tijdens deze periode mogen die personen bovendien geen inrichting zoals bedoeld in artikel D.28 rechtstreeks of onrechtstreeks beheren of er een direct of ondirect toezicht uit te oefenen op de dieren.

§ 2. De gewestelijke sanctionerend ambtenaar kan overgaan tot de schorsing of de intrekking van de erkenning overeenkomstig artikel D.163bis van Boek I van het Milieuwetboek. De intrekking van de erkenning heeft de in § 1, tweede lid, bedoelde effecten tot gevolg.

§ 3. Wanneer de in het kader van de inrichting gebruikte dieren na de intrekking van haar erkenning steeds in de inrichting gehouden worden, staat de houder van de erkenning binnen vijftien dagen na de intrekking van de erkenning de dieren af aan elke persoon die ze krachtens dit Wetboek kan houden. De op die manier aangewezen personen verlenen aangepaste zorgen en onderdak aan de dieren.

Bij gebrek aan afstand binnen de in het eerste lid bedoelde termijn worden die dieren definitief afgestaan aan één of meerdere dierenasielen of aan één of meerdere pleeggezinnen die door de dierenasielen worden voorgesteld.

De Regering bepaalt de modaliteiten van de in het eerste lid en het tweede lid bedoelde afstand.

Bij gebrek aan ruimte in de dierenasielen en pleeggezinnen kan de Regering een andere verblijfplaats bepalen volgens de modaliteiten en voorwaarden die zij vaststelt.

Art. D.30. § 1. De Regering bepaalt de voorwaarden en modaliteiten voor de toekenning, de handhaving, de verlenging, de schorsing en de intrekking van de erkenning van de in artikel D.28 bedoelde inrichtingen naar gelang van de aard van de inrichting, van de gehouden diersoorten en van hun aantal.

Voor de erkenning van de dierentuinen kan de Regering de in het eerste lid bedoelde voorwaarden bepalen na advies van de in artikel D.22 bedoelde Waalse Dierentuinencommissie.

§ 2. De Regering bepaalt het bedrag van de retributie die de erkenningskosten dekt, en kan er de dierentuinen van vrijstellen.

Art. D.31. § 1. Het is verboden de benaming "dierentuin" te gebruiken zonder in het bezit te zijn van de in artikel D.28 bedoelde erkenning.

§ 2. Elke dierentuin deelt uiterlijk op 31 maart een jaarlijks activiteitenverslag aan de Minister mede, dat minstens de statistieken betreffende het aantal opgevangen dieren, het aantal adopties en het aantal uitgevoerde dodingen bevat.

Het in het eerste lid bedoelde verslag maakt melding van de betrekkingen die het dierenasiel heeft met de verenigingen die in het belang van de dieren handelen en met pleeggezinnen.

De Regering kan de vorm en de inhoud van het in het eerste lid bedoelde verslag nader bepalen en kan voorzien in elke maatregel die de bevordering van het herplaatsen van dieren van de in dierenasielen gehuisveste dieren beoogt.

§ 3. Een platform waarmee het publiek ingelicht kan worden over de binnen elk dierenasiel beschikbare plaatsen, wordt door de Regering opgericht en bijgewerkt. De dierenasielen werken actief mee aan dit platform, waarbij ze de relevante gegevens regelmatig overmaken.

Art. D.32. § 1. De uitoefening van sommige opdrachten door een vereniging wordt onderworpen aan een voorafgaande erkenning.

De in het eerste lid bedoelde opdrachten zijn:

- 1° de adoptiehulpverlening;
- 2° de sterilisatie van zwervende dieren;
- 3° het beheer en de supervisie van pleeggezinnen;
- 4° de organisatie van de tenlasteneming van achtergelaten, verloren en zwervende dieren,
- 5° de tenlasteneming van de dieren die niet ter adoptie kunnen worden aangeboden;
- 6° de hulp en de steun voor mishandelde dieren.

§ 2. De Regering bepaalt de voorwaarden en modaliteiten voor de toekenning, de handhaving, de verlenging, de schorsing en de intrekking van de erkenning van de in § 1 bedoelde verenigingen naar gelang van de opdracht van de vereniging, van de gehouden diersoorten en van hun aantal. Ze bepaalt de uitoefeningsvoorwaarden van de bedoelde opdracht.

Art. D.33. § 1. De uitoefening van de opdrachten van een pleeggezin wordt onderworpen aan een voorafgaande registratie.

De Regering bepaalt de modaliteiten van de registratie alsook de duur en de eventuele verlenging ervan.

§ 2. De Regering kan voorwaarden vaststellen betreffende de huisvesting van de dieren binnen pleeggezinnen, hun aantal en de samenwerkingsmodaliteiten met de dierenasielen alsook met de verenigingen die in het belang van de dieren handelen.

Onderafdeling 3. — Erkenning van de dierenmarkten

Art. D.34. De Regering kan de erkenningsvoorwaarden van de dierenmarkten bepalen.

HOOFDSTUK IV. — *Verboden praktijken en toegelaten ingrepen op de dieren*

Art. D.35. Dit hoofdstuk is niet van toepassing op de dierenproeven die overeenkomstig Hoofdstuk 8 geregeld worden.

Art. D.36. § 1. Het is verboden één of meer ingrepen bij een dier te verrichten, waarbij één of meerdere gevoelige delen van het lichaam worden verwijderd of beschadigd.

§ 2. Paragraaf 1 is niet van toepassing op de ingrepen:

- 1° die medisch gezien nodig zijn voor de gezondheid en het welzijn van het dier;

2° die op grond van de wetgeving inzake de dierenziektebestrijding verplicht zijn;

3° die nodig zijn voor het nutsgebruik van het dier of voor de beperking van de voortplanting van de diersoort, die vermeld zijn in een door de Regering vastgestelde lijst.

Voor de toepassing van het eerste lid, 1° en 3°, kan de Regering de gevallen, de voorwaarden en methodes bepalen, volgens welke die ingrepen kunnen worden uitgevoerd.

Voor de toepassing van het eerste lid, 1°, behoudt de dierenarts gedurende twee jaar een schriftelijk verslag, waarbij de noodzaak van de ingreep wordt bewezen, behalve als het gaat om een castratie of een sterilisatie. Hij maakt dit verslag over volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten.

Art. D.37. § 1. Geen enkele pijnlijke ingreep mag bij een dier verricht worden zonder verdoving.

§ 2. In afwijking van § 1 is de verdoving niet noodzakelijk:

1° wanneer het gebrek aan verdoving door een schriftelijke motivering van een dierenarts wordt gerechtvaardigd;

2° voor sommige ingrepen bepaald door de Regering overeenkomstig artikel D.36, § 2, 3°, en onder de door haar bepaalde voorwaarden.

Art. D.38. Het is verboden een dier dat een bij artikel D.36 verboden ingreep heeft ondergaan tot een tentoonstelling, keuring of wedstrijd toe te laten.

In ieder geval is het verboden een paardachtige of hond die een amputatie van de staart of van de oren heeft ondergaan tot een tentoonstellingen of wedstrijd toe te laten.

Art. D.39. Het is verboden:

1° de aanvalsdrijf van een dier op te drijven in de door de Regering bepaalde gevallen;

2° seksuele betrekkingen te hebben met een dier;

3° een dier arbeid te laten verrichten, die kennelijk zijn natuurlijke krachten te boven gaat;

4° de vocale vaardigheden van een vogel te verbeteren door hem te verblinden;

5° een dier onder dwang voeder of drinken toe te dienen, behalve om medische redenen of in gespecialiseerde, door de Regering bepaalde kwekerijen en onder de door haar gestelde voorwaarden;

6° een dier een stof toe te dienen die het pijn of letsel kan berokkenen behalve om medische redenen;

7° een dier per post te verzenden;

8° een dier kunstmatig te verven, te kleuren, te laten verven of te laten kleuren;

9° dieren als prijs, beloning of gift uit te loven of uit te reiken bij wedstrijden, verlotingen, tombola's, weddenschappen of andere gelijkaardige evenementen, behalve de afwijkingen welke door de Regering kunnen verleend worden volgens de voorwaarden die ze bepaalt;

10° een straatpaardenkoers te organiseren of eraan deel te nemen, waarbij de koers geheel of gedeeltelijk gelopen wordt op een hard materiaal;

11° haar en veren op levende dieren te verzamelen, met uitzondering van methoden die worden gebruikt om het dier te identificeren, om medische redenen of om toezicht te houden op de naleving van de krachtens artikel D.24, tweede lid, 2°, vastgestelde normen;

12° een lijmvul te gebruiken.

Voor de toepassing van het eerste lid, 8°, blijft de gedeeltelijke kleuring toegestaan voor dieren die worden gehouden voor productiedoeleinden in de landbouw, voor de duivensport en andere door de Regering bepaalde activiteiten. De Regering kan de voorwaarden voor de gedeeltelijke kleuring van deze dieren vaststellen.

Voor de toepassing van het eerste lid, 9°, kunnen de afwijkingen slechts worden verleend ter gelegenheid van feesten, jaarmarkten, wedstrijden en andere manifestaties met een professioneel of geassimileerd karakter.

Art. D.40. Op advies van de "Conseil wallon du bien-être des animaux" (Waalse raad voor dierenwelzijn) kan de Regering het gebruik van accessoires of producten die vermijdbare pijn, lijden of letsel bij dieren veroorzaken, verbieden of beperken.

Art. D. 41. Voor de in artikel D.36, § 2, eerste lid, 3°, bedoelde praktijken die van dien aard zijn dat ze het welzijn van het betrokken dier beperken, kan de Regering financiële steun verlenen voor elk initiatief dat ertoe strekt praktijken te ontwikkelen of uit te voeren, waarbij een beter welzijnsniveau voor het dier verzekerd wordt. Ze bepaalt de modaliteiten van die steun.

De Regering kan financiële steun verlenen voor elk initiatief dat ertoe strekt accessoires of producten te ontwikkelen of uit te voeren, waarbij een beter welzijnsniveau voor het dier verzekerd wordt. Ze bepaalt de modaliteiten van die steun.

HOOFDSTUK V. — *Handel in dieren*

Art. D.425. Met uitzondering van de artikelen D.48 tot en met D.52 is dit hoofdstuk niet van toepassing op dieren gehouden in het kader van een dierproef geregeld overeenkomstig Hoofdstuk 8.

Afdeling 1. — Algemene beginselen

Art. D.43. De Regering kan na advies van de "Conseil wallon du bien-être des animaux" voorwaarden vaststellen voor de verhandeling van de dieren. Deze voorwaarden hebben betrekking op de leeftijd van de te koop aangeboden dieren, hun identificatie, hun herkomst, de aan de koper te geven informatie, de waarborgen voor de koper en de getuigschriften in verband hiermede, de begeleiding, de verpakking, de aanbidding en de tentoonstelling voor de verhandeling, het verkrijgen van een erkenning in voorkomend geval en de naleving van sommige kweekomstandigheden.

De Regering kan de minimale inhoud van de contracten voor de verkoop of de adoptie van dieren vaststellen.

Art. D.44. Om de verhandeling of de schenking van een dier te vergemakkelijken, is het verboden informatie te vervalsen, met name over de leeftijd, de herkomst, de gezondheidstoestand of de naam van een dier dat bestemd is om in de handel te worden gebracht.

Art. D.45. Het is verboden:

1° een kredietovereenkomst te sluiten in de zin van de wet van 12 juni 1991 op het consumentenkrediet met het oog op de aankoop van een gezelschapsdier;

2° dieren te verhandelen of te geven aan een minderjarige persoon;

3° huis-aan-huis te gaan om een dier te verhandelen of te geven;

4° saldo's, kortingen en rabatten aan te plakken voor het in de handel brengen van een dier;

5° een dier in de vorm van gezamenlijke verkoop aan te bieden;

6° een dier te verhuren en te huren behalve in de gevallen toegelaten door de Regering.

De in het eerste lid, 1°, 3°, 4° en 6°, bedoelde verboden zijn niet van toepassing op de dieren gehouden voor productiedoeleinden in de landbouw.

Art. D.46. § 1. Het is verboden de volgende dieren te verhandelen of te geven:

1° een dier dat niet geïdentificeerd en niet geregistreerd is overeenkomstig de wettelijke en reglementaire voorschriften;

2° een dier dat op het Waalse grondgebied bedrieglijk wordt ingediend of illegaal wordt gehouden;

3° een dier waarbij een bij artikel D.36 verboden ingreep is verricht tenzij bewezen kan worden dat de ingreep verricht is voor de inwerkingtreding van het verbod;

4° een dier dat een handeling bedoeld in artikel D.39, eerste lid, 4° en 8°, heeft ondergaan.

In afwijking van het eerste lid worden de dierenasielen toegelaten om een dier bedoeld in het eerste lid voor adoptie op te geven of te laten adopteren. Wanneer een dierenasiel een dier opvangt, dat overeenkomstig de wettelijke en reglementaire voorschriften niet geïdentificeerd en niet geregistreerd is, laat bedoeld dierenasiel het dier identificeren en registreren vóór elke adoptie.

§ 2. Het is verboden een dier dat in een dierenasiel is geadopteerd, te verhandelen.

§ 3. De Regering kan de verhandeling of de schenking van niet-gespeende dieren of van vroegtijds gespeende dieren geheel of gedeeltelijk verbieden.

Art. D.47. § 1. Het is verboden de volgende dieren op een openbare plaats te verhandelen of te geven:

1° een hond of een kat;

2° een ander dier dan een hond of een kat, behalve op een dierenmarkt, een gemeentelijke markt en bij een tentoonstelling van dieren met inachtneming van de door de Regering vastgelegde voorwaarden.

De Regering kan de verhandeling of de donatie van dieren op gemeentelijke markten, op dierenmarkten en bij een tentoonstelling van dieren beperken tot die diersoorten waarvan ze de lijst bepaalt.

§ 2. Het is verboden een dier in de etalages van de inrichtingen tentoon te stellen met het oog op zijn verhandeling of zijn donatie.

§ 3. Een hond of een kat mag niet gehouden worden met het oog op zijn verhandeling of zijn donatie in de winkelruimte van een handelszaak voor dieren of in de aanhorigheden ervan.

Afdeling 2. — Publiciteit met het oog op de verhandeling en de schenking van dieren

Art. D.48. De artikelen D.49 tot D.51 zijn van toepassing op de bekendgemaakte advertenties, ongeacht de drager, ter bestemming van een persoon gevestigd op het grondgebied van het Waalse Gewest.

Art. D.49. § 1. Wanneer ze een dier betreft, waarvan het houden toegelaten is, wordt de publiciteit met het oog op het verhandelen van een dier alleen toegelaten :

1° in een gespecialiseerd tijdschrift of op een gespecialiseerde website, die door de Regering volgens de door haar bepaalde procedure als gespecialiseerd erkend wordt;

2° in een gesloten groep binnen de sociale netwerken voor zover:

a) ofwel de publiciteit uitsluitend betrekking heeft op de schenking van een dier;

b) ofwel de publiciteit uitsluitend betrekking heeft op de verhandeling van een dier geboren binnen de kwekerij van een erkende kweker;

De publiciteit is verboden op de pagina's of discussiegroepen die rechtstreeks toegankelijk zijn voor het publiek, of op een soortgelijke drager binnen sociale netwerken.

De volgende gespecialiseerde tijdschriften of websites zijn van de in lid 1, 1°, bedoelde erkenning vrijgesteld:

1° degene die door of voor de Waalse Overheidsdienst worden uitgegeven;

2° degene die door een erkende honden- of kattenkweker uitgegeven worden met het oog op het verhandelen of het schenken van de honden of katten geboren in zijn kwekerij;

3° degene die de verhandeling of de schenking van de paardachtigen beogen;

4° degene betreffende de verhandeling of de schenking van dieren waarvan het houden toegelaten is, waarvoor geen lijst vastgesteld wordt door de Regering overeenkomstig artikel D.20, § 1.

Naast de overeenkomstig het eerste lid toegelaten publiciteiten, worden de publiciteiten met het oog op de verhandeling of de schenking van dieren bestemd voor productiedoeleinden in de landbouw toegelaten in een tijdschrift of een website bestemd voor de landbouwsector.

De Regering kan de modaliteiten voor het gebruik van de gesloten groepen alsook een stelsel voor registratie voorafgaand aan het gebruik van die gesloten groepen bepalen.

§ 2. In afwijking van § 1 worden de toegelaten dierenasielen toegelaten om advertenties met het oog op het herplaatsen van de dieren bekend te maken buiten een gespecialiseerd tijdschrift of een gespecialiseerde website.

De Regering kan andere gevallen bepalen waarin de publiciteit met het oog op de verhandeling of de schenking van een dier toegelaten is buiten een gespecialiseerd tijdschrift of een gespecialiseerde website.

Art. D.50. Wanneer ze een dier betreft, waarvan het houden verboden is, wordt de publiciteit met het oog op de verhandeling of de schenking van een dier verboden.

In afwijking van het eerste lid en behalve andersluidende bepaling aangenomen door de Regering wordt de houder van de erkenning, voor de dieren waarvan het houden via een erkenning toegekend door de Regering krachtens artikel D.20, § 1, toegelaten is, gemachtigd om advertenties met het oog op de verhandeling of de schenking van dieren bedoeld in de in artikel D.49 vermelde voorwaarden bekend te maken.

Art. D.51. Elke publiciteit met het oog op de verhandeling of de schenking van een dier bevat de door de Regering bepaalde informatie en vermeldingen.

HOOFDSTUK VI. — Vervoer en introductie van dieren op het Waalse grondgebied

Art. D.52. Het is verboden dieren te vervoeren of te laten vervoeren op zodanige wijze dat hun waarschijnlijk letsel of onnodig lijden wordt berokkend.

Art. D.53. De dieren die ter bestemming van een slachthuis vervoerd worden, mogen slechts onder de door de Regering vastgestelde voorwaarden het voorwerp uitmaken van een lange reis.

De in het eerste lid bedoelde voorwaarden hebben betrekking op:

- 1° de uitrustingen van het vervoermiddel;
- 2° de voorwaarden m.b.t. het houden binnen het vervoermiddel;
- 3° het voederen en het drenken tijdens het vervoer en hun bewaring;
- 4° de scheiding tussen de vervoerde dieren;
- 5° de dieren die niet mogen worden vervoerd rekening houdende met hun leeftijd of hun gewicht;
- 6° de ventilatie van het vervoermiddel en de temperatuurbewaking;
- 7° het tijdens het vervoer gebruikte navigatiesysteem.

Art. D.54. Onverminderd de Europese wetgeving kan de Regering de toepassingsmodaliteiten of bijkomende voorwaarden bij de artikelen D.52 en D.53 vaststellen die betrekking hebben op:

- 1° de vervoerde dieren;
- 2° de vervoermiddelen of delen ervan en de containers;
- 3° het afleveren, schorsen en intrekken van de erkenning van de vervoermiddelen die de Regering bepaalt;
- 4° de maatregelen die het welzijn van de dieren tijdens het vervoer verzekeren en de begeleiding van de vervoerde dieren;
- 5° het laden en de berging van dieren in vervoermiddelen en containers, evenals het lossen van dieren;
- 6° het vervoer, met inbegrip van de duur, de opsluiting, de afstand en de omstandigheden;
- 7° de verzamelcentra en de overlaadplaatsen;
- 8° het afleveren, schorsen en intrekken van de vergunning van de vervoerders;
- 9° de vaardigheid en de opleiding van de bestuurders en verzorgers en van het personeel dat met dieren in de verzamelcentra, controleposten omgaat of bij vervoerders;
- 10° het afleveren, schorsen en intrekken van het getuigschrift van vakbekwaamheid voor bestuurders en verzorgers.

Art. D.55. De Regering kan de introductie of de doorvoer op het Waalse grondgebied van sommige soorten verbieden of beperken indien het van dien aard is dat het dierenwelzijn in gevaar wordt gebracht. Ze kan de voorwaarden bepalen die nageleefd moeten worden voor de introductie of de doorvoer van sommige soorten op het Waalse grondgebied.

Art. D.56. Om de invoer van dieren te begeleiden kan de Regering voorwaarden opleggen om dieren uit het buitenland te introduceren met het oog op hun adoptie.

HOOFDSTUK VII. — *Het doden van dieren*

Art. D.57. § 1. Een dier mag slechts worden gedood door een persoon die daarvoor de nodige kennis en bekwaamheid heeft en volgens de meest selectieve, de snelste en de minst pijnlijke methode voor het dier.

Een dier wordt enkel gedood na verdoving of bedwelming, behoudens:

- 1° overmacht ;
- 2° beoefenen van jacht of visvangst ;
- 3° bestrijding van schadelijke organismen;
- 4° dodingsacties waarin wordt voorzien krachtens de wet op het natuurbehoud.

Indien het doden van dieren het voorwerp uitmaakt van bijzondere slachtmethodes, voorgeschreven door de ritus van een eredienst, moet het bedwelmingsprocedé omkeerbaar zijn en mag het niet de dood van het dier tot gevolg hebben.

§ 2. De Regering kan het slachten van dieren op de plaats waar ze gekweekt worden, volgens de door haar bepaalde voorwaarden en modaliteiten toelaten.

§ 3. In afwijking van § 1 worden de modaliteiten m.b.t. het doden van dieren bedoeld in Hoofdstuk 8 bij en krachtens artikel D.90 vastgesteld.

Art. D.58. § 1. Elk slachthuis moet beschikken over een videobewakingsinstallatie om na te gaan of de voorwaarden inzake dierenwelzijn worden nageleefd en, in voorkomend geval, om de overtredingen vast te stellen.

De in het eerste lid bedoelde installatie moet op strategische plaatsen gebonden aan het dierenwelzijn geplaatst worden.

§ 2. De beelden van de toezicht-camera's mogen slechts gebruikt worden:

1° om de overtredingen van dit Wetboek, van de uitvoeringsbesluiten ervan, of van de Europese normen inzake dierenwelzijn te controleren, vaststellen en te bestraffen;

2° voor de interne opleiding van het personeel van het slachthuis.

Binnen elk slachthuis mogen de volgende personen toegang hebben tot de beelden:

1° de verantwoordelijke voor het dierenwelzijn binnen het slachthuis, bedoeld in Verordening (EG) nr. 1099/2009 van de Raad van 24 september 2009 inzake de bescherming van dieren bij het doden;

2° de in artikel D.104 bedoelde personeelsleden;

3° in voorkomend geval, de deskundigen bedoeld in artikel D.140 bis van Boek I van het Milieuwetboek.

De video's worden tijdens veertig dagen na hun registratie bewaard. Tijdens die termijn liggen deze video's ter inzage van de in het tweede lid bedoelde personen.

§ 3. De Regering bepaalt :

1° de modaliteiten van de videobewaking, met inbegrip van de verplichte registratieperiodes alsook de strategische plaatsen bedoeld in § 1;

2° de slachthuizen vrijgesteld van de in § 1 bedoelde verplichting voor zover het dierenwelzijn er via andere middelen kan worden verzekerd;

3° de informatie- en overlegmaatregelen binnen het slachthuis wat betreft de aanwezigheid van camera's;

4° de administratieve dienst die verantwoordelijk is voor de verwerking van gegevens.

Art. D.59. De Regering stelt de voorwaarden en de nadere regels vast voor :

1° de vaardigheid van het personeel werkzaam in de slachthuizen en van de personen die deelnemen aan het doden van de dieren, met inbegrip van het invoeren van vormingen en examens, evenals het afleveren, het intrekken en het opschorten van in dat kader afgeleverde getuigschriften;

2° de kwalificatie van de personen die gemachtigd zijn om het doden van een dier uit te voeren;

3° de controle en de autocontrole van de slachtvoorwaarden vanaf de aankomst de dieren in het slachthuis tot het doden;

4° de bouw, inrichting en uitrusting van slachthuizen ;

5° het gebruik van producten of materieel bestemd voor het doden van dieren.”.

Art. D.60. Het slachthuis wijst een persoon aan die gemachtigd wordt om toezicht te houden op de naleving van de bepalingen en van de krachtens dit hoofdstuk genomen besluiten. De gemachtigde persoon geeft alle in dit kader vastgestelde toestanden aan volgens de voorwaarden en procedures bepaald door de Regering.

De Regering bepaalt de voorwaarden de modaliteiten m.b.t. de kwalificatie van de in het eerste lid bedoelde gemachtigde persoon.

Art. D.61. De Regering kan de installatie van infrastructures alsook de uitvoering van studies en onderzoeken met het oog op de uitwerking van technieken die een beter dierenwelzijn verzekeren, ondersteunen volgens de door haar bepaalde modaliteiten.

HOOFDSTUK VIII. — *Dierproeven*

Afdeling 1. — Doel en toepassingsgebied

Art. D.62. Bij dit hoofdstuk wordt Richtlijn 2010/63/EG van het Europees Parlement en de Raad van 22 september 2010 betreffende de bescherming van dieren die voor wetenschappelijke doeleinden worden gebruikt gedeeltelijk omgezet.

Art. D.63. § 1. Dit hoofdstuk is van toepassing wanneer dieren gebruikt worden of bestemd zijn om gebruikt te worden in dierproeven, of wanneer zij specifiek worden gefokt opdat hun organen of weefsels voor wetenschappelijke doeleinden kunnen worden gebruikt. Het is van toepassing totdat de dieren gedood of geadopteerd zijn, of opnieuw in hun habitat of een geschikt dierhouderijsysteem zijn geplaatst.

De uitschakeling van pijn, lijden, angst of blijvende schade door de efficiënte toepassing van anesthesie, analgesie of een andere methode heeft niet tot gevolg dat het gebruik van een dier in een procedure buiten het toepassingsgebied van dit hoofdstuk valt

§ 2. Dit hoofdstuk is van toepassing op de volgende dieren:

1° levende koptogen;

2° levende niet-menselijke gewervelde dieren, met inbegrip van:

a) zich zelfstandig voedende larvale vormen, en

b) foetale vormen van zoogdieren met ingang van het laatste derde deel van hun normale ontwikkeling;

3° de in proeven gebruikte dieren die zich in een vroeger ontwikkelingsstadium dan het in 2° genoemde bevinden, indien deze dieren bestemd zijn om nabij dat ontwikkelingsstadium in leven te blijven en ten gevolge van de uitgevoerde proeven gevaar lopen om na het bereiken van dat stadium pijn, lijden, angst of blijvende schade te ondervinden.

§ 3. Dit hoofdstuk is niet van toepassing op:

1° niet-experimentele landbouwpraktijken;

2° niet-experimentele praktijken in de klinische diergeneeskunde;

3° experimenten in de klinische diergeneeskunde die nodig zijn voor een vergunning voor het in de handel brengen van een diergeneeskundig geneesmiddel;

4° praktijken ten behoeve van de erkende dierhouderij;

5° praktijken die in eerste instantie plaatsvinden om een dier te identificeren;

6° praktijken die waarschijnlijk niet evenveel, of meer, pijn, lijden, angst of blijvende schade berokkenen als het inbrengen van een naald volgens goed diergeneeskundig vakmanschap.

Afdeling 2. — Algemene beginselen inzake dierproeven en alternatieve methodes

Art. D.64. Alleen de dierproeven uitgevoerd in het kader van een project dat krachtens artikel D.86 voorafgaandelijk is toegelaten, worden aanvaard.

Elke dierproef die niet aan de in dit hoofdstuk bepaalde voorwaarden voldoet, is verboden.

Art. D.65. Dierproeven mogen uitsluitend voor de volgende doeleinden worden uitgevoerd:

1° fundamenteel onderzoek;

2° omzettinggericht of toegepast onderzoek met een van de volgende doelstellingen:

a) de vermijding, voorkoming, diagnose of behandeling van ziekten, gezondheidsstoornissen of andere afwijkingen, dan wel de gevolgen daarvan, bij mensen, dieren of planten;

b) de beoordeling, opsporing, regulering of wijziging van fysiologische toestanden bij mensen, dieren of planten;

c) het welzijn van dieren en de verbetering van de productieomstandigheden voor dieren die voor landbouwdoeleinden worden gefokt;

3° elke onder 2° genoemde doelstelling, tijdens de ontwikkeling, vervaardiging of beproeving van de kwaliteit, doeltreffendheid en veiligheid van geneesmiddelen, levensmiddelen en diervoeders en andere stoffen of producten;

4° bescherming van het milieu in het belang van de gezondheid of het welzijn van mens of dier;

5° onderzoek gericht op het behoud van de soort;

6° hoger onderwijs of opleiding voor het verwerven, op peil houden of verbeteren van beroepsvaardigheden;

7° forensisch onderzoek.

Art. D.66. § 1. Tenzij ze door de Europese regelgeving worden opgelegd, zijn de volgende dierproeven verboden:

1° dierproeven voor de evaluatie van huidcorrosiviteit;

2° dierproeven voor de evaluatie van fototoxiciteit;

3° dierproeven voor de uitwerking en de ontwikkeling van cosmetische eindproducten en ingrediënten of combinaties van ingrediënten van cosmetische producten;

4° dierproeven voor de uitwerking en de ontwikkeling van eindbiociden of – detergenten of combinaties van ingrediënten van biociden of detergenten;

5° dierproeven voor de productie van monoklonale antistoffen door de ascitesmethode, behalve vrijstelling verleend onder de door de Regering bepaalde voorwaarden;

6° dierproeven op niet-menselijke primaten van de volgende soorten: *Pan troglodytes* (Chimpansee), *Pan paniscus* (Bonobo), *Pongo pygmaeus* (Orang-oetan) en *Gorilla gorilla* (Gorilla);

7° dierproeven voor de ontwikkeling van tabaksproducten;

8° dierproeven betreffende de conventionele DL 50-test voor acute orale toxiciteit.

§ 2. Om elk risico voor duplicatie te vermijden is een dierproef verboden indien er gegevens bestaan die in België of in een andere lidstaat met behulp van bij de wetgeving van de Unie erkende procedures zijn verkregen, tenzij in samenhang met die gegevens verdere proeven noodzakelijk zijn ter bescherming van de volksgezondheid, de veiligheid of het milieu.

De Regering kan dierproeven verbieden naar gelang van de resultaten van het wetenschappelijk onderzoek en na advies van het in artikel D.71 bedoelde comité.

Art. D.67. § 1. Uiterlijk twaalf maanden na haar eedaflegging en na advies van het in artikel D.71 bedoelde comité neemt de Regering een Waalse strategie inzake dierproeven en alternatieve methodes aan.

§ 2. De in § 1 bedoelde strategie wordt geleid door de principes van vervanging, vermindering en verfijning inzake dierenproeven en van ontwikkeling van alternatieve methodes.

§ 3. De in § 1 bedoelde strategie bevat minstens:

1° op Europees niveau gevalideerde methodes en indicaties waarmee de vermindering progressief kan worden bevorderd of het gebruik van dieren kan worden verminderd;

2° maatregelen ter bevordering van het gebruik van alternatieven voor dierproeven;

3° administratieve instructies;

4° een tijdschema voor de uitvoering van de bepaalde methodes en indicaties;

5° beoordelingsindicatoren.

§ 4. Aan het einde van de legislatuur deelt de Regering het Parlement een evaluatieverslag van de in § 1 bedoelde strategie.

Art. D.68. § 1. Een dierproef mag niet worden uitgevoerd wanneer een methode of beproevingsstrategie zonder levende dieren erkend wordt in de wetgeving van de Europese Unie om het nagestreefde resultaat te verkrijgen.

Na advies van het in artikel D.71 bedoelde Comité kan de Regering opleggen dat een methode of beproevingsstrategie zonder levende dieren gebruikt wordt in plaats van een dierproef. Ze kan de afwijkingsmodaliteiten bepalen.

Voor zover het resultaat van de proef een uitvoer beoogt, zijn de eerste en tweede leden niet van toepassing wanneer de methode niet erkend wordt krachtens de nationale wetgeving van het bij de uitvoer betrokken land.

§ 2. In geval van verschillende mogelijkheden worden de dierproeven geselecteerd die aan het grootste aantal van de volgende voorwaarden voldoen:

1° er wordt een zo gering mogelijk aantal dieren gebruikt;

2° de betrokken dieren zijn dieren die het minst gevoelig zijn voor pijn, lijden, angst of blijvende schade;

3° de desbetreffende procedures berokkenen het minste pijn, lijden, angst of blijvende schade en de betrokken procedures leveren naar verwachting bevredigende resultaten op.

§ 3. De dood als eindpunt van een dierproef moet zoveel mogelijk worden vermeden en worden vervangen door in een vroege fase vaststelbare, humane eindpunten. Wanneer de dood als eindpunt onvermijdelijk is, dient de dierproef zo te worden opgezet dat zo weinig mogelijk dieren sterven, en de duur en intensiteit van het lijden van het dier zo gering mogelijk worden gehouden en de dood, voor zover mogelijk, pijnloos is.

Art. D.69. De Regering levert een bijdrage aan de ontwikkeling en validering van alternatieve benaderingen waarmee dezelfde of betere resultaten worden verkregen als met procedures waarbij dieren worden gebruikt, maar waarbij geen of minder dieren worden gebruikt of minder pijnlijke ingrepen worden verricht.

Daartoe neemt ze de maatregelen die zij nodig acht om onderzoek op het in het eerste lid bedoelde gebied te stimuleren en om de verspreiding van de resultaten te bevorderen. Ze kan financiële steun verlenen voor elk initiatief in dat verband volgens de door haar bepaalde modaliteiten.

De Regering helpt de Commissie bij het bepalen en aanwijzen van laboratoria die geschikt, gespecialiseerd en gekwalificeerd zijn om deze valideringsstudies uit te voeren en de Commissie stelt de prioriteiten voor deze valideringsstudies vast en verdeelt de taken ter uitvoering van die studies onder de laboratoria.

Art. D.70. De uitwisseling van organen of weefsels wordt geanalyseerd en gedocumenteerd tijdens de uitwerking van een project.

Om het beginsel van vermindering te bevorderen, kan de Regering, waar mogelijk, de opstelling van een programma voor de uitwisseling van organen en weefsels van dieren die zijn gedood, te ondersteunen.

Afdeling 3. — Instanties die inzake dierproeven bevoegd zijn

Onderafdeling 1. — "Comité wallon pour la protection des animaux d'expérience" (Waals comité voor de bescherming van de proefdieren)

Art. D.717. § 1. Er wordt een "Comité wallon pour la protection des animaux d'expérience", hierna "het Comité" opgericht.

Het Comité voert zijn activiteiten op onpartijdige en onafhankelijke wijze uit. Zijn leden moeten volledige vertrouwelijkheid in acht nemen en zijn vrij van belangenconflicten.

De Regering bepaalt de modaliteiten van samenwerking van het Comité met de door haar bepaalde diensten en de modaliteiten inzake toegang tot de hele documenten, werken en verslagen van het Comité. Ze bepaalt de vertrouwelijkheidsvoorwaarden die in het kader van die samenwerking nageleefd moeten worden.

§ 2. De rol van het Comité is het verstrekken van informatie en van adviezen inzake dierproeven. Daartoe:

1° formuleert het adviezen over de dierproeven ter bestemming van de Regering, de Minister, de Minister belast met het onderzoek, de door de Regering aangewezen diensten of een ethische commissie op hun verzoek of legt het hun op eigen initiatief voorstellen voor.

2° zorgt het voor de verspreiding van de beste praktijken inzake dierproeven, waaronder de werking van de structuren belast met het dierenwelzijn in de inrichtingen voor proefdieren;

3° verspreidt de beste praktijken met het Belgisch nationaal comité alsook met de nationale comités van de andere lidstaten van de Europese Unie.

§ 3. Om de alternatieven voor dierproeven te bevorderen vervult het Comité de volgende taken:

1° adviezen over de ontwikkeling en de uitvoering van methodes met het oog op de vermindering, de verfijning en de vervanging van de dierproeven ter bestemming van de Regering, de Minister, de Minister belast met het onderzoek, de door de Regering aangewezen diensten of een ethiekcommissie op hun verzoek of op eigen initiatief uitbrengen ;

2° het onderzoek over de alternatieve methodes stimuleren;

3° het onderzoek van alternatieve methodes coördineren;

4° in internationale samenwerking inzake de validering van deze methoden handelen om het gebruik ervan aan te moedigen;

5° de gegevensuitwisselingen terzake bevorderen;

6° in samenwerkingsnetwerken of –structuren liggen.

Art. D.72. De Regering bepaalt de structuur van het in artikel D.71 bedoelde Comité, zijn samenstelling, zijn eventuele financierings- en werkingswijze, de verantwoordelijkheden van zijn leden alsook hun eventuele bezoldiging, de wijze van controle alsook de eventuele sancties ten opzichte van zijn leden onverminderd artikel D.105, § 2, 34° en 35°.

De Regering wijst de voorzitter en de in het eerste lid bedoelde leden volgens de door haar bepaalde modaliteiten aan, rekening houdende met hun bevoegdheid op biomedisch, biologisch en ethisch gebied en van hun kennis van het dierenwelzijn.

Het Comité kan gedeeltelijk bestaan uit deskundigen die punctueel tussenbeide komen voor de analyse van dossiers die een bijzondere expertise vereisen. De deskundigen nemen de volledige vertrouwelijkheid in acht en zijn vrij van belangenconflicten.

Onderafdeling 2. — Ethische Commissies

Art. D.73. § 1. Elke gebruiker werkt samen met een ethische commissie die erkend wordt door de Regering volgens de door haar bepaalde voorwaarden en modaliteiten. De werking van de ethische commissies wordt gecontroleerd volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten.

Elke ethische commissie speelt een centrale rol in de evaluatie en de machtiging van projecten. Daartoe vervult ze de volgende taken:

1° ze ontvangt de vergunningsaanvragen voor projecten, ze evalueert en machtigt de ingediende projecten en deelt volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten de evaluatieverslagen en, in voorkomend geval, de verleende vergunningen mede;

2° ze geeft adviezen over de niet-technische samenvattingen en de beoordelingen achteraf van de toegelaten projecten, ze keurt ze goed en deelt ze mee overeenkomstig de door de Regering bepaalde modaliteiten;

3° ze stelt ethische criteria vast betreffende de dierproeven en geeft adviezen aan de inrichtingen voor proefdieren, aan hun personeel en aan de proefleiders.

Voor de toepassing van het tweede lid, 1°, deelt elke ethische commissie de proeven in volgens hun graad van ernst als "terminaal", "licht", "matig", of "ernstig" op basis van de door de Regering vastgestelde indelingscriteria .

§ 2. De ethische commissie dient er bij de uitvoering van haar taken over te waken dat zich in haar midden geen enkel belangenconflict voordoet en dat de evaluaties onpartijdig verlopen door rekening te houden met het advies van partijen die onafhankelijk zijn van de proefleider die een aanvraag tot projectvergunning indient.

De evaluaties van de projecten worden door de Ethische Commissie op onafhankelijke en transparante wijze uitgevoerd.

Indien zich deontologische of ethische problemen voordoen bij de uitvoering van haar opdrachten raadpleegt de ethische commissie het in artikel D.71 bedoelde Comité.

De Regering stelt de onafhankelijkheids- en onpartijdigheidsvoorwaarden vast die nodig zijn voor de uitoefening van de opdrachten van de ethische commissies.

Art. D.74. § 1. Elke ethische commissie bestaat uit ten minste zeven leden verdeeld als volgt:

1° een proefleider en een technicus die actief deelneemt aan proeven;

2° een lid van de in artikel D.80 bedoelde structuur belast met het dierenwelzijn;

3° de aangewezen dierenarts of de deskundige belast met het toezicht op de diergezondheid en -welzijn, die bedoeld zijn in artikel D.79;

4° twee deskundigen die kennis hebben inzake ethiek en dierenwelzijn;

5° voor de in artikel D.73, § 1, tweede lid, 1°, een personeelslid aangewezen volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten, die de vereiste bekwaamheden heeft op het gebied van proefdieregeneeskunde.

De Regering bepaalt de modaliteiten en voorwaarden voor de aanwijzing van de in het eerste lid, 4°, bedoelde deskundigen.

De expertise van alle leden van de ethische commissie zorgt voor deskundigheid op het vlak van ethiek, alternatieve methoden voor dierproeven, diergezondheid en -welzijn alsook op het vlak van onderzoekstechnieken, proefopzet en statistische analyse.

§ 2. De Regering bepaalt de werkingswijze van de ethische commissies en de voorwaarden en modaliteiten voor hun erkenning om hun vaardigheid, hun onafhankelijkheid, hun onpartijdigheid en hun transparantie te garanderen.

§ 3. De samenstelling van elke ethische commissie waarborgt de aanwezigheid van leden die over een expertise beschikken in het bijzonder op de volgende gebieden:

1° de wetenschapsgebieden en wetenschappelijke toepassingen waarvoor de dieren zullen worden gebruikt, met inbegrip van vervanging, vermindering en verfijning op de betrokken gebieden;

- 2° het ontwerp van proeven, in voorkomend geval, met inbegrip van de statistische aspecten;
- 3° de proefdiergeneeskundige praktijk dan wel, in voorkomend geval, de diergeneeskundige praktijk met betrekking tot wilde dieren;
- 4° het houden en verzorgen van dieren van de soorten die zullen worden gebruikt.

Onderafdeling 3. — Waalse vertegenwoordiging in andere instanties die inzake dierproeven bevoegd zijn

Art. D.75. § 1. De Regering wijst een groep van deskundigen onder de leden van het in artikel D.71 bedoelde Comité aan, die belast is het vertegenwoordigen van het Comité in nationale, Europese of internationale instanties die ze bepaalt.

De Regering stelt de bevoegdheden van de leden alsook de samenstelling, de opdrachten en de werking van de in het eerste lid bedoelde groep van deskundigen vast.

§ 2. De in § 1 bedoelde groep van deskundigen vertegenwoordigt het Waalse Gewest in het nationaal Comité als bedoeld in de Europese regelgeving.

Afdeling 4. — Erkenning van de kwekers, de leveranciers en de gebruikers van proefdieren

Art. D.76. § 1. De kwekers, leveranciers en gebruikers beschikken over een erkenning. De Regering bepaalt de erkenningsvoorwaarden gebonden aan de eisen van dit hoofdstuk of van zijn uitvoeringsbesluiten nader.

§ 2. De Regering bepaalt de procedure en de modaliteiten om over te gaan tot de verlening, de schorsing en de intrekking van de erkenning van de inrichtingen voor proefdieren.

§ 3. De Regering stelt de modaliteiten vast voor regelmatige inspecties van de inrichtingen voor proefdieren en van hun verantwoordelijken om te zorgen voor de naleving van de eisen van dit hoofdstuk en van zijn uitvoeringsbesluiten.

Art. D.77. § 1. Elke inrichting voor proefdieren beschikt over installaties en voorzieningen aangepast aan de diersoorten die erin ondergebracht zijn.

Het ontwerp, de bouw en de werking van de in het eerste lid bedoelde installaties en voorzieningen dienen zodanig te zijn dat de dierproeven zo doelmatig mogelijk kunnen worden uitgevoerd en dat met zo weinig mogelijk dieren en een minimum aan pijn, lijden, angst, of blijvende schade naar betrouwbare resultaten wordt gestreefd.

§ 2. De Regering bepaalt de in § 1 bedoelde eisen.

Art. D.78. § 1. Elke inrichting voor proefdieren beschikt ter plaatse over een personeel in voldoende aantal om het dierenwelzijn te verzekeren rekening houdende met het betrokken type proeven alsook met de soorten en het aantal betrokken dieren.

Het personeel is voldoende opgeleid in dierenwelzijn en in het bijzonder in het herkennen en evalueren van signalen van pijn, lijden en hun graden.

Wat het dierenwelzijn betreft, bepaalt de Regering de opleiding en de kwalificatie van het personeel dat één van de volgende functies uitoefent:

- 1° technicus, persoon belast met de toepassing van dierproeven;
- 2° proefleider, persoon belast met het ontwerp van de dierproeven en van projecten;
- 3° dierenverzorger, persoon belast met de dierenzorg;
- 4° persoon opgeleid tot het doden van dieren.

§ 2. Elke inrichting voor proefdieren beschikt ter plaats over minstens één persoon die:

- 1° voor de naleving van de erkenningsvoorwaarden zorgt;
- 2° verantwoordelijk is voor het toezicht op het welzijn van de dieren in de inrichting en op hun zorgen;
- 3° zorgt ervoor dat het personeel dat met dieren omgaat, toegang heeft tot de informatie die specifiek is voor de in de inrichting ondergebrachte soorten;
- 4° ervoor moet zorgen dat personeelsleden voldoende geschoold zijn, bekwaam zijn en voortdurend worden opgeleid en onder toezicht staan totdat zij het bewijs van de vereiste bekwaamheid hebben geleverd;
- 5° zorgt voor de overmaking van de administratieve of statistische inlichtingen vastgesteld door de Regering, volgens de door haar bepaalde procedure.

De in het eerste lid bedoelde persoon houdt een register met zijn dagelijkse opmerkingen. Dat register wordt volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten overgemaakt.

Art. D.79. Elke inrichting voor proefdieren wijst een dierenarts die deskundig is op het gebied van proefdiergeneeskunde, of als die geschikter is, een voldoende gekwalificeerde deskundige aan. Die dierenarts of deskundige is belast met adviestaken met betrekking tot het welzijn en de behandeling van de dieren, op kosten van de inrichting voor dieren.

De Regering stelt de vereiste kwalificaties vast voor de aangewezen dierenarts of de deskundige bedoeld in het eerste lid en bepaalt de voorwaarden vast inzake onpartijdigheid en afwezigheid van belangenconflicten ten opzichte van de inrichtingen voor proefdieren waarvoor hij belast is met de bescherming van de gezondheid en het welzijn van dieren, alsook de verslaggevingsvoorwaarden.

Om zijn functie uit te oefenen wordt de aangewezen dierenarts of de deskundige bedoeld in het eerste lid erkend volgens de door de Regering bepaalde voorwaarden en modaliteiten. Voor elke bewezen en opzettelijke inbreuk op de in het tweede lid bedoelde voorwaarden van onpartijdigheid of afwezigheid van belangenconflicten wordt de erkenning na zorgvuldig onderzoek en op advies van het Comité ingetrokken. De Regering bepaalt de voorwaarde en de procedure voor de toekenning, schorsing en intrekking van de vergunning.

Art. D. 80. Elke inrichting voor proefdieren beschikt over een structuur belast met het welzijn van de dieren, waarvan de samenstelling, de interne supervisie, de werking, de opdrachten en de controle aan de door de Regering bepaalde voorwaarden voldoen.

De met het dierenwelzijn belaste structuur vervult de volgende taken:

- 1° verstrekken van advies aan het personeel dat met de proefdieren omgaat betreffende dierenwelzijn in samenhang met de aanschaf, de huisvesting, de verzorging en het gebruik van de proefdieren;
- 2° adviseren van het personeel over de toepassing van de voorschriften inzake vervanging, vermindering en verfijning en het op de hoogte houden van de technische en wetenschappelijke ontwikkelingen inzake de toepassing van dat voorschrift;
- 3° zorg dragen voor de vaststelling en toetsing van bedrijfsinterne procedures inzake monitoring, rapportage en follow-up met betrekking tot het welzijn van de in de inrichting gehuisveste of gebruikte proefdieren;

4° de ontwikkeling en resultaten van projecten opvolgen, rekening houdende met de effecten op de gebruikte proefdieren, het in kaart brengen van de elementen die verder kunnen bijdragen tot vervanging, vermindering en verfijning en hierover adviseren;

5° advies uitbrengen over adoptieregelingen, met inbegrip van advies met betrekking tot de passende socialisatie van de voor adoptie vrijgegeven proefdieren.

De met het dierenwelzijn belaste structuur bewaart de documenten betreffende de verstrekte adviezen en besluiten die in dit verband zijn genomen gedurende ten minste drie jaar. De Regering bepaalt de voorwaarden en modaliteiten betreffende de bewaring van de documenten betreffende de verstrekte adviezen en de genomen beslissingen alsook de modaliteiten voor de overmaking van die informatie.

Afdeling 5. — Herkomst en verzorging van de dieren die voor wetenschappelijke doeleinden worden gebruikt

Art. D.81. De Regering bepaalt de diersoorten die specifiek gefokt kunnen worden voor het gebruik in dierproeven of opdat hun organen of weefsels specifiek voor wetenschappelijke doeleinden kunnen worden gebruikt alsook de eventuele afwijkingsmodaliteiten.

Proefdieren die in een andere lidstaat rechtmatig zijn gefokt of gehouden, kunnen binnen de perken van dit hoofdstuk worden aangeleverd of gebruikt en de producten die zijn ontwikkeld door gebruikmaking van deze dieren kunnen in de handel worden gebracht.

Art. D.82. In het wild gevangen dieren worden niet in dierproeven gebruikt.

Volgens de door haar bepaalde modaliteiten kan de Regering afwijkingen van lid 1 toestaan indien middels een wetenschappelijke motivering wordt aangetoond dat het doel van de dierproef niet kan worden bereikt met een dier dat voor gebruik in procedures is gefokt.

De Regering bepaalt de modaliteiten van het vangen van dieren in het wild.

Art. D.83. Zwerfdieren en verwilderde exemplaren van huisdiersoorten worden niet in dierproeven gebruikt.

Afwijkingen van lid 1 kunnen volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten worden toegestaan, mits aan de volgende voorwaarden is voldaan:

1° er is een essentiële behoefte aan studies over de gezondheid en het welzijn van deze dieren of over ernstige gevaren voor het milieu of de gezondheid van mens en dier, en

2° er wordt middels een wetenschappelijke motivering aangetoond dat het doel van de dierproef alleen door het gebruik van een zwerfdier of een verwilderd dier kan worden bereikt.

Art. D.84. § 1. De Regering bepaalt de regels en methodes betreffende de herkomst en de identificatie van de dieren die voor wetenschappelijke doeleinden worden gebruikt. Ze kan sommige methodes of identificatiestrategieën verbieden of begeleiden.

Ze bepaalt de modaliteiten voor de identificatie van de vereiste identificatie- en informatiekenmerken voor honden, katten en niet-menselijke primaten. Ze bepaalt of fokstrategieën nader bepaald moeten worden niet-menselijke primaten.

§ 2. De Regering legt de inhoud van de documenten of registers die door de inrichtingen voor proefdieren bijgewerkt moeten worden, alsook de wijze om ze op te stellen, vast.

Art. D.85. § 1. De bij dit hoofdstuk betrokken dieren ontvangen huisvesting, een omgeving, voedsel, water en verzorging die passend zijn voor hun gezondheid en welzijn.

Iedere inperking van het vermogen van een dier om aan zijn fysiologische en ethologische behoeften te voldoen wordt tot het uiterste minimum beperkt.

De omgevingsomstandigheden waarin de dieren worden gefokt, gehouden of gebruikt, worden dagelijks gecontroleerd.

§ 2. Elke inrichting voor proefdier verhelpt zo spoedig mogelijk elk eventueel letsel of pijn, onnodig lijden, angst en blijvende schade die vermijdbaar zijn en die worden ontdekt.

§ 3. De Regering bepaalt de voorwaarden van vervoer en opsluiting van de dieren van diverse soorten die voor de proeven zijn bestemd of die gehouden worden opdat hun organen of weefsels specifiek voor wetenschappelijke doeleinden kunnen worden gebruikt alsook de eventuele controlemodaliteiten.

De Regering kan om wetenschappelijke redenen, of redenen van dierenwelzijn of diergezondheid afwijkingen van lid 1, eerste lid, toestaan.

Afdeling 6. — Vergunning en verloop van de dierproeven

Art. D.86. § 1. Een project kan alleen beginnen en uitgevoerd worden nadat een vergunning op basis van een gunstige evaluatie verleend wordt door een ethische commissie.

De proefleider en de technici die actief deelnemen aan de proef worden tijdens het beoordelingsproces geraadpleegd maar nemen geen deel aan het in het eerste lid bedoelde vergunningsproces.

Onverminderd het tweede lid wordt de beslissing betreffende een vergunning voor een project, genomen en aan de aanvrager meegedeeld binnen een termijn van veertig werkdagen. In deze termijn is de beoordeling van het project door de ethische commissie begrepen en die termijn begint te lopen na ontvangst van de volledige en correcte aanvraag bij deze commissie.

De in het tweede lid bedoelde termijn kan verlengd worden door de ethische commissie wanneer dat wordt gerechtvaardigd door de complexiteit of de multidisciplinaire aard van het project. De Regering legt deze voorwaarden vast.

§ 2. Elk project vermeldt de plaats waar de dierproeven geleid worden en de graad van ernst van de dierproef.

§ 3. Een dierproef wordt alleen gevoerd in een inrichting voor proefdieren die voorafgaand is erkend als gebruiker.

§ 4. De Regering bepaalt de beoordelingsvoorwaarden en -criteria waarop een project moet voldoen alsook de procedures en modaliteiten voor de indiening en de beoordeling van een project en van de vergunning ervoor alsook de voorwaarden voor de toekenning, de wijziging, de verlenging, de schorsing en de intrekking van de vergunning voor een project. Deze voorwaarden kunnen verplichtingen van de verantwoordelijken voor projecten en van de ethische commissies met zich meebrengen.

Art. D.87. Een proef die leidt tot een ernstige mate van pijn, lijden of angst die waarschijnlijk langdurig zal zijn en niet kan worden verzacht, wordt niet toegelaten.

De Regering bepaalt de voorwaarden om de pijn, het lijden of de angst van de aan de proef onderworpen dieren tot een minimum te beperken.

Indien het om uitzonderlijke omstandigheden en om wetenschappelijk verantwoorde redenen het nodig is een als in het eerste lid bedoelde dierproef te gebruiken die leidt tot een ernstige mate van pijn, lijden of angst die waarschijnlijk langdurig zullen zijn en niet kunnen worden verzacht, kan de Regering een voorlopige maatregel treffen om deze dierproef toe te staan. De Regering deelt deze beslissing aan het Parlement mede.

Het derde lid is niet van toepassing op de niet-menselijke primaten behalve onder de voorwaarden die strikt door de Regering worden vastgesteld.

Art. D.88. § 1. Elke dierproef wordt geleid door een proefleider die ervoor verantwoordelijk is en is ook verantwoordelijk voor de toepassing van de maatregelen betreffende de post-experimentele zorgen aan dieren.

§ 2. Wanneer hij paarden, honden, katten, varkens, herkauwers of niet-menselijke primaten gebruikt, doet de proefleider daartoe een beroep op een dierenarts die ook deskundig is op het gebied van proefdiergeneeskunde. Hij is belast met de bescherming van de gezondheid en het welzijn van die dieren.

De Regering bepaalt de opleiding, de kwalificatie, de vaardigheden en de verantwoordelijkheden van de proefleider.

§ 3. De Regering bepaalt de inhoud van de documenten die de proefleider bijwerkt, alsook de wijze om ze op te stellen.

Art. D.89. § 1. De dierproeven worden uitgevoerd onder algehele of plaatselijke verdoving en pijnstillers of een andere goede methode worden gebruikt die de pijn, het lijden en de angst tot een minimum beperken.

Van het eerste lid kan worden afgeweken indien de verdoving om een in § 2 bedoelde reden die in het project gemotiveerd is, niet aangepast is.

Dierproeven die zware letsels toebrengen die hevige pijn kunnen veroorzaken, worden onder verdoving uitgevoerd.

§ 2. Bij het besluit over het gebruik van verdoving wordt onderstaande afgewogen:

1° de vraag of verdoving voor het dier traumatischer is dan de dierproef zelf;

2° de vraag of verdoving onverenigbaar is met het doel van het gevoerde project.

§ 3. Er worden de dieren geen stoffen toegediend waardoor zij niet meer, of slechts in verminderde mate, in staat zijn pijn te tonen bij te lichte verdoving of te geringe pijnstilling.

In die gevallen is een wetenschappelijke motivering vereist, vergezeld van nadere gegevens over het verdovings- of pijnstillingsprotocol.

§ 4. Dieren die pijn kunnen lijden als de verdoving eenmaal is uitgewerkt, worden pre-emptief en postoperatief behandeld met pijnstillers of andere geschikte pijnbestrijdingsmethoden, mits dit verenigbaar zijn met het doel van het gevoerde project.

Zodra het doel van de dierproef is bereikt, wordt alles in het werk gesteld om het lijden van het dier tot een minimum te beperken.

Art. D.90. § 1. Dieren worden gedood op zodanige wijze dat hun zo weinig mogelijk pijn, lijden en angst wordt berokkend.

§ 2. Dieren worden gedood in de inrichting van een fokker, leverancier of gebruiker, door een deskundige persoon die in aanmerking is gekomen voor de aangepaste opleiding bepaald door de Regering en die bewijst dat de vereiste bekwaamheid heeft alvorens zijn functie uit te oefenen.

In het geval van een veldonderzoek mag een dier evenwel buiten een inrichting worden gedood door een deskundige persoon.

§ 3. De Regering bepaalt de methodes, technieken, procedures of strategieën voor het doden van de dieren die voor wetenschappelijke doeleinden kunnen worden gebruikt, alsook de toepasselijke voorwaarden en modaliteiten.

De Regering legt de vereiste kennis en kwalificaties van de deskundige persoon belast met het doden van de dieren.

§ 4. Paragraaf 2 is niet van toepassing wanneer een dier om redenen van dierenwelzijn, volksgezondheid, openbare veiligheid, diergezondheid of het milieu, in een noodsituatie moet worden gedood.

Art. D.91. Elke inrichting voor proefdieren stelt binnen de voorgeschreven termijnen een niet-technische samenvatting en een beoordeling achteraf op en maakt ze aan de ethische commissie over.

De Regering bepaalt de voorwaarden van de beoordeling achteraf van een project en een niet-technische samenvatting.

Art. D.92. § 1. Een dierproef wordt geacht te zijn afgelopen wanneer :

1° er voor geen verdere waarnemingen hoeven te worden verricht of;

2° in het geval van nieuwe genetisch gemodificeerde dierenvariëteiten, wanneer voor de nakomelingen niet evenveel, of meer, pijn, lijden, angst of blijvende schade wordt waargenomen of verwacht als bij het inbrengen van een naald.

§ 2. Aan het einde van een dierproef wordt door een dierenarts of een andere deskundige persoon beslist of het dier in leven zal worden gehouden. Een dier wordt gedood als aannemelijk is dat het een matige of ernstige vorm van pijn, lijden, angst of schade zal blijven ondervinden.

Indien een dier in leven wordt gehouden, krijgt het de voor zijn gezondheidstoestand passende verzorging en huisvesting.

§ 3. De Regering schrijft de voorwaarden betreffende de bestemming van de dieren voor zodra de dierproeven waarin ze gebruikt zijn, zijn afgelopen, met inbegrip van het hergebruik van een dier voor.

Voor zover mogelijk worden de dieren vrijgegeven voor adoptie of opnieuw in hun habitat of een voor de soort geschikt dierhouderijsysteem geplaatst, mits aan de volgende voorwaarden is voldaan:

1° de gezondheidstoestand van het dier laat dit toe;

2° er bestaat geen gevaar voor de volksgezondheid, de diergezondheid of het milieu; en

3° er zijn passende maatregelen genomen om het welzijn van het dier te garanderen.

§ 4. Een inrichting die dieren voor experimentele doeleinden houdt of gebruikt, ontwikkelt een integratieprogramma met het oog op hun adoptie.

Art. D.93. Een nauwkeurig register dat de informatie over elk dier, zijn herkomst en zijn lot vermeldt, wordt bijgehouden en ter beschikking gesteld volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten.

De Regering bepaalt de inhoud, de vorm en de bewaringsduur van het register.

Art. D.94. De Regering stelt de regels vast m.b.t. de opleiding en de kwalificatie van het personeel betrokken bij de dierproeven en de verzorging van de dieren alsook van de door de Regering aangewezen diensten om de in dit hoofdstuk bedoelde opdrachten te vervullen.

Art. D.95. § 1. De Regering kan het tarief en de berekeningswijze van de retributies voor de indiening van een project of voor een aanvraag tot wijziging van een project bepalen.

De in het eerste lid bedoelde retributie kan per project naar gelang van een forfaitair bedrag vastgelegd worden.

De Regering kan voorzien in vrijstellingen voor bepaalde soorten projecten naar gelang van hun doel of hun aard.

§ 2. De in § 1 bedoelde retributie wordt bestemd voor het Begrotingsfonds voor Dierenwelzijn bedoeld in Hoofdstuk 10.

Afdeling 7. — Transparantie, communicatie en vertrouwelijkheid

Art. D.96. § 1. De volgende documenten zijn vertrouwelijk:

1° de werken van het in artikel D.71 bedoelde Comité en van de in artikel D.73 bedoelde ethische commissies;

2° de controlerapporten van de inrichtingen voor proefdieren;

3° de technische en administratieve documenten, ongeacht de aard, van de inrichtingen voor proefdieren die informatie betreffende de namen, adressen van de inrichtingen en van hun personeel kunnen bevatten;

4° de informatie, ongeacht de aard, betreffende de toegelaten of niet-toegelaten projecten, hun beoordelingen, de experimentele protocollen en de bedrijfsgeheimen, met uitzondering van de niet-technische samenvattingen;

5° de verslagen opgemaakt door de dierenartsen wat betreft hun opdrachten in het kader van dit hoofdstuk.

§ 2. Onder voorbehoud van de bescherming van de intellectuele eigendom en van vertrouwelijke informatie worden de volgende elementen op geconsolideerde wijze voor het geheel van Wallonië en anoniem openbaar gemaakt:

1° de jaarlijkse statistieken over het gebruik van de dieren in de dierproeven voorzien in de Europese regelgeving;

2° het aantal controles verricht tijdens het afgelopen jaar en het aantal processen-verbaal tot vaststelling van overtredingen;

3° de niet-technische samenvatting van elk toegelaten project, die anoniem wordt opgesteld en die geen naam, noch adres van de gebruiker of van de personeelsleden bevat;

4° de gedetailleerde gebruikte soorten naar gelang van het type proef.

De Regering stelt de inhoud van de documenten vast die voor de verspreiding van die informatie dienen.

Art. D.97. De Regering legt jaarlijks een verslag over het welzijn en de bescherming van de dieren in het kader van de experimentatie in Wallonië aan het Parlement voor, volgens de door haar bepaalde vorm.

HOOFDSTUK IX. — "Conseil wallon du bien-être des animaux" (Waalse Raad voor dierenwelzijn)

Art. D.98. Er wordt een Waalse Raad voor Dierenwelzijn, hierna "de Raad" genoemd, opgericht.

De Regering bepaalt de samenstelling en de werking van de Raad alsook de aanwijzingsregels van zijn leden. De vertegenwoordigers van de verenigingen voor dierenbescherming, van de dierenasielen, van de verenigingen die in het belang van de dieren handelen, van het wetenschappelijk onderzoek, van de dierenartsen en van de kwekers maken er onder meer deel van uit.

De Regering wijst het secretariaat van de Raad aan.

Art. D.99. § 1. De Raad:

1° bestudeert de problemen in verband met de bescherming en het welzijn van de dieren;

2° geeft zijn advies over de zaken die hem voorgelegd worden door de Regering of door de Minister en kan hen op eigen initiatief adviezen of voorstellen voorleggen.

§ 2. Een verslag van de activiteiten van de Raad wordt jaarlijks aan de Minister volgens de door de Regering bepaalde modaliteiten voorgelegd.

HOOFDSTUK X. — Begrotingsfonds voor dierenwelzijn

Art. D.100. Overeenkomstig artikel 4, § 1, tweede lid, van het decreet van 15 december 2011 houdende organisatie van de begroting en van de boekhouding en de rapportage van de Waalse overheidsbestuurseenheden, wordt binnen de algemene uitgaven- en ontvangstenbegroting van het Gewest een begrotingsfonds voor dierenwelzijn ingesteld, hierna "het fonds" genoemd, dat bestaat uit de drie volgende afdelingen:

1° de afdeling "dierenbescherming en bewustmaking omtrent het dierenwelzijn";

2° de afdeling "bescherming tegen het achterlaten en de mishandeling van dieren";

3° de afdeling "bescherming van de proefdieren".

Art. D.101. In het Fonds, afdeling "dierenbescherming en bewustmaking omtrent het dierenwelzijn", worden volledig gestort:

1° de sommen die verschuldigd zijn krachtens de belastingen, bijdragen en retributies bepaald bij of krachtens dit Wetboek;

2° de sommen bedoeld in artikel D.170, § 3, vierde lid, van Boek I van het Milieuwetboek;

6° de sommen ingevorderd door de bevoegde overheid ter uitvoering van artikel D.149bis van Boek I van het Milieuwetboek;

4° de giften en legaten gedaan te voordele van het Waalse Gewest voor de ondersteuning van de dierenbescherming en het dierenwelzijn;

5° de inkomsten uit de bijdrage van de Europese unie tot de uitgaven verricht door het Fonds.

In afwijking van het eerste lid worden de sommen die verschuldigd zijn krachtens de belastingen en retributies bepaald bij of krachtens artikel D.15 in dit Fonds, "afdeling bescherming tegen het achterlaten en de mishandeling van dieren", gestort.

In afwijking van het eerste lid worden de sommen die verschuldigd zijn krachtens de retributies bepaald bij of krachtens artikel D.95 in dit Fonds, "afdeling bescherming van de proefdieren", gestort.

Art. D.102. § 1. De ontvangsten van het Fonds, afdeling "dierenbescherming en bewustmaking omtrent het dierenwelzijn", worden ingezet voor de financiering van de uitgaven voor het beleid inzake dierenbescherming en dierenwelzijn bepaald bij dit Wetboek.

De uitgaven van het Fonds, afdeling "dierenbescherming en bewustmaking omtrent het dierenwelzijn", kunnen verband houden met vergoedingen, toelagen of prestaties, meer bepaald de personeels-, werkings-, investerings-, vaststellings-, betoelagings-, beslagname- of andere kosten verbonden met acties of opdrachten waartoe besloten is in het kader van het Fonds en die door derden zijn doorgevoerd.

De uitgaven van het Fonds, afdeling "dierenbescherming en bewustmaking omtrent het dierenwelzijn", kunnen ook verband houden met de kosten voortvloeiend uit de indienstneming van personeel binnen de administratie waarvan de opdrachten bepaald zijn bij of krachtens dit Wetboek, met inbegrip van de opdrachten inzake controle, opsporing van overtredingen, vaststelling, vervolging en betoelaging van de overtredingen inzake dierenwelzijn.

§ 2. De ontvangsten van het Fonds, afdeling "bescherming tegen het achterlaten en de mishandeling van dieren", worden volledig ingezet voor de financiering van de uitgaven voor het beleid inzake bescherming tegen het achterlaten en de mishandeling van dieren, met inbegrip van de deelneming aan de financiering van werken uitgevoerd binnen de dierenasielen voor de bouw, de renovatie van infrastructures of voor de aankoop van uitrusting.

§ 3. De ontvangsten van het Fonds, "bescherming van de proefdieren", worden volledig ingezet voor de financiering van de werkingskosten van het in artikel D.71 bedoelde Comité en voor de financiering van de administratieve kosten veroorzaakt door de beoordeling en de toelating van de projecten in de zin van artikel D.4, § 2, 2°. Deze administratieve kosten omvatten de kosten voortvloeiend uit de indienstneming van personeel binnen de administratie voor de uitvoering van de opdrachten inzake beoordeling en de toelating van de projecten.

HOOFDSTUK XI. — *Controle, opsporing, vaststelling, vervolging, betoelaging en maatregelen voor herstel van de overtredingen inzake dierenwelzijn*

Art. D.103. Onverminderd de bepalingen van dit hoofdstuk worden de overtredingen van dit Wetboek en zijn uitvoeringsbesluiten overeenkomstig de bepalingen van Deel VIII van Boek I van het Milieuwetboek gecontroleerd, opgespoord, vastgesteld, vervolgd en bestraft.

Art. D.104. § 1. Onverminderd de ambtsbevoegdheid van de beambten, de officieren van gerechtelijke politie en van de leden van de federale en lokale politie worden de overtredingen van dit Wetboek en de bepalingen genomen krachtens dit Wetboek of de Europese verordeningen en besluiten terzake gecontroleerd, opgespoord en vastgesteld door de personeelsleden bedoeld in artikel D.140 van Boek I van het Milieuwetboek.

§ 2. De Regering kan een publiekrechtelijke rechtspersoon of een rechtspersoon opgericht op initiatief van de overheid machtigen om inzake dierenwelzijn supportopdrachten te vervullen bij de dienst aangewezen door de Regering om de controleopdrachten uit te oefenen. De Regering bepaalt de supportopdrachten die haar uitdrukkelijk worden toevertrouwd.

De aangewezen rechtspersoon voert zijn supportopdrachten uit op een loyale en correcte wijze, overeenkomstig de wets- en verordeningbepalingen alsook de bijhorende omzendbrieven. Daartoe legt het personeel van de rechtspersoon vóór de uitoefening van zijn opdrachten de eed af in de handen van de Minister.

De waarnemingen en informatie vastgesteld door de rechtspersoon in het kader van zijn opdrachten kunnen worden gebruikt door de in § 1 bedoelde beambten. In dit geval maken de waarnemingen en informatie het voorwerp uit van een controle op initiatief van de in § 1 bedoelde beambten.

De Regering bepaalt de voorwaarden en de procedure voor de aanwijzing van de rechtspersoon. Ze stelt de rechten en plichten alsook de bezoldigingswijze voor haar diensten vast.

De Regering bepaalt de sancties die kunnen worden opgelegd in geval van niet-naleving van de rechten en wettelijke en reglementaire bepalingen, voor de uitvoering waarvan de rechtspersoon samenwerkt.

§ 3. In afwijking van de §§ 1 en 2 worden de overtredingen betreffende Hoofdstuk 8 alleen door de beambten bedoeld in artikel D.140, § 1, van Boek I van het Milieuwetboek gecontroleerd, opgespoord en vastgesteld.

Art. D.105. § 1. Een inbreuk van de tweede categorie in de zin van Boek I van het Milieuwetboek begaat, hij die:

1° hij die, behalve om gewettigde redenen, handelingen pleegt, waardoor een dier zonder noodzaak omkomt of zonder noodzaak een verminking, een letsel of pijn ondergaat;

2° een dier houdt ondanks de intrekking of de schorsing van de vergunning tot het houden van een dier bedoeld in artikel D.6;

3° een dier achterlaat of laat achterlaten;

4° artikel D.8 overtreedt;

5° de bewegingsvrijheid van een dier zodanig beperkt dat het aan vermijdbare pijnen, lijden of letsels is blootgesteld of die de regels bepaald door de Regering krachtens artikel D.9, § 2, overtreedt;

6° zich verzet of verhindert dat de nodige zorg wordt verleend aan een achtergelaten, verloren of zwerfdier;

7° een dier doodt buiten de gevallen bedoeld in artikel D.13, § 2;

8° artikel D.23 overtreedt of die de voorwaarden vastgesteld krachtens hetzelfde artikel niet naleeft;

9° dieren houdt of gebruikt in overtreding met de artikelen D.25 of D.27 of met de krachtens bedoelde artikelen genomen voorwaarden;

10° een activiteit die krachtens dit Wetboek onderworpen is aan een erkenning of een vergunning uitoefent of begint, zonder te beschikken over die erkenning of die vergunning of ondanks het feit dat die erkenning of die vergunning geschorst of ingetrokken is;

11° één of meer ingrepen bij een dier verricht of laat verrichten, waarbij één of meerdere gevoelige delen van het lichaam worden verwijderd of beschadigd, in overtreding met artikel D.36 of met de regels bepaald krachtens hetzelfde artikel;

12° een pijnlijke ingreep bij een dier verricht of laat verrichten zonder verdoving, in overtreding met artikel D.37 of met de regels vastgesteld krachtens dat artikel;

13° artikel D.39 en de regels vastgesteld krachtens dat artikel overtreedt;

14° documenten of informatie vervalst of laat vervalsen om de verhandeling of de schenking van een dier te vergemakkelijken, in overtreding met artikel D.44;

15° een dier vervoert of laat vervoeren op zodanige wijze dat hun waarschijnlijk letsel of onnodig lijden wordt berokkend, in overtreding met de artikelen D.52, D.53 en D.54 of met de regels vastgesteld krachtens bedoelde artikelen;

16° een dier doodt of laat doden zonder de kennis of vaardigheden vereist krachtens de artikelen D.57 en D.59;

17° een pijnlijke ingreep bij een dier verricht of laat verrichten zonder de meest selectieve, de snelste en de voor het dier minst pijnlijke methode te gebruiken, in overtreding met artikel D.57 of met de voorwaarden vastgesteld krachtens dat artikel;

18° een pijnlijke ingreep bij een dier verricht of laat verrichten zonder een voorafgaande verdoving of bedwelming, in overtreding met artikel D.57 of met de voorwaarden vastgesteld krachtens dat artikel;

19° een dier doodt of laat doden op de plaats waar het gekweekt wordt, in overtreding met de voorwaarden vastgesteld krachtens de artikelen D.57, § 2;

20° een dierproef uitvoert of laat uitvoeren zonder te beschikken over de voorafgaande vergunning bedoeld in artikel D.86 of in overtreding met artikel D.68;

21° een dierproef uitvoert of laat uitvoeren, die verboden is krachtens de artikelen D.65 of D.66 of in overtreding met de voorwaarden vastgesteld krachtens bedoelde artikelen;

22° dieren kweekt of laat kweken voor hun gebruik in het kader van proeven, in overtreding met de regels vastgesteld krachtens artikel D.81;

23° in het wild gevangen dieren of zwerfdieren en verwilderde exemplaren van huisdiersoorten gebruikt of laat gebruiken voor dierproeven, in overtreding met artikel D.82 of D.83 of met de voorwaarden vastgesteld krachtens bedoelde artikelen;

20° een dierproef uitvoert of laat uitvoeren zonder naleving van de voorwaarden van het project dat voorafgaand beoordeeld en toegelaten is overeenkomstig artikel D.86;

25° een dierproef uitvoert of laat uitvoeren buiten een erkende inrichting voor dierproeven of in overtreding met de voorwaarden vastgesteld krachtens artikel D.86, § 4;

21° een dierproef uitvoert of laat uitvoeren, die leidt tot een ernstige mate van pijn, lijden of angst die waarschijnlijk langdurig zal zijn en niet kan worden verzacht, in overtreding met artikel D.87 of met de voorwaarden vastgesteld krachtens hetzelfde artikel;

27° een dierproef leidt zonder proefleider te zijn of deze proef laat leiden door een persoon die geen proefleider is, in overtreding met artikel D.88;

28° een dierproef leidt of laat leiden op paarden, honden, katten, varkens, herkauwers of niet-menselijke primaten zonder een beroep te doen op een dierenarts, in overtreding met artikel D.88 of met de voorwaarden vastgesteld krachtens hetzelfde artikel;

29° een dierproef die artikel D.89 of de voorwaarden vastgesteld krachtens hetzelfde artikel overtreedt, leidt of laat leiden;

30° een dier in het kader van een dierproef doodt of laat doden, in overtreding met artikel D.90 of met de voorwaarden vastgesteld krachtens dat artikel;

31° zich tegen artikel D.92 verzet of hetzelfde overtreedt;

32° tot geweld tegen dieren, ook op dierlijke resten, aanzet of bevordert.

§ 2. Een inbreuk van de derde categorie in de zin van Boek I van het Milieuwetboek begaat, hij die:

1° een dier houdt zonder te beschikken over de vaardigheden of capaciteit vereist om bedoeld dier te houden krachtens artikel D.6, § 2;

2° geen onderdak biedt aan een dier dat in een weide wordt gehouden in de zin van artikel D.10;

3° een achtergelaten, verloren of zwerfdier houdt zonder daarvoor toegelaten te zijn bij of krachtens dit Wetboek;

4° een verloren dier niet teruggeeft aan zijn overeenkomstig artikel D.12, § 3, geïdentificeerde verantwoordelijke;

5° de gegevens vereist krachtens artikel D.13, § 2, artikel D.18 of artikel D.36, § 2;

6° niet overgaat tot de identificatie of de registratie van een dier overeenkomstig artikel D.15;

7° een niet-geïdentificeerd of niet-geregistreerd dier houdt zonder daarvoor toegelaten te zijn;

8° de regels aangenomen door de Regering krachtens artikel D.19 overtreedt;

9° een dier houdt in overtreding met de artikelen D.20 of D.21;

10° de krachtens artikel D.24 vastgestelde regels niet naleeft;

11° de krachtens artikel D.26 vastgestelde regels niet naleeft;

12° geen dieren aan een dierenasiel afstaat overeenkomstig artikel D.29, § 3;

13° de benaming "dierenasiel" gebruikt zonder te beschikken over de vereiste erkenning of ondanks het feit dat deze erkenning geschorst of ingetrokken is;

14° de krachtens artikel D.32 of artikel D.33 vastgestelde regels niet naleeft;

15° de krachtens artikel D.34 vastgestelde erkenningsvoorwaarden niet naleeft;

16° een dier dat een bij artikel D.38 verboden ingreep heeft ondergaan tot een tentoonstelling, keuring of wedstrijd toelaat.

17° accessoires of producten verboden krachtens artikel D.40 of in overtreding met de regels vastgesteld krachtens dat artikel gebruikt of laat gebruiken;

18° de krachtens artikel D.43 vastgestelde handelingsvoorwaarden voor dieren niet naleeft;

19° de verbodsbepalingen bedoeld in artikel D.45 of de voorwaarden vastgesteld krachtens hetzelfde artikel niet naleeft of zich daartegen verzet;

20° het verbod op de verhandeling of schenking bedoeld in de artikelen D.46 of D.47 of de voorwaarden vastgesteld krachtens bedoelde artikelen niet naleeft of zich tot de naleving van dat verbod verzet;

21° een advertentie publiceert of laat publiceren in overtreding met de regels vastgesteld bij of krachtens de artikelen D.49 of D.50;

22° een advertentie publiceert zonder dat deze de krachtens artikel D.51 vereiste informatie en vermeldingen bevat;

23° een dier op het Waalse grondgebied introduceert, laat introduceren, laat doorvoeren, invoert of laat invoeren in overtreding met de artikelen D.55 of D.56 of in overtreding met de voorwaarden vastgesteld krachtens bedoelde artikelen;

24° de installatie van een videobewakingsuitrusting niet naleeft of zich ertegen verzet, in overtreding van artikel D.58 of in overtreding met de regels vastgesteld bij of krachtens dat artikel;

25° de krachtens artikel D.59 vastgestelde regels niet naleeft;

26° opzettelijk lid is van het Waalse Comité voor de bescherming van de proefdieren of van een ethische commissie terwijl hij de regels inzake vertrouwelijkheid of belangenconflicten vastgesteld krachtens de artikelen D.71 of D.73 niet naleeft;

27° de krachtens artikel D.76, § 3, bepaalde regelmatige inspecties overtreedt of zich ertegen verzet;

28° de voorwaarden inzake onpartijdigheid of belangenconflicten vastgesteld krachtens artikel D.79 niet naleeft of zich daartegen verzet;

29° niet over de in artikel D.80 bedoelde structuur belast met het dierenwelzijn beschikt of zich tegen de uitvoering van die structuur verzet;

30° de regels vastgesteld bij of krachtens de artikelen D.84 of D.85 niet naleeft of zich tot de naleving ervan verzet;

31° zich, voor een project in de zin van artikel D.4, § 2, 2°, tegen de uitwerking van een niet-technische samenvatting of van een beoordeling achteraf verzet of ze verhindert of die ze niet overmaakt overeenkomstig artikel D.91 of in overtreding met de regels vastgesteld bij of krachtens dat artikel;

32° het houden of de bijwerking van het in artikel D.93 bedoelde register overtreedt of zich daartegen verzet of de voorwaarden vastgesteld krachtens hetzelfde artikel niet naleeft of niet laat naleven;

33° zich verzet tegen de eisen inzake opleiding of kwalificatie van het personeel dat betrokken is bij dierproeven of ze niet laat naleven, in overtreding met artikel D.94 of met de voorwaarden vastgesteld krachtens hetzelfde artikel;

34° vertrouwelijke informatie bedoeld in artikel D.96 openbaar maakt;

35° zich verzet tegen de openbaarmaking van informatie die overeenkomstig artikel D.96 openbaar is gemaakt zonder te hebben vastgesteld dat de openbaarmaking de intellectuele eigendom of de vertrouwelijkheid van gegevens niet in acht zou nemen;

36° een dier op zodanige wijze in een voertuig achterlaat dat de milieuomstandigheden het leven van het dier in gevaar kunnen brengen;

37° de voorschriften genomen krachtens een Europese verordening inzake dierenwelzijn overtreedt.

Art. D.106. Een overtreding van de derde categorie wordt als een overtreding van de tweede categorie bestraft indien het strafbare feit:

1° door een beroepsbeoefenaar is gepleegd ;

2° voor het dier hetgeen volgt tot gevolg heeft gehad:

a) het verlies van het gebruik van een orgaan;

b) een zware verminking;

c) een blijvende ongeschiktheid;

d) de dood.

Voor de toepassing van 1° wordt verstaan onder beroepsbeoefenaar, elke persoon die een activiteit uitoefent waarvoor een erkenning vereist is of die inkomsten uit het gebruik van dieren verwerft.

HOOFDSTUK XII. — Slotbepalingen

Art. D.107. De Regering treft alle uitvoeringsmaatregelen van de Europese verordeningen betreffende het dierenwelzijn.

Art. D.108. Vanaf 1 januari 2020 wordt het bedrag van de belastingen, retributies en bijdragen bedoeld bij dit Wetboek of bij de uitvoeringsbesluiten ervan om de twee jaar automatisch en van rechtswege geïndexeerd op basis van het indexcijfer van de consumptieprijs dat zes weken vóór de datum van de indexering van kracht is.

Art. D.109. Wanneer de milieuvergunning of de aangifte verricht overeenkomstig het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning verstreken is zonder het voorwerp van een hernieuwing te hebben gemaakt, blijven de regels betreffende het houden van dieren gehouden voor landbouwproductiedoeleinden bedoeld in artikel D.6, § 3, van toepassing tijdens één jaar na die vervaldatum.”

Wijzigings, opheffings en slotbepalingen

Afdeling I. — Wijzigingsbepalingen

Onderafdeling 1. — Wijziging in het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning

Art. 2. In artikel 2 van het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning wordt het eerste lid vervangen als volgt:

”In het kader van een geïntegreerd beleid inzake de vervuilingspreventie en -beperking en het waarborgen van de standaards inzake dierenwelzijn heeft dit decreet ten doel mens en milieu te beschermen tegen gevaren, hinder of ongemakken die een inrichting rechtstreeks of onrechtstreeks zou kunnen veroorzaken tijdens of na de exploitatie ervan en het welzijn van de dieren te verzekeren wanneer ze het voorwerp uitmaken van de installaties en activiteiten van de beoogde inrichting.”

Art. 3. In afdeling 2 van Hoofdstuk I van hetzelfde decreet wordt een artikel *3bis* ingevoegd, luidend als volgt:

”Art. *3bis*. Ongeacht de indeling van de installaties en activiteiten zoals bedoeld in artikel 3 leven de installaties en activiteiten de normen inzake dierenwelzijn na.”

Art. 4. In artikel 4, derde lid, van hetzelfde decreet wordt een punt 10° ingevoegd, luidend als volgt:

”10° in voorkomend geval, de verbetering van de voorwaarden betreffende het houden van de dieren die het voorwerp uitmaken van de installaties en de activiteiten en de informatie die regelmatig verstrekt moet worden aan de door de Regering aangewezen overheden over:

a. de maatregelen genomen om in te spelen op de behoeften van de beoogde dieren;

b. de maatregelen genomen inzake de opleiding van het personeel van de inrichting i.v.m. dierenwelzijn.”

Art. 5. In artikel 5 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 2 wordt het tweede lid aangevuld met volgende woorden: ”of met dierenwelzijn”;

2° in paragraaf 3 wordt het eerste lid aangevuld met volgende woorden: ”, en in voorkomend geval, inzake het waarborgen van het welzijn van de dieren bedoeld bij de installatie of de activiteit”;

3° in § 3, derde lid, worden de woorden ”of voor de bescherming van de dieren” ingevoegd tussen ”of het milieu” en de woorden ”ten minste gelijk zijn”.

Art. 6. In artikel 6, tweede lid, worden de woorden "of voor de bescherming van de dieren" ingevoegd tussen "of het milieu" en de woorden "ten minste gelijk zijn".

Art. 7. In artikel 10, § 1, tweede lid, 2°, van hetzelfde decreet, worden de woorden "of wanneer ze het aantal dieren van de inrichting verhoogt" ingevoegd tussen de woorden "of onrechtstreeks toenemen" en de woorden "of wanneer de door de Regering vastgelegde capaciteitsdrempelwaarden daardoor bereikt worden".

Art. 8. In artikel 14, §5, eerste lid, van hetzelfde decreet worden de woorden "of voor het waarborgen van het welzijn van de dieren" ingevoegd tussen de woorden "of het milieu tot gevolg kan hebben," en de woorden "kan de bevoegde overheid".

Art. 9. In artikel 17 van hetzelfde decreet worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in het tweede lid wordt een punt 11° ingevoegd, luidend als volgt:

"11° wat betreft de inrichtingen waarin de dieren het voorwerp zijn van de installaties of activiteiten, de gegevens waardoor de significante effecten van de inrichting op de beoogde dieren en hun welzijn kunnen worden gekend en waardoor de maatregelen voorzien om het dierenwelzijn te waarborgen, kunnen worden geïdentificeerd.";

2° paragraaf 2 wordt aangevuld met een lid luidend als volgt:

"Wanneer dieren het voorwerp zijn van installaties of activiteiten, bevat de aanvraag een dossier van de rapportering van de effecten van de inrichting op de beoogde dieren en op hun welzijn. De Regering bepaalt de minimale inhoud van dit rapporteringsdossier."

Art. 10. In artikel 24 van hetzelfde decreet wordt het tweede lid aangevuld met de woorden "of die de normen inzake dierenwelzijn niet naleven".

Art. 11. In artikel 45, § 1, eerste lid, van hetzelfde decreet wordt een 8° ingevoegd, luidend als volgt:

"8° in voorkomend geval, het maximum aantal dieren die het voorwerp kunnen zijn van de installaties en activiteiten en de voorziene modaliteiten om hun welzijn te waarborgen."

In afdeling 2 van Hoofdstuk VIII van hetzelfde decreet wordt een artikel 59^{quinquies} ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. 59^{quinquies}. De Regering bepaalt de verplichtingen waartoe de exploitant van een inrichting waarin dieren het voorwerp uitmaken van de installaties en activiteiten, bij de beëindiging of de sluiting van die inrichting, gehouden is om het welzijn van de dieren te waarborgen."

Art. 12. In artikel 65, § 1, eerste lid, van hetzelfde decreet wordt een 5° ingevoegd, luidend als volgt:

"5° zo nodig, wat betreft de inrichtingen waarin dieren het voorwerp uitmaken van de installaties en activiteiten, om het dierenwelzijn meer te waarborgen."

Art. 13. In artikel 71, § 1, eerste lid, van hetzelfde decreet, worden de woorden "of het welzijn van de dieren die het voorwerp zijn van de installaties en activiteiten" ingevoegd tussen de woorden "als het milieu of de veiligheid of de gezondheid van de bevolking" en de woorden "ernstig bedreigd worden en als de exploitant zich niet wil richten naar de instructies".

Onderafdeling 2. — Wijzigingen in Boek I van het Milieuwetboek

Art. 14. In artikel D.138, eerste lid, van Boek I van het Milieuwetboek, gewijzigd bij het decreet van 12 december 2014, worden de woorden "de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren" gewijzigd door de woorden "het Waalse Dierenwelzijnwetboek".

Art. 15. In Titel I van Deel VIII van hetzelfde Wetboek wordt een artikel D.138^{bis} ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. D.138^{bis}. De bepalingen van Boek I van het Strafwetboek, met inbegrip van Hoofdstuk VII, zijn van toepassing op de bepalingen bedoeld in artikel D.138 en de krachtens deze bepalingen genomen bepalingen.

Art. 16. In Hoofdstuk I van Titel II van Deel VIII van hetzelfde Wetboek wordt een artikel D.140^{bis} ingevoegd, luidend als volgt:

"Art. D.140^{bis}. § 1. De in artikel D.140, § 1, bedoelde beambten kunnen elk precies examen en elke precieze controle aan deskundigen toevertrouwen na instemming van de Regering over de toevertrouwde opdrachten.

De toevertrouwde opdrachten mogen niet verbonden zijn met Hoofdstuk 8 van het Waalse Dierenwelzijnwetboek.

De deskundigen handelen volgens de instructies van de beambten. Ze voeren hun controleopdrachten uit op een loyale en correcte wijze, overeenkomstig de wets- en verordeningsbepalingen alsook de bijhorende omzendbrieven en instructies. Daartoe leggen ze vóór de uitvoering van hun opdrachten de eed af in de handen van de bevoegde vakminister.

De waarnemingen en informatie vastgesteld door de deskundige in het kader van zijn opdrachten kunnen worden gebruikt, in voorkomend geval, zonder aanvullende vaststelling, door de in artikel D.140, § 1 bedoelde beambten om met name een proces-verbaal op te maken dat bewijskracht heeft, tenzij het tegendeel is bewezen.

§ 2. De Regering legt de lijst vast van de examens en controles die aan deskundigen kunnen worden toevertrouwd alsook de overtredingen waarvoor deze deskundigen bevoegd zijn. Ze bepaalt de voorwaarden en de procedure betreffende de delegatie van de opdrachten aan de deskundigen, die in § 1 bedoeld zijn. Ze bepaalt de vereiste vaardigheid van de deskundigen, hun rechten en plichten alsook de wijze waarop zijn voor hun diensten worden bezoldigd.

§ 3. De Regering bepaalt de sancties die kunnen worden opgelegd in geval van niet-naleving van de rechten en wettelijke en reglementaire bepalingen, voor de uitvoering waarvan de deskundigen samenwerken.

§ 4. De deskundigen beschikken niet over de onderzoeksmiddelen bedoeld in Hoofdstuk II van Titel II.

Art. 17. In Hoofdstuk III van Titel II van Deel VIII van hetzelfde Boek wordt een artikel D.149^{bis} ingevoegd, luidend als volgt :

" Art. D.149^{bis}. § 1. Wanneer een overtreding vastgesteld wordt of voorheen vastgesteld is en die overtreding levende dieren betreft, kan de administratieve inbeslagname van de dieren besloten worden door een beambte bedoeld in artikel D.140 van Boek I van het Milieuwetboek of door de burgemeester van de gemeente op het grondgebied waarvan de dieren zich over het algemeen bevinden. De beambte of de burgemeester laat de dieren dan in geschikte opvangplaats onderbrengen.

De dieren die ondanks een uitgesproken verbod of een intrekking van vergunning bedoeld in artikel D.6 van het Waalse Dierenwelzijnwetboek gehouden worden, kunnen te allen tijde in beslag genomen worden door een beambte bedoeld in artikel D.140 of door de burgemeester van de gemeente op het grondgebied waarvan de dieren zich over het algemeen bevinden.

§ 2. Wanneer een beambte bedoeld in artikel D.140 of een burgemeester overeenkomstig § 1 overgaat tot of laat overgaan tot een inbeslagname, wordt een afschrift van de beslissing tot inbeslagname gezonden aan de door de Regering aangewezen dienst en volgens de door haar bepaalde modaliteiten. De beambte voegt bij zijn zending een afschrift van het proces-verbaal waarmee de overtreding wordt vastgesteld.

Wanneer de overtreding die tot de inbeslagname heeft geleid, door een politieofficier is vastgesteld, wordt een afschrift van het proces-verbaal innen vijftien dagen na de vaststelling van de feiten toegezonden aan de door de Regering aangewezen dienst en volgens de door haar bepaalde modaliteiten.

§ 3. De Regering of de burgemeester bepaalt de bestemming van het(de) dier(en) dat (die)overeenkomstig paragraaf 1 in beslag werd(en) genomen. Deze bestemming bestaat uit:

- 1° het onder voorwaarden teruggeven aan de eigenaar;
- 2° het verkopen;
- 3° het in volle eigendom geven aan een natuurlijke persoon of rechtspersoon;
- 4° of het zonder verwijl doden wanneer het nodig is.

Wanneer de bestemming uit de verkoop van de in beslag genomen dieren bestaat, is het aan de daartoe vereiste gerechtsdeurwaarder om zijn ministerie te lenen met het oog op de verwezenlijking ervan en de gevolgen die eraan verbonden zijn.

De Regering bepaalt de te volgen procedure om de bestemming van de dieren vast te leggen.

§ 4. Wanneer een inbeslagname overeenkomstig de §§ 1 tot 3 wordt verricht, richt de beambte of de burgemeester de verantwoordelijke voor de in beslag genomen dieren:

- 1° een afschrift van de akte van beslag;
- 2° de nuttige inlichtingen betreffende de plaats waar de dieren worden ondergebracht, en de bestemming van de dieren;
- 3° in voorkomend geval, een afschrift van de rechtvaardiging van een dierenarts waaruit blijkt dat het zonder verwijl doden overeenkomstig § 3, eerste lid, 4°, nodig is.

§ 5. Het in paragraaf 1 bedoelde beslag wordt van rechtswege opgeheven door de in paragraaf 3 bedoelde beslissing of, bij het uitblijven van dergelijke beslissing, na een termijn van zestig dagen te rekenen vanaf de datum van ontvangst door de administratie van het in § 2 bedoelde proces-verbaal en van de beslissing tot inbeslagname.

Voor de berekening van de in het eerste lid bedoelde termijn wordt de dag van ontvangst van de in het eerste lid bedoelde documenten niet meegerekend. De vervalddag wordt in de termijn meegerekend. Als de termijn op een zaterdag, zondag of feestdag verstrijkt, wordt de vervalddag tot de volgende werkdag verlengd.

Bij gebrek aan beslissing binnen de in het eerste lid bedoelde termijn moet de Regering of de burgemeester de verantwoordelijke voor de dieren in kennis stellen van de automatische opheffing van de inbeslagname en de mogelijkheid om het dier in bezit te nemen waar het ondergebracht wordt. De dieren zullen binnen vijftien dagen na de kennisgeving opgehaald moeten worden. Na afloop van die termijn wordt de eigendom van het dier automatisch overgedragen aan de natuurlijke of rechtspersoon die bedoeld dier huisvest.

§ 6. De kosten verbonden aan de op grond van de §§ 1 tot 3 genomen maatregelen worden gedragen door de verantwoordelijke voor het dier.

Indien de in het eerste lid bedoelde kosten door het Waalse Gewest of door de gemeente worden voorgeschoten, worden zij verhaald op de verantwoordelijke voor de dieren.

Indien de dieren worden verkocht, wordt de aldus ontvangen som bij voorrang gebruikt om de in het eerste lid bedoelde kosten te dekken. Het eventuele saldo wordt aan de eigenaar overgemaakt.”.

Art. 18. Artikel D.153, eerste lid, 3°, van hetzelfde Boek wordt aangevuld met de woorden “of waardoor het leven van het dier ernstig in gevaar werd gebracht”.

Art. 19. In artikel D.157, § 2, van hetzelfde Boek, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° lid 1 wordt aangevuld met de punten 6°, 7° en 8°, luidend als volgt:

“6° het niet definitief houden of tot het houden tijdens een periode van drie maanden tot tien jaar van één of meerdere dieren van één of meerdere soorten of tot het beperken van het aantal ervan;

7° de intrekking van de vergunning voor het houden van een dier bedoeld in artikel D.6 van het Waalse Dierenwelzijn;

8° het sluiten voor een periode van één maand tot drie jaar van de inrichting waarin de overtredingen zijn begaan.”.

2° paragraaf 2 wordt aangevuld met de volgende leden:

“Overeenkomstig het eerste lid, 7°, kan de intrekking van de vergunning voor het houden van een dier voor een bepaalde termijn of definitief uitgesproken worden. De bepaalde termijn mag niet kleiner zijn dan drie maanden.

Het verbod op het houden of de intrekking van de vergunning tot het houden van een dier uitgesproken door de rechter overeenkomstig het eerste lid heeft voor de overtreder als gevolg dat hij onder de vastgestelde voorwaarden niet meer toegelaten is om rechtstreeks, onrechtstreeks of door een tussenpersoon één of meerdere dieren te houden.

De beslissingen tot intrekking van de vergunning worden vermeld in een databank die alleen toegankelijk is voor:

- 1° de rechters;
- 2° de sanctionerende ambtenaars;
- 3° de in artikel D.140 bedoelde beambten;
- 4° de burgemeesters;
- 5° de agenten en officieren van de politie.

In de in artikel D.149*bis*, § 1, bedoelde gevallen kan de rechter de verbeurdverklaring uitspreken. De verbeurdverklaring wordt altijd uitgesproken in de gevallen bedoeld in artikel D.149*bis*, § 1, tweede lid. Dit is eveneens het geval bij diereengevechten of -schietingen, wat de inzetten, het entreegeld en de voorwerpen of installaties betreft die voor die gevechten of die schietoefeningen worden gebruikt.”.

Art. 20. In artikel D.159, § 2, 8°, van hetzelfde Boek, ingevoegd bij het decreet van 12 december 2014, worden de woorden “van de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren” vervangen door de woorden “van het Waalse Dierenwelzijn”.

Art. 21. In Titel VI van Deel VIII van hetzelfde Boek wordt een artikel D.163*bis* ingevoegd, luidend als volgt :

“Art. D.163*bis*. Wanneer een overtreding van het Waalse Dierenwelzijn of van de krachtens dat Wetboek genomen beslissingen vastgesteld wordt, kan de sanctionerend ambtenaar bij wijze van bijkomende sanctie:

1° de bij het Waalse Dierenwelzijnwetboek bedoelde erkenningen en vergunningen na advies van de voor de toekenning van de erkenning of vergunning bevoegde overheid schorsen of intrekken;

2° verbieden om één of meerdere dieren tijdens een periode van één maand tot vijf jaar van één of meerdere soorten van één of meerdere soorten te houden of om het aantal ervan te beperken;

3° over te gaan tot de intrekking van de vergunning voor het houden van een dier bedoeld in artikel D.6 van het Waalse Dierenwelzijn.

Overeenkomstig het eerste lid, 3°, kan de intrekking van de vergunning voor het houden van een dier voor een bepaalde termijn of definitief uitgesproken worden. De bepaalde termijn mag niet kleiner zijn dan één maand.

Het verbod op het houden of de intrekking van de vergunning tot het houden van een dier uitgesproken door de sanctionerend ambtenaar overeenkomstig het eerste lid heeft voor de overtreder als gevolg dat hij onder de vastgestelde voorwaarden niet meer toegelaten is om rechtstreeks, onrechtstreeks of door een tussenpersoon één of meerdere dieren te houden.

De beslissingen tot intrekking van de vergunning worden vermeld in een databank die alleen toegankelijk is voor de:

1° rechters;

2° sanctionerende ambtenaars;

3° de in artikel D.140 bedoelde beambten;

4° de burgemeesters;

5° de agenten en officieren van de politie.”.

Art. 22. In artikel D.170, § 3, vierde lid, van hetzelfde Boek, ingevoegd bij het decreet van 12 december 2014, worden de woorden “van de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren” vervangen door de woorden “van het Waalse Dierenwelzijn”.

Onderafdeling 3 - Wijziging in het decreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie

Art. 23. In artikel 2, § 1, 10°, van het decreet van 6 november 2008 houdende rationalisatie van de adviesverlenende functie, gewijzigd bij de decreten van 22 januari 2015 en 16 februari 2017 worden de woorden “bij artikel 31 van de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren” vervangen door de woorden “bij artikel D.77 van het Waalse Dierenwelzijn”.

Afdeling 2. — Opheffingsbepaling

Art. 24. Opgeheven worden :

1° met uitzondering van de artikelen 20 tot en met 30/1, de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren, laatst gewijzigd bij het decreet van 18 mei 2017 ;

2° de wet van 9 juni 2009 tot oprichting van een Belgisch Centrum voor alternatieven voor dierproeven.

De artikelen 20 tot en met 30/1 van de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren worden opgeheven op de door de Regering bepaalde datum.

Afdeling 3. — Overgangsbepalingen

Art. 25. In afwijking van artikel D.27 van het Waalse Dierenwelzijn is het gebruik van kooien voor de legkippenhouderij toegelaten tot:

1° de vervaldatum van de milieuvergunning wanneer ze toegekend is overeenkomstig het decreet van 11 maart 1999 betreffende de milieuvergunning vóór de inwerkingtreding van dit Wetboek;

2° 1 januari 2028 wanneer de in het eerste lid bedoelde vergunning vóór die datum verstrijkt.

Art. 26. Tot 31 augustus 2019 is artikel D.57 van het Waalse Dierenwelzijnwetboek niet van toepassing op slachtingen voorgeschreven door de ritus van een eredienst.

De Regering kan voorzien in de controleprocedure en -voorwaarden waarbij aangetoond wordt dat het slachten ondernomen wordt in het kader van de ritus van een eredienst.

Art. 27. Voor de besluiten aangenomen in uitvoering van de wet van 14 augustus 1986 betreffende de bescherming en het welzijn der dieren die blijven bestaan op het moment van de inwerkingtreding van het Waalse Dierenwelzijnwetboek en tot hun opheffing of vervanging wordt verstaan onder “verhandelen”: in de handel brengen, te koop aanbieden, in het bezit hebben, verwerven, vervoeren, ten verkoop tentoonstellen, ruilen, verkopen, onder kosteloze of bezwarende titel afstaan.

Afdeling 4. — Slotbepaling

Art. 28. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2019.

In afwijking van het eerste lid treden de artikelen D.62 tot en met D.97 van het Waalse Dierenwelzijn in werking op de door de Regering bepaalde datum.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 4 oktober 2018.

De Minister-President,
W. BORSUS

De Minister van Sociale Actie, Gezondheid, Gelijke Kansen, Ambtenarenzaken
en Administratieve vereenvoudiging,

A. GREOLI

De Minister van Economie, Industrie, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,
Tewerkstelling en Vorming,

P.-Y. JEHOLET

De Minister van Leefmilieu, Ecologische Overgang, Ruimtelijke Ordening,
Openbare Werken, Mobiliteit, Vervoer, Dierenwelzijn en Industriezones,

C. DI ANTONIO

De Minister van Begroting, Financiën, Energie, Klimaat en Luchthavens,

J.-L. CRUCKE

De Minister van Landbouw, Natuur, Bossen, Landelijke Aangelegenheden,
Toerisme, Erfgoed en afgevaardigd bij de Grote Regio,

R. COLLIN

De Minister van de Plaatselijke Besturen, Huisvesting en Sportinfrastructuren,

V. DE BUE

—
Nota

(1) Zitting 2017-2018.

Stukken van het Waals Parlement 1150 (2017-2018) Nrs. 1 en *1bis* tot 6.

Volledig verslag, plenaire vergadering van 3 oktober 2018.

Bespreking.

Stemming.

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2018/206455]

6 DECEMBRE 2018. — Arrêté du Gouvernement wallon approuvant la prolongation du programme communal de développement rural de la commune de Vielsalm

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, notamment l'article 1^{er}, paragraphe 3;

Vu le décret du 11 avril 2014 relatif au développement rural;

Vu la délibération du conseil communal de Vielsalm du 27 mars 2017 adoptant la demande de prolongation du programme communal de développement rural;

Vu l'avis du pôle « Aménagement du Territoire » du 29 mars 2018;

Considérant que la commune de Vielsalm ne peut supporter seule le coût des acquisitions et travaux nécessaires;

Sur proposition du Ministre de la Ruralité;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. La prolongation du programme communal de développement rural de la commune de Vielsalm est approuvée pour une période de 5 ans prenant cours à la date de signature du présent arrêté.

Art. 2. Des subventions peuvent être accordées à la commune pour l'exécution de son opération de développement rural.

Art. 3. Ces subventions sont accordées dans les limites des crédits budgétaires annuellement disponibles à cet effet et aux conditions fixées par voie de convention par le Ministre ayant le Développement rural dans ses attributions.

Art. 4. Le taux de subvention est fixé à maximum 80 % du coût des acquisitions et des travaux nécessaires à l'exécution de l'opération, frais accessoires compris.

Art. 5. La commune est tenue de solliciter les subventions prévues en vertu des dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Art. 6. Le Ministre de la Ruralité est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Namur, le 6 décembre 2018.

Le Ministre-Président,
W. BORSUS

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité, du Tourisme,
du Patrimoine et délégué à la Grande Région,

R. COLLIN